

TCHÉ-KA

J. POVOLOZKY & C^{ie}, ÉDITEURS
13, RUE BONAPARTE, PARIS (6^e)

ÉDITIONS J. POVOLOZKY & C^{ie}, PARIS

13, rue Bonaparte.

Lénine, par Landau-Aldanov.	6 50
Terrorisme et communisme, par Karl Kautsky. . .	8 »
Le voyage de Cachin et de Frossard dans la Russie des Soviets, par le D ^r Boris Sokolov. . . .	6 50
Les trésors d'art en Russie sous le Régime bolcheviste, par Alexandre Polovtsoff.	5 »
Deux Révolutions : La Révolution Française. — La Révolution Russe, par Landau-Aldanov.	4 »
Le Bilan du Bolchevisme en Russie, par Dimitri Gavronsky	3 50
Dans le Royaume de la Famine et de la Haine, par S. Voisky	4 »
Le Régime soviétique, par Marc Vichniak.	3 50
L'Œuvre économique des Soviets, par Alexandre Axelrode	6 »
Mes tribulations dans la Russie des Soviets, par V. Tchernov.	5 »
L'évolution actuelle du Bolchevisme russe, par Simon Zagorsky (Préface de M. Émile Vandervelde). .	5 50
Les Juifs dans la Révolution russe, par Boris Mirsky. Avec préface de M. Salomon Reinach.	5 »
La protection des droits des minorités dans les traités internationaux de 1919-1920, par Marc Vichniak	4 »
La décomposition de l'Armée et du Pouvoir, par le Général Dénikine	20 »

TCHE-KA

1536

80 M

92-159

ml 5085045

VIENT DE PARAÎTRE

TCHÉKA

c'est-à-dire Commission extraordinaire pour la lutte contre
la spéculation et la contre-révolution.

Écrites par des témoins irrécusables de la terreur ; envoyées au risque de leur vie et parvenues des cachots de Russie en Europe avec des difficultés inouïes, ces pages forment « un livre hallucinant dans l'horreur et qui semble compose avec les scénarios multiples d'un théâtre d'épouvante nés dans le cerveau malade de quelque sadique. Ce n'est pourtant qu'une suite de témoignages d'hommes de bonne foi, pour la plupart socialistes russes, qui ont souffert le plus douloureux martyre dans les prisons de la Tchéka », dit Le Matin (26 septembre 1922) qui ajoute : « Ce livre sur la Tché-ka est une suite de documents accablants, mais aussi susceptibles de faire réfléchir ». — Prix : 10 francs.

TCHE-KA

**MATÉRIAUX ET DOCUMENTS SUR LA
TERREUR BOLCHEVISTE RECUEILLIS
PAR LE BUREAU CENTRAL DU PARTI
SOCIALISTE RÉVOLUTIONNAIRE RUSSE**

traduit du russe
par

E. PIERREMONT

**J. POVOLOZKY & C^{ie}, ÉDITEURS
13, RUE BONAPARTE, PARIS (6^e)**

Tous droits réservés.

Les psychoses sanglantes

En faisant paraître ce recueil, nous ouvrons devant le lecteur la page la plus sombre des annales de la révolution russe.

Nous voulons mettre en pleine lumière l'œuvre de celle des institutions du régime actuel qui concentre sur elle la haine unanime et la plus irréductible de toutes les masses de la population; d'une institution dont l'action se passe sous le couvert d'un mystère impénétrable et fait naître tant de légendes, tant de bruits sinistres. Cette institution, la « Tchéka », on s'empresse maintenant de la supprimer quant à la forme; en fait, on la maintient telle quelle sous le nom nouveau d'« Administration politique » auprès du Commissariat de l'Intérieur, de même qu'on avait déjà « liquidé » les *tchéka de districts* qui avaient acquis une renommée par trop épouvantable et qui n'ont « disparu » que pour renaître aussitôt sous l'appellation plus commode de « Bureaux politiques ».

Que ce soit sous leurs noms d'origine ou affublées d'un nouveau pseudonyme, les Tchékas se présenteront ici dans toute leur ampleur, dans toute leur nudité. Pour mieux parvenir à notre but, nous nous sommes adressés directement en Russie à des gens à peine sortis des geôles de la Tchéka ou qui se trouvent encore « sous les verrous ». C'est avec les plus grandes difficultés que furent écrits, remis en mains sûres et envoyés jusqu'à nous, les manuscrits dont nous

reproduisons une partie dans le présent recueil. Nous nous excusons d'avance auprès des auteurs dont nous n'avons pas utilisé les témoignages. Quoi qu'il en soit, nous ne pouvons épuiser toutes les horreurs de l'œuvre des Tchékas. Pour cela, il aurait fallu remplir de nombreux volumes. Nous aurions peur d'accabler le lecteur par un trop grand nombre de documents uniformément et mortellement sombres, monotones et écrasants. Et quels nerfs humains eussent pu y résister ?

Pour des raisons qu'on comprend, les auteurs de ces narrations les signent d'un nom d'emprunt. Mais nous assumons une entière responsabilité politique et morale pour tout ce qu'ils ont à conter. Ces hommes ne s'inspirent pas de bruits qu'on tient de seconde main. Ils reproduisent les événements dont ils ont été les témoins immédiats et souvent les victimes.

Il ne sera peut-être pas superflu de dire que tous ces auteurs sont socialistes, mais tous ne sont pas socialistes-révolutionnaires. Si nous sommes obligés de nous porter garants de leur véracité, c'est que nous ne pouvons, pour le moment, révéler leurs noms. Car, pour ce qui est de leurs personnes, ils pourraient se passer de toute référence : ce qui répond d'eux mieux que toute chose, est leur vie entière qui, aussi bien sous la terreur rouge des bolcheviks que sous la terreur blanche du tsarisme, ne fut souvent qu'une *longue suite de sacrifices héroïques*.

Nous le savons : certains des faits que nous reproduisons sont tellement épouvantables, qu'ils risquent de soulever des doutes : serait-ce possible ? Serait-ce possible que de nos jours, en plein xx^e siècle, on puisse arriver à tant de brutalité morale, à un réveil si triomphal de la bête humaine ? Comment ? serait-ce possible que nous soyons les contemporains de ces lieux de supplice moyenâgeux, avec la question, avec des instruments de torture et toutes les autres inventions de la fantaisie inhumaine de ces sadiques effrenés ? Serait-ce possible que nous soyons les contemporains de ces tortionnaires qui ressuscitent le « droit du plus fort » à l'égard de tous

ceux qui se trouvent dans le champ de leur action, à l'égard des femmes? Peut-on s'imaginer qu'il existe officiellement et d'une façon durable des institutions dont l'action infâme et sanglante soit l'incarnation d'un « outrage à l'humanité »?

Nous craignons même que d'aucuns puissent malgré eux se poser cette question : ne s'agit-il pas de quelque exagération hystérique, ne s'agit-il pas de légendes inconsciemment forgées, dans le genre de la fameuse histoire des doigts d'enfants dans la soupe servie dans les cantines de la commune de Pétrograd, histoire dont la reproduction, tout récemment encore, a compromis à jamais notre « presse blanche ».

Hélas! la Russie sous le régime bolcheviste est devenue un pays où rien désormais ne paraît impossible. L'horreur de la situation semble précisément résider en ce fait qu'on ne peut, en ce qui la concerne, inventer une légende, si sinistre qu'elle soit, qui ne devienne, au cours de son évolution ultérieure, une chose vécue et tout aussi sinistre.

Il y a deux ans, les « petits doigts dans la soupe » n'étaient qu'une invention d'esprits crédules. Et maintenant? Et maintenant, la presse bolcheviste vient de nous apprendre le récit formidable et poignant de l'un des commissaires bolchevistes notoires, Antonov-Ovséenko, sur ce qui se passe dans les provinces affamées : « Les cadavres humains servent déjà de nourriture... Les familles de ceux qui meurent de la faim sont obligées, pendant les premiers jours, de faire garder leurs tombes... Un enfant mort est coupé en morceaux et jeté dans la marmite... » Ainsi parle cet acolyte du fameux Krylenko dans son rapport *officiel* au Congrès des Soviets. Et cela a été reproduit par la presse *officielle* qui, depuis, ne cesse de publier de longues et lamentables listes des cas de cannibalisme engendrés par la faim et officiellement enregistrés.

Sous le régime bolcheviste, la Russie est devenue le pays des éventualités illimitées. Et si quelqu'un essaie de mettre en doute la véracité de ces histoires de tortures telles qu'elles sont rapportées par des adversaires politiques du parti dirigeant, nous n'aurons qu'à alléguer les aveux mêmes des avocats zélés de ce parti.

Il existe, à l'étranger et en Russie, un mouvement assez prononcé dont le mot d'ordre politique est le « changement de jalons » « Smiena Viekh ». On peut soupçonner ses partisans de tout ce qu'on veut, mais non d'exagérer les sombres côtés de la réalité bolcheviste. Au contraire, ils sont prêts à justifier les actes les plus sanglants du pouvoir du Kremlin, en alléguant pour cela les antécédents historiques : Sylla, Jean le Terrible, Pierre le Grand, Richelieu, Cromwell, Robespierre. « Chacun d'eux savait au nom de quoi il faisait couler le sang, et si ce qu'il construisait était sage et utile, l'histoire lui remettait son péché sanglant, et non seulement cela, elle reconnaissait qu'il était impossible de rien construire autrement. » « Il ne s'agit pas de dire que ceux dont le devoir est d'être fermes et rigoureux sont trop fermes, trop rigoureux. Un pareil défaut est actuellement pour le pouvoir russe une qualité... Un chef énergique et impérieux est cruel, il plie la volonté du peuple à sa volonté à lui, en pleine action il passe outre les paroles sublimes, parfois sacrées. Dans son pénible travail quotidien, il *ne s'accorde même pas le luxe moral d'être pur* (1). »

Ces nouveaux partisans du pouvoir bolcheviste, issus de l'aile droite des partis politiques russes, sont accueillis à bras ouverts par le pouvoir. Ils ont même reçu le sacre officiel. Le service des éditions de l'Etat a été chargé de rééditer en Russie leur recueil, *Smiena Viekh*. Or, dans ce recueil, on lit l'aveu suivant : « La terreur est devenue une force en soi, elle a déchaîné les vils instincts corrompus. Les habitants de Kharkov racontent que le jeune fils du fameux Saénko demandait à son père : « Papa, laisse-moi tirer sur les bourgeois. » Et le père donnait un fusil à son fils préféré. On voudrait ne pas croire à cela, mais des faits innombrables et terribles clament vers le ciel impassible, des faits désormais incontestables, confirmés par des scalpes détachés des crânes de femmes, par des cadavres réduits à un tel état que les méde-

1. BOBRISTCHEV-POUCHKINE : « La nouvelle foi », dans le recueil *Smiena Viekh* (Le changement de jalons), pp. 122-147.

cins eux-mêmes ne pouvaient comprendre ce qu'on leur avait fait. Il y en avait, par exemple, qui étaient devenus de couleur brun foncé (1). »

Il semble surtout impossible que les exécuteurs des hautes œuvres bolchevistes aient pu rendre « coutumières » des choses telles que le viol des femmes ou bien le système de menaces qui mettent la femme devant ce dilemme : laisser exécuter des êtres qui lui sont chers ou consentir à devenir la maîtresse du bourreau. Et cependant...

Et cependant, voici un *document officiel* : le sténogramme de la « première Conférence panrusse relative à l'action du Parti dans les campagnes », publié par le Comité central de la section du Parti communiste russe pour l'action dans les campagnes. A cette conférence, le représentant du département de Vitebsk, en parlant des abus des autorités locales ayant suscité des insurrections, a relaté, entre autres, le fait suivant :

« Dans le comité du district de Polotsk, il s'est trouvé un homme qui — excusez-moi de le dire ici, mais je dirai la vérité — a violé près de dix femmes. Malheureusement, ce « communiste » est resté jusqu'à ce temps dernier au comité du parti. Et ce scélérat qui se trouve dans notre parti et qui y joue un rôle important, imaginez-vous l'action qu'il exerçait sur l'état d'esprit des paysans. » (Sténogramme, p. 41.)

Il est difficile d'y croire, et cependant c'est ainsi : le sténogramme ne note en cet endroit aucune exclamation, aucune interruption. Non seulement cela : au cours des débats ultérieurs, personne n'a rappelé ce fait, personne n'a eu la curiosité de demander le nom de ce héros du parti. Il y a des points douloureux qu'on n'aime point toucher : il est tellement plus tranquille de passer outre. Quant aux victimes... en regard des buts « planétaires » du bolchevisme, qu'importe l'outrage infligé à une misérable dizaine d'on ne sait quelles femmes ! Qu'importe leur tragédie individuelle en regard de

1. *Ibid.*, p. 121.

la farce pseudo-communiste montée à grands frais sur la scène panrusse, voire sur la scène mondiale, et menacée d'un four !

Qu'on ne cherche pas à atténuer toutes ces horreurs, en alléguant qu'il y en a eu d'exactlyement pareilles commises en pleine guerre civile dans le camp opposé des blancs. Oui, là aussi il y a eu des institutions que la voix du peuple a justement baptisées de « tchékas blanches ». Oui, ce serait pure hypocrisie, si ceux qui les avaient organisées, inspirées ou tolérées, en lisant le présent recueil rendaient grâce à Dieu pour ne pas avoir été créés « impies et publicains du bolchevisme ». Mais les exploits des héros de la justice « tchékiste » en deviennent-ils plus beaux ? Disons mieux. Nous comprenons, nous trouvons tout naturel que les partisans de la restauration, que tous ceux qui portent le deuil de l'ordre ancien, y compris les vieux exécuteurs éprouvés des hautes œuvres du tsarisme, demeurent fidèles à leurs procédés de bourreaux consacrés par la tradition. Mais lorsque nous voyons les pires de ces procédés si facilement adoptés par des hommes qui, hier encore, étaient avec nous victimes de la cruauté froide et pondérée de l'ancienne « Okhrana » ; qui, hier encore, profondément bouleversés, s'en montraient sincèrement et ardemment indignés ; par des hommes qui, hier encore, se disaient révolutionnaires, socialistes, et, comme tels, champions irréductibles de la liberté et des droits de l'individu, oh ! alors, notre indignation n'a plus de bornes ! Alléguer les antipodes du camp blanc, c'est reconnaître indirectement sa propre déchéance affreuse et irrémédiable, la déchéance jusqu'au niveau des gens qui, à nos yeux, ont toujours personnifié les instincts zoologiques, la force brutale, l'arbitraire et la haine de tout ce qui est humain.

Qu'on ne nous dise pas non plus que le régime terroriste a été imposé au bolchevisme comme la seule voie de salut, par toute son ambiance historique : le blocus, l'intervention, les hostilités du monde bourgeois, les innombrables complots, les insurrections, les Vendées à l'intérieur du pays et les attentats contre la vie des chefs bolchevistes. Qu'on ne nous dise

pas que le pouvoir bolcheviste, tel un animal traqué qui lutte pour son existence à coups de dents et de griffes, se trouvait en état de défense légitime. Aucune défense légitime ne saurait justifier ni les outrages féroces, ni le viol des femmes, ni la corruption. Ceci en premier lieu. Et en deuxième lieu, quiconque aura lu le présent recueil devra reconnaître qu'il faut désormais en finir bel et bien avec ce genre d'argumentation.

Il verra les mêmes hommes qui, hier encore, pâtissaient dans les prisons côte à côte avec leurs victimes d'aujourd'hui, maintenir dans ces mêmes prisons leurs camarades de détention de la veille et dont le seul crime est d'être demeurés fidèles aux idéals du socialisme, tandis que les maîtres actuels de la situation ont quitté le camp socialiste pour suivre les feux follets du communisme bolcheviste nouvellement né.

Quel spectacle navrant que de voir les socialistes de la veille infliger à d'autres socialistes les angoisses de la réclusion indéfinie, la torture de la faim et du froid, l'inquisition des interrogatoires, les violences matérielles et la menace de la mort ! Mais peut-être est-ce encore plus navrant de voir la cruauté inhumaine avec laquelle le régime bolcheviste sévit contre des gens n'ayant rien de commun avec les dangers politiques qui menacent le pouvoir des Soviets : contre de vulgaires criminels du droit commun, y compris ceux qui ont commis des crimes contre la propriété privée, et jusqu'aux misérables volereaux.

Autrefois, les socialistes ont violemment mais justement attaqué l'implacable « justice bourgeoise » qui pèse de tout le poids de ses répressions sur ceux qui ne sont devenus criminels qu'à cause du caractère difforme et anormal de tout notre système social. Le socialisme était l'incarnation suprême de la pitié humaine, et il cherchait à découvrir la lueur d'un sentiment humain dans ceux même que la vie cruelle avait déformés ; il craignait que cette lueur ne fût définitivement éteinte dans les ténèbres de la « Maison Morte ». La cruauté froide et la rigidité des prisons de l'ancien régime, ces

foyers de corruption morale et de crime, n'excitaient chez les socialistes que dégoût et horreur.

Comment se fait-il donc qu'à ces enfants mal partagés du destin, à ces misérables proscrits de la vie, hôtes involontaires de la « Maison Morte », le régime bolcheviste, au lieu de soulagement, au lieu d'« un rayon de lumière dans le royaume des ténèbres », n'ait apporté que désespoir et ténèbres plus épaisses que jamais ? Comment se fait-il donc que sous le régime bolcheviste on frappe quelquefois de la peine de mort des délits qui, sous l'ancien régime, n'étaient punis que d'une détention passagère dans la salle de police ? Comment se fait-il que l'humiliation de l'individu, les outrages à la dignité humaine, les coups, les violences, les tortures matérielles et morales se soient épanouis dans les prisons bolchevistes au point de faire pâlir toutes les horreurs des temps tsaristes ?

Qu'on ne nous dise pas que les anciens criminels méritaient d'être plaints, car ils étaient en quelque sorte une manifestation hideuse, une forme pathologique de la protestation contre l'ordre de choses bourgeois, que sous le régime communiste, ils ne doivent, par contre, exciter aucune sympathie puisqu'ils attentent au patrimoine commun. A ceux qui ont vécu de privations, souffert de la faim, aux dégénérés, qui ont été moralement déformés dans des bouges où grouillent la misère et le crime, à ceux-là peu importe quelles sont les paroles inscrites en lettres d'or au fronton de l'édifice social, ni au nom de qui sont promulgués les lois et les décrets. Sous le régime bolcheviste — quel que soit en ce cas le coupable — la misère de la population n'a pas diminué, elle a, au contraire, augmenté. Trotzky lui-même a plus d'une fois parlé de la Russie soviétiste comme de la « république indigente ». Mais où la misère s'accroît, s'accroît fatalement le nombre des crimes. Ceci, bien entendu, blesse l'amour-propre du nouveau régime. Mais que dire de ses représentants qui prennent leur revanche où il leur est le plus facile de la prendre, sur les éléments débiles et chancelants de la société, tombés jusqu'au crime ? Que dire des bourreaux qui, à force d'avoir longtemps pratiqué leur métier inhumain, ont, beaucoup plus que

leurs victimes, perdu l'image et la ressemblance humaines ? Que penser et que dire de tout le régime qui montre son horrible face de Gorgone à tous ceux qui n'entrent pas dans son lit de Procuste, d'un régime qui, des pieds à la tête, est éclaboussé de sang et de boue ?

Que ce régime soit sorti des mains des socialistes de la veille, s'intitulant à présent communistes ; qu'il arbore le drapeau rouge du travail émancipé, c'est là une contradiction flagrante qui saute aux yeux, une énigme angoissante pour toute conscience socialiste.

*
* *

La solution de cette énigme est fort simple. Un pareil régime, surtout se couvrant d'une enseigne socialiste, n'a pu, certes, apparaître qu'en tant qu'épilogue d'une longue et cruelle tuerie mondiale, qui, « pour tout de bon et pour longtemps », a su réveiller la bête humaine.

Le grand malheur de la révolution russe, c'est que non seulement elle est née de la guerre, mais qu'elle en a été la suite immédiate, transportée, sous la direction bolcheviste, des frontières extérieures à l'intérieur du pays. Enfant légitime de la guerre, la révolution bolcheviste en a naturellement hérité la mentalité et la morale.

C'est ce qu'on n'a absolument pas compris à l'Occident, surtout dans ces milieux teints d'idéalisme où brillent les noms d'Anatole France, de Romain Rolland, d'Henri Barbusse, etc. Le bolchevisme leur apparaissait avant tout sous les insignes de la non-acceptation de la guerre. On ne s'est pas aperçu que parmi ceux qui protestaient contre la guerre, les bolcheviks avaient, dès le début, formé un groupe à part et que leur « non-acceptation de la guerre » était conditionnée à toutes sortes de réserves dont la portée n'apparaît pleinement qu'à l'heure actuelle.

De la guerre mondiale le bolchevisme réfutait non pas la guerre, mais seulement son enveloppe impérialiste. Il s'élevait contre cette guerre non pas au nom de la paix, mais au nom

de la « transformation de la guerre impérialiste en guerre civile ». Et même, il préférait le terme de *guerre civile* à celui de « révolution ». En plus de cela, au cas où dans quelque pays la guerre civile réussirait à aboutir à la dictature du prolétariat, le bolchevisme préconisait pour ce pays toute une série de guerres révolutionnaires, non seulement défensives, mais aussi offensives, afin de porter victorieusement à travers le monde, sur les pointes des baïonnettes, le drapeau rouge de la révolution sociale. C'est ainsi qu'après avoir passé par le purgatoire de la guerre civile, la guerre mondiale devait, en fin de compte, aboutir à une nouvelle guerre mondiale entre le pays — ou les pays — où aurait triomphé la révolution sociale, et le reste du monde bourgeois. Formée et renforcée durant la guerre, l'idéologie du bolchevisme était foncièrement pénétrée de motifs belliqueux. Dès alors, elle respirait un singulier « chauvinisme révolutionnaire » ; dès alors, elle contenait les germes de ce qu'on appelle à présent l'« impérialisme rouge ». On peut dire que le bolchevisme était idéologiquement et moralement *suggestionné* par le spectacle imposant de la catastrophe militaire qui embrasait le monde ; il s'était, sans s'en apercevoir, pénétré de son esprit et ne faisait, à part lui, que l'accommoder à sa façon ; et lorsqu'il aspirait à renverser les gouvernements belligérants, il leur disait tout simplement : ôte-toi de là que je m'y mette.

Faut-il s'étonner après cela que le bolchevisme ait transporté dans la révolution toutes les méthodes de guerre — et toutes les méthodes de gouvernement en temps de guerre — qui représentent le retour au moyen âge ? Réquisitions, contributions, système barbare de la responsabilité solidaire et des otages, des villages, voire des villes entières rasées, exécutions en masse, extermination de la population récalcitrante, prisonniers réduits au servage, camps de représailles soumis à un régime de famine, peines cruelles frisant la torture et le supplice, tout cela est entré « dans l'ordre des choses » au cours de la tuerie mondiale... et tout cela, imité avec une habileté sinistre, fut appliqué par les bolcheviks au cours de la « guerre civile ».

La guerre a déchainé la bête humaine. Elle a ravivé tous les instincts primitifs et zoologiques, effaçant impérieusement le vernis superficiel de la civilisation. Elle a habitué les hommes à l'odeur âcre, douceâtre et grisante du sang. Elle a, d'un coup, diminué la valeur de la vie humaine, de la sienne propre et de celle d'autrui. Elle a émoussé les nerfs et a désappris aux hommes de s'épouvanter du nombre de victimes. Après s'être, pendant des années entières, enivrée de sang, l'humanité a pris l'habitude d'une profonde léthargie de sa conscience. Le droit de répandre le sang et d'ôter la vie a cessé d'être un problème tragique. Toutes les formes de la psychose de la guerre se sont développées. On a vu, dans le monde, se répandre le type de sadiques du pouvoir.

Or, la pratique de la *guerre civile* agit à la longue sur la mentalité humaine d'une façon plus destructrice encore que la guerre extérieure. Ne serait-ce que pour cette raison que la guerre civile oblige souvent le fils à lever la main contre le père, le frère contre le frère. La guerre extérieure est localisée. La guerre civile est capable de sillonner de fronts le pays entier, dans toutes les directions. Dans la guerre extérieure, il subsiste une certaine ligne de démarcation entre le front, avec ses implacables lois de la guerre, et l'arrière qui garde, malgré tout, certains vestiges des normes du temps de paix. Dans la guerre civile, le front et l'arrière sont confondus, l'atmosphère entière est saturée d'odeur du sang.

Pendant toute la durée de la guerre mondiale, le bolchevisme s'est trouvé en communion morale avec elle, l'adaptant mentalement à sa propre mesure. Sa terminologie même s'est rapidement militarisée. Il n'a fait que se mettre moralement en train, développant et renforçant son esprit de combat, de subordination et d'une discipline de fer. Son idéologie s'en est ressentie. La guerre, en fait, reléguait partout à l'arrière-plan les institutions démocratiques et les libertés individuelles, leur substituant la primauté du pouvoir militaire, de la dictature militaire. Et l'idée, autrefois assez compréhensive et vague, de « dictature du prolétariat » a vite fait de prendre, chez les bolcheviks, selon toutes les règles du mimétisme ou

de l'affinité, un sens concret, tangible et comminatoire qui tient du « conseil de guerre ».

Mais en dehors de cette contagion brutale de la « psychose de la guerre », celle-ci a exercé sur la mentalité une influence encore plus profonde et plus générale. Elle a fait de l'Etat un nouveau Moloch, omniscient, omniprésent et omnipotent. Elle a exigé la militarisation de toute l'idéologie sociale, créant à l'appui de ces exigences la censure militaire. Elle a fait du citoyen un serf de l'Etat belligérant, astreint au service militaire. Au moyen d'innombrables conseils de revision, la guerre a expressément rappelé que son représentant sur terre, l'Etat, exige désormais l'homme *tout entier*, sans en rien laisser. L'heure a sonné de la léthargie mortelle de toutes les libertés jusques et y compris la plus élémentaire de toutes, la liberté de déplacement. Partout des barrières, des autorisations d'entrée et de sortie, partout des visas, des vérifications de l'identité, des interrogatoires soupçonneux, une investigation minutieuse et détaillée de la conscience. Chacun est devenu suspect, chacun doit prouver qu'il n'est ni déserteur, ni insoumis, ni traître, ni rebelle à l'« union sacrée », ni agent secret d'une puissance ennemie. Tous les spécialistes qualifiés, toutes les compétences intellectuelles sont « recensés » ; tous peuvent être mobilisés à n'importe quel moment, être astreints à telle tâche intéressant l'Etat. « Tout pour la guerre, tout pour la victoire. » La psychose de la guerre devient une espèce de *mystique étatiste*. Dans les « Premières conséquences » de Le Bon, parues pendant la guerre, nous avons lu cette déduction monstrueuse soulignée avec un sentiment de satisfaction morale : « La communauté seule existe, et les individus ne comptent absolument pour rien. »

La semence est tombée sur un terrain propice. Le bolchevisme, qui tel une éponge sèche absorbait avidement les émanations de l'atmosphère de guerre, était, par tout son passé, on ne peut mieux préparé à sacrifier l'individu au « supra-individuel ». La branche russe du marxisme dont il est issu, a débuté dans la littérature légale russe par un livre de P. Strouvé qui, maintenant, renie non seulement le socia-

lisme, mais jusqu'à la démocratie; ce livre affirmait que ce qui intéresse la sociologie dans un individu, n'est pas sa nature individuelle, mais ses traits typiques; que l'objet de la sociologie « n'est que l'individu absolument impersonnel »; que dans l'histoire en général, vit, agit, voire « pense, non l'individu, mais le groupe social », et qu'enfin, d'une façon générale, « l'individu est une quantité négligeable ».

L'atmosphère de la guerre, dont les « griffes inoffensives » s'enfonçaient profondément dans la mentalité des bolcheviks, a été une application pratique éclatante de cette théorie. Et les bolcheviks n'ont pas tardé à lui trouver leur propre application... Et ils ont battu tous les records.

Il y a quelque temps, dans l'un de ses moments de « lucidité », Lénine, d'une façon assez inattendue aussi bien pour lui que pour ses compagnons d'armes les plus proches, a découvert que toute leur œuvre constructive, depuis plus de trois ans, a servi à réaliser non pas le socialisme dans la véritable et profonde acception de ce mot, mais seulement le *communisme militaire*...

Trêve d'illusions. « Les fleurs sont tombées, les feux sont éteints »... Le communisme militaire est quelque chose de brutal, de primitif et d'aussi éloigné du socialisme que la terre l'est du ciel. Le communisme militaire s'étendant à la consommation et à la répartition, l'égalité dans la misère, principalement aux frais des réserves amassées par le passé, un pareil communisme a été connu et pratiqué dans n'importe quelle forteresse assiégée. La même égalité primitive et brutale de répartition, voire le communisme de la consommation existe chez n'importe quelle tribu de brigands et une simple bande de maraudeurs l'applique, lorsqu'il s'agit de partager le butin.

D'une part, la Russie des Soviets s'est trouvée plus d'une fois dans l'état d'une forteresse bloquée. D'autre part, on y appliquait le fameux mot d'ordre démagogique de Lénine : « pille ce qui a été pillé. » L'une et l'autre de ces circonstances impliquait, bien entendu, non pas le socialisme, mais le « communisme militaire » de la répartition et de la consom-

mation, primitif et brutal. Il répondait le mieux à la psychologie du bolchevisme empoisonnée par le virus des conceptions et des tendances du temps de guerre.

L'individu — quantité négligeable. « La communauté seule existe »... Tel a été l'esprit tout entier de la « dictature prolétarienne » des bolcheviks. Leur communisme, militaire et militariste jusqu'à la moelle des os, aboutissait à « l'Etat-Léviathan » d'un Hobbes et se soumettait l'individu d'une façon totale. Il avait, naturellement, une odeur de caserne et de colonie militaire à l'Araktchéev. Cependant l'individu qui, déjà depuis la guerre, était las d'appartenir à l'Etat, s'est cabré contre la perpétuation de son asservissement sous des formes que l'on prétendait faire passer pour des formes de paisible construction communiste. C'est alors que le « pouvoir des soviets », en tant que forme politique de la « dictature prolétarienne », assumait un nouveau rôle assez singulier. Il apparut sous l'aspect d'un « purgatoire » destiné à préparer l'humanité pour le futur Elysée social. L'Etat qui devra s'atrophier dans l'avenir, devient dans le présent une école autoritaire de dressage social. C'est une machine gigantesque à travers laquelle l'histoire fait passer les hommes disponibles, avec leurs faiblesses, leurs habitudes, leurs passions, leurs opinions, « matériaux humains » devant être implacablement transformés. Ils sortiront de cette machine chacun avec son certificat d'« aptitude individuelle », affectés chacun à son aire bien déterminée, estampillés, portant bien en évidence leur marque de fabrique. Or, toute fabrication comporte des rebuts, des déchets de la production. On en utilise une partie; le reste doit être implacablement supprimé.

Le « camp de concentration » avec son travail forcé, voici pour l'« utilisation des déchets ». Les tchéka avec leurs prisons, leurs « sous-sol » sinistres, leurs « garages d'exécutions » et leurs « vaisseaux de la mort », voici pour « supprimer », pour faire disparaître les « déchets ».

C'est ici le point culminant du « principe de dictature militaire » dans le système bolcheviste.

« Les tchéka panrusse et locales doivent être les organes de

la dictature du prolétariat, de la dictature inexorable d'un seul parti », écrit Peters (1). « La Tchéka est la sentinelle de la révolution », reprend un de ses satellites (2). « L'ornement et l'orgueil de notre parti, c'est l'armée rouge et la tchéka », se décide à déclarer Zinoviev « en personne ».

Le côté sinistre et meurtrier de l'œuvre de cette institution n'est pas fait pour les embarrasser. A la suite de trois années de guerre mondiale et de quatre années de guerre civile, ces gens sont irrémédiablement atteints de la psychose de la guerre. Leur mentalité est quelque chose d'intermédiaire entre la mentalité des grands conquérants, habitués à marcher de l'avant, sans trébucher sur les cadavres, sans glisser dans le sang, et la psychologie des postulants au surhomme, se débarrassant des normes morales, bonnes pour les simples mortels. Les hommes ordinaires sont l'argile; eux, ils sont les potiers. Ceux-là sont une substance inerte et passive; eux, ils sont les démiurges.

« Nous possédons une morale nouvelle. Notre *sentiment d'humanité est absolu* puisqu'il repose sur les idéals glorieux de la destruction de toute oppression, de toute violence. *Tout nous est permis*, car nous avons été *les premiers dans le monde entier* à lever le glaive, non pas en vue d'asservissement et d'oppression, mais au nom de la liberté universelle et de la suppression de l'esclavage (3). »

Sur le terrain de la psychose de la guerre qui a fait naître une « morale nouvelle », vous voyez ici se développer toutes les autres formes de la psychose. Il y a là, incontestablement, une manie des grandeurs : « les premiers dans le monde entier ». Il y a là un retour à la mentalité d'un Torquémada qui était convaincu de faire œuvre de la plus grande charité chrétienne, en faisant brûler les pécheurs et les hérétiques : en toutes nos œuvres sanglantes « notre sentiment humain est absolu. » Dans la formule « le but justifie les moyens »,

1. Revue hebdomadaire de la Commission Extraordinaire, 1918, n° 27.

2. *Krasnyi Metch* (Le Glaive rouge), n° 1, 18 août 1919.

3. *Ibid.*

nous voyons apparaître une forme spécifique de *jésuitisme rouge* aussi fanatiquement convaincu que l'ancien jésuitisme catholique.

Dans l'atmosphère de la psychose de la guerre, tout est possible, jusqu'aux projets *d'extermination en masse* d'une population hostile. Or, cette psychose domine entièrement l'esprit et le cœur des militants de la « sûreté » politique bolcheviste, tels que Latzkisse, Peters et leurs semblables.

« Nous ne faisons pas la guerre à des individus isolés. Nous exterminons la bourgeoisie en tant que classe. »

« Ne cherchez pas, au cours d'une instrumentation, des documents et des preuves témoignant que le prévenu ait agi, en actes ou en paroles, contre les soviets. La première question que vous devez lui poser est de savoir à quelle classe sociale il appartient, quelle est son origine, son éducation, son instruction ou sa profession.

« Ce sont ces questions qui doivent décider du sort du prévenu. C'est là le sens et la nature de la terreur rouge (1). »

Tous les points sur les *i* sont mis. Le sang bourgeois, vicié, doit être tiré des veines de l'humanité. Au nom de « l'amour du lointain », il faut « purger l'humanité » sans s'embarrasser de considérations sentimentales de « l'amour du prochain ».

Une utopie grandiose, digne du Père Loyola, a mûri dans l'esprit des chefs du bolchevisme russe : il s'agit de créer une organisation idéale, composée de personnalités soigneusement triées, des « chevaliers sans peur et sans reproche », prêts à épargner au parti communiste, pour le charger héroïquement sur leurs propres épaules, tout le côté sanglant et sale de son œuvre. Voici pourquoi on a placé à la tête de la fameuse Tchéka F. Dzerjinski, dont ses camarades de parti ne peuvent prononcer le nom sans le faire suivre d'épithètes telles que « pureté de colombe », « cœur d'or », etc. C'est lui qui devait réaliser l'idée d'une espèce d'« auto-sacrifice moral » ; prouver par son exemple qu'on peut « ne pas s'accorder le luxe moral

1. Latzkisse, dans le journal *Krasnyi Terror* (La terreur rouge), 1^{er} novembre 1918.

d'être pur » et n'en resplendir que mieux d'une autre pureté inhumaine ou surhumaine. Il est significatif que presque tout le monde en Russie était enclin à s'imaginer Dzerjinsky comme une espèce de monstre, de bête sauvage ayant pris figure humaine. Cependant, il n'en est rien. Si c'était ainsi, la tragédie morale du bolchevisme serait moins grave qu'elle ne l'est à présent. Les atrocités dont regorge la pratique hideuse des tchéka auraient revêtu alors un caractère fortuit, personnel. A présent, nous avons devant nous une grimace ironique de l'histoire. L'homme au « cœur d'or » n'a pu que faire revivre dans sa personne l'image lointaine du fanatique illuminé, « loyal envers lui-même », semant autour de lui la mort, le martyre, la corruption, le sadisme du bourreau, le tout avec cette « innocence dans le mal » figée et momifiée qui a inspiré à l'un de nos grands poètes cette exclamation ironique : « Envoie, mon Dieu, à nous, indignes, moins de ces pasteurs à moitié bons, à moitié saints ! »

L'histoire a joué au bolchevisme un tour plus sinistre encore en ce qui concerne le reste du « personnel actif » des tchéka.

Une dégénérescence morale absolue, totale, épouvantable, tel a été le châtiment infligé à cet organe du pouvoir soviétique dans la personne de ses fonctionnaires. L'« amoralisme » emphatique de principe ne recouvre en fait qu'une déchéance prosaïque et malpropre allant jusqu'à la disparition totale de toute ressemblance humaine. Ce n'est pas un hasard si toutes les tchéka foisonnent littéralement de gens malades, moralement contrefaits. Il n'y a pas d'abîmes, il n'y a pas de gouffres béants dans l'âme humaine, l'âme de ce descendant socialement peu discipliné de la bête primordiale, qui n'apparaissent en ces hommes sous l'action quotidienne et continue de leur métier inhumain. « Oui, je ne puis dormir, les morts me tourmentent toute la nuit », laissa un jour échapper un des héros des geôles bolchevistes. Un autre, connu par les atrocités épouvantables commises à Arkhangel, Kedrov, a fini dans une maison d'aliénés. S'étonnera-t-on qu'ils aient besoin de s'enivrer, de devenir morphinomanes, cocaïnomanes, etc., ou bien qu'ils dégénèrent en véritables sadiques ? S'étonnera-

t-on que les tchéka aient absorbé tous les rebuts de la société, tout son bas-fonds moral, y compris les « nouveaux convertis » de l'ancienne corporation des bourreaux de l'époque tsariste? S'étonnera-t-on que les policiers et les bourreaux nouveaux et anciens aient vite fait de former un bloc compact, uni psychologiquement et moralement?

Au lieu d'épargner au régime bolcheviste la partie sanglante et malpropre de son œuvre, les tchéka sont devenues des foyers d'infection, une espèce de gangrène qui gagne peu à peu l'organisme entier du « pouvoir des soviets ».

Leur action est un outrage continu à l'humanité. Mais elle est, en même temps, « l'ornement et l'orgueil du parti communiste ». Car elle est le point culminant de l'idée fondamentale de ce parti, du retour à ce qu'on appelle l'« absolutisme éclairé », le « despotisme civilisé » sous une nouvelle enseigne communiste. Retour au despotisme qui, dans l'homme russe, depuis trop longtemps habitué à son asservissement, tue à nouveau sa dignité de citoyen et ressuscite l'âme d'esclave.

Le régime bolcheviste a ravi au socialisme son âme même, la liberté, ne laissant subsister qu'un cadavre inanimé et en décomposition : le bagne communiste ; et de ce régime les tchéka ne sont que le complément logique et inéluctable.

Vouloir conserver ce régime, mais en supprimant les horreurs de la tchéka, c'est vouloir le catholicisme sans pape, l'impérialisme sans guerre, l'absolutisme tsariste sans agents provocateurs.

Puissent ceux qui n'ont pas encore apprécié cette morale de l'histoire, la vérifier sur le vif. Puissent tous les saint Thomas de peu de foi toucher du doigt les « marques des clous », les plaies sanglantes et de fraîche date dont les mains du bourreau ont criblé les corps de leurs victimes.

C'est à elles, ces victimes, qu'appartient la parole dans le présent recueil. Leurs témoignages clament vers la conscience de l'humanité entière. Et tout d'abord, vers la conscience du monde nouveau qui vient se substituer à l'ancien monde caduc, vers la conscience du monde du Travail.

C'est de lui que nous attendons la voix de protestation la

plus haute, la voix de la dignité humaine insultée, la voix de la conscience indignée qui ne pactise pas avec les atrocités. Puisse cette voix, impérieuse et indomptable, retentir partout, en un grondement de tonnerre !

Victor TCHERNOV.

II

Le Vaisseau de la Mort

Il y a des faits auxquels il est pénible de penser, sur lesquels il est encore plus difficile d'écrire, car la pensée, pusillanime, s'en cache. Et les paroles humaines demeurent lamentables et impuissantes en présence de la plus grande tragédie qui se déroule de jour en jour, presque sous nos yeux...

Autrefois, au moment où s'effondrait la première révolution russe, le tzarisme célébrait sa victoire par une orgie d'expéditions de représailles et d'exécutions. Le pays entier tressaillait d'horreur et, en silence, voyait couler son sang par mille blessures. La presse — celle qui servait les vainqueurs — donnait libre cours à sa rancune et sonnait l'hallali, insatiable de vengeance, ne connaissant pas de bornes à sa haine de la révolution ; tandis que l'autre, la presse née aux jours du réveil du peuple, se taisait, brisée, étranglée dans l'étau de fer de la censure rétablie.

Mais en ces mois douloureux et profondément tragiques, parmi le silence imposé et l'abattement morne, retentit par deux fois le tocsin de la conscience indignée du peuple, obligeant le monde entier à tourner un instant les regards vers le pays où la détresse sans bornes et la mort insatiable devenaient un « fait coutumier » de la vie russe.

Léon Tolstoï, se dressant de toute sa taille de géant, prononça les paroles inoubliables sur la « corde savonnée » du

bourreau et se déclara prêt à partager le sort du peuple crucifié.

A côté de lui s'est élevée la voix de Korolenko, sensible et vigilant comme la conscience même du peuple, et soulevant le voile, il nous a fait voir la forêt sans fin des potences, forêt monstrueuse qui commençait, comme dans un conte, à couvrir le sol russe. Et à l'unisson de ces voix de tocsin, un long cri de pitié et de protestation s'est élevé dans le pays entier, car à ce temps, les hommes n'avaient pas encore perdu la faculté de sentir, et la mort toute-puissante n'avait pas tué en eux la volonté de vivre.

Ceci s'est passé il y a quinze ans, aux jours du triomphe de la dynastie victorieuse des tzars, aux jours de l'effondrement de la première révolution...

Et voici que maintenant, au bout d'une suite d'années, la mort autoritaire règne de nouveau sur la Russie, et le pays impuissant et supplicié voit de nouveau son sang couler par mille blessures.

Mais d'un bout à l'autre de la terre russe on n'entend plus la voix de la conscience bouleversée du peuple, on ne voit pas de géants de l'esprit osant jeter à la face de la mort leur impérieux : « Arrête-toi ! »

Qu'est-il donc arrivé à l'âme du peuple ? Que signifie son silence de sépulcre ?

Nous avons traversé la grande Révolution russe, avec ses journées radieuses et ses périodes de catastrophes grandioses. Nous avons traversé quatre années de dictature bolcheviste qui, peut-être, fait pâlir Quatre-vingt-treize. Et nous savons en notre esprit ébranlé, et nous avons vu de nos yeux troubles, ce qu'ont ignoré, ce que n'ont pas vu des dizaines de générations précédentes, ce dont se douteront vaguement, en lisant des manuels d'histoire, de longues files de nos descendants lointains...

La mort mystérieuse et autrefois inconcevable ne nous fait plus peur, car elle est devenue notre seconde existence. L'odeur âcre du sang humain ne nous émeut plus, car ses lourdes émanations saturent l'air que nous respirons. De longues pro-

cessions de victimes se rendant au lieu de l'exécution ne nous font plus tressaillir, car nous avons vu les convulsions des enfants fusillés dans les rues, nous avons vu des montagnes de cadavres mutilés et glacés, victimes de la folie terroriste et peut-être nous sommes-nous plus d'une fois trouvés nous-mêmes tout près de la limite fatale.

Nous nous sommes habitués à ces spectacles comme on s'habitue à l'aspect des rues familières, et nous ne prêtons plus au bruit des détonations une oreille plus attentive qu'à la rumeur des voix humaines.

Voici pourquoi, en présence de la Mort triomphante, le pays se tait, et son sein opprimé ne laisse échapper aucune clameur spontanée — ni de protestation ni même de désespoir. Physiquement, le pays a réussi tant bien que mal à traverser ces quatre années inoubliables, mais son âme empoisonnée s'est trouvée captive de la Mort. C'est peut-être pour cela que la Russie, fusillée et suppliciée dans les geôles, garde maintenant le silence.

*
* *

La terreur bolcheviste a déjà son histoire.

Si pendant les deux années qui ont suivi le coup d'État d'octobre, les bolcheviks aimaient à prendre l'attitude provocante de Robespierre, et que les Marat de fabrication nationale réclamaient insatiablement du sang, du sang et encore du sang ; si la terreur même de ces deux années avait été criarde avec ostentation, amorphe et spontanée, — au fur et à mesure qu'ils s'emparaient de l'appareil de l'État, les détenteurs du pouvoir dictatorial éprouvaient de plus en plus le besoin d'introduire la terreur dans des cadres déterminés, de la subordonner à des organes appropriés et surtout de la faire moins bruyante, extérieurement moins marquante.

Cette nécessité n'était pas seulement commandée par le danger où se trouvait le pouvoir, le danger de s'enliser et de perdre pied devant la marée de l'anarchie sanglante que ce pouvoir avait lui-même provoquée.

Seul parmi ses expérimentations sociales, non reconnu par

les puissances mondiales et irrévocablement séparé d'elle par le rideau de feu de la terreur, ce pouvoir pressentait les conséquences fatales de son isolement et en cherchait anxieusement l'issue. C'est de cette époque que date la constitution d'un régime singulier du « droit » soviétique — ce Janus cynique dont une face regarde obséquieusement l'Europe tandis que l'autre face se tourne vers l'Asie des Mongols sauvages. C'est alors que, du fond des lieux de supplice communistes, s'élevèrent les voix hypocrites des bourreaux prônant la « légalité révolutionnaire » et qu'apparut, dans le « Recueil des prescriptions et des décisions du gouvernement », le décret impudent sur l'abrogation de la peine de mort...

Pour plaire à l'Europe, le monstre terroriste revêtait les habits blancs des humains tout en gardant, cachées sous ces habits, les griffes rapaces du fauve, l'âme insatiable du cannibale.

La terreur n'a pas disparu de l'existence. Mais, quittant les places publiques et les trottoirs ensanglantés, elle s'est enfoncée dans les sinistres souterrains des tchéka pour y poursuivre sans encombres son œuvre noire à l'abri des murailles impénétrables, loin de la conscience humaine.

La terreur n'a pas disparu de l'existence. Mais, amorphe et chaotique au commencement, elle a acquis, peu à peu, les contours d'un appareil de représailles complexe, muni d'un grand nombre d'instances et de chaînons, muni d'une « instrumentation » formelle et de tous les accessoires de la justice révolutionnaire, mais aboutissant toujours à la même fin inéluctable : la mort inexorable au fond d'un cachot, de la main d'un bourreau professionnel.

Cet appareil, revêtu désormais d'un caractère impersonnel, mis en branle par la main experte et jamais tremblante des bolcheviks, fusille du jour au jour, sans bruit mais avec méthode, la Russie qui déjà n'a presque plus la force de réagir. Et plus ses victimes sont nombreuses et plus il s'enfonce dans ses souterrains.

Les journaux ne publient presque plus de communiqués sur les exécutions quotidiennes, et les publicistes officiels suppléent

au mot même « exécution » celui plus vague et plus énigmatique de « la mesure suprême de punition ». De temps en temps seulement, lorsqu'on découvre le complot contre-révolutionnaire du jour et que la patrie communiste est menacée, on voit apparaître dans les colonnes des *Izviestia* et des *Pravda* de longues listes de gens broyés par la machine de la terreur, Et le pays, saisi d'un grand frisson, apprend les noms des victimes silencieuses de la « justice révolutionnaire ».

*
* *

La terreur n'a pas disparu de notre vie. Aussi, peut-être, n'est-il pas encore temps d'en parler dans toute son ampleur.

Le jour viendra où les incommensurables souffrances humaines, où les vies ravagées des hommes se fondront en un seul tableau grandiose et poignant de ces quatre années et feront comparaître devant le tribunal de l'histoire les cannibales modernes qui, de leurs mains d'assassins, instituent le régime communiste.

Quant à nous, témoins vivants de la terreur, qui à tout instant sentons sur nous son souffle pestilentiel; nous qui avons vu le sang et qui connaissons la mort, nous ne pouvons pas encore en parler dans toute son ampleur. Car ce que nous avons vu et ce que nous connaissons ne sont que des épisodes isolés et disparates, des faits infimes, grains de sable que la tourmente de la terreur a jetés dans notre conscience.

Mais peut-être, ces faits pris au hasard et gravés dans notre mémoire, faits véridiques, que la renommée aux cent bouches n'a guère déformés, valent-ils la peine qu'on en parle et qu'on les décrive dès à présent, lorsque la « terreur continue » et que chaque jour ajoute une page à son histoire sanglante et infâme.

Il faudrait donc considérer la présente étude comme un « document humain » qui ne prétend pas à être complet et qui a été rédigé d'après les récits des condamnés à mort et des témoins involontaires de leurs dernières heures. Il n'y a pas ici d'« historique » de la terreur. Il n'y a pas de tentative

d'en donner l'appréciation politique ou morale. Il ne s'agit que de quelques petits faits relatifs aux exécutions des prévenus *du droit commun* et qui ont eu lieu dans la prison de la Tchéka de Moscou durant une période d'ailleurs restreinte : depuis la fin de janvier jusqu'à juin 1921.

La terreur *politique* aussi menaçante et violente que jamais, qui continue à dévorer des milliers de vies humaines et qui demeure, comme par le passé, au centre des préoccupations des représentants de la dictature, — cette terreur est restée en dehors du sujet de la présente étude. Ce seul fait doit suffire pour expliquer au lecteur le véritable caractère de ces notes.

*
* *

Quel que soit le nombre d'articles écrits sur la « légalité révolutionnaire » par notre Fouquier-Tinville national, Krylenko ; si ardemment qu'il milite pour le droit exclusif des tribunaux révolutionnaires à disposer des vies humaines, ce fait demeure ce qu'il est : jusqu'à ces jours derniers, la peine de mort a été appliquée et continue à être appliquée par *tous* les organes principaux de la justice bolcheviste rivalisant de cynisme et de cruauté : par les « tribunaux révolutionnaires » et les « tribunaux des chemins de fer », ainsi que par toutes sortes de « triades » et de « comités de cinq » des commissions extraordinaires.

Le glaive punisseur de la terreur tombe sans pitié sur les têtes des condamnés aussi bien dans les séances « judiciaires » des tribunaux que dans les oubliettes franchement primitives des tchéka.

La seule différence consiste en ce que l'appareil judiciaire fonctionne avec un peu plus de lenteur que les « triades » mobiles des tchéka, qui poursuivent la « justice révolutionnaire » par des voies extra-judiciaires, en l'absence de l'accusé, sans témoins ni défense, sur un simple rapport du juge d'instruction.

La seule différence c'est que le prévenu condamné par un tribunal apprend son sort par l'arrêt prononcé, tandis que

celui qui tombe sous la juridiction d'un organe tchékiste n'en apprend la décision qu'au dernier moment, en se rendant au lieu de l'exécution... parfois au seuil même du cachot...

Cependant, tribunaux et tchéka réalisent, avec la même méthode et la même fermeté, le système d'une terreur inexorable. Les uns et les autres ne connaissent pas d'autre langage que celui de la mort...

Pendant plusieurs mois, j'ai eu l'occasion de voir ces malheureux aux yeux hagards, répétant d'une façon incohérente le mot fatal :

« Suprême mesure de punition. »

On les amenait tout droit du tribunal, avant même qu'ils eussent le temps de bien concevoir et approfondir le sens lugubre de cette formule, et on les mettait à l'isolement « rigoureux » avec d'autres prisonniers, leurs semblables, comme eux condamnés, comme eux attendant leur dernière heure.

Machinalement, obéissant à ce qu'on leur disait, ils écrivaient des recours en grâce incohérents, et les quarante-huit heures de « sursis » devenaient pour eux une éternité d'angoisse mortelle.

Juchés au rebord de la fenêtre ou l'oreille collée au « judas » de la porte, ils écoutaient le silence de la prison, et les pas pesants des gardiens, le ronflement d'une automobile entrant dans la cour les faisaient trembler du frisson de la mort...

A la fin de la deuxième journée, on emmenait les uns pour les fusiller et ils quittaient leurs cellules avec une hâte fébrile, presque inconscients. D'autres se trouvaient favorisés par la « chance », et on leur passait enfin, à travers le judas, le papier sauveur annonçant un sursis à l'exécution de l'arrêt. Parfois, d'ailleurs, le sursis était annoncé de vive voix par un gardien et jusqu'au dernier moment le condamné n'était pas certain que sa vie était prolongée, ne fût-ce que de quelques jours.

Ensuite, c'étaient des mois d'angoisse poignante, de lutte convulsive entre la vie et la mort, sans perspectives ni espoir réel, sans un instant de calme ni de répit.

Quant au Comité central exécutif, le « Vtzik », du moment

qu'il s'agissait de la conservation d'une vie humaine, il ne se montrait ordinairement pas pressé. Son arrêt définitif n'arrivait, quelquefois, qu'au bout de quatre, six, huit mois. Pendant ce temps, les hommes vieillissaient, dépérissaient, leur âme, peu à peu, s'étiolait.... Puis, par un soir funeste, on apprenait que le « Vtzik » avait confirmé le verdict et le condamné s'en allait à jamais « en ville avec les hardes », sans pouvoir s'expliquer pourquoi les fameuses « 48 heures » s'étaient éternisées pour lui en une torture intenable.

Il suivait le chemin tracé par la justice des tribunaux et qui aboutissait, pour lui, au même sous-sol où s'accomplissait l'œuvre sanglante des « triades » tchékistes. Et qui sait lequel des deux procédés est plus humain, plus facile à supporter...

*
* *

Dans la rue Grande-Loubianka, n° 14, dans la maison de la Compagnie des Assurances de Moscou, se trouvent les institutions principales de la Tchéka de Moscou. Ici fonctionne jour et nuit l'impassible machine de la mort, ici s'accomplit le cycle des transformations successives de l'homme : de prévenu en condamné, de condamné en cadavre mutilé...

Dans le corps principal, se trouvent les cabinets des juges d'instruction sur les rapports desquels « l'organe collectif » prononce ses arrêts uniformément cruels. Derrière le corps principal, dans un petit sous-sol d'un pavillon d'un étage, les condamnés à mort attendent leur dernière heure. Ici même, dans la cour adjacente à la Petite Loubianka, se trouve la cave affectée aux hautes œuvres du bourreau tchékiste. Là, au centre même de la ville, entre les murs autrefois inoffensifs d'une Compagnie d'assurances, s'est tapi un des instruments aveugles et infâmes de la terreur, exterminant, dans un silence profond, des centaines et des milliers de vies humaines.

Dans l'enfilade des cabinets des juges d'instruction, l'un des plus terribles est le cabinet n° 55, celui du premier juge d'instruction pour la section des crimes de droit commun, Voul. Entre ses mains sont concentrées toutes les instructions cri-

minelles et, surtout, les affaires des « bandits » où l'on ne fait généralement pas de quartier, et les arrêts de mort constituent une règle fermement établie et presque inviolable.

Pour toutes ces affaires, Voul est le rapporteur permanent et presque unique de la « triade » ; c'est lui qui dirige et qui clôt l'instruction des magistrats subalternes, c'est de lui que dépend la solution de toute affaire instrumentée.

Encore jeune (30 ans environ), les cheveux légèrement frisés, le regard ferme et brillant, mobile, énergique et tranquillement courtois, Voul fait trembler tous ceux qui entrent dans son cabinet. Car peu d'affaires, chez lui, ne se terminent pas par la peine de mort, peu d'interrogatoires ont lieu sans un féroce « passage à tabac ».

Lorsqu'un juge d'instruction subalterne ne réussit pas à obtenir des aveux, il menace le prévenu de l'envoyer chez Voul, et souvent il suffit de mentionner ce nom pour recueillir une « déposition sincère ».

Les affaires les plus importantes, Voul les instruit en personne, et ses procédés d'instrumentation constituent un des traits marquants dans l'ensemble de la justice tchékiste. Voici un des nombreux exemples de ses interrogatoires raconté par Ian Otremsky.

Otremsky était accusé d'avoir tiré sur les fenêtres du soviet du quartier Basmanny. On avait trouvé sur lui un Mauser avec plusieurs cartouches que Otremsky avait gagné aux cartes.... à un aide-de-camp de Dzerjinsky. Le prévenu n'était pour rien dans l'affaire où on l'impliquait ; selon lui, il avait été calomnié par quelques spéculateurs avec lesquels il avait eu des démêlés à propos de répartition des bénéfices.

L'origine un peu « scabreuse » du Mauser avait éveillé chez Voul un intérêt particulier pour cette affaire et il résolut, coûte que coûte, de connaître la « vérité ».

« Voul me reçut fort aimablement, racontait Otremsky en essuyant le sang qui coulait sur sa figure. Il m'offrit une chaise, sortit un porte-cigarettes en or et s'informa si j'avais pris mon « petit déjeuner » ; sans attendre ma réponse, il sonna un domestique, lui dit quelques mots et, quelques mi-

nutes plus tard, on plaça devant nous un plateau avec deux verres de café, du sucre, du pain blanc et du beurre.

« — Je vous en prie, dit Voul, tout en prenant le café nous causerons, sans qu'il y paraisse, de l'affaire.

« En ce moment retentit la sonnerie du téléphone et j'entendis Voul prononcer les paroles suivantes :

« — Ian Otremsky est justement chez moi... Je suis sûr que
« nous n'aurons pas à le fusiller... Il va tout avouer en toute
« sincérité et deviendra pour nous un collaborateur pré-
« cieux... »

« Je ne me rendis pas compte en ce moment que tout cet entretien avait été machiné exprès à mon intention et je me sentis du coup mal à mon aise.

« On s'informe si vous êtes encore en vie.... », me dit Voul en souriant et en me passant le pain.

Mais je ne pouvais ni manger ni boire, et prévoyant quelque piège, me sentais très ému.

« Avouez tout, Otremsky, continua Voul, et nous oublie-
« rons votre passé... Vous entrerez à notre service. »

« Il se mit à tenter de me persuader et pendant quinze ou vingt minutes, il passa sans cesse des promesses alléchantes aux menaces. Quant à moi, je niais obstinément ma participation à l'attentat contre le soviet de Basmanny et refusais de prendre du service à la Tchéka.

« Voyant mon obstination, il perdit enfin patience, bondit de sa chaise, s'empara d'un fusil placé dans un coin et se mit à me frapper avec la crosse. Après quelques coups sur la tête et sur la poitrine, je chancelai et tombai par terre tout ensanglanté. Cependant, au bout d'un instant, je revins à moi, me relevai et quittai tant bien que mal le cabinet de Voul accompagné de coups de poings et d'une bordée d'injures... »

Ian Otremsky était de nationalité polonaise et porta cet acte de violence à la connaissance de la Croix-Rouge polonaise, joignant à sa déclaration, comme preuve à conviction, son mouchoir couvert de sang. Néanmoins, sa nationalité polonaise n'a pu le sauver, et peu de temps après l'« interrogatoire », le 14 mai 1921, il fut fusillé à la suite d'un rapport de Voul...

Je me suis arrêté à ces détails caractéristiques de l'interrogatoire infligé à Otremsky pour ne pas charger la suite de mon récit par des dizaines de faits analogues. Ce système d'« interrogatoires », Voul le pratique chaque jour, avec un calme et une bonhomie imperturbables, ne variant de temps en temps que sur quelques détails.

Ainsi, dans des cas suspects, il fouille en personne le prévenu pour s'assurer qu'il est sans armes et, par conséquent, sans défense. Quelquefois, il préfère frapper non sur la tête mais sur les muscles et les jointures des bras.... Quant au reste... tout se passe selon un usage fermement établi : cigarettes, café, pain blanc, invitation au service de la sûreté générale et.... crosse de fusil. Et cela recommence d'une victime à l'autre sans que presque jamais aucune ne sorte de sa torpeur.

Dans l'argot des bandits malmenés, cela se raconte : « Voul a joué de la guitare. »

Et c'est pour savoir « jouer de la guitare » avec tant de zèle et de talent que le juge d'instruction Voul, membre du Parti communiste russe, arbore sur sa poitrine l'ordre du drapeau rouge.

Tout comme au bon vieux temps, la sûreté communiste et le monde des criminels se trouvent si étroitement liés entre eux qu'il est parfois difficile de tracer la ligne de démarcation entre le poursuiveur et le poursuivi, entre ceux qui veillent à l'ordre « révolutionnaire » et ceux qui l'enfreignent. ¶

Le bandit de la veille devient le lendemain un collaborateur dévoué de la Commission extraordinaire et le tchékiste de la veille termine sa vie dans la cave, sous la main du bourreau. Le sous-inspecteur de la sûreté générale auprès de la Tchéka de Moscou, Morosov, camarade et collaborateur le plus proche de Voul, convaincu d'exactions, est condamné à mort sur un rapport de Voul lui-même, tandis que les bandits « professionnels » de l'époque d'avant la révolution, tels que « Chouba » (surnom : « la Pelisse »), « Smétana » (surnom : « la Crème »), Zbrouitchik, etc., après une séance réussie de « guitare », deviennent agents de la sûreté générale et livrent énergique-

ment leurs anciens compagnons. Il est curieux que les bandits livrés par ces énergumènes se voient accusés non seulement de leurs crimes « actuels », mais de ceux même qu'ils avaient commis « aux jours d'antan », en compagnie des « Chouba » et des « Smétana ». Et très souvent, aux questions menaçantes de Voul, le prévenu répond ingénument :

« Demandez à « Chouba » (ou à Smétana), dans cette « affaire » on avait « turbiné » ensemble. »

*
* *

Si d'innombrables « Chouba » de tout accabit, usant de différents moyens de mouchardise, de trahison et de provocation complexe (1), fournissent les éléments mêmes des exécutions ; si l'infatigable Voul, tranquillement et posément, à l'aide de la « triade », appose à ses victimes la marque des condamnés, le bourreau, qui évite la lumière du jour et le regard des hommes, apparaît comme le dernier anneau de la chaîne sanglante de la justice tchékiste. A l'époque dont je parle, les fonctions du bourreau professionnel auprès de la Tcheka de Moscou étaient assumées par un soldat de l'armée rouge, Pankratov, homme cupide, borné et cruel, qui avait succédé au bourreau Emelianov, mort du typhus compliqué d'une maladie cérébrale.

Pankratov, qui a fusillé de ses mains des centaines d'hommes, était autrefois un simple et paisible paysan du gouvernement de Riazan et vivait à son aise auprès de son père. En 1913, il fut appelé sous les drapeaux et quelques mois plus tard, lors de la déclaration de la guerre, il se trouva sur le front où il gagna ses galons d'adjudant. Son nouveau rôle de « gradé » produisit un changement radical dans la nature de

1. Je connais un grand nombre de faits où d'importantes affaires d'exactions, de faux, de malversations et d'autres forfaitures, affaires qui se terminaient inéluctablement par des condamnations à mort, ont été *montées* par des agents provocateurs de la Tcheka, personnellement intéressés à toucher tant pour cent sur chaque affaire « arrangée ». Malheureusement, ce serait trop encombrer les présentes notes que de citer une série d'affaires de ce genre.

Pankratov, et c'est alors que ses yeux, pour la première fois, s'allumèrent d'un éclat sinistre.

En 1917, il fut démobilisé et renvoyé chez lui, mais peu de temps après, les bolcheviks le rappelèrent au service militaire et en tant qu'ancien adjudant, il fut nommé d'emblée chef du bataillon spécial de la Tchéka de Moscou. Ici, Pankratov se lia intimement avec le bourreau Emelianov et le remplaça après sa mort.

Agé de vingt-sept ans, de taille moyenne, large d'épaules, blondasse, Pankratov se faisait remarquer par sa tête rasée, ses yeux gris et brillants dans une figure rouge à force de boire. Il sentait toujours l'eau-de-vie.

Il vivait dans la rue de Srietenska où il louait une chambre, et passait ses loisirs avec Efrossinia Ivanovna, une prostituée du boulevard Tverskoï, âgée de vingt-cinq ans.

Tous les matins, il se rendait à la Tchéka et demeurait dans la section des détenus jusqu'à 3 heures, sans rien faire. C'est là aussi qu'il prenait ordinairement son repas de midi.

Il connaissait personnellement tous les détenus de longue date et se rappelait tous les détails de leur « affaire ». A l'égard de certains, il se montrait même aimable, leur offrait des cigarettes et leur faisait comprendre que sa situation lui permettait de faire bien des choses pour soulager leur sort. A l'égard d'autres, il adoptait, par contre, un ton de chef sévère, les abreuvant sans raison d'injures spécifiquement brutales et compliquées. Surtout, il ne pouvait souffrir qu'on l'interrogeât sur les exécutions.

C'est ainsi que Pankratov passait la première moitié de sa journée. Cependant, même en ces heures, il lui arrivait de trouver de la besogne. Il n'avait pas son égal lorsqu'il fallait « mettre de l'ordre » parmi les prisonniers et, dans des cas urgents, le commandant Rodionov le faisait venir pour « faire le coup de poing ».

De tous ceux que la « triade » de la Tchéka de Moscou où les tribunaux condamnaient à mort, il « prenait livraison » personnellement et contre reçu, car il aimait l'ordre. Quelquefois, il avait comme des accès de pitié et déclarait alors posé-

ment, conscient de sa puissance : « Celui-là, je ne puis l'accepter : son affaire n'est pas grave, peut-être aura-t-il sa grâce. »

Et le veinard ainsi distingué était reconduit dans la prison.

Dans la plupart des cas, Pankratov allait lui-même chercher ses victimes. Il les traitait brutalement, demeurait sourd comme une pierre à leurs supplications et à leurs plaintes et vomissait sans cesse des injures.

Vers 6 heures du soir, il amenait tous les condamnés à la Tchéka et, installé dans quelque coin, fumait en silence en attendant la nuit. Une heure plus tard, excité, les yeux fébriles, il descendait dans le sous-sol et se mettait à sa besogne de bourreau...

Les soirs où il n'y avait pas de « travail », Pankratov rentrait chez lui, laissant toujours des indications précises pour qu'on puisse le trouver « en cas de besoin ». De pareils « cas » se présentaient, en effet, de temps en temps.

Un jour Pankratov, avec son « pays » et futur successeur, Joukov, s'en était allé chez le cordonnier pour essayer des bottes neuves. A peine eut-il enfilé une botte qu'un commissionnaire se présenta à l'atelier et remit à Pankratov l'ordre de se rendre à la Tchéka. Pankratov dit à Joukov d'attendre, et s'en alla. Au bout de quelque quarante ou cinquante minutes, il revint et continua posément l'essayage interrompu. Dans l'intervalle, il avait fusillé un homme.

Une autre fois, Pankratov fut convoqué à la Tchéka alors qu'il se trouvait avec Efrossinia Ivanovna et Joukov au théâtre Korsch. Il lui fallut prendre une voiture et se rendre dans la rue de Loubianka, tandis que ses compagnons regagnaient leur maison sans se presser. Une heure et demie après, environ, Pankratov rentra également après avoir fusillé trois bandits. Il était très ivre et prit le thé en silence...

C'est ainsi que les obligations professionnelles s'enchevêtraient chez Pankratov avec ses affaires et ses distractions quotidiennes.

Pankratov vivait richement et grasement. Il buvait beaucoup, mangeait beaucoup, jouait beaucoup aux cartes et, par-

fois, perdait beaucoup. Il n'était jamais à court d'argent, car il avait des revenus considérables et permanents. Sans parler de ses émoluments très élevés, presque tout l'avoir des fusillés lui revenait. Il vendait ce qu'il y trouvait de moins bien et mettait sur lui tout ce qu'il avait de meilleur. Tous les objets de prix se trouvant par hasard sur les victimes devenaient également la propriété du bourreau. Mais, surtout, il s'intéressait aux dents en or : certains en avaient la bouche pleine. Et Pankratov les cassait méthodiquement et les retirait des bouches que la mort n'avait pas encore raidies...

Pour la peine et le tracas que se donnait Pankratov, la Tchéka l'entourait de soins et s'empressait à le bien nourrir. En plus de la ration tchékiste ordinaire, il recevait, toutes les semaines, une ration « extra » avec du vin, de la viande et du pain blanc, et chaque exécution lui donnait droit à des avantages matériels supplémentaires.

Pankratov était un homme d'ordre et, à la fin de chaque « journée de travail », il dressait soigneusement son « bordereau » pour le présenter à l'économet.

C'est ainsi qu'il vivait dans l'abondance, mangeant tout son saoul et ne se plaignant pas de son sort. Cependant, peu à peu, il se sentit envahi de lassitude et, la nuit, des cauchemars le prenaient à la gorge... Et, précisément, il y eut des exécutions en masse... Il se sentit filer un mauvais coton, sa raison, parfois, se troublait. Effrayé, il décida de quitter son service ; par bonheur, il avait sous la main Joukov, remplaçant digne et sûr. En même temps que de l'emploi et de l'appartement, Joukov hérita d'Efrossinia Ivanovna... Quant à Pankratov, il se retira au bout de quelques jours. On dit qu'il a pris une place de gérant dans un « Sovkhoze » (conseil économique) quelconque.

Le nom de ce bourreau rappelle un flot interminable de sang humain, des cruautés indicibles, une telle angoisse des dernières minutes que les hommes allant à la mort en avaient la raison troublée et la volonté anéantie.

De même que Voul, Pankratov était membre du Parti communiste russe. De même que Voul, il aimait son métier ; de

même que lui, il accomplissait ses fonctions homicides avec toute l'ingéniosité et tout l'esprit d'invention dont était capable sa nature simpliste de brute.

Pankratov savait préparer ses victimes pour leur dernier moment et il possédait à la perfection la technique des fusillades. Soit par des violences atroces, soit par des insultes et des menaces cyniques, soit par l'éclat sinistre de ses yeux fébriles, il faisait des bandits les plus indomptables des êtres inertes, privés de volonté, qui se livraient à lui comme en proie à l'hypnose, se hâtaient, se déshabillaient machinalement, craignant d'enfreindre le moindre de ses ordres, et attendaient le coup de feu fatal, la raison à moitié éteinte...

C'est de ces dernières minutes des condamnés à mort que je vais parler dans les lignes suivantes.



Derrière le corps principal, comprenant une enfilade de cabinets des juges d'instruction, se trouve, comme il a déjà été dit, un pavillon d'un étage qui, autrefois, contenait les archives de la Compagnie des Assurances.

A gauche de l'entrée se trouvent deux pièces aménagées en cellules communes pour les détenus et trois petites cellules affectées au « secret rigoureux ». On y amène ordinairement les personnes qui viennent d'être arrêtées ou qui sont convoquées auprès du juge d'instruction, et il est rare que quelqu'un y fasse un séjour un peu long.

A droite de l'entrée, se trouve une grande pièce singulièrement aménagée : le long des quatre murs court une étroite galerie garnie d'une rampe, et le plancher s'ouvre sur un sous-sol relié au local supérieur par un escalier de fer en colimaçon. C'est le terrible et mystérieux « vaisseau », dans la « cale » duquel les condamnés sont inexorablement emportés vers le rivage fatal de la mort...

Dans l'un des murs de pierre de la cale, sont creusées deux petites soupentes transformées en cellules d'isolement. C'est ici que les hommes, fous de terreur, passent les dernières heures de leur existence terrestre.

Presque toujours, le silence et le calme règnent sur le « vaisseau ». Les murailles muettes de la « cale » ne laissent passer du dehors aucune voix humaine, et les fenêtres enduites de peinture de l'étage supérieur ne laissent presque pas passer la lumière du jour. Il n'y a ici ni nuit ni jour, car jour et nuit, l'électricité est allumée. Il n'y a ici ni espace ni temps, car dans l'étau pesant du souterrain, chaque instant ressemble à une éternité immuable. Ici, tous les liens avec la vie sont rompus, car le seul escalier qui mène au monde des vivants est gardé à vue par des sentinelles vigilantes, et celui qui attend sa dernière heure ne remonte cet escalier qu'une seule et unique fois pour quitter le « vaisseau » et mettre un pied docile sur le rivage de la mort.

Tous les soirs, au coucher du soleil, une porte s'ouvre en haut de l'escalier tournant, on entend la voix connue du bourreau et le condamné dont le tour est venu, quitte la « cale ». Et sa place est prise par d'autres, par d'autres...

La plupart des condamnés à mort ne passent ici qu'un seul jour. Cependant il y en a qui languissent sur le « vaisseau » durant des semaines, attendant chaque jour que leur tour soit venu. Tous les soirs, ils entrent de nouveau dans leur poignante agonie, et, tous les matins, déchirés d'une angoisse mortelle, ils attendent de nouveau la tombée de la nuit.

De simples paroles humaines peuvent-elles évoquer tout l'abîme d'horreur et de désespoir qui tient dans sa gueule noire les prisonniers condamnés du « vaisseau » ? Qu'en peut savoir celui que ses pas chancelants n'ont jamais conduit en bas de l'escalier tournant de la « cale » ? L'imagination humaine, les descriptions humaines sont impuissantes à le traduire. Et ce n'est que par un faible et pâle écho qu'arrivent jusqu'à notre conscience des fragments isolés de la poignante tragédie qui se déroule dans le silence des caves tchékistes, au centre même de Moscou...

Voici, pris au hasard, quelques épisodes de la vie de ce mystérieux et terrible « vaisseau », dont la description véridique et dénuée d'artifice nous a été faite par quelques « vei-

nards » qui, après avoir attendu la mort, ont été « graciés » par le Comité Exécutif.

« Vers la fin de janvier 1921, raconte l'un d'eux, je fus amené sur le « vaisseau » où se trouvaient, en attendant l'heure de l'exécution, deux condamnés. Ils étaient accusés d'avoir attaqué à main armée une automobile dans l'impasse Trétiakovsky et de s'être emparés de 287 millions de roubles. Leurs camarades, impliqués dans la même affaire, étaient enfermés dans la cellule d'à côté et attendaient, eux aussi, la mort.

Les détenus condamnés par la Tchéka de Moscou étaient, ordinairement, fusillés le mercredi et le samedi. C'est pourquoi, mercredi 26 janvier, ces hommes se rendaient fort bien compte que leur dernier jour était arrivé. Cependant, ils étaient calmes et même, au moment de la distribution du repas de midi, demandèrent au « staroste » :

« Mets-nous davantage de pâtée, tu sais bien que c'est aujourd'hui la dernière fois que tu nous sers. »

En effet, vers six heures du soir, le gardien de service vint dire qu'on emmenât de la cave ceux qui ne s'y trouvaient que par hasard ou à titre provisoire. Selon toute évidence, on allait sous peu appeler les condamnés.

Nos deux cellules étaient ouvertes, mais il était impossible de parler aux condamnés de la cellule d'à côté, le gardien de service surveillant de près leur moindre mouvement. Ils réussirent, néanmoins, à détruire à la hâte quelques petits papiers.

Une demi-heure après, le bourreau Pankratov descendit dans la cave suivi du commandant de la prison Rodionov. On fit sortir des cellules isolées les condamnés et on leur dit de se déshabiller.

... Ils enlevèrent leurs paletots, leurs vestes et leurs vareuses. Ils se déshabillaient très vite, comme s'ils étaient pressés. Tous étaient très pâles. Quelques-uns chancelaient et tombaient sous le coup de l'émotion, mais se relevaient aussitôt. Ils fumaient une cigarette après l'autre et ne soufflaient mot. Ensuite, toujours aussi silencieusement et hâtivement,

presque en courant, tous les six se mirent à monter l'escalier tournant... Nous, nous demeurions cloués à nos places, comme saisis de torpeur, et nous les suivions des yeux. Je pensais que le même sort m'attendait...

Un instant après, les gardiens vinrent chercher les hardes des condamnés. Le reste de leurs provisions fut partagé sur place. Quant aux vêtements, nous les retrouvâmes plus tard sur les gardiens ou sur le bourreau Pankratov...

Environ vingt minutes après que les condamnés eussent été emmenés, un camion automobile sortait par la porte cochère de la Tchéka... Il emportait les cadavres des fusillés à la morgue de Lefort pour y être autopsiés et ensevelis dans la fosse commune. Ces hommes, condamnés en leur absence, avaient attendu la mort pendant un mois et demi. Ils avaient réussi à graver sur le mur de notre cellule :

« Ici ont été emprisonnés des bandits. Fusillés le 26 janvier pour 287 millions de roubles. Leurs noms sont demeurés inconnus. »

*
* *

Samedi le 29 janvier, c'est-à-dire trois jours après l'exécution dont on vient de parler, à la tombée de la nuit, on amena encore sur le « vaisseau » 19 hommes venant de la prison de Boutyrki et que la Tchéka de Moscou avait condamnés à la peine capitale sans les faire comparaître.

Parmi les 19 hommes, il y avait 13 bandits inculpés de vols à main armée. Deux autres, un agent de la Sûreté générale, N..., âgé de dix-neuf ans, et un agent de la Tchéka, Outkine, âgé de vingt-deux ans, étaient condamnés pour avoir opéré une perquisition avec un faux mandat et confisqué à leur profit 300.000 roubles. Il y avait en plus, dans le nombre, quatre miliciens condamnés pour avoir laissé passer sur la voie ferrée plusieurs maraudeurs qui venaient de voler du ravitaillement dans un wagon plombé. Tous les quatre étaient des jeunes gens, dont l'un, le paysan Medviedev, âgé de dix-neuf ans, était pris en faute pour la première fois.

Tous les nouveaux venus étaient extrêmement agités, ils

pleuraient, tombaient à genoux devant le bourreau qui venait d'entrer dans la cave, l'assuraient de leur innocence et le suppliaient de « tirer les choses au clair ». Mais Pankratov leur répondit par une bordée d'injures et même frappa violemment l'un d'entre eux.

Les plus désolés étaient l'agent Outkine et le milicien Medviedev. Le camarade de Outkine, l'agent N..., me demanda du papier et écrivit en hâte une déclaration attestant qu'Outkine était innocent et devait, comme il était juste, être gracié. Les miliciens rédigèrent une déclaration analogue relative à Medviedev. Le commandant Rodionov prit les deux déclarations et les porta à la « triade » de la Tchéka.

A 7 heures du soir, à travers le bruit et les pleurs des condamnés, retentit l'appel du bourreau Pankratov :

« Déshabillez-vous ! »

Immédiatement, tout le monde se tut et commença à se déshabiller à la hâte. Après s'être embrassé, on monta l'escalier. On ne laissa en bas que Medviedev et l'un de ses camarades, Egorov, âgé de vingt-trois ans. On ramassa de nouveau les hardes des victimes et on les emporta quelque part, tandis que les provisions étaient partagées et mangées par les gardiens de service. On laissa sa « part » au bourreau, nous eûmes également quelque chose.

Au bout d'une heure et demie environ, Rodionov revint et fit signer un papier aux deux miliciens qui attendaient dans la cellule. Les deux hommes se crurent graciés. Cependant, cinq minutes à peine après le départ du commandant, Egorov fut invité à monter et fusillé ; au bout de quelques autres minutes, on annonça à Medviedev que sa peine de mort était commuée en quinze ans de camp de concentration. Je ne saurais peindre sa joie. Fou de bonheur, il s'arrachait les cheveux...

*
* *

Au commencement de février, un samedi, on amena sur le « vaisseau » de la prison de Boutyrki, un certain Jourinsky, un homme de cinquante-cinq ans, aux cheveux blancs. Il

était accusé d'avoir avancé, contre des traites, des sommes importantes à toute une série de représentants notoires de la bourgeoisie moscovite, comptant sur la chute inéluctable du pouvoir des Soviets. Le tribunal de Moscou l'avait condamné à être fusillé, mais il envoya au Comité Central Exécutif un recours en grâce, et en attendait le résultat depuis quatre mois. Enfin, on reçut l'avis que le C. C. E. avait confirmé le verdict. Sous prétexte d'une entrevue inattendue avec sa famille, on le fit quitter sa cellule isolée dans la prison de Boutyrki pour le conduire aux bureaux, et à 7 heures du soir il était déjà sur le « vaisseau ».

Le vieux ne parlait presque pas et le gardien lui ayant offert à souper, il répondit :

« Est-ce la peine de manger avant de mourir ? »

Et il se mit à pleurer. Ensuite, il sortit de sa poche la copie de son arrêt et me la jeta dans ma cellule.

Bientôt, survint Pankratov, très gris, qui lui cria :

« Sors ! »

Il ne prononça même pas le nom du condamné et ne lui dit pas de se déshabiller. Jourinsky s'en alla d'un pas ferme et assuré. Deux ou trois minutes après, l'automobile démarra, emportant à la morgue de Lefort le corps encore chaud.

*
* *

Quelque cinq jours plus tard, on amena sur le « vaisseau », de la même prison, trois hommes condamnés par le tribunal révolutionnaire de Moscou pour fabrication de faux papier-monnaie : Nikouline, 49 ans ; Smirnov, 36 ans, comptable dans une institution soviétique, et Vassiliev, 26 ans, employé de commerce dans la manufacture. Tous les trois étaient mariés et pères de plusieurs enfants.

En temps et lieu ils avaient adressé au « Vtzik » un recours en grâce et attendaient la réponse depuis six mois. Au bout de ce temps, la décision du tribunal se trouva confirmée par le « Vtzik ».

On était venu les chercher au moment où tous les trois se promenaient dans la cour de la prison. C'est là qu'on les

prit et sans leur donner le temps d'aller chercher leurs affaires dans la cellule, on les emmena dans la rue de Loubianka.

Voici ce qu'un autre prisonnier du « vaisseau » raconte sur leurs derniers instants :

« Tous les trois étaient d'abord très calmes ; ils causèrent longuement avec moi et les autres détenus. Ils écrivirent à leurs familles des lettres d'adieux, dont se chargea un de mes voisins qui comptait « obtenir » une année de camp de concentration tout au plus. Mais peu de temps après, il fut à son tour fusillé et les lettres ne purent parvenir à destination.

L'aîné des condamnés, Nikouline, nous demandait sans cesse de dire à sa femme qu'il avait attendu la mort tranquillement et marché à l'exécution d'un pas ferme. Mais je l'ai vu pleurer à deux reprises. Les camarades le consolaient tant bien que mal. Tous les trois se désolaient que le hasard les eût empêchés de prendre dans leur cellule le cyanure de potassium préparé de longue date... Smirnov, lui, en pleurerait de dépit.

L'un d'eux demanda :

— A quelle heure fusille-t-on ?

Je répondis :

— Vers 7 heures du soir.

Au déclin du jour, l'un d'eux dit encore :

— Allons, contemplons une dernière fois la lumière du jour.

Nikouline leva la tête et prononça en soupirant :

— En ce moment, je marche encore et je vois tomber la nuit. Et dans trois quarts d'heure, j'aurai la tempe trouée d'une balle...

A bout de forces, il se remit à pleurer...

— De toute ma vie, je n'ai cru en Dieu et voici que maintenant je crois en lui.

Smirnov, la voix étranglée par l'angoisse, répliqua :

— Que tu croies ou non, qu'importe : ça sent la mort.

Ensuite, il s'adressa à nous et dit :

— Camarades, ne comptez jamais sur personne que sur

votre propre jugement. Et surtout ne cherchez pas de gain facile. C'est en courant après lui que je me suis perdu... Que je voudrais à présent revenir sur mon erreur... Trop tard... C'est dur de mourir...

Vassiliev allait et venait dans la cellule; de temps en temps il se jetait sur la couchette.

— Tout est perdu! s'écria-t-il d'une voix tremblante. Il reste à peine un méchant quart d'heure...

Puis il se rappela :

— Lorsque nous nous rendions au tribunal, nous avons croisé trois cercueils... J'ai senti tout de suite que cela ne promettait rien de bon...

Il restait peut-être cinq ou dix minutes jusqu'à 7 heures. Les trois hommes s'efforçaient de parler sans discontinuer. Ils levaient la tête vers la fenêtre et fumaient sans arrêt.

Vassiliev enleva son chandail et le donna à mon voisin, tandis que Nikouline me remettait les 1.000 roubles qui lui restaient. En ce moment, on apporta le repas du soir, mais les condamnés n'y touchèrent pas. Ils nous passèrent leur part, puis se mirent à discuter lequel irait le premier à l'exécution.

Ordinairement, l'appel se faisait d'après une liste. Le premier de la liste était Vassiliev.

— Eh bien, dit-il, j'irai le premier.

A 7 heures juste, une tête se montra en haut de l'escalier et cria au gardien de service :

— Passe-m'en un.

Tous les trois tressaillirent, se découvrirent. Ils s'approchèrent de nous pour faire leurs adieux. Ensuite, ils s'embrassèrent, tassés dans un coin, personne ne se décidant à sortir le premier.

— Allez, sors, un seul! commanda à haute voix le gardien de service.

Personne ne bougeait.

— Eh bien quoi, sors... répéta le gardien d'une voix mal assurée et en essuyant une larme. A le voir ainsi, nous nous mîmes aussi à pleurer...

Quant aux condamnés, ils demeuraient toujours immobiles, leurs chapeaux à la main, la tête baissée, s'encourageant à mi-voix à prendre une décision...

Ils étaient très pénibles à voir, et le silence de sépulcre qui régnait dans la cellule en devenait d'autant plus impressionnant.

Mais voici que Smirnov, d'un geste décidé et fiévreux, remit son chapeau sur sa tête, alluma une cigarette, ramena sur lui les pans de son paletot, enfonça les mains dans les manches et se mit rapidement à monter l'escalier.

Parvenu au milieu, il s'arrêta, nous contempla, leva les yeux et dit :

— De ma vie je n'ai fait le signe de la croix...

Il se signa. Ensuite, il regarda de nouveau de notre côté, nous salua lentement de la tête et cria une dernière fois :

— Adieu.

— Au revoir, répondis-je involontairement.

— Non, pas au revoir, adieu, me corrigea-t-il, et se remit à monter rapidement, la cigarette aux lèvres.

A la porte, on lui demanda son nom et son lieu de naissance. Il répondit hâtivement et disparut derrière la porte...

Vassiliev et Nikouline se tenaient dans un coin, immobiles... Deux minutes ne s'étaient pas encore écoulées, que la même voix cria d'en haut :

— A l'autre !

Nikouline enlaça Vassiliev et ils avancèrent ensemble. Mais à la porte, Vassiliev fut arrêté et Nikouline disparut à l'instant même...

Vassiliev demeura figé à sa place, le regard douloureusement tendu vers la porte.

Dans une ou deux minutes, ce fut son tour. Mais il bondit en arrière, saisi d'une épouvante folle, chancela et tomba sans connaissance. On le releva de force et on l'emporta....

Au bout d'une demi-heure, on entendit le ronflement de l'auto. C'étaient les cadavres qu'on emmenait. »

*
* *

A la fin d'avril, la veille même de Pâques, on nous amena quelques condamnés à mort.

L'un d'eux, Gapouchine, avait été condamné par le tribunal ferroviaire pour avoir fabriqué de faux bons pour le transport des produits par chemin de fer. Une fois déjà, il avait été jugé pour un délit analogue, condamné à mort, puis gracié et libéré en vertu d'une amnistie générale, après une année et demie de détention. Cette fois, le verdict devait être exécuté dans les quarante-huit heures et Gapouchine, en sortant du tribunal, fut directement conduit sur le « vaisseau ». On y amena en même temps que lui le bandit Eremine, âgé de vingt-cinq ans, et le sous-chef de quelque gare du chemin de fer Alexandre, condamné pour avoir ouvert un wagon et volé huit sacs d'avoine.

Je ne me rappelle pas son nom.

Tous étaient là, attendant la mort d'une heure à l'autre.

Le dimanche de Pâques, vers midi, un gardien de service vint les appeler.

Gapouchine demanda l'autorisation de changer de linge. On le lui permit. Mais ce fut le sous-chef de gare, et non lui, qu'on emmena le premier.

Il s'en alla...

Ensuite, on vint chercher Eremine. C'était à présent le tour de Gapouchine, et cependant, on ne sait pourquoi, personne ne venait le chercher. Près de dix minutes se passent dans une angoisse atroce, soudain la porte s'ouvre et nous voyons... Eremine, que nous croyions fusillé. Voici ce qu'il nous conta :

— Lorsqu'on m'amena dans la cave, le sous-chef de gare gisait déjà mort dans une flaque de sang. Le bourreau Pankratov était assis sur un banc, dans un coin, son revolver à la main. Je m'approchai de lui et il me dit quelque chose. Ce que c'était, je ne m'en souviens pas. Puis il m'ordonna de me déshabiller. J'enlevai ma capote, mes bottes et je commençai à dérouler mes molletières, mouillées de sang, lorsque soudain, je vis accourir un soldat rouge qui remit à Pankratov un papier et lui dit de suspendre l'exécution. Ayant aperçu par terre le cadavre du cheminot, il dit :

« Tu as donc eu le temps d'en expédier un... »

Pankratov répondit avec humeur :

« Fallait pas dormir là-bas, vous autres. Pour un peu, celui-ci y aurait passé comme l'autre... »

Ensuite, il vint à moi et me dit en me tapant sur l'épaule :

« Veinard, va ! Mais attention, ne raconte à personne ce que tu as vu ici. »

Il m'offrit des cigarettes. On apporta, je ne sais d'où, de la soupe et du pain, mais je n'ai pas pu manger...

Eremine, Gapouchine et encore un condamné à mort, Lobatchov, furent immédiatement ramenés dans la prison de Boutyrki ; quant au malheureux sous-chef de gare, il avait péri. Il avait péri pour la seule raison que la dactylo du « Vtzik » avait été, le dimanche de Pâques, en retard de quelques minutes...

Cinq mois plus tard, ces « veinards » furent « graciés ». Cependant, d'après ce qu'en disent les gens qui l'ont rencontré depuis, Eremine n'a jamais pu se remettre du choc éprouvé. Il en est resté comme effaré.

*
* *

Vers la moitié de mai, peu de temps avant la publication du décret ôtant à la Tchéka le droit de prononcer des jugements dans des affaires importantes, le bourreau Pankratov se désista de ses fonctions en faveur de Joukov dont il a déjà été question.

Voici, en quelques mots, comment ce nouveau bourreau fut introduit à la Tchéka.

Après la démobilisation, Joukov vint à Moscou chercher du travail et y rencontra, par hasard, son « pays », le bourreau Pankratov. Celui-ci plaça Joukov, en qualité de commissaire, auprès de la Tchéka de Moscou et lui proposa de partager son logis.

Avant de se faire bourreau, Joukov avait été souvent de garde sur le « vaisseau », accompagnait les détenus à « la toilette » et causait avec eux le plus paisiblement du monde de sa vie personnelle.

« C'est ici, raconte un des détenus, que nous l'avons connu d'assez près. Il avait vingt-neuf ans, ne voyait pas d'un œil, s'habillait misérablement et se plaignait constamment d'être fort pauvre et d'avoir, au village, une famille qui souffrait de la faim. »

Je lui proposai, un jour, de porter une lettre chez moi et de me rapporter divers objets. Je lui promis, pour la peine, 15.000 roubles. Il hésita longtemps, craignant que Pankratov dont il partageait le logis n'apprît, par hasard, cet acte illécite. Cependant, il finit par consentir et s'acquitta de la commission. Il prit du thé dans ma famille et n'eut pas l'air de regretter sa démarche. Plus tard, moyennant de fortes sommes, il rendit de même toutes sortes de services à mes voisins de prison.

Toutefois, l'existence abondante et cossue de Pankratov l'obsédait et il disait souvent en parlant de son cohabitant :

« Pankratov vit comme un bourgeois, tandis que moi, je suis pauvre comme Job, sans sou ni maille. »

Il nous racontait comment Pankratov s'enrichissait, comment il arrachait aux cadavres de ses victimes les dents en or et s'emparait de leurs croix, montres, bagues et autres objets de prix...

Les choses allèrent ainsi jusqu'à la moitié de mai, après quoi ce fut au tour de Joukov de faire fortune : il remplaça enfin son « pays » et devint bourreau.

*
* *

Le 14 mai, on amena sur notre « vaisseau » un certain nombre de condamnés à mort venant de la prison de Boutyrki. On les amenait par petits groupes, 23 hommes en tout. Ils avaient été condamnés par la Tchéka de Moscou pour « banditisme ». Un si grand nombre de condamnés à mort en une seule soirée s'expliquait, probablement, par le désir de la « triade » de se débarrasser de ses victimes avant que le nouveau décret n'entrât en vigueur.

A peine furent-ils arrivés, que nous vîmes entrer dans leur

cellule le juge d'instruction Voul dont ils relevaient. A sa vue, une grande agitation se fit parmi les condamnés qui cherchaient à lui dire quelque chose. Mais on ne pouvait rien distinguer dans le vacarme.

Après avoir jeté un coup d'œil sur tout le monde, Voul sourit, fit de la main un geste négligent et s'éloigna. Des cris et des malédictions le suivirent... Beaucoup d'entre les condamnés se déclaraient innocents. En ce moment, un bandit, Pourplé, entra dans notre cellule et nous demanda de nous retirer pour quelques instants. Ne soupçonnant pas ce qui allait arriver, nous quittâmes la cellule. Mais, au bout d'une dizaine de minutes, nous y entendîmes des gémissements. Je me précipitai et je vis Pourplé étendu sur la couchette, la gorge tranchée. La blessure n'était pas très profonde, car il se l'était faite avec la lame d'un rasoir de sûreté. J'appelai le gardien. Immédiatement, deux surveillants soulevèrent l'homme ensanglanté et le portèrent à la cave, chez Joukov. Celui-ci l'acheva sans peine.

Aucun des condamnés ne se montra étonné de cet événement, aucun n'eut l'idée d'entrer dans la cellule pour voir le camarade mourant. Ces hommes, qui attendaient la mort d'un moment à l'autre, avaient autre chose dans la tête.

Sur le mur de notre cellule, Pourplé avait laissé cette inscription :

« Je me suis coupé la gorge, mais je ne me suis pas rendu vivant aux parasites. Adieu, ma femme... »

Mais le sort en a décidé autrement : il est mort, malgré tout, de la main du bourreau.

Vers minuit, le nouveau commandant, Gorbatov, descendit dans la cave accompagné du bourreau Joukov. On se mit à appeler les condamnés un à un, avec les intervalles ordinaires de une à deux minutes...

Les uns se déshabillaient en hâte. Les autres déchiraient leurs vêtements pour ne pas les laisser au bourreau.

Lorsqu'on appela le fameux bandit Ignatov, vêtu d'une belle vareuse, d'un pantalon bouffant et chaussé de bottes presque neuves, on lui ordonna de monter sans se déshabiller,

Et, le lendemain, le bourreau Joukov était tiré à quatre épingles. Le dernier appelé était un Géorgien (je ne me rappelle pas son nom), accusé d'avoir volé à main armée le commandant de la place de Moscou.

« Pourquoi veut-on me fusiller?... Je n'irai pas... Je n'irai pas!... »

Trois gardiens essayèrent de l'entraîner, mais il se débattait comme un forcené.

Alors, on alla chercher Joukov qui attendait dans la cave sa dernière victime. Il vint et, de la crosse de son revolver, porta au Géorgien deux coups sur le côté, après quoi, d'un autre coup violent, il lui cassa la tête. Le Géorgien tomba sans connaissance couvert de sang. Après quoi, deux gardiens le hissèrent sur leurs épaules et l'emportèrent dans la cave. Ici, Joukov l'acheva, de même qu'il avait achevé Pourplé, d'un seul coup de revolver.

Une demi-heure plus tard, on vint chercher les hardes des fusillés et le bruit de l'auto nous fit savoir qu'on les emmenait à la morgue de Lefort.

Ce soir-là, on avait fusillé 23 personnes.

A partir de ce jour, Joukov ne nous parla plus et fit mine de ne pas nous reconnaître. Il était toujours élégamment vêtu, fumait des cigarettes, ne nous demandait plus « un peu de tabac » et ne se plaignait plus de sa misère. Il menait enfin la vie abondante et cossue de son prédécesseur et s'en trouvait, ainsi que l'était celui-ci, heureux et content de son sort.

*
*
*

Dans les derniers jours de février et durant le mois de mars, on a fait passer sur le « vaisseau » encore 28 hommes condamnés à être fusillés pour banditisme. Pour tous, l'arrêt avait été prononcé par le « collège » de la Tchéka de Moscou et en leur absence, de sorte qu'ils n'apprenaient qu'au dernier moment leur mort imminente. Je ne m'arrêterai pas aux dernières heures de leur vie... Mais voici deux autres épisodes se rapportant au mois d'avril et qui me furent également contés par un témoin oculaire :

« Au commencement d'avril, on nous amena de la prison de Taganka trois bandits condamnés par le tribunal des chemins de fer, à être fusillés pour vol à main armée. Quarante-huit heures venaient de s'écouler depuis que l'arrêt avait été prononcé. On les avait amenés ligotés et roués de coups, car ayant deviné qu'on les conduisait à la mort, ils avaient, dans la prison, opposé aux gardiens une résistance énergique.

« Sur le « vaisseau », on les délia et les plaça dans des cellules. En attendant le bourreau, ils inscrivirent leurs noms sur les murs, s'entretenaient avec nous et, nous ayant distribué quelques menus objets — une piécette d'argent, un bouton — nous demandèrent de faire parvenir tout cela, ainsi que leurs derniers adieux, à leurs familles.

« Mon voisin, Chelakine, qui espérait être libre sous peu, se chargea de cette commission, mais le 14 mai, il fut lui-même fusillé, et lettres et souvenirs passèrent à la Tchéka de Moscou...

« Le bourreau vint à l'heure habituelle. Mais personne ne voulut marcher de plein gré. Alors, un à un, on les roua de coups et on les entraîna les mains ligotées. Lorsqu'on vint chercher le troisième bandit, Guéonov (jeune homme de vingt et un ans), on le trouva pendu dans sa cellule... Il avait fabriqué une corde avec sa vareuse et son pantalon attachés ensemble et accrochés, faute de clou, à un conduit de vapeur. A quel moment l'avait-il fait? C'est ce que nous n'avons pas aperçu. On s'empressa de le dépendre et essaya de lui faire reprendre connaissance. Mais il était trop tard... »

*
* *

Il reste peu de choses à ajouter à ces récits.

A chaque instant qui rapprochait de la mort le condamné, le cercle d'acier de l'Inéluctable allait en se rétrécissant et en redoublant d'horreur.

Rapidement, une à une, sombraient dans le passé toutes les conventions humaines, tous les maigres « droits » et les « garanties » dont jouissait, un quart d'heure plus tôt, même dans la cave tchékiste, le dernier des bandits.

Le bourreau qui, par désœuvrement, venait le matin encore « causer avec les condamnés », et le juge d'instruction Voul qui leur avait offert du pain blanc, et les gardiens anonymes qui s'étaient paisiblement tenus à leurs postes et qui, à peine une heure auparavant, leur avaient apporté leur repas et les avaient conduits « à la toilette », tous, comme sur un signal de commandement, se transformaient en bêtes féroces mues par une seule pensée, par une seule ambition : jouer serré pour mieux déchiqueter la victime qu'on leur avait jetée en pâture.

Ils déshabillaient des hommes encore vivants, en pleine conscience, et se disputaient ensuite leurs vêtements. A ces hommes encore vivants, résistant instinctivement à la mort, on liait bras et jambes comme on ligote les bêtes aux abattoirs, et les gardiens les hissant sur leurs épaules, les emportaient dans la cave, auprès du bourreau.

Parmi cette foule des participants impersonnels de l'exécution, il y avait des hommes tels que Medviedev, que le sang enivrait et qui n'en cédait en cruauté brutale, ni à Joukov, ni à Pankratov.

Il y avait aussi des bureaucrates indifférents qui faisaient office de bourreaux parce que le « service » le voulait ainsi, et pour qui l'exécution des êtres humains était une obligation, peut-être désagréable, mais aussi inévitable que la guerre. Mais il y avait d'autres aussi — quelques-uns — que l'ignorance ou le hasard avaient conduits dans les cachots tchékistes, mais qui avaient conservé un sentiment humain et ne pouvaient soutenir le spectacle poignant des souffrances de la dernière heure.

J'ai eu l'occasion de rencontrer un de ces hommes que le hasard avait fait prendre part à la terreur et qui avait quitté le service sous un prétexte quelconque.

Ouvrier âgé de trente-six ans, menuisier de son métier, enlevé au travail paisible par la guerre mondiale, la tourmente révolutionnaire l'avait jeté dans le « bataillon spécial » des armées de la Tchéka de Moscou et, fusil au poing, il surveilla les ennemis de l'État « ouvrier et paysan ».

Il lui était pénible de parler du « vaisseau » et des exécutions.

Mais certaines phrases qu'il laissait parfois échapper m'ont fait connaître comment, après avoir conduit les condamnés jusqu'à la porte fatale, il se sauvait pour ne pas entendre leurs cris et leurs gémissements et comment, quelques instants plus tard, il entendait derrière lui le son étouffé d'un seul coup de feu...

« J'ai été un soldat loyal, me dit-il une fois; plusieurs fois j'ai attaqué l'Allemand à la baïonnette; j'ai été deux fois blessé, j'ai vu beaucoup de souffrances et de sang. Mais tout cela est loin d'être aussi terrible que la cave maudite de la Loubianka. »

*
* *

Si l'on entre de l'autre côté de la petite Loubianka, c'est la première porte à droite.

Le sous-sol comporte plusieurs caves et l'une d'elles est affectée pour les exécutions. Le sol est recouvert d'asphalte, muni d'un caniveau et d'une conduite d'eau. Des murs criblés de balles. Une odeur lourde de sang coagulé. Dans un coin, un petit banc où le bourreau, excité, attend sa victime suivante. Ordinairement, le bourreau « travaillait » seul. Mais, parfois, ses forces limitées ne pouvaient suffire et, alors, il était secondé par quelque volontaire, gardien de la prison ou soldat du « bataillon spécial ». Du temps de Pankratov et de Joukov, ce rôle d'auxiliaire était tenu par un jeune soldat Andrianov.

Après quelques formalités administratives, les corps des fusillés sont conduits à la morgue de Lefort en vue d'autopsie et d'ensevelissement.

Là, se renferme le cycle des pérégrinations du corps déjà inanimé, et la machine implacable de la mort le lâche enfin de son étau d'acier.

La « justice révolutionnaire » est accomplie.

Cependant, son glaive punisseur ne se borne pas à poursuivre les ennemis directs de l'État bolcheviste. Le souffle glacial de la terreur atteint ceux mêmes dont les pères et les époux reposent dans les fosses communes. Bouleversés à

l'idée du malheur suspendu sur leurs têtes, s'attendant, pendant de longs mois d'angoisse, à la catastrophe imminente, les mères, les épouses, les enfants ne l'apprennent que bien plus tard à des indices indirects et fortuits et se mettent alors à courir les cachots tchékistes, fous de douleur, sans être certains que tout est fini...

Je connais beaucoup de cas où la Tchéka de Moscou, à seule fin de se débarrasser des sollicitateurs, autorisait la famille à visiter ceux qu'elle savait être déjà à la morgue de Lefort.

Les femmes et les enfants venaient dans les prisons apporter des paquets pour les détenus, mais, au lieu d'une entrevue, ils obtenaient la réponse stéréotype :

« Inconnu dans notre prison... »

Ou bien cette autre, énigmatique et vague :

« Parti en ville avec ses hardes... »

Ni faire-part officiel, ni dernière entrevue, ni même le corps pour être enseveli par des mains aimantes.

La terreur du bolchevisme est sans pitié. Elle ne fait grâce ni aux pères, ni aux enfants qui pleurent leurs pères.

*
* *

J'arrête là ces notes rapides.

Délibérément, je les ai consacrées non pas à ceux qui sont tombés sous le glaive de la terreur en luttant pour leur idéal politique, mais à des criminels obscurs, à des bandits qu'aucun régime politique ne saurait tolérer.

Mais peut-être le calvaire même de ces gens, à l'intelligence touffue, dont la conscience sociale n'est pas encore réveillée, peut-être ce calvaire, précisément, pourra-t-il mieux mettre en lumière le crime historique de ceux qui, au nom du communisme, s'efforcent à guérir les maux sociaux *par de pareils moyens*, et qui, en construisant une nouvelle société libre, appliquent la terreur et, de plus, *une pareille terreur*.

Septembre 1921, Moscou.

A. TCHOUMAKOV.

III

La guillotine sèche

Les arrestations des socialistes par le pouvoir bolchevik commencèrent dès les premiers mois qui suivirent sa victoire. Elles furent opérées en masse, à la veille de la manifestation en l'honneur de l'Assemblée Constituante, le 3 (16) janvier 1918, époque à laquelle, en une seule journée, on arrêta, par exemple à Moscou, 63 socialistes-révolutionnaires, y compris le Comité de Moscou. C'était le moment où l'*ochlos* bolcheviste militant, avec l'approbation tacite des meneurs, s'érigait, dans les prisons, en justicier arbitraire et exerçait sa cruauté sur la personne des détenus politiques. Parmi les victimes de cette « justice » sommaire, il y eut deux députés notoires à l'Assemblée Constituante, anciens membres du Gouvernement provisoire, Chingarev et Kokochkine. La vie des socialistes révolutionnaires arrêtés et conduits en prison ne tenait, elle aussi, qu'à un fil : là-bas, en dehors de l'enceinte de la prison, on fusillait en ce même moment les ouvriers sans armes, descendus dans la rue pour prendre part à la manifestation. Les gardes-rouges bolcheviks accablaient les prisonniers socialistes-révolutionnaires de menaces et leur promettaient de les exécuter sur place. Lorsqu'on voulut les conduire en prison par petits groupes, le danger parut si imminent que les prisonniers refusèrent catégoriquement de se laisser emmener séparément et tous les 63, se prenant le bras, formèrent un bloc si compact que toutes les tentatives pour les désunir de force demeurèrent vaines. Les bolcheviks furent obligés de les emmener tous ensemble. Dix jours après la manifestation, tout ce groupe fut libéré. La justice bolcheviste elle-même ne put rien leur imputer.

Une nouvelle offensive des bolcheviks contre les socialistes révolutionnaires eut lieu en mai 1918, tandis que siégeait,

dans le local de l'Université de Chaniavsky, le huitième Congrès du parti S.-R. Les bolcheviks comptaient y surprendre aussi bien les chefs idéologiques que le centre d'organisation du parti. On s'aperçut à temps du danger, on réussit à éloigner de la salle les personnalités les plus importantes et à transférer la réunion dans un autre local. Les sbires bolchevistes ne purent arrêter qu'une dizaine ou une quinzaine de personnes, se trouvant là plus ou moins par hasard, et qui furent relâchées quelques heures plus tard : le but essentiel de l'attaque ne fut pas atteint, le coup d'épée fut donné dans l'eau.

Si les arrestations précédentes avaient un caractère sporadique, à partir de juin 1918, elles deviennent un « fait quotidien ». Elles se suivent sans jamais s'interrompre pour longtemps, et les socialistes ne cessent de peupler les prisons où le régime redevient peu à peu ce qu'il a été aux années les plus atroces de la réaction tsariste.

Jusqu'à la moitié de 1920, les détenus politiques en général et les socialistes en particulier furent soumis au même régime que les criminels de droit commun. Les cellules étaient fermées ; on les ouvrait trois fois par jour pendant quinze ou vingt minutes pour « le rajustement ». L'infecte « paracha » (seau d'aisances) restait jour et nuit dans la cellule. Les cellules étant bondées à l'extrême — il y avait bien plus de personnes que de place — les hommes manquaient littéralement d'air et il leur arrivait fréquemment de s'évanouir. A six heures du matin, il fallait se lever, monter les couchettes et se mettre sur deux rangs pour l'appel. Le jour, on avait le droit de baisser sa couchette pendant une heure et demie. Ce régime a subsisté durant toute l'année 1918. Une saleté épouvantable, une innombrable quantité de vermine, le manque d'air, créaient une atmosphère intenable même pour les vieux habitués des prisons. Mais l'horreur des conditions d'existence dans la prison pâlisait en comparaison de celle de la mort. Durant les périodes culminantes où « la terreur rouge » était proclamée, des « complots » découverts, des « otages » pris, la prison vivait dans un état de tension extrême, et les détenus s'attendaient

d'un moment à l'autre à être exécutés. L'horreur de ces exécutions a atteint son comble pendant les journées dites « de Lénine », en août 1918, et après l'attentat des « anarchistes clandestins », dans l'impasse Léontievsky, en septembre 1919. On passait par les armes les détenus de toutes les catégories, depuis les spéculateurs et les membres des organisations blancgardistes, jusques et y compris les socialistes. La peine de mort pouvait alors menacer n'importe quel citoyen, premier venu, de ceux qu'on prenait en bloc aux « embuscades » tendues dans les maisons des gens arrêtés sur le moindre soupçon. Les listes des personnes destinées à être fusillées étaient dressées soit par des employés de bureau, du nombre même des arrêtés (c'est ce qui eut lieu après l'attentat de l'impasse Léontievsky), soit par des agents subalternes de la Tchéka (Commission Extraordinaire), qui recevaient des instructions spéciales leur intimant l'ordre de fusiller ceux qui, autrefois, avaient été soit officiers, soit fonctionnaires d'Etat de l'époque tsariste, soit bourgeois.

« La chambre des âmes », tel était le nom de l'endroit d'où l'on emmenait les victimes après ce commandement bref : « En ville avec les bagages », paroles fatales qui faisaient trembler et défaillir des centaines de gens. La mémoire de l'auteur de ces lignes n'a pas conservé les noms de beaucoup de ceux que l'on a, de la salle de prison où il était lui-même détenu, emmenés à la mort pendant les « journées de Lénine », en août 1918, mais que de scènes déchirantes se sont gravées dans son esprit et ne sauront s'en effacer jusqu'à la fin de son existence.

Voici le colonel d'un régiment letton, Bredis ; il était au service du gouvernement soviétique et fut arrêté pour avoir été soupçonné de prendre part à l'organisation de Savinkov, c'est-à-dire d'espionnage. Toutes les preuves à l'appui de cette inculpation manquaient. Mais qu'un officier de carrière, un colonel, se soit décidé à prendre du service dans une institution soviétique ! il est évident qu'il a une arrière-pensée d'espionnage. D'ailleurs, la femme d'un avocat connu de Moscou, impliquée dans la même affaire et convaincue d'avoir été en

relations avec l'organisation de Savinkov, intimidée par la menace de l'exécution, et peut-être par la torture, renseigna la Tchéka sur l'activité de ladite organisation et, entre autres, dénonça Bredis. A une heure matinale, on recevait ordinairement dans la prison des journaux qui publiaient les listes des fusillés. Parmi les noms cités, il y avait celui de Bredis. Tous les assistants sentirent leur sang se glacer dans les veines. Le sort voulut que ce fût Bredis lui-même qui, ce jour-là, lût à haute voix le journal. Nous avions devant nous un mort vivant qui, après une minute de silence général, prononça d'une voix ferme : « Eh bien, quoi, c'est la fin. » Pendant les cinq jours qui suivirent cette publication, il erra à travers la cellule, tout entier à l'angoisse de la mort, mais jusqu'au dernier moment, il ne laissa rien paraître de la tristesse qui dévorait son âme, il ne se départit pas de sa fermeté. D'après les renseignements pris dans les différents couloirs de la prison, les personnes dont les noms avaient été compris dans la liste, venaient en effet d'être fusillées quelques jours avant la publication. Il était évident que Bredis avait eu la vie sauve par un effet du hasard, grâce à une erreur, de même qu'il arrivait maintes fois qu'on fusillât, par erreur également, des gens qui n'étaient nullement condamnés. Cependant, il ne pouvait tolérer l'infâme accusation d'espionnage motivant son exécution, et malgré tous nos efforts pour le persuader de garder le silence, il envoya à la Vétchéka (Commission Extraordinaire Panrusse) une déclaration de protestation. Le lendemain, on vint l'appeler « en ville avec les bagages ». Il quitta la salle d'un pas ferme, après avoir pris congé de tout le monde. Cependant, il revint bientôt chercher quelques objets oubliés et nous dit : « Ceux qui sont venus me prendre sont des tirailleurs de mon régiment, peut-être réussirai-je à échapper à l'exécution. » Il fut fusillé.

Voici un groupe d'officiers au nombre de cinq. Quelques jours après l'attentat contre Lénine, on les fit venir dans la « chambre des âmes ». Deux d'entre eux avaient été arrêtés par hasard, dans la rue, au cours d'une raffle. L'éventualité de la mort ne leur venait même pas à l'esprit, et ils s'étaient

tranquillement soumis à leur sort de prisonniers. Les trois autres étaient des officiers de gendarmerie et la menace de l'exécution était constamment suspendue sur leurs têtes. Le moindre ronflement d'automobile derrière les murs de la prison les faisait trembler, surtout la nuit; ils se dressaient sur leurs couches, les yeux hagards : « N'est-ce pas notre tour ? » et ne pouvaient fermer les yeux tant que l'automobile ne s'éloignait de la porte de la prison. Et soudain... « En ville avec les bagages, dans la chambre des âmes »... Pâles comme un linge, ils ramassent leurs hardes. Cependant, l'un des cinq demeure introuvable. Il ne donne pas signe de vie, ne répond pas à l'appel du surveillant chargé d'emmener les prisonniers. Le surveillant s'éloigne et revient avec le chef du corps de bâtiment et quelques « tchékistes ». Appel nominal. Le cinquième est retrouvé... Il s'était blotti sous une couchette... On l'en retire par les jambes... Les cris exaspérés remplissent de leurs éclats le couloir entier. Il se débat en hurlant : « Pourquoi ? Je ne veux pas, je ne veux pas mourir ! » Mais on en vient à bout, on le traîne hors de la salle... ils disparaissent... et reparaissent dans la cour... On n'entend plus de cris... Il est bâillonné au moyen de chiffons...

Le jeune aspirant Semenov a été arrêté parce que, s'étant trouvé parmi les assistants au cours d'un grand incendie, en été 1918, à la gare de Kursk (le feu avait pris aux wagons se trouvant sur la ligne), il avait allégué que l'incendie était, probablement, l'œuvre des bolcheviks eux-mêmes, désireux de faire disparaître les traces des détournements. Il fut arrêté ainsi que son père et son frère qui habitaient le même appartement que lui. Trois mois après, le juge d'instruction l'avait assuré qu'il serait bientôt mis en liberté. Soudain... « En ville avec les bagages »... Quelques jours plus tard, son nom figurait dans la liste des fusillés. Et un mois après, en interrogeant le père de Semenov, le juge d'instruction avoua que le jeune homme avait été fusillé par erreur, « dans l'ensemble » des victimes.

Un jour, on introduisit dans notre cellule un jeune homme de 18 à 19 ans, que l'on avait précédemment emmené de notre

couloir. Il avait été arrêté au cours d'une raffle, en juillet 1918, près de l'église du Sauveur. Le jeune homme nous raconta qu'une nuit, quelques jours après qu'il fût écroué à la Vétchéka, on le fit sortir et monter dans une automobile pour être conduit au lieu de l'exécution (en 1918, on fusillait en dehors de la ville et non dans les caves de la Tchéka). Par pur hasard, un des tchékistes s'aperçut que le prisonnier qu'ils avaient l'ordre de fusiller devait être un homme d'un certain âge et non un jeune. On s'informa; il apparut que le prénom et le nom des deux hommes étaient identiques, mais le « patronymique » était différent (1); de plus, le prisonnier condamné avait 42 ans, tandis que celui-là n'en avait que 18. Ainsi, grâce au hasard, le jeune homme eut la vie sauve et fut réintégré dans notre prison.

Durant des semaines et des mois, la terreur rouge maintenait la menace de la mort suspendue sur des milliers de gens. Il arrivait que des détenus refusassent de quitter la prison pour être libérés, craignant que la levée de l'écrou annoncée ne fût qu'un guet-apens pour les mener à la mort par surprise. Il y eut également des cas où les prisonniers quittaient la geôle convaincus de reprendre leur liberté, accompagnés des vœux habituels des camarades de réclusion. Et quelques jours plus tard, nous retrouvions les noms de ces prétendus libérés dans les listes des fusillés. Et combien y en avait-il dont les noms, tout simplement, n'étaient pas publiés....

A vrai dire, contrairement à ce qui s'est passé dans les autres villes de Russie, la terreur rouge, à Moscou, n'avait pas atteint les socialistes, encore que les socialistes-révolutionnaires fussent déclarés otages et hors la loi. On n'y a fusillé qu'un seul socialiste-révolutionnaire, Pinaevsky. Le bruit a couru que cette exécution a été le résultat des griefs personnels dont Pinaevsky était l'objet de la part de ses anciens camarades de parti, dits socialistes-révolutionnaires de gauche,

1. En russe toute personne est désignée en plus du nom et du prénom, par une espèce de patronymique dérivé du nom du père. (*Note du trad.*)

qui avaient adhéré aux bolcheviks et travaillaient, à cette époque, à la Commission Extraordinaire Panrusse.

A Petrograd, par contre, la « terreur rouge », a fait périr des dizaines de socialistes-révolutionnaires. Leurs noms ont été, en temps et lieu, publiés par les journaux. Mais en plus de cette liste officielle, un certain nombre d'ouvriers socialistes ont péri dans les différents quartiers de la ville où, après le meurtre d'Ouritzky, on fusillait les prisonniers sans aucune espèce de procédure ni d'enregistrement. Les socialistes, écroués à cette époque dans la prison de Boutyrki (Moscou), furent informés du dehors qu'au sein du bureau de la Vétchéka, le sort des socialistes arrêtés faisait l'objet de violentes controverses et que les voix se partageaient également. Les représentants responsables de la Vétchéka, Iakovleva et Skrinnik, déclaraient déjà aux familles des détenus, avec le cynisme ordinaire qui caractérise les tchékistes : « Votre mari sera fusillé, peu importe qu'il soit socialiste. » Qui fut celui dont *l'unique* voix décida le salut des centaines de vies humaines, nous autres, simples mortels, nous ne l'avons jamais su. Toujours est-il qu'à Moscou, les socialistes, cette fois, ne furent pas frappés. Au mois de décembre, on leur rendit la liberté.

Une nouvelle vague d'arrestations en masse de socialistes a déferlé à travers toute la Russie, en mars 1919. Si au cours de la première année de leur domination, les bolcheviks avaient encore manifesté quelque hésitation et quelque gêne à enfermer les socialistes dans leurs prisons, à présent, au fur et à mesure que le pouvoir se consolidait, la terreur appliquée aux adversaires politiques s'affirmait de plus en plus. En 1918, la durée moyenne du séjour des socialistes en prison était de trois à quatre mois ; en 1919, elle s'est prolongée jusqu'à huit ou neuf mois. Et depuis 1920, les militants socialistes demeurent sous les verrous jusqu'à aujourd'hui, c'est-à-dire de dix-huit mois à trois ans. Au mois de mars 1919, le parti socialiste-révolutionnaire redevint légal pendant dix jours. Ce laps de temps fut largement utilisé par le Parti pour une propagande énergique, orale et écrite, parmi les masses. Pendant ces dix jours, les bolcheviks ont pu se convaincre *de visu*, combien il était

dangereux, pour la dictature de leur parti, de laisser les socialistes s'approcher des masses. Le tirage de l'organe socialiste-révolutionnaire *Dielo Naroda* (« La Cause du Peuple ») atteignit 100.000 exemplaires et cependant les quartiers ouvriers se plaignaient de manquer de journal. L'état d'esprit dans les meetings qui réunissaient jusqu'à 1.000 ou 2.000 personnes, était manifestement favorable aux socialistes-révolutionnaires, et tous les efforts des claqueurs, que les bolcheviks envoyaient par centaines dans ces réunions, n'y pouvaient rien. C'est alors qu'on mit une fin rapide et violente à toutes les libertés. Toutes les institutions du parti furent subitement et simultanément envahies, le journal suspendu, les locaux du Comité de Moscou du Parti et de ses sections saccagés, tout leur avoir réquisitionné ou pillé, un grand nombre de personnes arrêtées. Les socialistes peuplèrent de nouveau les casemates de la prison de Boutyrki pour ne plus en sortir jusqu'à ce jour.

Ce fut alors dans la prison une longue et pénible lutte pour un traitement humainement supportable, lutte où l'on avait souvent recours aux vieilles méthodes éprouvées de l'action pour la défense des droits des détenus : protestations, obstructions, grèves de la faim, suicides au moyen de feu mis à la couchette, etc. De temps en temps, on réussissait à obtenir des conditions d'existence relativement libres. Puis un nouvel ouragan s'abattait, les détenus socialistes étaient dispersés dans des prisons de province, soumis à un régime intenable. Et la lutte recommençait.

La base de l'instruction judiciaire de la Tchéka repose sur les méthodes de l'ancienne Sûreté. Elle a minutieusement étudié tous les rouages de l'organisation de la Sûreté au « bon vieux temps », c'est pourquoi elle fait de la provocation la pierre angulaire de toute son action.

Ce procédé d'instruction a été porté à son comble, développé et perfectionné par le juge d'instruction Kojevnikov, chargé des procès des socialistes-révolutionnaires. Ouvrier de Petrograd, actif et déluré, possédant un certain vernis extérieur, ayant passé la période révolutionnaire à s'occuper surtout de sa personne et à battre le pavé du Nevsky, Kojevnikov, après

que les bolcheviks se furent emparés du pouvoir, eut une carrière rapide et fit preuve d'une certaine expérience en matière d'organisation. La Vétchéka lui ayant tracé cette ligne de conduite générale : pendant la révolution tout est permis, il organisa rapidement l'œuvre d'information intérieure. Homme de résolutions hardies, dénué de tout principe moral, il adopta la méthode qui consistait à mettre la main sur les membres actifs du Parti en opérant des arrestations en masse et en recrutant ensuite, dans cette masse, des « informateurs » prêts à le servir. Il avait fort bien compris que pendant la courte période de l'existence légale des partis socialistes, ceux-ci se sont trouvés grossis d'une énorme quantité de néophytes, nouveaux venus dans le mouvement révolutionnaire, n'ayant pas été trempés par sa rude pratique, ni formés à l'école de ses traditions idéologiques et morales. Il savait fort bien que parmi ces nouveaux venus de la révolution, on pouvait trouver assez d'éléments inconstants et même fortuits, auxquels, après les avoir dûment préparés au moyen d'intimidation et de toutes sortes de dures épreuves, on pouvait non sans succès, poser carrément la question : *oui ou non*? A l'appui des menaces, on usait de toutes sortes de stratagèmes : tromperie, persuasion, influence des parents, aux yeux de Kojevnikov « tout était permis » : mensonge, calomnie, allégation de trahison, intimidation, excitation contre les membres du Parti de ceux qui avaient été pris par hasard, etc. Voici un exemple des procédés sans scrupules de Kojevnikov. En 1921, au mois de mars, si je ne me trompe pas, on fit arrêter la socialiste-révolutionnaire Bauer, membre actif du Parti. On avait trouvé chez elle un télégramme des autorités de province relatif au mouvement paysan. A la suite de cette découverte, on procéda à l'arrestation, au bureau de poste, de quelques demoiselles des télégraphes et d'un garçon de bureau, dont aucun n'entendait goutte à la politique et n'arrivait à comprendre la raison de la mesure dont ils avaient été l'objet. Kojevnikov exigeait de Bauer qu'elle dénonçât les personnes qui lui avaient remis le télégramme et celles à qui elle le devait remettre à son tour. Bien entendu, Bauer refusa de donner quelque ren-

seignement que ce soit. Alors, Kojevnikov convoqua toutes les « demoiselles » impliquées par hasard dans cette affaire, et leur déclara que leur sort dépendrait « de cette femme ». Si elles obtiennent de Bauer qu'elle dénonce ses complices, elles seront libérées, sinon, elles seront envoyées pour dix à quinze ans dans des camps de concentration. « Les moyens dont vous vous servirez pour la faire parler ne m'intéressent nullement, et nous ne nous mêlerons pas de vos relations réciproques. » Kojevnikov fit confronter Bauer et les télégraphistes et les fit enfermer ensuite dans une cellule commune, dans des conditions exécrables.

On s'imagine facilement ce qu'a dû souffrir Bauer condamnée à vivre pendant presque un mois avec des femmes qui voyaient en elle la cause de leur emprisonnement. Kojevnikov ne réussit pas à atteindre son but, et il fut obligé de libérer les unes et de modifier le régime infligé à Bauer.

Cette chasse aux informateurs, Kojevnikov la faisait, non seulement parmi les détenus, mais aussi parmi les membres de leur famille, surtout parmi les femmes qu'il cherchait constamment à séduire par la promesse de libérer leurs maris.

Voici quelques exemples de ses procédés de provocation.

Au mois de mars 1918, des socialistes-révolutionnaires avaient été arrêtés à la suite de la provocation d'un certain Outotchkine, qui était membre du parti socialiste-révolutionnaire, tout en se tenant à la disposition de la Tchéka. Après avoir été démasqué, Outotchkine passa ouvertement au service de la Tchéka, en qualité d'« informateur extérieur ». Ses fonctions policières consistaient à se faufiler dans la foule, à soulever des conversations sur des sujets politiques, à vilipender les bolcheviks, coupables de la guerre civile et de la ruine économique du pays, et à arrêter ensuite tous ceux chez qui ses paroles trouvaient un accueil favorable et surtout une approbation chaleureuse. C'est grâce au zèle déployé par ce tchékiste ardent, que la police bolcheviste sacagea les deux librairies du parti socialiste-révolutionnaire : *Revolioutzionnaïa Mysl* (« La Pensée révolutionnaire ») et *Dielo Naroda* (« La Cause du Peuple »).

En 1919, on arrêta à Saratov un ouvrier imprimeur Zoubkov, qui fut transféré dans une prison de Moscou. Au printemps 1919, il fut mis en liberté. Il sut gagner la confiance de l'organisation locale des S. R. et s'engagea à travailler dans une imprimerie clandestine. Peu de temps après, il fut démasqué et dénoncé comme agent provocateur non sans avoir eu le temps de livrer l'imprimerie et quelques appartements qui servaient de lieux de rencontre aux membres du Parti. Convaincu de trahison, il se retrouva dans les rangs du parti communiste, juge d'instruction auprès de la Tchéka de Moscou, chargé des procès des socialistes-révolutionnaires et membre du Soviet de Moscou.

Voici encore un spécimen d'agent provocateur. Vieux militant du Parti, le cheminot Paul Dyko jouissait d'une certaine popularité dans les ateliers des chemins de fer Alexandre. Il avait été arrêté plus d'une fois par la Tchéka panrusse ou par la Tchéka de Moscou, et une fois traduit devant le tribunal révolutionnaire, impliqué dans l'affaire de l'organisation d'une grève dans les ateliers des chemins de fer. En hiver 1920, il est remis en liberté et prend une part active à l'œuvre du Parti S. R. Il recrée avec la plus grande énergie l'organisation des cheminots, organise la technique des transports, mène une propagande irréductible contre les bolcheviks. Cependant, à la même époque, une série d'entreprises avec lesquelles il a des rapports, échouent d'une façon absolument inexplicable. Au cours de nouvelles arrestations en masse, en automne 1920, secondé par quelques membres peu actifs du Parti, il prend l'initiative de pourparlers avec la Tchéka, en vue d'obtenir l'autorisation d'une conférence du Parti : il s'agit de truquer l'opinion du Parti pour désavouer l'attitude du Comité Central vis-à-vis des bolcheviks. La machination est découverte et en même temps on reçoit des preuves irréfutables que Paul Dyko est un agent de la Tchéka panrusse. Peu de temps après, il est communiste et juge d'instruction auprès de la Tchéka de Moscou, chargé des procès des socialistes-révolutionnaires de gauche. Il apparaît bientôt que cette « comptabilité en partie double » n'est pas pour lui une

chose nouvelle : on découvre qu'il a déjà été « agent-informateur » du temps de la Sûreté tsariste...

Voici une doctoresse X... qui, pour sauver la vie de son fils, menacé d'exécution, dénonce les autres personnes impliquées dans l'affaire. On a tiré d'elle tout ce qu'on a pu. Malgré cela, son fils est fusillé. On menace de la fusiller à son tour si elle ne consent pas à devenir l'informatrice de la Vétchéka dans la prison (« pondeuse » dans l'argot des prisons). Après de pénibles hésitations, elle y consent.

Les « pondeuses », c'est l'œil et l'oreille de la Vétchéka dans la prison. On les installe dans une salle où se trouvent les détenus les plus « intéressants » ; elles les observent, gagnent leur confiance, les interrogent sur leur affaire, sur les personnes affiliées ; pour plus de vraisemblance, les « pondeuses » sont quelquefois mises en liberté, elles se chargent de lettres à remettre en dehors de la prison et ces lettres se retrouvent ensuite à la Tchéka. Bien entendu, se trouvant constamment sous la menace d'exécution, elles sont obligées, coûte que coûte, de se procurer les renseignements nécessaires, quand même il leur faudrait les inventer.

La Tchéka n'a pas que ses agents professionnels à son service. Le parti communiste tout entier a pour devoir de rendre service à la Commission Extraordinaire. Nous avons eu à notre disposition des circulaires adressées aux noyaux communistes des fabriques et des usines et invitant leurs membres à exercer une surveillance rigoureuse sur les ouvriers d'autres partis ; une de ces circulaires intime aux noyaux communistes l'ordre de dresser des listes de tous les socialistes-révolutionnaires de l'usine. Nous aurions pu citer un très grand nombre de cas où des noyaux communistes opérèrent des perquisitions et des arrestations parmi leurs camarades de classe. Chaque communiste, où qu'il se trouve, est mis en demeure de seconder l'action de la Tchéka ; les communistes mis en prison pour des délits de droit commun, prévarications, concussions, spéculations, etc., déploient un zèle tout particulier : ils se mettent en quatre pour se faire pardonner leurs torts. Au commencement de 1920, un certain

Poliakov est mis en prison soit pour détournement des fonds, soit pour abus de pouvoir. Peu de temps après, tout en demeurant en réclusion, il est nommé juge d'instruction de la Tchéka de Moscou auprès de la prison de Boutyrky. Pour son œuvre d'observation à l'intérieur de la prison, il s'attache comme collaborateur, un certain Noudel, ancien critique de ballet, qui signait ses articles Tchérepnine. Ce Noudel, s'étant trouvé déporté sous le régime tsariste, avait renseigné la Sûreté sur la vie des exilés. Il avait été arrêté par les bolcheviks qui l'avaient menacé de la peine de mort. Mis en prison, il sut gagner la confiance de Poliakov, devint communiste et « informateur intérieur » dans la prison. Il se fit seconder par une certaine Tsérételli, impliquée dans l'affaire d'un complot blanc-gardiste et qui avait échappé à l'exécution au prix de son honneur de femme et en consentant à se faire informatrice. Dans le calme du cabinet du juge d'instruction et des cellules de la prison, cette « charmante association » faisait de bonnes petites affaires : moyennant une « petite somme » sérieuse, ils mettaient les gens en liberté ou bien, par contre, dénonçaient et condamnaient à des peines sévères ceux qui ne se laissaient rien extorquer. Dans le bastion dit « de la police », où était écrouée Tsérételli, ils organisaient des orgies et se faisaient obéir par tous les autres détenus. Ce même Noudel essaya de faire sentir son pouvoir dans les cellules isolées de femmes où se trouvaient, à cette époque, des socialistes ; ses tentatives se heurtèrent à une résistance unanime, suivie d'obstruction. Le scandale qui s'ensuivit obligea le commandant Zakharov à transférer Noudel dans un camp de concentration ; quant à Poliakov, il fut bientôt libéré.

Parmi les procédés de prédilection de la Tchéka, il faut citer les arrestations en masse des membres des partis socialistes, opérées suivant des registres où sont inscrits tous ceux qui avaient figuré dans les listes de candidats de ces partis lors des élections aux conseils municipaux, zemstvos, soviets des députés ouvriers, à l'Assemblée Constituante, aux Conseils d'administration de différentes unions et sociétés ; mieux que cela, on déterre les dossiers de l'ancienne Sûreté

et on en extrait également des noms. On met la main sur quelques centaines de personnes à la fois, dont la plupart, depuis longtemps, n'ont rien à faire avec les partis socialistes. « Nous le faisons », déclarait cyniquement Kojevnikov, « afin de pouvoir, à loisir, prendre parmi ces centaines les plus actifs, et si nous arrivons à nous emparer de cinq ou six personnes, le but de ces arrestations en masse se trouve atteint. »

Dans presque tous les appartements où une arrestation a été opérée, pendant sept à dix jours on installe une embuscade, et tous les parents ou amis qui viennent dans cet appartement sont arrêtés et envoyés en prison. Ce qui est caractéristique, c'est que les appartements des personnes arrêtées sont souvent littéralement mis à sac. C'est ainsi qu'Eugénie M. Ratner, membre du Comité Central du Parti S.-R., a eu son appartement saccagé et tout ce qu'elle y possédait pillé dans la stricte acception de ce mot. On a volé non seulement le mobilier, mais jusqu'aux provisions préparées pour ses jeunes enfants. Chez un autre membre du Comité Central, D.-D. Donskoï, la perquisition a été effectuée en son absence et en l'absence de sa femme, et tous ses vêtements, son linge, ses chaussures disparurent. La chambre de sa femme (elle était malade à l'hôpital) fut également pillée, on en emporta jusqu'au dernier morceau de savon.

Toutes les déclarations de Ratner et de Donskoï envoyées au nom du bureau de la Tchéka et à celui du Président du bureau, toutes les déclarations verbales faites à Kojevnikov en personne, sont restées autant de voix clamant dans le désert. Qu'au cours des perquisitions on confisque des livres et des bibliothèques entières, ceci est un phénomène ordinaire sanctionné par des personnages officiels de la Tchéka qui déclarent : « Nous avons besoin de livres pour les bibliothèques, nous les confisquons. » C'est ainsi par exemple que furent saisis les livres des socialistes-révolutionnaires Chichkine, Gotz, du social-démocrate Nicolaevsky, etc. Bien entendu, chaque tchékiste, qui occupe un poste important, monte aux frais des personnes arrêtées des bibliothèques considérables pour son usage personnel.

On vole non seulement pendant, mais après les perquisitions. D'habitude, on met sous scellé les appartements dont le propriétaire a été arrêté, mais les agents de la Tchéka, grâce à leur situation officielle, obtiennent facilement des billets de logement les autorisant à venir habiter les locaux; ils s'y installent et y prennent ce que bon leur semble. C'est ainsi qu'on a dévalisé le membre du Comité Central du P. S.-R. Guerstein, le membre du Comité de Moscou du P. S.-R. Artemiev, le membre du P. S.-R. Podbielsky, etc. Ce dernier a même reçu, en décembre 1921, un document officiel : la réponse de la Croix-Rouge politique (1), l'informant que la Croix-Rouge n'a pu lui faire parvenir les objets laissés dans sa chambre, celle-ci ayant été occupée par un agent de la Tchéka, Fouché, qui est parti en emportant tout ce qui se trouvait dans la chambre.

Mais tout ceci n'est que bagatelles et jeux d'enfants. On se gêne encore moins avec les êtres humains qu'avec les objets. Voici des faits tels qu'ils se sont passés, plus éloquents que toutes les paroles, que toutes les déclarations.

Voici une jeune fille de 18 ans, Nina Lavrova. Pour lui faire avouer où se cache son frère, le juge d'instruction de la Tchéka de Tambov la fait *fouetter*. Une personne, que l'auteur de ces lignes connaît intimement a vu, deux mois après la torture, le corps de la malheureuse jeune fille balaféré par les baguettes. Voici le socialiste-révolutionnaire Gorokhov, paysan de Sibérie, que l'on a malmené et fouetté à la Tchéka de Barnaoul pour le contraindre à nommer les membres de l'Union locale de « travailleurs paysans ». L'auteur de ces lignes a eu sous les yeux une déclaration adressée à la Croix-Rouge par un paysan, je crois, du gouvernement de Koursk et dont le nom, malheureusement, m'échappe. Il demandait à la Croix-Rouge de prendre des mesures pour le faire mettre en liberté, vu le triste état de sa santé. Il fut constaté qu'on l'avait fouetté et qu'on lui avait enfoncé des aiguilles sous les ongles afin de lui arracher des renseignements sur les per-

1. Société de secours aux détenus politiques. (N. du trad.)

sonnes adhérant au mouvement paysan de sa région. Je ne parle pas de tortures indirectes, comme, par exemple, l'incarcération dans ce qu'on appelle les cellules souterraines de la Vétchéka et de la Tchéka de Pétrograd, véritables boîtes où le jour ne pénètre jamais, faute de fenêtres, où l'on ne peut que rester couché ou assis, mais où l'on ne peut remuer, faute de place...

Voici un autre martyr de l'ergastule bolcheviste, le paysan Aliokhine, originaire du village de Chibriaï (district de Borissogliebsk), victime de la Tchéka de Kirsanov. Il fut non seulement battu, mais mis à la question : on lui faisait mettre les mains sur la table et on frappait dessus avec des crosses de revolver ; on le conduisait devant un peloton d'exécution, les coups partaient tout près de son oreille et on l'emmenait de nouveau. Littéralement supplicié, il est mort à l'hôpital.

Les menaces d'exécution constituent un procédé d'intimidation appliqué non seulement dans les Tchékas de province, mais à la Tchéka panrusse et par ses agents responsables. Sur les cent cinquante socialistes, détenus dans la prison de Boutyrky, ayant passé par la Vétchéka depuis novembre 1920 jusqu'à février 1924 et que j'ai interrogés personnellement, 40 % avaient reçu la proposition d'entrer au service de la Tchéka ; près de 50 % ont été menacés de la peine de mort. De pareilles menaces ont été appliquées, même à des personnes telles que le membre du Comité Central du Parti S.-R., Fedorovitch. Celle qui a essayé de le terroriser — sans succès, bien entendu — est une femme-juge d'instruction, Braudé, qui vaut la peine qu'on en dise quelques mots. Braudé est venue à Moscou de Sibérie où elle avait, selon ses propres paroles, fusillé de ses mains la « canaille blancgardiste ». Elle fut nommée juge d'instruction pour les affaires des socialistes-révolutionnaires aux côtés de Kojevnikov. Il semble que cette femme n'ait rien conservé d'humain. C'est une machine qui exécute son œuvre froidement, d'une façon impassible, égale et calme. Pas un muscle de sa figure ne tressaille lorsqu'elle prononce : « Vous déclarez la grève de la faim, eh bien ! cela ne peut nullement nous inquiéter, votre

mort diminuera le nombre des ennemis actifs de la Russie soviétique. » Et on sent que ce ne sont pas des paroles en l'air : si elle tenait entre ses mains le sort des socialistes emprisonnés, elle nous aurait tous exterminés, inexorablement et fermement comme elle le pratiquait en Sibérie et à Kazan. « Malheureusement, ici, le pouvoir des Soviets ne fait pas encore fusiller les socialistes pour leur action politique », nous disait-elle maintes fois sur un ton de regret, comme on parle du mauvais temps qu'il fait dehors. Il faut la voir lorsqu'elle fait fouiller les détenues. Elle fait déshabiller les femmes toutes nues, leur tâte personnellement les seins (le cas des socialistes B., A., etc.), examine la bouche, glisse les doigts dans les cheveux. Elle va plus loin encore et n'hésite pas à fouiller minutieusement les hommes. Et on est obligé de se demander si c'est là un genre spécial de femme sadique froide ou bien, tout simplement, une machine humaine sans aucune trace d'âme ?

*
* *

Au commencement du régime bolcheviste, les socialistes avaient peu songé à lutter pour de meilleures conditions d'existence dans les prisons, se considérant comme des hôtes provisoires et fortuits de ces endroits où les avait fait pâtir autrefois, durant de longs mois, la gendarmerie tsariste. Mais l'année 1919 leur prouva qu'il s'agissait de rester en prison « longtemps et pour tout de bon ». Il a donc fallu songer sérieusement à obtenir des conditions d'existence tant soit peu supportables. Ce fut le commencement d'une lutte, longue, opiniâtre, inégale et poignante. Les bolcheviks poussaient cette lutte à son comble. Avant de céder en quoi que ce soit, ils forçaient les détenus à supporter des grèves de la faim, de dix, douze et même de quatorze jours ; les grévistes perdaient connaissance et bien des gens en demeureront infirmes pour la vie.

La première grève de la faim collective fut organisée à Moscou, au commencement de 1920, par les socialistes-révolutionnaires de gauche. Ils avaient formulé les revendications

suivantes : amélioration de la nourriture, autorisation de correspondre avec leur famille, autorisation de travaux d'étude collectifs, organisation des conférences, etc. Le sixième jour de la grève, les bolcheviks essayèrent d'isoler les meneurs, Fichman et Bogatchev. Bien entendu, cela ne fit que jeter de l'huile sur le feu. Les socialistes-révolutionnaires « centristes » se joignirent à la grève qui devint bientôt socialiste en général. Enfin, au bout de huit jours, une partie des revendications fut satisfaite. Depuis, les grèves de la faim collectives deviennent un moyen auquel on a recours partout lorsque tous les autres moyens sont épuisés. De leur côté, les bolcheviks inventent des moyens de « briser » les grèves de la faim.

En 1920, au mois d'août, les socialistes-révolutionnaires déclarèrent la grève de la faim, exigeant que soient transférés dans des conditions normales les membres du Comité Central du Parti, détenus dans la « prison intérieure » de la Vétchéka qui jouit d'un renom épouvantable. En guise de réponse, les agents de la Tchéka emmenèrent les détenus au bagne de Yaroslavl après s'être livrés sur leur personne aux pires violences, aux voies de fait les plus atroces. En 1921, au mois de juin, au bagne d'Orel, les socialistes-révolutionnaires déclarèrent la grève de la faim, exigeant le transfert à l'hôpital de la camarade Kostiouchko atteinte de pleurésie purulente. Le jour même de la déclaration de la grève, tous les détenus furent transférés à Yaroslavl. A Orel, les social-démocrates et les socialistes-révolutionnaires de gauche ont refusé toute nourriture pendant dix jours. La grève de la faim la plus longue a eu lieu en 1921. M. Spiridonova (Soc.-Rév. de gauche) a refusé toute nourriture pendant quinze jours. Elle avait les lèvres gercées, le sang lui coulait par la bouche, tout son corps s'était couvert de taches noires. Taraboukine (Soc.-Rév.) a soutenu la grève de la faim pendant quatorze jours. Finalement, il tomba sans connaissance. Il réclamait la mise en liberté de sa femme arrêtée par hasard et qui laissait toute seule une fillette en bas âge. Mina Guerchevitch (Soc.-Rév.) a refusé la nourriture pendant dix jours. Elle demandait à être

transférée de la « prison intérieure » où elle avait déjà passé près de six mois, privée de visites, de livres et de promenades. M.-M. Lvov (Soc.-Rév.) a refusé la nourriture pendant huit jours. Au cours d'une visite que sa femme, Prouchakevitch, lui faisait, on avait aperçu entre ses mains un billet qu'elle essaya d'avaler. Le commandant de la prison lui serra la gorge et s'efforça de lui ouvrir la bouche à l'aide d'une cuiller, lui déchirant les lèvres et ensanglantant les gencives. De plus, pour la punir, on l'enferma, vêtue d'un léger corsage d'été, dans une cave noire et humide. En déclarant la grève de la faim, Lvov voulait obtenir pour sa femme des conditions de réclusion moins dures.

Au mois de février 1920, les socialistes-révolutionnaires de gauche furent emmenés, la nuit, de la prison de Boutyrky et envoyés dans des prisons de l'Est. Le matin, les femmes ne furent pas autorisées à sortir de leurs cellules pour assister au départ du dernier convoi. Elles se mirent à frapper contre les portes. L'aide du commandant, Popkovitch, survenu en hâte du bureau, répondit par des menaces et des insultes grossières. De plus en plus furieux, il passait le canon de son revolver par les judas des portes et, finalement, tira un coup de feu dans la cellule de l'ancienne prisonnière du bagne tsariste, l'héroïne de la lutte terroriste contre l'autocratie, Izmaïlovitch, qui n'échappa à la mort que par hasard. Cet acte, il est vrai, valut à Popkovitch une condamnation à un mois de prison, mais il ne purgea sa peine que pendant trois jours et revint à Boutyrky, un mois plus tard, après avoir reçu un avancement au poste de commandant de la prison. En 1919, en réponse à l'obstruction organisée pour la défense du socialiste-révolutionnaire Bykhov, violemment maltraité, on fit feu sur une salle où étaient enfermés environ 90 socialistes. Après les menaces, les voies de fait, les coups de feu tirés sur les fenêtres, les bolcheviks en vinrent à rétablir l'usage des fers comme aux temps des tsars.

En février 1920, lors de la campagne entreprise contre l'Union des ouvriers et employés de l'alimentation, la Tchéka de Moscou fit arrêter un groupe d'ouvriers. Il y avait dans le

nombre 12 socialistes-révolutionnaires-maximalistes. Au bout de quelque temps, il fut question de les transférer dans la prison de Boutyrky. Les prisonniers demandèrent qu'on fasse venir un représentant de la Croix-Rouge politique sans quoi ils refusaient de se laisser emmener. Le lendemain, le président de la Tchéka de Moscou, Mèssine, fit venir quelques-uns d'entre eux : Kamychev, Nestroév, Zabitzky, Zaïtzev. La garde tchékiste se jeta sur eux. On leur passa des menottes et les traîna de force jusqu'à l'automobile qui les transporta à la prison de Boutyrky; ce n'est que le soir que les menottes leur furent enlevées, après quoi on les mit au secret le plus rigoureux.

On a également essayé, en 1920, de mettre aux fers le socialiste-révolutionnaire S.-W. Morosov qui avait, par deux fois, connu la réclusion dans le bagne tsariste, et l'anarchiste Gordine. L'initiative de cette mesure revenait au membre du Comité de Moscou du Parti communiste, Zakharov, et au surveillant Katchinsky que, plus tard, les bolcheviks furent obligés de faire arrêter, car il s'était rendu coupable de violences atroces infligées aux prisonniers de l'ancien bagne tsariste, dans une des casemates de la prison de Boutyrky.

En trois années de séjour dans la prison de Boutyrky, les socialistes se sont vus, par trois fois, transférer dans des prisons de province. Au commencement de 1920, après une grève de la faim de huit jours, les socialistes-révolutionnaires de gauche, qui exigeaient le transfert dans des conditions de détention normales des membres de leur Comité Central détenus à la « prison intérieure », furent conduits au bagne de Yaroslavl sous la garde spéciale d'Allemands et de Hongrois. Enfin, le transfert historique, dans la nuit du 26 avril 1921, fut la réponse de la Tchéka à la tentative faite par les détenus socialistes de prendre la défense des autres habitants de la prison.

Ce dernier transfert avait été précédé de « l'âge d'or » des libertés de Boutyrky, conquises, pas à pas, au prix d'incroyables efforts et d'innombrables sacrifices. On avait réussi à obtenir que tous les socialistes soient concentrés dans les mêmes couloirs et que les cellules restent ouvertes dans la

journée; on avait profité de cette liberté de communication en vue d'un travail d'éducation systématique. On avait organisé des cours, des conférences, des concerts, des études collectives, par groupements, sur des sujets d'instruction générale. Les détenus réglaient eux-mêmes l'ordre intérieur de leur existence commune, et ceci ne donnait lieu à aucun malentendu entre l'administration de la prison et les prisonniers. Les socialistes se trouvaient, pour ainsi dire, isolés du monde extérieur, mais ils restaient maîtres de l'ordre intérieur de la vie de prison. Une seule chose empêchait la marche paisible de cette vie : c'étaient les incursions nocturnes des agents de la Tchéka sous le commandement du chef du département secret, Samsonov. On faisait lever les détenus, on fouillait les cellules, confisquait tous les manuscrits, y compris les traductions et les ouvrages scientifiques. Bien entendu, de pareilles perquisitions ne laissaient pas d'énervner les détenus ayant passé un an ou plus dans l'état d'isolement; mais, d'une manière générale, les conditions de détention étaient supportables. Cependant, toutes ces libertés étaient le privilège des seuls socialistes, doués de plus de fermeté et de solidarité. Pour ses autres habitants, la prison demeurerait un enfer. On avait à subir des conditions antihygiéniques épouvantables : les salles bondées, les portes fermées, la saleté, les parasites et, par-dessus tout, jour et nuit, le voisinage de la « paracha ». La Commission du Service de la santé, après avoir visité la prison, constata que celle-ci risquait de devenir un foyer d'infection. La Commission tenait pour indispensable de diminuer le nombre des détenus dans les salles et de supprimer la « paracha », ne fût-ce que pendant l'été. Cependant, le régime ne fut pas modifié. Alors quinze cents prisonniers déclarèrent la grève de la faim. N'ayant pas l'habitude d'une lutte organisée et ferme, cette masse disparate et presque entièrement apolitique, ne sut pas résister et, après s'être heurtée au silence impassible et froid de la Tchéka, elle adopta, le quatrième jour de la grève de la faim, une forme de lutte désordonnée et hystérique : le système des cris et des hurlements. Ces cris faisaient trembler la prison. Pendant cinq heures consécu-

tives, ce furent des hurlements dont les éclats retentissaient bien au delà de l'enceinte de la prison et causaient des rassemblements que les détachements militaires de la Tcheka dispersaient. A l'intérieur de la prison, ces hurlements faisaient sur les détenus un effet tellement sinistre, que beaucoup d'hommes, sans parler des femmes, tombaient sans connaissance ou en proie à des crises de nerfs...

Les socialistes condamnés au rôle de spectateurs passifs, ne pouvaient, désormais, demeurer indifférents. Il fut décidé d'inviter d'urgence un représentant de la Tcheka Panrusse pour engager des pourparlers. Le membre du Bureau de la Vétcheka, Léonov, qui se rendit à cette invitation, reconnut qu'un certain nombre des revendications était parfaitement justifié et devait être immédiatement satisfait. Les hurlements et la grève de la faim furent abandonnés. Tout semblait marcher pour le mieux. Mais les héros invétérés de la terreur bolcheviste concurent l'idée absurde que les socialistes avaient été les instigateurs secrets de toute cette histoire. Des bruits alarmants arrivèrent jusqu'aux détenus. On parlait de la possibilité d'un transfert; on racontait que dans la prison de Taganka, on préparait cent cellules isolées pour les socialistes, etc. Cependant, personne n'ajoutait foi à ces bruits. La vie de prison reprit son train. On attendait le premier mai. On comptait marquer ce jour par une grande solennité, on élaborait des projets de conférences et de concert. Soudain, parmi tous ces préparatifs, dans la nuit du 26 avril, à 3 heures, la prison est envahie par quelques centaines de soldats et de tchékistes armés. Ces derniers conduits par Braudé, commencent par se glisser inaperçus jusqu'aux cellules des femmes; ils font irruption dans ces cellules, surprennent les femmes endormies et leur ordonnent de ramasser leurs effets. Stupéfaites, ne sachant que penser, s'informant de la raison de cet ordre et se heurtant à un silence mystérieux, les femmes déclarent qu'elles n'iront nulle part la nuit et demandent leur « staroste » (1). On leur refuse avec achar-

1. Détenu jouissant de la confiance de ses camarades et désigné par

nement. L'angoisse grandit, les conjectures les plus invraisemblables s'imposent à l'esprit : On songe à quelque catastrophe en dehors de la prison et à l'éventualité d'une exécution sommaire. La lettre suivante écrite par une des protagonistes du drame donnera une idée de ce qui s'est passé ensuite :

« Bien après minuit, je fus réveillée par des bruits de voix et des cris d'hommes et de femmes. Dans le couloir, à la porte d'une des cellules, j'aperçus un groupe de femmes; des tchékistes les entouraient et saisissant tantôt l'une, tantôt l'autre par les bras, les vêtements ou les cheveux, ils les traînaient je ne sais où. Des exclamations arrivaient jusqu'à moi : « Je ne veux pas ! » « Je n'irai pas ! » « Dites-nous où vous nous traînez ! » Abasourdie, je me précipitai vers les camarades. Dans une des cellules, je tombai sur la scène suivante : Frossia Kormilitzyna se cramponnait à une table, quelques camarades s'accrochaient à elle, tandis que les tchékistes cherchaient à la faire lâcher la table. Une traînée de sang coulait sur son oreille et sur son cou : Frossia avait la tête fracturée. Un des tchékistes criait rageusement : « Vite qu'on lui passe un vêtement. » Je n'arrivais pas à comprendre ces cris, il me semblait qu'on voulait passer à Frossia une camisole de force. Je me précipitai vers elle, soudain je sentis deux mains de fer me saisir et m'entraîner quelque part. Je perdis connaissance. Lorsque je fus revenue à moi, un tchékiste me releva. Je courus dans le couloir. Ici, je vis un tchékiste saisir Eugénie Ratner par le col de sa chemise; d'un mouvement souple, elle parvint à se dégager. Lia Gotman m'apparut pour un instant, poussant des cris tandis qu'on la traînait par les cheveux dans l'escalier. Kozlovitzeva, une femme enceinte, offrait un spectacle dont l'horreur dépassait tout le reste. Couchée par terre, on la traînait par les pieds, tandis qu'elle frappait de la tête contre les marches de l'escalier. Ensuite on la souleva; à moitié inconsciente, comme une somnambule,

ces derniers pour toutes les démarches importantes ainsi que pour la réglementation de la vie intérieure de la prison. (*Note du trad.*)

elle repoussait les tchékistes et répétait d'une voix monotone : « Il ne faut pas, je ne veux pas, je n'irai pas. » Hors de moi, je me précipitai vers Kozlovtszeva, je ne me souviens pas ce que j'ai fait. Les camarades m'ont dit depuis que j'ai cherché à repousser les mains des tchékistes qui tenaient Kozlovtszeva ; que je la suppliais de se lever et de marcher seule et que les tchékistes me frappaient sur les mains. Ce n'est que plus tard, dans le wagon, que j'ai ressenti des douleurs au corps et aux mains. »

Tel est le tableau brossé par un témoin oculaire. Il y avait parmi les femmes des malades ; elles subirent le même sort que les autres. Trotskaïa, atteinte d'une maladie de cœur, eut une crise cardiaque. « Elle simule, prenez-la », ordonna Braudé. On emmena, à moitié vêtue, Landé, souffrant d'une récurrence de typhus, Kostionouchko, atteinte de pleurésie purulente, Dekatova qui, depuis trois jours, refusait toute nourriture. On entendait des cris déchirants venant des cellules isolées de femmes : « Camarades, on emmène les femmes, on bat les femmes... » Ces clameurs, entrecoupées de hoquets nerveux, faisaient comprendre que quelque chose de terrible se passait dans les cellules des femmes. En même temps, dans la cour, à côté des cellules des hommes, on vit traîner les femmes qui se débattaient en proie à des crises nerveuses. Les hommes, enfermés dans leurs cellules, se démenaient inutilement comme des animaux dans leurs cages, sentant qu'il se passait quelque chose de terrible et qu'ils étaient impuissants de faire quoi que ce soit. C'était une véritable torture morale, impossible à supporter et inoubliable. La violence de cette tension nerveuse se traduisit enfin en une obstruction : ce furent des coups, un vacarme épouvantable, tout ce qui se trouvait dans les cellules fut lancé par les fenêtres.

Les appels excités échangés entre le corps de bâtiment des femmes et celui des hommes, le tumulte de l'obstruction, les cris, les sanglots hystériques des femmes que l'on traînait de temps en temps à travers la cour, tout se confondait en un chaos indescriptible.

L'obstruction amena une furieuse incursion dans les cel-

lules des hommes. Voici ce que raconte un des témoins, qui fut aussi l'une des victimes de ces événements :

« Quatre ou cinq tchékistes, l'aide-commandant Morosov en tête, firent irruption dans ma cellule. Aux cris de : « perquisition ! nous sommes venus perquisitionner ! » ils me sommèrent de m'habiller. « Ce n'est pas pour une perquisition que vous venez, vous frappez les femmes, que vous faut-il ? » On me dit de ramasser mes affaires. Je refusai, exigeant qu'on fasse venir le « staroste » politique pour m'expliquer où l'on voulait me conduire la nuit... Quatre gaillards s'emparèrent de moi. J'étais pieds nus, avec mon linge pour tout vêtement. Lorsqu'on m'entraîna, on m'asséna des coups de poings dans le dos. Je me mis à crier : « Camarades, on me bat ! » Quelqu'un me saisit à la gorge, un autre me mit la main sur la bouche. Je manquai d'air et, hors de moi, je continuai à râler : « On m'étouffe, camarades ! » On me bat ! » On me traînait dans l'escalier du troisième étage. Les bottes des tchékistes écrasaient mes pieds nus, les coups de poing pleuvaient sur moi. Je ne me souviens pas si l'on m'a battu à coups de crosse, je crois que oui, car le soir, dans le wagon, je ressentis des douleurs au dos et aux épaules. On me traîna jusqu'à la salle de garde, et me poussa dans une grande pièce. Là se trouvait Eguelskaïa, à peine vêtue d'un jupon et d'un cache-corset, les cheveux en désordre. Sur la table était à moitié couchée Anna Rosenberg, qui souffrait de rhumatismes. D'autres femmes s'y tenaient également dont je ne me rappelle pas les figures. Elles protestaient contre les violences. Quelques minutes plus tard, on amena Kozlovtxeva, rouée de coups, échevelée. On la frappait sur le ventre. J'appris plus tard qu'elle était enceinte. A Orel, elle fut placée à l'hôpital. La commission médicale reconnut qu'un avortement était indispensable.

« Bajanov (Soc.-Rév.) fut jeté dans la salle d'un coup dans le dos. Il n'était vêtu que d'un caleçon, les pieds nus, les lambeaux de sa chemise déchirée lui pendaient autour des reins. On amena dans le même état, et en le bourrant de coups, le social-démocrate Pestriak. Quatre tchékistes traî-

nèrent Bieliaev (anarchiste) que l'on tenait par les bras et par les pieds, on traîna de même Sinodalnikov (Soc.-Rév.), en chemise et en caleçon ; on amena quelques femmes mencheviks, vêtues à la hâte. Sur les vingt à vingt-cinq personnes qui se trouvaient dans la salle, deux seulement, Ejov (Soc.-Dém.) et Roukavichnikov (Soc.-Rév.) étaient vêtus. Le départ de notre groupe était dirigé par le tchékiste Khroustalev. Je demandai qu'on nous remette nos affaires ; il me répondit que nos affaires nous suivraient. On nous dit de sortir, nous réclamons le « staroste ». Des tchékistes armés se jettent sur nous. Nous nous cramponnons les uns aux autres formant une chaîne compacte. A grand renfort de coups de crosse sur les mains, on nous arrache Kozlovtszeva, absolument épuisée, et on la traîne par terre. Ensuite, on saisit par les pieds Anna Rosenberg. Avec beaucoup de peine, on nous arrache Eguelskaïa qu'on roue de coups. On réussit à nous diviser par groupes de cinq personnes et on nous entraîne dans la cour en nous frappant avec la crosse des fusils. A la porte, nous nous heurtons à Eguelskaïa qu'on entraîne brutalement. Son cache-corset est tout déchiré. Elle se débat dans une crise de nerfs. On nous fait tous sortir dans la cour où l'on nous sépare toujours à coups de crosses et on nous jette dans une automobile. »

Les scènes qui se sont passées dans les cellules se sont reproduites dans ce qu'on appelait les « couloirs socialistes » (n^{os} 11 et 12). C'est ici que furent violemment malmenés les socialistes Deviatkine, Malkine, Karrassev, Firsov, Pestriak, Bojanov, Ananiev, Sinodalnikov, Pouzyrev. Tous ils eurent le linge déchiré, le corps couvert d'ecchymoses et de contusions. Plus tard, le personnel médical des prisons où ils furent conduits constata chez eux les traces des violences. Le seul endroit de la prison d'où les détenus avaient été emmenés sans aucune espèce de violence fut l'infirmerie. L'aide-commandant de la prison se présenta devant les malades et fit ce qu'on réclamait en vain partout ailleurs : il fit venir le « staroste », expliqua que tout le monde était évacué et lui proposa de se convaincre en personne que tous

les socialistes avaient quitté la prison. Le « staroste » fit le tour de toutes les cellules où avaient été emprisonnés les socialistes, n'y trouva plus personne, et les détenus qui se trouvaient à l'infirmerie se laissèrent paisiblement emmener, s'imaginant que tout allait bien. Parmi les hôtes de l'infirmerie, il s'est trouvé un M. Rebroukh, qui n'a pas eu honte d'utiliser le fait de ce départ paisible afin d'attester, pour plaire à la Tchéka, l'attitude correcte de ses agents et *d'acheter sa liberté à ce prix !* Il est allé jusqu'à écrire toute une brochure intitulée : *La vérité sur les bolcheviks*, où, avec la vile obséquiosité d'un Judas, il cherche à compromettre la déclaration collective des détenus dénonçant les violences commises. Il a profité du fait qu'il y avait sous cette déclaration la signature de plusieurs personnes qui, lors des événements, se trouvaient à l'infirmerie (Bourmistrov, etc.), et ne pouvaient comparaître comme témoins. Il préfère ignorer que ces camarades s'étant retrouvés avec les victimes, ont vu sur eux les traces toutes fraîches des violences, contusions, ecchymoses, têtes bandées, etc... Ne se bornant pas au témoignage d'un avocat payé dans la personne de Rebroukh, la Vétchéka éprouva elle-même le besoin de réhabiliter ses exploits et ses héros. Le citoyen Samsonov et le président de la Vétchéka Unslicht ont audacieusement affirmé — l'un dans son télégramme aux présidents des tchéka locales des provinces où les détenus avaient été déportés et l'autre dans son rapport au soviet de Moscou — que les prisonniers n'avaient pas été maltraités, que bien au contraire, les victimes avaient été les soldats rouges ; pour prouver que les détenus avaient d'avance préparé les événements, on alléguait les briques, les bouteilles et les bûches trouvées dans les cellules. Ces hommes feignaient d'ignorer que la prison n'était presque pas chauffée ; que dans certaines cellules l'administration avait elle-même placé des poêles de fonte où l'on brûlait des bûches, et que dans d'autres cellules les détenus construisaient eux-mêmes de petits poêles qu'ils entouraient de ces fameuses briques.

De cette façon, on peut affirmer tout ce qu'on veut : que

plusieurs centaines de tchékistes et de soldats armés de pied en cap se sont laissé rouer de coups par des hommes sans armes, isolés dans des cellules fermées à clef et que l'on a fait lever de leurs lits à peine vêtus. Il n'est pas facile de dire ce qui a été le plus infâme : de l'acte lui-même ou de la tentative de le justifier et d'en disculper les auteurs.

Il nous reste à dire quelques mots sur la pénible conclusion de ce pénible drame.

Tous les détenus avaient été répartis dans quatre prisons : le bagne d'Orel, le bagne de Jaroslavl, les prisons de Riazan et de Vladimir. Là s'est poursuivie, jusqu'à son déclin, la lutte inégale. Elle a été particulièrement pénible dans la prison d'Orel, où, par ordre du président de la Tchéka départementale Poliakov, on a tiré des coups de feu dans les cellules et manqué de tuer l'ancien forçat Vassiliev, blessant à travers la fenêtre Chneerson (Soc.-Dém.) et Barkache. Poussés par le courage du désespoir, les détenus reprirent leur arme mortelle, la grève de la faim, mais au bout de douze jours, exténués, épuisés (quelques-uns sans connaissance), force leur fut de se rendre. Les annales de leur réclusion contiennent une page plus tragique encore. L'horreur de toutes les souffrances éprouvées, le désespoir sans lendemain de la défaite, ont amené deux socialistes, Eguelskaïa et Sourkova, à se suicider. Elles mirent le feu aux paillassons qui leur servaient de matelas. La flamme se répandit rapidement dans la cellule. Les gardiens aperçurent à temps la fumée et retirèrent les deux victimes sans connaissance.

Les membres des comités centraux des trois partis : socialiste-révolutionnaire, social-démocrate et socialiste-révolutionnaire de gauche avaient été transférés dans la prison de Lefort où il ne manqua pas également d'épisodes tragiques tels que les coups de feu tirés par la fenêtre de la cellule de M.-J. Lvov. Enfin, après nombre de conflits et de protestations véhémentes, ils furent de nouveau transférés d'abord dans la prison intérieure de la Vétchéka, et deux mois plus tard dans celle de Boutyrki où, vers le mois de septembre, on

avait commencé à réintégrer tous ceux que l'on avait répartis en province au mois d'avril.

A l'heure actuelle, nous assistons à de nouvelles répressions exercées par les bolcheviks contre les partis socialistes. Par l'ordre de la Tchéka, les socialistes sont déportés dans des provinces lointaines de l'Etat russe d'où le monde extérieur libre et vaste aurait peine à apprendre quoi que ce soit sur les nouvelles épreuves dont menace la fameuse recette de Lénine sur la « soigneuse isolation » des socialistes. Cette « soigneuse isolation » est en fait une guillotine sèche, ainsi qu'appelait la prison et la déportation l'immortel Victor Hugo.

N. SOUTOUJENKO.

IV

Aux jours de la terreur rouge

Le train s'étant arrêté pour un temps indéfini à la gare de Néjine, j'allai flâner dans la ville en compagnie d'un membre du Parti Communiste russe, dont le hasard avait fait mon voisin de wagon. Au cours de notre promenade, nous nous trouvâmes auprès de l'ancienne prison surmontée d'une nouvelle enseigne : « Maison soviétique de privation de liberté. »

Mon compagnon ignorant qu'il avait affaire à un homme bien au courant de la « population » de ces « maisons », remarqua :

« Du temps du tsar, on y mettait les ouvriers ; à présent, c'est au tour des bourgeois. »

Il se serait certainement abstenu d'une pareille remarque, s'il avait su que son interlocuteur avait pris part à la « Conférence pour la convocation d'un congrès ouvrier » dont tous les membres, *in corpore*, avaient passé par les geôles bolchevistes dans le courant des années 1918 et 1919.

Le congrès ouvrier devait primitivement avoir lieu en juillet 1918. Cependant, à la date fixée, les préparatifs n'avaient pas été achevés. Il ne vint à Moscou que trente délégués représentant les Assemblées Extraordinaires des délégués des usines et des fabriques, ainsi que les ouvriers « neutres » (« sans parti ») des conférences de Petrograd, Moscou, Sormovo, Ivanovo-Voznessensk, Kolomna, Bejitzia et d'autres centres industriels. Il fut décidé que la représentation n'étant pas assez complète pour assumer les fonctions d'un Congrès, les délégués présents se constitueraient en une Conférence pour la convocation d'un Congrès ouvrier en vue d'examiner les formes et les moyens de l'organisation dudit Congrès.

La deuxième séance de la Conférence eut lieu le 23 juillet, dans le local de l'un des cercles coopératifs, au n° 9, impasse Philippovsky. Une demi-heure s'était à peine écoulée depuis l'ouverture de la séance que, soudain, on entendit dans le couloir des pas de gens qui s'approchaient en courant et un petit bonhomme à figure simiesque, un petit chapeau rejeté en arrière, entra en coup de vent, revolver au poing, dans la salle où nous siégions. Derrière lui, avec un piétinement bruyant, des tirailleurs lettons firent irruption dans le local qui fut littéralement envahi par des hommes armés jusqu'aux dents : fusils à l'épaule, revolvers et grenades à main (!) à la ceinture.

« Haut les mains!... Que personne ne bouge! » clama d'une voix stridente le petit bonhomme qui était, comme nous l'apprîmes plus tard, un des commissaires de la « Vétchéka » (Commission Extraordinaire panrusse) du nom d'Etine.

Quelques soldats excités et visiblement effrayés se précipitent sur chacun de nous et procèdent à une fouille préliminaire : on cherche des armes. « Eh bien, où sont vos tchécoslovaques? » Pour mieux réussir l'opération, on avait, selon toute évidence, dûment « renseigné » le détachement sur la nature de notre Conférence. C'est là un des procédés ordinaires de la Tchéka.

Bien entendu, on ne trouve ni armes, ni tchéco-slovaques.

Alors seulement, on nous autorise à baisser les bras. On nous fait asseoir sur des chaises, à quelque distance l'un de l'autre; à la moindre tentative d'échanger quelques paroles avec le voisin ou de mettre la main dans la poche pour sortir une cigarette, éclate une apostrophe brutale et le revolver est braqué sur le « coupable ». Le président de notre réunion, un ouvrier de Petrograd, socialiste-révolutionnaire et membre du Comité Central Exécutif de la première session, essaye de dire quelque chose. Je crois qu'il demande à voir le mandat : trépignement, cris de fureur, les revolvers sont braqués sur lui. Plus tard, en examinant les dossiers en vue du jugement projeté, j'ai eu l'occasion de voir ce mandat. Il était rédigé sur une simple feuille imprimée et stipulait que le « camarade Etine était chargé d'arrêter tout le monde (!) dans l'impasse Philippovsky et d'y saisir livres et marchandises ».

Quelques individus, des commissaires probablement, s'installent à la table du président; on nous fait approcher un à un, inscrit nos noms, nous fouille minutieusement, nous prend nos documents, carnets de poche et tout ce qui, dans les procès-verbaux de perquisition, s'appelle ordinairement « correspondance diverse », c'est-à-dire la moindre ligne manuscrite trouvée dans nos portefeuilles et dans nos poches. Bref, c'est la procédure traditionnelle, bien connue, ennuyeuse. On a fini. On nous fait sortir, entourés de soldats, dans la rue où deux camions automobiles nous attendent. Des figures stupéfaites apparaissent aux fenêtres. On nous installe et en route pour la Vétchéka. Quelques heures plus tard, nous lisons dans l'édition du soir des *Izvestia* (en ce temps, les détenus de la Vétchéka recevaient encore des journaux) un communiqué laconique : la Vétchéka vient d'arrêter à Moscou un Congrès de contre-révolutionnaires. N'était-ce le nom du menchevik Abramovitch cité à la fin du communiqué, nous aurions pu ne pas nous douter qu'il s'agissait de notre propre arrestation. C'est ainsi qu'on renseigne l'opinion sur l'œuvre de la Tchéka.

La nuit, on nous fit subir, un à un, le premier interrogatoire.

Je fus interrogé par un Letton quelconque, un gas d'environ dix-huit ans, l'air d'un dégénéré, la figure boursouflée, en tenue militaire, et, bien entendu, un revolver à la ceinture. L'interrogatoire ne fut pas long.

Je me rappelle la surprise et l'ahurissement sincères de mon juge d'instruction lorsque je refusai de donner quelque déposition que ce soit, me bornant à répondre aux questions relatives à mon nom, adresse et parti politique.

« Mais puisque *moi*, je vous demande.

— Et moi, je refuse de répondre.

— Mais je suis le juge d'instruction, moi...

— Et moi un prisonnier. »

Après l'interrogatoire, on me conduisit quelque part à travers une grande cour non éclairée et encombrée d'automobiles. J'appris en arrivant à destination que j'étais dans la « prison de la Vétchéka » et j'y retrouvai tous les camarades qui avaient déjà subi l'interrogatoire. Cette prison se trouvait dans la cour même de la Tchéka et consistait en une immense pièce pouvant contenir quelques centaines de personnes. Toute la pièce est occupée par des rangées de couchettes, dont le nombre cependant n'est pas suffisant, et les détenus dorment pêle-mêle.

Dans le couloir adjacent, on a construit avec des planches quelques cellules « d'isolement », où la lumière ne pénètre que par un petit judas percé dans la porte. Ces cellules sont de dimensions minimales dans toute l'acception de ce mot : une couchette et à côté de la couchette tout juste la place de « piétiner » ; quant à marcher, c'est impossible.

C'est là qu'on incarcère les condamnés à mort et les criminels importants. Il y a, d'ailleurs, beaucoup de condamnés à mort dans la pièce commune. Et voilà toute la prison.

C'est le lieu de la détention « préliminaire » où on enferme les détenus avant de les envoyer en prison ou à la mort. Les uns y passent quelques jours, d'autres quelques semaines.

Quel genre de personnes détient-on ici ? Il est difficile, voire impossible, de répondre à cette question. Il serait plus facile de dire quels sont ceux qui y manquent. Hommes et femmes,

vieillards et enfants, ouvriers et officiers, mères de famille et vagues aventuriers, collégiennes et filles de joie. Bref, une véritable arche de Noé.

Parmi cette société hétéroclite, se faisait remarquer une femme à cheveux coupés, d'aspect assez excentrique. J'ignore ce dont elle était accusée. Il était assez difficile de déterminer sa situation sociale et sa nationalité. Elle parlait presque toutes les langues, mais aucune, je crois, correctement. Elle souffrait de je ne sais quelle maladie et ne se levait presque pas de sa couchette.

Une quinzaine de jours après qu'on nous eût emmenés de cette prison (je le raconte d'après le témoignage des camarades qui nous ont succédé à la Tchéka), la nuit, elle fut appelée pour être fusillée. Très souffrante, elle ne put quitter sa couchette. On apporta un brancard, je ne sais pourquoi couvert de sang, on la coucha dessus en vomissant contre elle d'ignobles insultes, on l'emporta et la fusilla.

En ce temps, on fusillait à proximité de la prison, quelque part dans la cour, faisant, pendant l'opération, ronfler un moteur d'automobile pour que les passants n'entendent pas les coups de feu. Je me rappelle un autre cas qui m'a été conté par un camarade ayant passé à la Tchéka environ à la même époque. La nuit, on vint encore chercher un condamné à mort.

On appelle le nom d'un officier. Il ne répond pas. On le cherche, on regarde sous les couchettes, personne... Alors, on range tous les détenus et on confronte chacun avec la photographie de celui qu'on cherche. « Savez-vous, lorsqu'ils se sont mis à dévisager d'abord ma figure et ensuite cette photographie, je me suis senti assez mal à mon aise », me confia, avec un sourire embarrassé, un camarade qui semblait avoir joliment manqué de courage dans l'occurrence. Or, l'officier en question était monté à l'étage supérieur où se trouvaient les lavabos et, après avoir vidé une immense cuve à rincer, s'était blotti à l'intérieur. Bien entendu, on a fini par le découvrir et il n'a pas échappé à son sort.

J'ai cité là deux faits banals, pris au hasard du souve-

nir. Et combien n'y en a-t-il pas eu ! On ne saurait se les rappeler tous.

Ainsi vivaient tous ces gens sans défense des deux sexes, de tous les âges, de toutes les conditions sociales. Chacun s'attendait soit à être libéré, soit à être transféré dans quelque prison, soit à être fusillé. Aucun ne pouvait prévoir d'avance le numéro qu'il tirerait à cette espèce de loterie. Que de hasards, tantôt tragiques ou insensés, tantôt d'un comique grotesque!...

Mon attention fut attirée par un fait insignifiant mais très bizarre. Ici, dans cette prison de la « *Commission Extraordinaire chargée de combattre la contre-révolution et la spéculation* », un des détenus de longue date, sans doute moyennant un « emprunt » consenti par quelque « chef », avait établi un commerce de cigarettes qu'il vendait aux détenus à de véritables prix de « spéculation ». Et cela à une époque où, en dehors de la prison, le commerce libre des tabacs était taxé de crime et puni par les autorités soviétiques.

D'ailleurs, le séjour dans une prison comporte toujours plus de « libertés » que l'existence libre. Ainsi nous, qui, hors de la prison, n'avons pu mener à bonne fin notre conférence, ici, après avoir tant bien que mal dormi la nuit pêle-mêle sur nos couchettes, nous nous réunîmes le matin dans un coin et élaborâmes en toute hâte le plan de notre travail ultérieur pour la convocation du Congrès ouvrier au cas où une partie d'entre nous serait libérée.

*
* *

Vers le soir, on nous appela et nous fit sortir, un à un, dans la cour où stationnait l'automobile fermée de la prison, sinistre voiture noire qui servait ordinairement à conduire les condamnés sur le lieu de l'exécution. C'est le fameux « cercueil » dont l'apparition, sous les fenêtres d'une prison, fait palpiter bien des cœurs et que les condamnés attendent, la mort dans l'âme, durant de longues nuits d'insomnie...

On nous entasse littéralement dans cette voiture ; nous nous

asseyons les uns sur les autres, nous installant tant bien que mal, on ferme la portière avec beaucoup de peine et nous partons. Où? On ne nous le dit pas. Nous nous mettons à chanter des chansons révolutionnaires; peut-être serons-nous entendus par quelque passant. L'auto roule à toute vitesse. Le camarade placé auprès de la portière grillée dit que nous avons traversé le pont de la Iaouze. Donc c'est à Taganka qu'on nous conduit. Quelques virages énergiques. L'auto ralentit et, enfin, s'arrête. Je me pousse jusqu'à la portière, j'aperçois un mur en briques rouges. Un homme en tenue militaire s'approche de notre voiture avec, je ne sais pourquoi, le revolver au poing. On ouvre la portière de l'auto. Nous sommes dans la prison de Taganka. Une longue procédure de l'écrou, datant de l'époque tsariste. On mesure notre taille, on inscrit la couleur des cheveux, la forme du nez, — précaution contre le « troc » au moment de la libération, — on inscrit nos noms et ceux de quelques proches parents. Les feuilles d'enquête sont celles du régime tsariste. Les questions relatives à la classe sociale et à la confession suscitent quelques malentendus, cependant, les interrogateurs, je ne sais pourquoi, réclament avec insistance des réponses à ces questions. Enfin, on a terminé. On nous propose de remettre nos montres et autres objets de prix, « car vous serez rigoureusement fouillés et on vous les prendra quand même ». Mais nous sommes pour la plupart des gens d'expérience et nous réussissons à garder notre bien, malgré la perquisition. Le sous-directeur de la prison qui signe l'acte de remise, nous annonce que notre mandat d'arrêt implique l'isolement le plus rigoureux même pendant les promenades. *(Cependant, vu l'« impossibilité technique », il a bien fallu nous envoyer à la promenade comme le reste des prisonniers, par groupes de vingt à la fois.)*

On nous conduit dans le corps « d'isolement » et après nous avoir minutieusement fouillés, on nous enferme deux par deux, faute de cellules disponibles. Mon compagnon est un jeune social-démocrate que j'ai déjà rencontré avant la révolution, alors qu'on travaillait ensemble à « utiliser les

chances légales ». Le surveillant nous prévient que nous ne devons pas monter sur le rebord de la fenêtre, « sinon on vous brûle la cervelle, et ni vu ni connu ».

Durant les quatre mois que j'ai passés dans la prison de Taganka, cette menace a été si réelle qu'aucun détenu ne s'est risqué à monter à la fenêtre. En général, à l'époque dont je parle, le régime à Taganka était un peu plus sévère que dans les autres prisons. En dehors d'une demi-heure de promenade dans une cour minuscule, entourée d'une haute palissade, le détenu ne pouvait sortir nulle part. On ne lui permettait même pas d'aller au lavabo. Pour se soulager, se débarbouiller, laver la vaisselle, il fallait se servir de la « paracha » (seau d'aisance), de sorte que la cellule destinée à une seule personne étant occupée par deux, la « paracha » était toujours archi-pleine, ce qui ne laissait pas d'être fort inconmode, surtout pendant la canicule. Les entrevues n'étaient accordées que pendant 15 minutes et à travers deux grilles.

Un jour, je trouvais dans les *Izvestia* (les journaux nous étaient autorisés) un article sur les conditions de réclusion dans les prisons de l'autre côté du front de la guerre civile. L'article portait un titre emphatique, quelque chose comme : « Les atrocités des blancs. » Mais, lorsque je comparai, point par point, les conditions de réclusion « ici » et « là-bas », je les trouvais absolument identiques. Ainsi donc, pensai-je en moi-même, à supposer que le journal bolcheviste dit vrai (admettons cette hypothèse), les bolcheviks ont créé chez eux la même prison que les contre-révolutionnaires.

Plus tard, après avoir pris pied dans la prison, j'appris que *ce régime commun comportait un grand nombre d'exceptions. Tout ce que je viens de dire plus haut ne se rapporte qu'à l'ensemble des détenus, simples criminels ou politiques, mais détenus non privilégiés.* Si un détenu peut disposer de cinquante roubles pour graisser la patte à qui de droit, il peut se faire inscrire comme « ouvrier » dans l'un des ateliers de la prison. Le travail d'un pareil « ouvrier à cinquante roubles », consiste en ce que sa cellule reste ouverte depuis l'appel du

matin jusqu'à celui du soir, soi-disant pour lui permettre de se rendre à l'atelier.

Comme j'ai pu le constater, il existe un tarif pour toutes choses, tout est coté. Il y avait des cellules qui n'étaient pas fermées même de nuit. On pouvait recevoir des visites au greffe; on pouvait, de même, moyennant un prix déterminé, se charger de la direction de quelque atelier et alors c'était la liberté presque absolue. Un gros commerçant de Moscou, détenu à la prison de Taganka en même temps que moi, était sans cesse appelé au téléphone et tous les surveillants se précipitaient à sa recherche, car il ne se trouvait jamais dans sa cellule. On disait même qu'accompagné d'un surveillant, il allait quelquefois passer la nuit dans sa villa. En août, la « clientèle » des prisons fut classée : la prison de Boutyrki fut déclarée prison de la Tchéka de Moscou et celle de Taganka affectée aux détenus relevant du Tribunal Révolutionnaire Suprême. Notre affaire ayant été renvoyée devant le Tribunal, nous demeurâmes dans la prison de Taganka.

Bien que les personnes accidentellement arrêtées eussent dû, désormais, être concentrées dans la prison de Boutyrki, la population de la Taganka demeurait encore extrêmement mélangée et hétéroclite. Bien qu'on n'eût laissé chez nous que des criminels « d'importance particulière », relevant des organes judiciaires suprêmes de l'État, on peut affirmer, sans risque de se tromper, qu'une bonne moitié de ces gens n'était en prison que par malentendu, même au point de vue bolcheviste. Que n'y avait-il pas ! Toropov, fourbe doucereux, ancien président de la section de Moscou de l'« Union du Peuple Russe », instigateur et organisateur du meurtre de Yollos, et un groupe de « cadets » avec N.-M. Kichkine, dont l'attitude extrêmement digne inspirait le plus grand respect, non seulement à tous les autres détenus, mais aux surveillants eux-mêmes. Des provocateurs d'ancien régime et des groupes de paysans accusés d'avoir organisé des « insurrections des kou-laks ». L'évêque raspoutinien Barnabé et des socialistes. Barnabé était l'objet des égards tout à fait exceptionnels de la part de l'administration de la prison, laquelle, soit dit en pas-

sant, n'avait presque pas changé depuis les temps tsaristes. (Ainsi, le corps d'isolement était géré par le fameux « Trèfle », surveillant, auquel les détenus politiques de l'ancien régime avaient donné ce sobriquet qui était celui d'un célèbre chien policier, à cause des aptitudes analogues.) Barnabé n'était pas logé dans une cellule, mais occupait une pièce auprès du greffe et était libre de se promener à n'importe quelle heure dans tous les préaux de la prison. Les jours de fête, lorsque Barnabé, pompeusement vêtu de ses habits épiscopaux, faisait une apparition solennelle dans le couloir, tous les membres de l'administration s'approchaient pour recevoir sa bénédiction. Son attitude s'inspirait de deux traits principaux : l'hypocrisie et le cynisme. « Je prie Dieu pour tout le monde », disait Barnabé. « Je prie Dieu aussi bien pour les bolcheviks. Car je prie pour n'importe quelle canaille. » A l'une des visites de l'« auto cercueil », Barnabé fut emmené pour être fusillé. Nous le croyions mort, lorsqu'un jour, nous vîmes soudain dans les *Izvestia* la déclaration faite par Barnabé à la Tchéka au dernier moment.

Dans cette déclaration que le journal reproduisait sans commentaires, Barnabé, sans ambages, offrait à la Tchéka ses services d'agent provocateur. J'ignore quelle suite fut donnée à cette déclaration, mais on sait que Barnabé emmené pour être fusillé, se retrouva, on ne sait comment, en Crimée, chez Wrangel et, au printemps 1921, comme si rien n'était, reparut à Moscou dans son ancien rôle de prêtre.

Il y avait, également, dans notre prison, des ouvriers et des ministres tsaristes, y compris Steheglovitov, Khvostov, Maklakov et Protopopov.

Les deux premiers gardaient une attitude réservée et très digne. Protopopov se conduisait comme un lâche et cherchait à amadouer les détenus socialistes. Maklakov jouait le rôle d'un viveur étourdi et jovial. Un jour, pendant la messe (en 1918 on disait encore la messe dans toutes les prisons bolchevistes), on les fit sortir de l'église et on les emmena pour les fusiller.

On n'en finissait pas de fusiller.

Peu de temps avant notre arrivée à Taganka, on fusilla deux collégiens de dix et douze ans, pour la seule raison qu'ils étaient... fils d'un général.

L'histoire tragique de Vilenkine est surtout typique. A.-A. Vilenkine était un avocat de Moscou, fort connu comme défenseur dans maints procès politiques, socialiste-populiste, membre du Comité central Exécutif de la première session des soviets. Il fut arrêté en été 1918, impliqué dans la conspiration du groupe de Savinkov qui avait organisé l'insurrection de Iaroslavl. Il fut interrogé par Krylenko « en personne » avec lequel, soit dit en passant, il avait participé, en 1906, au fameux « soviet des étudiants » (conseil des starostes) de l'Université de Petrograd. La vie de Vilenkine ne tenait qu'à un fil. Il fut condamné à être fusillé, ensuite cet arrêt fut annulé, mais la menace de la mort subsistait. Ses proches se décidèrent à tenter un moyen de salut désespéré. Soudain, on reçoit dans la prison l'ordre de libérer Vilenkine. L'administration croit utile de vérifier cet ordre par téléphone. On constate qu'il s'agit d'un faux. Ceci décide le sort de Vilenkine : on le fait immédiatement sortir de prison et on le fusille. Plus tard, on a dit que la tentative de sa libération aurait été inspirée par des agents de la Tchéka.

La menace de la mort était constamment suspendue sur toutes les têtes. Son spectre pénétrait dans tous les recoins de la prison. A force d'entendre dire tous les jours qu'un tel a été fusillé et que tel autre le sera sans faute, l'idée de la mort est devenue coutumière, les nerfs se sont tellement émoussés, l'âme s'est tellement insensibilisée que le nom même de la *mort* a cessé d'être terrible et éloquent.

*
* *

Pendant quelques jours qui suivirent notre arrestation, les journaux bolchevistes consacrerent presque quotidienne-ment des articles et des notes spéciales à notre affaire, exi-

geant sans ambages que nous soyons fusillés. Lorsque ma sœur vint, pour la première fois, à la Vétchéka pour demander l'autorisation d'une entrevue avec moi, le juge d'instruction lui répondit :

— Une entrevue avec N...? Il faut le fusiller et non lui accorder des visites. (A sa deuxième démarche, ma sœur obtint, sans encombre, l'autorisation demandée.)

Avant de passer devant le Tribunal Suprême, notre affaire était instruite par le juge d'instruction auprès de la Tchéka, Mindline. Bolchevik de longue date, il avait pris part à la guerre impérialiste et avait été fait prisonnier par les Allemands. En captivité, il eut à endurer beaucoup de souffrances jusques et y compris la torture du poteau. Rentré en Russie (après le traité de Brest-Litovsk), il offrait des marques évidentes de déséquilibre. En avançant mon exposé, je noterai, dès maintenant, que les journaux, quelques semaines plus tard, devaient nous apprendre qu'il s'était pendu. Son état mental fut seul la cause de ce suicide.

Mindline procédait à l'interrogatoire, sans jamais quitter son revolver, tantôt le tapotant d'un air affectueux et significatif, tantôt le mettant sous le nez du prévenu avec une apostrophe brutale.

« Eh bien, que pouvez-vous dire à votre décharge? » demanda Mindline, l'interrogatoire terminé, à un de nos camarades, jeune homme d'une vingtaine d'années qui se trouvait pour la première fois de sa vie en prison et se sentait douloureusement affecté par toute cette ambiance.

Le prévenu se troubla :

« Comment, à ma décharge?... »

— Vous ne savez donc pas ce qui vous attend? poursuivit Mindline. Vous avez devant vous deux éventualités : ou la liberté, ou la vindicte des bolcheviks. Or, savez-vous ce qu'est la vindicte des bolcheviks? »

« Savez-vous parmi quelle canaille vous vous êtes fourvoyé? » (Je reproduis textuellement ces dialogues qui faisaient partie des interrogatoires de Mindline), demanda-t-il à Chpakovsky, ouvrier des métaux de Petrograd, social-démocrate

et vieux militant du mouvement professionnel. — On sera obligé de vous mettre tous au mur (1). »

— Eh bien, vous avez votre revolver sur vous, répondit Chpakovsky, si vous voulez faire office de bourreau, vous n'avez qu'à exécuter votre menace ici-même. »

Lorsque, interrogé sur le parti politique auquel j'adhérais, je répondis que j'étais membre du parti socialiste-révolutionnaire, Mindline demanda :

« De droite ou de gauche ? »

— Selon votre terminologie, de droite, répondis-je brièvement ne voulant pas prolonger l'entretien avec cette brute.

— Ah ! un homme à Savinkov ! » s'écria Mindline, les yeux allumés et en se frottant les mains.

J'observai qu'un homme qui lit les journaux devrait savoir que B.-V. Savinkov avait été exclu du parti socialiste-révolutionnaire en été 1917, c'est-à-dire il y a un an. Bien que, selon toute évidence, ce fut pour Mindline une « première nouvelle » qu'il accueillit avec méfiance, il dut cependant reconnaître qu'il était difficile de m'impliquer dans le nombre des « Savinkoviens » et déclara franchement : « Vous êtes donc du groupe Tchernov. »

« Et dites-moi un peu, qui voudriez-vous « attirer » (textuel !) en Russie pour mettre de l'ordre dans nos affaires : des impérialistes anglo-français ou des Allemands ? Quelle est votre orientation ? »

A cette question classique, je répondis que « pour mettre de l'ordre dans nos affaires », je ne jugeais pas nécessaire d'« attirer » qui que ce soit. « Attitude négative dans la question d'orientation », formula Mindline dans le procès-verbal. Et, cependant, malgré cette formule bizarre, Mindline était, certes, un des juges d'instruction de la Tchéka relativement cultivés. Voici, à titre d'exemple, un dialogue entre moi et le juge d'instruction de service à la Tchéka de Moscou qui m'interrogea officiellement à l'une de mes arrestations ultérieures.

1. « Mettre au mur » euphémisme usuel pour « fusiller ». (N. du trad.)

« Etes-vous membre d'un parti? — Je suis membre du parti Socialiste-Révolutionnaire. — Comment? Quel parti? — Parti Socialiste-Révolutionnaire. — Je n'y comprends rien, déclara le juge d'instruction. Quel est ce parti? Êtes-vous menchevik, ou quoi? — Connaissez-vous les « essers » de droite? lui demandai-je, comprenant à qui j'avais affaire. — Eh bien, cela c'est autre chose, il fallait le dire tout de suite! » se réjouit mon interrogateur, heureux d'avoir enfin compris.

Le procès-verbal de l'interrogatoire de R.-A. Abramovitch, membre du Comité central du parti social-démocrate, consiste en cette déclaration laconique : « Vu les insultes proférées à mon adresse par le juge d'instruction Mindline, je refuse de faire ma déposition. — R. Abramovitch. »

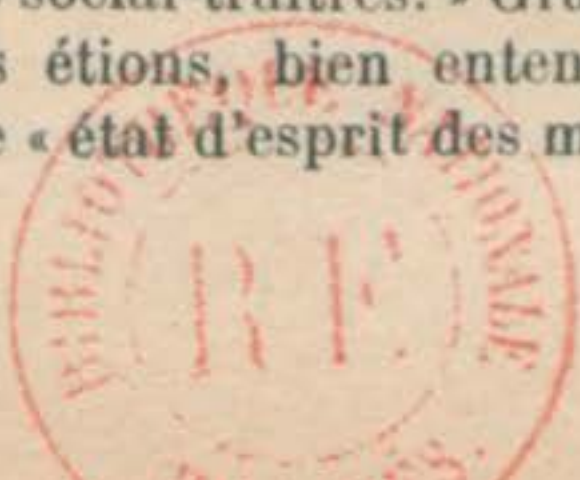
Notre situation était, à ce qu'il paraît, si critique que les comités centraux des partis socialistes durent s'adresser à tous les partis socialistes d'Europe, réclamant leur intervention immédiate « afin de prévenir des résultats irréparables », comme disait leur télégramme.

*
* *

Attentat contre Lénine et orgie sauvage de la « terreur rouge ». Nous eûmes, dans notre prison, la visite du bolchevik Riazanov qui connaissait fort bien, par leur action dans le mouvement professionnel, la plupart des membres de notre conférence et sollicitait la libération de quelques-uns d'entre eux, dont il se portait garant.

Riazanov nous pria de « ne pas nous tourmenter pour notre sort car, à partir de cette nuit, une commission spéciale du Tribunal veillait dans la prison », afin de parer à toute éventualité. C'était, bien entendu, une consolation comme une autre.

« Nous avons beaucoup de peine — disait Riazanov — à maîtriser l'état d'esprit des masses qui brûlent d'envahir les prisons pour venir à bout des social-traitres. » Grâce aux camarades demeurés libres, nous étions, bien entendu, parfaitement au courant du véritable « état d'esprit des masses », mais



était-ce donc si difficile que de machiner un simulacre de « colère populaire » ?

Je me souviens que l'un de ces jours on nous conduisit au bain. J'y rencontrai un ouvrier de Pétrograd, Grégoire Pinaevsky, livré par un agent provocateur et accusé de prendre part à l'action du parti socialiste-révolutionnaire.

Profitant de l'occasion, nous nous arrêtons et nous nous mettons à causer.

Il parlait avec assurance d'exécutions éventuelles.

Quelques heures plus tard, notre « staroste » politique, le social-démocrate A. Troïanowsky qui distribuait aux détenus les provisions envoyées du dehors, entre dans ma cellule.

« Ne savez-vous pas de quoi est accusé Pinaevsky ? me demande-t-il très agité. On vient de l'emmener en auto avec des officiers et des gardes-blancs. »

Nous apprîmes, par la suite, que Pinaevsky avait été fusillé après quelques jours de détention à la Tchéka. Il fut le seul socialiste-révolutionnaire fusillé à Moscou pendant les « journées de Lénine », mais que d'autres, qui n'étaient pas socialistes-révolutionnaires, n'a-t-on pas fusillés !

*
* *

Entre temps, l'automne survint, l'hiver approchait. Hiver mémorable de 1918-1919, lorsque la désorganisation économique portait tous les jours des coups de plus en plus rudes à la vie des habitants de Moscou. Hiver qui s'est passé sous les insignes de la famine et du froid. La ruine économique s'est fait cruellement sentir dans la prison. Le ravitaillement, passable en été, est devenu affreux. On nous donnait, en moyenne, 300 grammes de mauvais pain (dit « pain de Moscou ») par jour, parfois même 200 grammes et c'était, en somme, toute notre nourriture.

Car on ne pouvait considérer comme nourriture la soupe qu'on nous servait deux fois par jour, espèce d'eau trouble et tiède où nageaient une ou deux pommes de terre régulièrement pourries et conservant non seulement toute leur peau,

mais jusqu'à la terre. Les achats ordinaires à la cantine de la prison, qui avaient toujours servi à compléter la maigre pitance des détenus, furent réduits à néant, puisque la cantine ainsi que tous les magasins de la ville s'était peu à peu vidée. Je me souviens qu'au début de l'hiver nous pûmes tout juste en faire venir des produits tels que le sel et le savon de toilette. Or, ces produits, encore que devenus fort rares en dehors de la prison, ne pouvaient être offerts à des gens affamés qu'en manière de dérision.

Les envois que certains d'entre nous pouvaient recevoir du dehors, fort modiques en soi, étaient, de plus, frappés d'une espèce d'« impôt » en faveur des surveillants qui les examinaient, impôt atteignant des proportions fort sensibles. Aucun dénombrement des produits envoyés n'était admis. « Quoiqu'il en soit, nous ne pouvons vous voler », disaient les surveillants avec un cynisme naïf, — « car l'examen des envois est fait par plusieurs d'entre nous et nous nous surveillons les uns les autres. » Finalement, sur une demi-livre de sucre, quelques morceaux seulement arrivaient à destination. Croyant éviter cet inconvénient, mes parents essayèrent de ne mettre dans chaque colis que quelques morceaux, mais alors je ne reçus plus de sucre du tout. Alors ma famille fut obligée de recourir à des stratagèmes curieux pour me faire passer les produits les plus précieux, encore que parfaitement innocents en soi. En achevant ma bouillie, je trouvais, au fond, un peu de sucre enveloppé dans du papier ; sous la salade à la vinaigrette se dissimulait un morceau de beurre, etc.

Mais ceux qui ne recevaient pas d'envois du tout étaient dans une situation absolument tragique. Je connais le cas d'un colonel cosaque, mort d'inanition dans l'une des cellules d'isolement, et cela, malgré le secours qu'il recevait de la Croix-Rouge politique.

La situation des criminels du droit commun était encore plus pénible. Mais je ne saurais dire au juste ce qui nous faisait souffrir davantage, de la faim continuelle ou du froid. En novembre, on avait procédé à la réparation des appareils de chauffage, mais il n'y avait pas lieu de presser ce travail

puisque le bois préparé pour les besoins de la prison se trouvait encore à l'une des gares et la prison n'avait pas de cheval pour le transporter. Les camarades qui ont passé tout cet hiver dans la prison de Taganka m'ont raconté que le chauffage fonctionna assez bien, seulement on n'a commencé à chauffer qu'au mois de mars. Je suis sorti à la fin de novembre, mais je me rappelle encore la sensation déprimante du froid, particulièrement pénible pour un homme affamé, et surtout enfermé dans une cellule isolée.

Impossible d'écrire, les mains sont engourdies. Dès le matin, on se met, pour la journée entière, en pelisse et jusqu'au soir on mesure sa cellule : cinq pas en avant, cinq pas en arrière. Le seul moyen de se réchauffer est de se déshabiller, se coucher, s'envelopper dans la couverture et mettre par dessus tout ce qu'on a d'un peu chaud sous la main. Pour combler ce tableau, l'eau chaude fait souvent défaut : tantôt on manque de bois, tantôt il est arrivé un accident au chaudron.

Bien entendu, dans ces conditions, les épidémies ne se sont pas fait attendre. Le fléau perpétuel de la Russie soviétique, le typhus exanthématique — lequel, soit dit en passant, est aussi surnommé dans les manuels de médecine typhus de famine ou de prison — a remporté ses premières victoires dans la prison de Taganka. Ce fut un véritable cauchemar. Il suffit de dire que, dans le courant de l'année, tous les gardiens presque sans exception, sans parler des détenus, en ont été atteints. Sans cesse on retirait des cadavres des cellules.

Si, en été, la vie de prison avait été dominée par la mort qui fauchait ses victimes au nom de la « terreur rouge », en hiver, où le nombre des exécutions avait pour un temps diminué, la vie de prison demeurerait toujours dominée par la mort. Seulement celle-ci se présentait maintenant sous l'aspect de la faim et des épidémies.

Avant même que se fût déclaré le typhus exanthématique, la mortalité due à la faim et au froid avait atteint, parmi les détenus, des proportions impressionnantes. La prison de Taganka, à cette époque, ne possédait pas encore d'infirmerie.

Le seul hôpital des prisons situé à côté de la prison de Boutyrki servait à tous les lieux de détention de Moscou. Lorsqu'un détenu de Taganka tombait malade, on téléphonait à Boutyrki pour demander des moyens de transport et une escorte. Mais jamais le personnel médical ne réussissait à obtenir satisfaction avant huit et même, pour la plupart, quinze jours. Pendant ce temps, le détenu (au cas où il était tombé malade dans une cellule commune) était mis à l'isolement, et soit recouvrait la santé, soit mourait en attendant l'arrivée de l'escorte. Les cas de guérison étaient exceptionnels, ceux de mort, une règle générale.

Un soir, l'infirmier de la prison vint dans ma cellule m'apporter un médicament quelconque. (Je profite de l'occasion pour constater sa manière particulièrement humaine de traiter tous ses clients involontaires.)

« Imaginez-vous ce spectacle, me conta-t-il, j'entre dans une cellule d'isolement, où se trouvent trois grands malades en attendant l'évacuation à l'hôpital. L'un est couché par terre, il est déjà mort. Le deuxième, sur la couchette, vient d'entrer en agonie. Le troisième, qui n'en a pas pour jusqu'au matin, est assis sur un tabouret. Que puis-je faire pour lui ? Il fumait du mauvais tabac, je lui ai donné une bonne cigarette. Et comprenez-moi bien, c'était tout ce que je pouvais faire pour lui. J'ai téléphoné vingt fois à l'hôpital, on me répond que l'escorte est occupée ailleurs. Et c'est tous les jours ainsi. »

Qui donc a dit que l'individualité humaine est la chose la plus précieuse ? Je me rappelle, un soir, à une heure avancée, on transporta dans la cellule voisine de la mienne, un malade dont on attendait la mort la nuit même.

Je me réveille... Sombre matinée d'hiver... J'entends le gardien s'approcher de la porte voisine, pousser le guichet de fer du judas et constater avec un mélange de sympathie et de curiosité :

« Il remue... C'est qu'il est encore vivant... »

Comme s'il examinait quelque coléoptère dans un bocal.

Redevenu libre, je lus dans les *Izvestia* de Moscou, un

article intitulé « Le cimetière des vivants ». Un des bolcheviks en vue ayant visité, en dignitaire curieux, la prison de Taganka, fut bouleversé au point de publier ses impressions sous ce titre. Je n'aurais pas osé appeler ces fragments de mes souvenirs d'un nom aussi dénonciateur vis-à-vis du pouvoir. Je ne l'aurais pas osé de crainte d'être accusé d'exagération et d'esprit tendancieux. Puisse donc ce titre échappé à l'un des hommes coupables de ce que la Russie entière est couverte de ces « cimetières des vivants », puisse ce titre témoigner de mon impartialité. En outre, je sens que je manque de couleurs assez vives, que ma description n'est qu'un pâle reflet de la réalité beaucoup plus grave.

*
* *

Durant tout mon séjour dans ce cimetière, j'étais obsédé par la pensée que toutes ses souffrances foncent sur des gens dont une bonne moitié ne sont pas des criminels même du point de vue du pouvoir existant.

Que l'on fusille des ministres tsaristes — admettons un instant que cela soit indispensable au succès de la révolution; que l'on nous outrage, nous autres socialistes — supposons qu'il le faut absolument pour le triomphe du socialisme; que des voleraux insignifiants, souvent à peine sortis de l'enfance, meurent comme des mouches... Mais les fusillades, la mort du typhus, des mois de détention dans des prisons non chauffées, les injures brutales des gardiens — tout cela n'est que trop souvent infligé à ceux dont l'arrestation résulte tout simplement des « petits défauts » du mécanisme de la police bolcheviste...

Combien de ces victimes ont passé devant moi, combien ont déjà péri. Les bolcheviks eux-mêmes ne nient pas ces faits.

Lénine, un jour, a dit à ce propos : « Pour faire une omelette, il faut casser les œufs. »

Bien entendu, ce ne sont pas des gens, ce ne sont que les ingrédients d'une omelette...

Nic. BEGLITZOV.

Quelques traits de la vie de prison

Kennan, autrefois, constatait avec justesse qu'il était difficile de trouver en Russie deux prisons avec un régime absolument identique et des conditions d'existence absolument pareilles. Actuellement, cette diversité de conditions s'est non seulement conservée mais encore accentuée. Ceci, d'ailleurs, n'a rien d'étonnant. Tout d'abord, en trois ans d'existence, le « pouvoir des soviets » a créé plus de lieux de détention que ne l'avait fait l'absolutisme en trois cents ans de domination. En deuxième lieu, le « pouvoir local » fait preuve d'initiative en variant le régime des prisons, et enfin, le même effet est obtenu grâce à la diversité des conditions locales résultant de la paralysie des transports qui aboutit à l'isolement des différentes provinces.

Auparavant, la nourriture dans les prisons n'était pas partout la même; toutefois, la ration principale — deux livres et demie à trois livres de pain de seigle — était universellement maintenue. A présent, on ne donne nulle part plus d'une livre (400 grammes), mais de quoi? Dans tel endroit, on donne du pain, bon ou mauvais, mais toujours du pain; dans tel autre endroit, les détenus ne reçoivent que des « succédanés ». A Orel, en 1921, on distribuait du jour au jour du « pain » en bale de millet à peine liée d'un peu de farine d'avoine ou de seigle. La bale crissait sous les dents, écorchait les gencives, restait entre les dents, et malgré cela, tout en crachant, les détenus s'habituèrent à avaler cette « substance ». A Vladimir, on distribuait au lieu de pain quelque chose comme de la bale de tournesol et elle était également absorbée par les ventres affamés des prisonniers. A Moscou,

en automne 1920, dans plusieurs camps de concentration, on a « remplacé » le pain par... des pommes. Il est douteux que même de bonnes pommes puissent remplacer le pain; or, on offrait aux prisonniers affamés des pommes vertes, acides à emporter le palais...

Autre chose encore. Auparavant il existait souvent, dans la même ville, une prison neuve, solidement bâtie et une autre, plus ancienne, installée dans un local plus ou moins délabré. L'une et l'autre, cependant, étaient régulièrement chauffées. A présent, dans la plupart des cas, la similitude de situation des deux geôles est pour ainsi dire négative, c'est-à-dire que ni l'une ni l'autre ne sont chauffées, et les hommes, dans toutes les deux, souffrent du froid et de l'humidité. Quelquefois, cependant, il subsiste entre les deux locaux une différence énorme : tandis que la nouvelle prison est chauffée, l'ancienne ne l'est pas. Même à l'intérieur d'une seule et même prison il peut exister, le combustible étant rare, une « zone froide » à côté d'une « zone chaude ».

Le directeur de la prison de Yaroslavl a conté à ses détenus socialistes la façon dont il s'y était pris pour sauver de la ruine, en assurant le fonctionnement du chauffage central, le corps de bâtiment occupé par les cellules de l'isolement. La prison manquait de bois et la plupart de ses dépendances n'étaient pas chauffées. La situation du corps de l'isolement lui faisant mal au cœur, il réunissait ses gardiens et la nuit, bravant le froid, guettait les paysans qui conduisaient du bois au marché de la ville, « dans des buts de spéculation ». On s'emparait de leurs chargements, et grâce à cette activité dévouée « sur la grande route » (de combien de plaintes n'ai-je pas été l'objet!), les cellules de l'isolement ont pu être chauffées pendant tout l'hiver.

Aux distinctions déjà citées il faut ajouter celles établies à bon escient par les autorités dans des vues politiques et stratégiques. Lorsque je fus, pour la première fois, arrêté avec tout un groupe de socialistes, les autorités s'étaient demandées où nous mettre : dans une prison ou à la Tchéka? et, dans ce deuxième cas, dans quel endroit de la Tchéka? Il

y avait à la Commission Extraordinaire Panrusse d'abord le sous-sol, affreux endroit, absolument noir et inhabitable, ancienne cave où les habitants bourgeois de la maison conservaient leurs provisions d'hiver. Il y avait ensuite quelque chose comme un demi sous-sol, local bas et vétuste, avec de petites fenêtres dépassant à peine le sol; on y avait à la hâte posé des planches non équarries servant de couchettes, et les fenêtres portaient, au lieu de grilles, un réseau épais de fil de fer barbelé. Le troisième local affecté aux prisonniers était un ancien appartement semblable à tous les appartements de ville. On nous logea d'abord dans le deuxième de ces locaux; quelques heures après on nous fit passer dans l'appartement, très spacieux, mais absolument vide : il n'y avait ni lits, ni planches, ni literie, ni tables, ni chaises, ni porte-manteaux, ni la moindre étagère, — rien. Nous devions coucher, nous asseoir, prendre le thé, manger à même le plancher, qui n'était jamais nettoyé, car un balai manquait également. Le repas qu'on nous apportait était suffisant, mais on ne donnait ni cuillers, ni écuelles — mange comme bon te semble!

Autrefois, le pouvoir se croyait obligé d'offrir à ses prisonniers un minimum de confort indispensable. A présent, toutes les normes faisant défaut, on ne sait jamais si l'on est en présence de l'arbitraire et de l'incurie de quelque rond-de-cuir subalterne, ou du régime soviétique normal. Autrefois, le détenu savait à quoi il avait droit, et l'administration se sentait peu ou prou embarrassée lorsqu'elle ne lui remettait pas tout ce que la loi ou le règlement lui accordait. A présent, la moindre revendication est accueillie par des cris de colère : « Va-t-on nous fichier la paix? ne vous a-t-on pas dit clairement qu'il n'y a ni écuelles, ni cuillers! »

Pendant que nous couchions par terre, mangeant à tour de rôle, au moyen de verres à thé, une soupe de poisson refroidie, les représentants du pouvoir, dans les meetings et les soviets, démentaient catégoriquement les inventions des contre-révolutionnaires affirmant que les socialistes étaient maintenus en prison. Rien de semblable n'avait lieu. On leur avait affecté un magnifique appartement bourgeois...

A chaque section de la Tchéka répond un régime spécial, et la mesure de l'arbitraire diffère selon l'endroit où vous vous trouvez : dans le sous-sol, le demi-sous-sol ou ailleurs. Il arrive fréquemment — là même où on n'applique pendant l'interrogatoire, ni violences, ni torture, ni menace de revolver — que le prévenu « récalcitrant » est transféré d'un local mauvais dans un autre, encore plus mauvais. Et à l'interrogatoire suivant, on menace de le transférer dans tel endroit où le régime est tout à fait terrible.

Non seulement en province, mais aussi dans les « centres de civilisation », à Petrograd et à Moscou, il existe auprès de la Tchéka des cabanons spéciaux égalant un tiers ou un quart des anciennes cellules d'isolement, où l'on reste non seulement des semaines, mais des mois sans lumière, sans promenades, sans envois du dehors.

Krokhmal, ancien membre du Comité Central du parti social-démocrate, impliqué dans l'affaire de l'Union Centrale des Coopératives, est resté, à Petrograd, *sept semaines* dans un cabanon si exigü que le prisonnier devait tout le temps coucher en chien de fusil, car il était plus long que son cachot. La cellule avait deux archines (1 m. 42) de large; ses murs, à peine plus hauts qu'un homme, n'atteignaient pas le plafond et étaient faits en fer laminé. Une lanterne électrique suspendue au plafond constituait l'éclairage de toute une suite de ces cabanons.

L'écrivain S.-N. Prokopovitch, ancien ministre du Gouvernement Provisoire, connu par son activité publique, et sa femme, E.-D. Kouskova, arrêtés à Moscou, ont été enfermés dans une espèce de poulailler. Dans une pièce qui n'avait qu'une fenêtre, une partie avait été transformée en couloir et l'autre partie, séparée par une paroi de planches, était divisée en plusieurs cellules, et c'est là, sur des couchettes de planches sales, dans une demi-obscurité continuelle, si à l'étroit qu'on ne pouvait littéralement faire un pas, que les détenus passèrent un temps assez long, privés, bien entendu, de livres, de moyens d'écrire, de promenades et de visites.

Quelquefois, on use de stratagèmes spéciaux pour agir sur

l'esprit des prisonniers. Les personnes arrêtées lors du procès du « Centre tactique » ont été réparties dans des cellules isolées ; à l'intérieur de chaque cellule était placé un soldat rouge, fusil au poing, qui ne devait pas quitter des yeux le détenu. Les sentinelles se relayaient toutes les deux heures et, dans ces intervalles, des communistes, spécialement mobilisés à cet effet, entraient à plusieurs reprises dans la cellule. A peine le détenu commençait-il à s'assoupir ou à s'absorber dans quelque méditation, que la porte s'ouvrait avec fracas et l'un des communistes mobilisés faisait bruyamment irruption dans la cellule. Un tel régime fut appliqué, entre autres, à deux enfants de douze et quatorze ans, filles de l'un des prisonniers.

A la Tchéka, les interrogatoires se font ordinairement en pleine nuit — vieux procédé de gendarmes et de police secrète.

Le lieu de détention le plus terrible est, bien entendu, le sous-sol. C'est là aussi, et non dans le cabinet du juge d'instruction, qu'on fait subir aux prévenus les plus terribles des interrogatoires. Un de mes amis fut emprisonné à Rostov-sur-le-Don, dans le local de la Dontchéka (Tchéka de la province du Don). Il avait pour voisin de réclusion un ancien chargé de pouvoir de la maison Nobel lequel, un jour, fut invité à descendre dans le sous-sol pour subir un interrogatoire. Il remonta dans moins d'une heure, le nez ensanglanté et l'air absolument hagard. Revenu à lui, il fit à mon ami le récit suivant : On l'avait conduit dans une cave obscure où quelqu'un, dont il ne pouvait distinguer les traits, ni reconnaître la voix, le somma de dire où se trouvaient les réserves de naphte de la maison Nobel, criminellement dissimulées aux investigations du pouvoir soviétique. A peine eut-il le temps de répondre qu'il n'en savait rien qu'on lui asséna un coup de crosse de revolver sur le nez. Là-dessus, le même homme qui lui avait posé la première question lui déclara qu'il compterait jusqu'à trois et le tuerait ensuite s'il n'obtenait pas la réponse voulue. En effet, au signal « trois », un coup de feu partit juste au-dessus de la tête du prévenu. Le singulier

juge d'instruction fit semblant de l'avoir manqué sans le vouloir, et répéta sa question en appuyant le canon de son revolver à la tempe du prisonnier. Celui-ci s'évanouit et il ne se rappelait pas comment il était remonté de la cave. Il entendait mal à la suite de la commotion nerveuse et aussi à cause du coup de feu tiré tout près de son oreille...

« La situation juridique des prisonniers détenus dans la cave est loin d'être mauvaise », affirmait un fonctionnaire de la Vétchéka (Loubianka, 11), le même qui cria à la parente de l'un des détenus demandant à lui faire passer un colis :

« Eh quoi, ce n'est pas ici une prison ! c'est une cave et non une prison. Attendez qu'on le transfère dans la prison, alors il obtiendra toutes sortes de droits et de privilèges. »

Rien d'étonnant que les prisonniers détenus non seulement dans les caves, mais aussi dans les « appartements bourgeois », rêvent d'être transférés dans la prison et que les parents des prisonniers sollicitent cette faveur quelquefois les larmes aux yeux.

Qui aurait pu penser, qui aurait pu prédire qu'après la révolution, l'ancienne prison tsariste — nullement améliorée, mais, au contraire, devenue pire que jamais — nous apparaîtrait comme un idéal, objet de nos rêves, de nos aspirations, de notre lutte opiniâtre et désespérée ! Et cependant il en est ainsi. En été 1920, dans la prison de Boutyrki, un groupe de détenus avait déclaré la grève de la faim pour obtenir le transfert dans cette prison de la femme d'un des prisonniers, laquelle, avec son nouveau-né, souffrait le martyre à la Tchéka. Les autorités cédèrent, mais elles ne le firent qu'après une grève de la faim qui dura huit jours.

En automne de la même année, les socialistes-révolutionnaires détenus à la prison de Boutyrki décidaient également de commencer la grève de la faim, revendiquant le transfert à Boutyrki de quelques camarades de parti, détenus dans la « prison intérieure » (Tchéka). La veille de la grève, les socialistes-révolutionnaires furent roués de coups et emmenés de force à Iaroslavl.

Au printemps 1921, un groupe d'anarchistes écroués à la

Vétchéka commença une grève de la faim suivie d'une obstruction, afin de se faire transférer dans la prison de Boutyrki. Les anarchistes sont allés jusqu'à engager un corps à corps avec les tchékistes armés et ont risqué leur vie de la façon la plus immédiate à seule fin d'obtenir leur transfert dans la prison. Et ils l'ont obtenu encore qu'après avoir subi les pires violences.

Dans la prison de Boutyrki il y avait également plusieurs régimes. Le régime le plus dur était celui du troisième étage, l'isolement des hommes (« Mok ») se trouvant sous les ordres directs de la Vétchéka et soumis entièrement au règlement de la « prison intérieure » de la section spéciale. En regard de la « prison intérieure », les détenus n'y jouissaient, semble-t-il, que d'un seul privilège : ici, il faisait clair dans les cellules, tandis que dans la prison intérieure les vitres étaient enduites d'une couche épaisse de chaux.

Le régime le plus « libéral » était établi dans le treizième couloir dit « communiste ». Les « communistes » (emprisonnés, dans la plupart des cas, pour toutes sortes d'abus et de délits de droit commun) formaient des sections du « proletkoulte » (culture prolétarienne), avaient à leur disposition des instruments de musique, voire un piano, circulaient sans encombre dans toute la prison, faisaient la propagande communiste, organisaient des conférences et des causeries, intervenaient dans les mesures de l'administration qu'ils terrorisaient, écrivaient des délations contre tout le monde, prenaient de leur chef du service, et c'est ainsi que lors des fameux événements, en avril 1921, ils prirent part aux violences que l'on fit subir aux socialistes avant de les emmener en province. Hélas, tant de zèle ne fut point apprécié comme il le méritait ! Peu de temps après les événements en question, le « couloir communiste » fut définitivement liquidé, les autorités étant arrivées à la conclusion que les communistes, quels que soient leurs crimes, ne peuvent demeurer longtemps en prison à moins d'être de fieffés coquins qui, même à une époque aussi peu exigeante que la nôtre, ne font que compromettre le parti communiste et le pouvoir des Soviets.

C'est ainsi que fut détruit ce guépier dont les murs avaient été ornés de très bons portraits des héros du communisme et noircis d'inscriptions empruntées à la sagesse communiste.

Une différence frappante entre le temps nouveau et le passé apparaît en ceci : autrefois, un policier ou un autre fonctionnaire convaincu de malversation n'osait pas se montrer à qui que ce soit. Des criminels de ce genre étaient ordinairement tenus à l'écart du reste des prisonniers ; par crainte de manifestations hostiles à leur égard, on les fourrait dans les coins les plus noirs de la prison (les « coins de chien », dans l'argot des prisonniers). A présent, les tchékistes, pris en flagrant délit de crime et d'abus, se comportent dans la prison comme des « chefs ». Il arrive que des tchékistes, détenus dans le couloir communiste, soient chargés de terminer les affaires qui leur avaient été confiées lorsqu'ils étaient libres, et ils procèdent à des enquêtes, comme si rien n'était, font subir des interrogatoires à des détenus qui se trouvent dans la même prison et, parfois, se promènent dans la même cour.

Un jour, dans la cour commune, on vit apparaître, se promenant à côté de quelques dizaines de prisonniers, le *bourreau*, détenu dans le couloir communiste, type très prononcé de dégénéré et qui se vantait, sans aucune espèce de gêne, d'avoir fusillé 137 personnes.

Les socialistes détenus dans la prison de Boutyrki se trouvaient également dans une situation « privilégiée » (jusqu'au moment du drame, en avril 1921). Mais ils avaient bien le droit de dire : « Chaque amélioration, nous l'achetons au prix d'une lutte fatale. » De même qu'à l'époque du tsarisme, sinon davantage, ces « privilèges », c'est-à-dire un régime spécial pour les politiques, n'étaient obtenus qu'à la suite d'une lutte inlassable, au cours de laquelle il fallait avoir recours à des grèves de la faim, menacer d'obstruction, demander du secours du dehors, poursuivre un jeu diplomatique compliqué, etc.

Dans les autres parties de la prison également, la situation n'est pas la même partout. Les cellules sont toutes bondées,

privées d'air, infectes, bruyantes. Mais les détenus de telles cellules ont le droit de sortir dans le couloir ; ailleurs, cela leur est rigoureusement interdit. Dans certains couloirs, les cellules ne sont fermées que la nuit ; dans d'autres, elles restent ouvertes jour et nuit ; dans d'autres encore, les verrous sont, par contre, tout le temps tirés.

Sous l'ancien régime, les mesures de rigueur étaient aussi inégales : dans la section des « politiques », dans celle des condamnés aux travaux forcés, etc., le règlement était plus sévère ; pour la « tourbe » qui purgeait des peines insignifiantes, on tolérait de grandes licences. A l'heure actuelle, il n'y a pas de critérium ni de motifs exacts pour établir cette échelle de distinctions. Les privilèges sont déterminés par la corrélation des forces et le degré d'organisation des différents groupements.

Autrefois, les habitants de la prison se divisaient en deux catégories principales : les criminels de droit commun et les politiques. Il y avait, en plus, ceux que l'argot de nos prisons désignait sous le nom de « fraérs », des individus qu'un simple hasard avait amenés dans la prison. Ceux-ci ne formaient qu'une partie infime de la population des prisons. A présent, les criminels de droit commun ont pour les trois quarts disparu, et la prison est envahie de « fraérs », qui manquent d'expérience et d'organisation.

Dans ce sens, la prison de Boutyrki offre un tableau très caractéristique. La grande majorité de ses habitants sont des intellectuels, des employés de commerce, des petits bourgeois, tous gens absolument étrangers au monde des prisons et qui ne se trouvent ici que grâce à la terreur bolcheviste. Apeurés, inexpérimentés, disparates, ils sont, moins que quiconque, capables de faire valoir leurs droits et ce sont eux qui souffrent le plus de l'actuel régime pénitentiaire, avec ses inégalités, ses privilèges, son système de protections...

Ce qui montre clairement combien était lamentable la situation des intellectuels dans la prison de Boutyrki, c'est que beaucoup d'entre eux, gens de haute culture, faisaient tout leur possible pour se faire admettre aux travaux de prison

qui, cependant, n'étaient payés qu'à raison de 200 grammes de pain par jour. Le travail était un peu mieux payé à l'infirmerie où les ouvriers recevaient, à l'égal des malades, une ration de soupe, etc. Voici quelques exemples.

Dans la lingerie de l'infirmerie, où le travail consistait à ramasser le linge sale des malades, souvent pouilleux et souillé, à le trier, à le porter à la buanderie, etc., — travaillaient trois hommes politiques de grande valeur, dont l'un avait été sous-secrétaire d'Etat sous le Gouvernement Provisoire.

A un moment donné, les lieux d'aisances de l'infirmerie étaient nettoyés par un ancien chef de district de la noblesse, un homme d'éducation toute européenne, parlant plusieurs langues étrangères. Il faisait ce travail pour avoir 200 grammes de pain.

Les balayeurs à l'infirmerie et dans le couloir de l'isolement étaient souvent des étudiants, des avocats, des hommes politiques notoires, etc.

La différence des régimes ne se borne pas à la différence du degré de liberté accordée à telle catégorie. A la popote de la prison, la nourriture préparée dans la même marmite est distribuée d'une façon tout à fait inégale. Selon le degré des privilèges, les uns reçoivent la soupe plus épaisse et plus grasse, tandis qu'on ne laisse aux autres qu'une espèce d'eau trouble.

Autrefois, tous les détenus (une partie des politiques exceptée) étaient revêtus de linge et de vêtements de prison obligatoires. Seigneur, que de pots-de-vin, que de supplications ne fallait-il pas aux « fraërs » pour qu'on leur laissât « leur » linge ! Que d'os n'a-t-on pas rompus, que de crânes fracturés aux politiques qui refusaient de mettre l'uniforme de prison !.. A présent, quel revirement miraculeux ! Politiques et simples criminels, bourgeois et généraux blancs, tous recherchent comme une faveur un accoutrement de prisonnier. Mais il n'est pas facile de l'obtenir. Il ne reste dans les prisons qu'une quantité infime de linge et de vêtements et on ne les distribue qu'à certains groupes ayant des fonctions déterminées

(balayeurs, ouvriers), et aux « privilégiés », à moins que ce soit par protection ou moyennant un pot-de-vin.

Le système des pots-de-vin est, en général, très répandu dans la prison de nos jours, et leur importance varie d'une ration de pain à des sommes énormes.

Les détenus ne sont guère traités avec plus de bienveillance que par le passé, mais l'humilité devant les gradés a disparu. Le prisonnier ne se met plus au garde à vous à la vue d'un chef, ne l'accueille pas de l'ancienne formule réglementaire (« Zdravia gelaïou » — « je vous souhaite une bonne santé »); les fers ont presque disparu; l'appel, de rite solennel qu'il était autrefois, est devenu un acte très prosaïque accompli par un seul surveillant. La séparation rigoureuse des hommes et des femmes subit des infractions et même, dans certaines prisons et dans certains camps de concentration, on autorise les femmes à partager la cellule de leurs maris.

A côté de cela, il convient de noter une aggravation considérable dans la situation des femmes. Dans les centres de répartition et le long des étapes, ainsi que pendant les trajets en chemin de fer, les femmes n'étaient pas séparées des hommes et se trouvaient de la sorte dans une situation très pénible moralement, surtout étant donnée l'installation primitive des locaux affectés à la toilette, etc. Dans les « nouvelles » prisons, dans tous ces sous-sol et autres endroits de détention tchékistes, ainsi que dans beaucoup de camps de concentration, il n'y avait pas de surveillantes pour les femmes, et les hommes de l'escorte gardaient également les cellules des femmes. On comprend les conséquences pénibles qui en résultaient pour les prisonnières. Et si dans la « prison intérieure » de la Vétchéka, les soldats mettent un zèle particulier à épier, à travers le judas, ce qui se passe dans les cellules de femmes; si après avoir conduit leurs prisonnières aux lieux d'aisances, ils s'empressent de coller les yeux aux interstices de la porte, dans les coins perdus de la province, les choses prennent une tournure autrement grave.

Les cachots ont été rétablis. Dans la prison de Boutyrki on s'en sert, à ce qu'il paraît, avec beaucoup de modération. Les

infractions insignifiantes au règlement ne sont pas punies de cachot, mais d'un isolement rigoureux. Mais à Iaroslavl, par exemple, le cachot n'est presque jamais vacant et les détenus y sont enfermés pour la moindre faute. Cette mesure est souvent accompagnée de pires violences. D'une façon générale, les surveillants, à Iaroslavl, *frappent les prisonniers* pour le moindre motif et ils le font ouvertement, en public. Dans le corps de bâtiment où se trouvent les cellules isolées, il ne se passe pas deux ou trois jours sans que les sentinelles ne tirent sur les prisonniers qui s'approchent des fenêtres. Cela se pratique encore plus souvent à Orel. On constate à Iaroslavl que les surveillants d'ancien régime se montrent moins cruels que les geôliers nommés à leur fonction par le gouvernement bolcheviste.

L'ancien bagne de Iaroslavl s'intitule à présent la « Maison de la suppression de la liberté » ; l'entrée est décorée d'une énorme inscription : « Le travail a vaincu le capital, il vaincra également le crime » ; sur le clocher de la prison, la croix a été remplacée par une immense étoile rouge ; dans les bureaux, les cadres dorés contiennent, au lieu des portraits du tsar et de la tsarine, ceux de Lénine et de Trotsky, tandis que plus loin, le portrait du directeur de la prison, encadré de chêne, a fait place au portrait de Karl Marx ; la bibliothèque a été purgée de tous les livres de caractère religieux, y compris la Bible, dont les feuillets sont distribués aux détenus en guise de papier hygiénique ; le poste du directeur de la prison est occupé par le fils du bourreau de l'ancien régime, ancien secrétaire des bureaux de la prison, Volnoukhine, devenu communiste et grand seigneur, qui use largement des ateliers de la prison pour ses propres besoins, roule dans une voiture élégante, appartenant à la prison, avec un harnais plaqué d'argent et un cocher en gilet de velours, etc. Bref, tout ce qu'il faut.

Selon toute évidence, la prison de Iaroslavl se distingue parmi les nombreuses prisons soviétiques non pas en pis, mais en mieux. Elle est relativement bien organisée. Mais quelle horreur que la prison actuelle, même dans les meilleures con-

ditions sanitaires, même avec un régime le plus tolérant ! Les prisonniers y souffrent continuellement de la faim, et en hiver, en plus, du froid.

En été 1921, on distribuait à la prison de Jaroslavl, par homme et par jour : 200 grammes de pain de seigle (mélangé d'avoine) ; 25 grammes de hareng ou de stockfish, un tout petit peu de légumes secs et une quantité absolument insuffisante de sel, c'est-à-dire, en somme, qu'un prisonnier reçoit maintenant *en une semaine* ce qu'il recevait sous l'ancien régime *en un jour*. Et cependant, déjà sous l'ancien régime la nourriture était loin d'être suffisante, et, au cas de séjour prolongé dans la prison, aboutissait à une très grande extension de la tuberculose parmi les détenus.

A présent, dans les cellules destinées à une seule personne, on en enferme trois. On ne leur donne, d'ailleurs, qu'une seule couchette, de sorte que deux prisonniers sur trois couchent sur les carreaux ou sur un sac sale rempli de paille. On ne donne presque ou pas du tout de linge et de vêtements chauds ; on accorde de quinze à vingt minutes par jour pour la promenade et on permet en plus de sortir de la cellule trois fois par jour, pendant cinq minutes, « pour le rajustement ».

La popote des socialistes se trouvait à côté des lavabos de l'isolement. Et tous les jours, on pouvait assister à la même scène : les prisonniers que l'on laissait sortir « pour le rajustement », accouraient, l'un après l'autre, dans la cuisine et retiraient de la poubelle des entrailles de poisson, des déchets de pommes de terre pourries, des pelures d'oignon, — tout cela leur servait de nourriture. Éténus, exsangues, les hommes étaient devenus de véritables squelettes vivants.

Un jeune homme, déserteur, s'est adressé aux politiques en vue de se faire rédiger une demande au nom de la Tchéka insistant pour qu'on le fasse fusiller. Il était à bout de forces : depuis quelques mois il ne recevait rien du dehors.

Certes, tous ne sont pas dans une situation aussi tragique. Dans l'État « ouvrier et paysan », la prison est surtout intenable pour les pauvres. Celui qui a réussi à voler ou à gagner par des spéculations une fortune suffisante, reçoit des secours

du dehors et s'achète toutes sortes de privilèges. Il arrive même que, moyennant une certaine somme, l'administration accorde aux prisonniers des « permissions » d'une semaine, de quinze jours, d'un mois. Pour de l'argent également, on les laisse passer un jour à la maison ou aller au marché. Liberté à laquelle on ne pouvait songer sous l'ancien régime.

Mais un pauvre ne trouve pas grâce. En août 1920, alors que la nourriture dans la prison de Jaroslavl était particulièrement insuffisante et mauvaise, deux jeunes gars réussirent un jour à ouvrir leur cellule et à pénétrer jusqu'au garde-manger des socialistes. Après avoir fait sauter la serrure, les voleurs se précipitèrent sur le pain et en mangèrent au moins 5 ou 6 livres. Ensuite, chargés de pain, de pommes de terre, de beurre et de sucre, ils essayèrent de regagner leur cellule, mais furent « pincés ». Un des soldats qui gardait les détenus politiques les aperçut. Il donna l'alarme et les soldats accourus de toutes parts se jetèrent sur les malheureux voleurs avec une telle cruauté que les politiques eurent toutes les peines du monde à leur faire lâcher prise. Les gardiens de la casemate où se trouvait la cellule des voleurs, les rouèrent de coups à leur tour. Les politiques essayèrent en vain d'étouffer l'affaire. Les bureaux en eurent vent et informèrent la Tchéka, tandis que le surveillant en chef et le surveillant de service se rendaient dans la cellule des voleurs et leur faisaient subir de nouvelles violences. Quelques heures plus tard arriva le juge d'instruction de la Tchéka ; les deux malheureux furent interrogés et battus une quatrième fois. Après l'interrogatoire, on les mit au cachot pour un temps indéterminé. Il faisait un temps froid, et ces hommes, affamés et roués de coups, gisaient sur l'asphalte du cachot et claquaient des dents, — on ne leur avait donné ni matelas, ni couverture, ni vêtements chauds.

Le jour même, le directeur de la prison, Volnoukhine, vint présenter aux politiques ses condoléances à l'occasion du larcin commis.

« Moi, je ne veux même pas aller près d'eux..., je suis tellement « nerveux », que lorsque je me mets à battre de pa-

reilles canailles, je ne peux plus m'arrêter. Au diable ! n'importe comment, ils seront fusillés.

— Mais pourquoi ? (Les politiques avaient catégoriquement déclaré qu'on ne leur avait rien volé.)

— Comment donc, ils ont abîmé une serrure dans la prison et ont quitté leur cellule sans permission. Cela c'est *un fait évident*. Non, de tels coquins ne peuvent pas être ménagés...

Quelque temps plus tard, les deux voleurs furent transférés je ne sais où et ensuite portés sur la liste des « amnistiés », à l'occasion de l'arrivée à Iaroslavl du « staroste panrusse » (président du Comité exécutif) Kalinine. La qualification de leur délit compris sous la désignation de « fait évident », nous fait entrevoir un autre domaine des vexations extraordinaires dont sont actuellement victimes les habitants des prisons... Qu'avaient commis les voleurs ? Tentative de larcin insignifiant ou acte de banditisme ? Il n'existe, à ce sujet, aucune détermination. Tout dépend de la « conscience révolutionnaire » ou des dispositions personnelles du juge d'instruction ou du juge. Et « l'amplitude des oscillations », ici, n'a pas de bornes : depuis le peloton d'exécution jusqu'à l'élargissement.

Régulièrement, toutes les prisons, toutes les caves renferment des centaines et des milliers de détenus torturés par l'incertitude absolue de leur sort. Qu'en fera-t-on ? On peut les libérer, mais on peut, avec la même raison, les fusiller... Cette incertitude, cette attente angoissante de jour en jour, d'heure en heure, est, peut-être, *plus terrible que l'exécution elle-même*.

Voici quelques faits caractéristiques de ce genre.

A la « prison intérieure » de la Vétchéka, il m'est arrivé d'avoir pour voisins de réclusion deux officiers de l'état-major, B... et I... Leur sort avait été identique en bien des points. Tous les deux se trouvaient à l'Académie de l'état-major lorsque éclata la guerre mondiale. Tous les deux, craignant la faim et la terreur, avaient quitté Petrograd avec leurs femmes pour se rendre, l'un dans l'Oural, l'autre en Sibérie. Tous les deux avaient été mobilisés par Koltchak. Tous les deux ont servi dans son état-major, tous les deux ont pris part à la retraite

interminable; ils furent arrêtés à Krasnoyarsk où ils attendirent la mort en assistant, en témoins, à l'exécution successive de tous leurs amis et compagnons d'armes. Cependant, la section spéciale d'une armée quelconque, je crois, la 5^e, les a acquittés et libérés. Pendant quelque temps, un mois environ, on les laissa tranquilles, mais à peine eurent-ils le temps de se remettre de toutes les souffrances endurées, que tous les officiers de l'état-major furent convoqués à la « section spéciale » où on leur demanda s'ils voulaient prendre du service dans l'armée rouge ou s'ils s'obstinaient dans leur « blanc-gardisme ». Tous consentirent à prendre du service. Des pourparlers d'ordre pratique furent engagés, chacun obtint sa nomination dans l'« armée du travail »; on assigna à chacun ses fonctions et on leur proposa de se rendre à Moscou où on leur indiquerait définitivement l'unité et l'endroit où ils auraient à se présenter. Après avoir reçu les assurances nécessaires, les officiers de l'état-major se décidèrent à se rendre à Moscou avec leurs familles à la disposition desquelles les autorités avaient mis des wagons.

Au moment du départ, une patrouille se présente à la gare et met les officiers en état d'arrestation. Cependant, on leur affirme qu'il ne s'agit que de les escorter, à tout hasard, pendant le trajet, et que leurs familles sont libres de les suivre. Les officiers sont placés dans des wagons à bestiaux spécialement affectés au transport des prisonniers et où se déclare bientôt une épidémie de typhus exanthématique. Plus de la moitié de ces hommes en a été atteinte; plusieurs sont morts du typhus ou de la gangrène; leurs cadavres ont été abandonnés dans des stations perdues de la Sibérie. Ni secours médical, ni soins, ni nourriture appropriée, rien de tout cela ne leur a été accordé. La femme de l'un des officiers a supplié le commandant militaire du train de l'autoriser à faire venir un médecin à ses frais. Il refusa brutalement : « La République des travailleurs ne perdra pas grand'chose si tous les koltchakistes y passent. »

Une nuit, tandis qu'on stationnait à une petite gare isolée, des coups de feu se firent entendre à proximité du train. Les

soldats de l'escorte font irruption dans les wagons, criant à tue-tête : « Les contre-révolutionnaires veulent délivrer les officiers arrêtés. Nous ne l'admettrons pas... Nous allons à l'instant fusiller tous les prisonniers... » Avec beaucoup de peine, on arrive à les persuader de fouiller les wagons des officiers et de leurs familles pour se convaincre qu'il n'y a là ni armes, ni bombes, ni grenades. Au cours de la perquisition, l'escorte pillait tout ce que les familles des prisonniers possédaient de plus ou moins précieux. Et tout le monde se réjouissait de ce que les choses en fussent restées là.

En descendant du train à Moscou, ils furent amenés à la prison de Sokolniki, d'où, quelque temps après, une partie d'entre eux fut conduite à la Vétchéka, d'abord au « bureau d'Ivanessov » (1) et ensuite dans la « prison intérieure ». De cette prison, quelques-uns furent emmenés on ne sait où ; les autres y furent laissés. Presque tous les jours, ils écrivaient à qui de droit, demandant à être entendus. Les uns écrivaient de longues narrations, exposant par le détail toute leur épopée ; les autres se bornaient à des demandes laconiques en les adressant au juge d'instruction et au bureau de la Vétchéka, et au chargé d'affaires de cette administration, et à l'état-major, et ailleurs encore. Le résultat était toujours le même : pas de réponse.

L'un des deux officiers dont je parle avait laissé une femme avec un enfant au sein ; l'autre, une femme avec deux petits bébés. La pensée de leurs femmes restées à Moscou, sans abri, sans moyens d'existence, sans relations, les tourmentait et les accablait plus que leur propre sort. Celui-ci, cependant, n'avait rien de certain. Tout dépendait du « point de vue »... Des gradés, des koltchakistes, des officiers d'état-major... On pouvait les fusiller. On les avait bien arrêtés pour une raison quelconque. Probablement, y avait-il quelque enquête en train, puisque les jours et les semaines se suivaient sans que leur affaire avançât d'un pas. Mais, d'autre

1. Ainsi s'appelle une grande pièce où l'on introduit d'abord les prisonniers amenés à la Vétchéka (Loubianka 2).

part, pourquoi les fusiller ? Toute leur activité avait été minutieusement passée en revue à la section spéciale de la 3^e armée. Même là-bas, dans le brouillard sanglant de la justice militaire, ils avaient été acquittés. Rien de nouveau n'a pu surgir depuis. Non, il faudra bien qu'on les relâche. Ce n'est qu'un malentendu. Mais comment l'éclaircir si on ne dit rien, ne demande rien...

Comme tous les habitants de la « prison intérieure », ils étaient privés de livres, d'occupations, de distractions, de toutes nouvelles de leurs familles, avec, jour et nuit, cette seule pensée : est-ce la mort ? est-ce la liberté et la reprise du service ? A les entendre, à Krasnoyarsk, leur détention avait été moins pénible : il y avait plus de chances d'être fusillés et il fallait, à tout prix, s'habituer à cette pensée. Ici, ils étaient torturés par le doute, par les continuelles transitions de l'espoir au désespoir.

Au bout de plus de trois mois, B... fut convoqué chez le juge d'instruction. Celui-ci était fort mécontent. Leur affaire avait été confiée au camarade Ivanov qui était parti au front en lui abandonnant l'affaire. Or, l'affaire semble très embrouillée et lui, le nouveau juge d'instruction, n'a pas le temps de s'en occuper. Dans son propre intérêt, B... n'a qu'à dire franchement pourquoi il est venu à Moscou. B... commence à exposer toute son histoire, mais le juge d'instruction se met en colère : pourquoi diable bafouille-t-il, pourquoi déroutet-il la justice ? Krasnoyarsk n'a rien à y voir. Le prévenu a été arrêté à Moscou où il est arrivé avec des buts secrets. B... recommence son histoire, mais alors l'irascible juge d'instruction se fâche tout rouge et le renvoie dans sa cellule comme un « récalcitrant ». Après cet interrogatoire, B..., homme courageux et fort, eut un profond évanouissement qui se termina par une violente crise de nerfs.

Là-dessus, je perdis de vue les deux officiers, mais j'eus l'occasion d'observer les tortures que l'incertitude de son sort infligeait à l'étudiant G..., beau jeune homme, extrêmement sympathique. Depuis le coup d'Etat d'octobre, il avait quitté l'Université et pris du service dans un train sanitaire. Il

n'est pas communiste, mais il est convaincu que les sacrifices ne sont pas vains, que la dure époque de transition passera et que nous entrerons malgré tout dans la voie du socialisme. Certes, la réalité actuelle est sombre, affreuse ; néanmoins, le devoir des intellectuels est d'aller au-devant du peuple personnifié par le pouvoir des soviets. Certes, les choses ne vont pas trop bien, ni comme nous le voudrions, mais il ne peut y avoir d'autre solution : il faut aller travailler, il faut aider le peuple à faire ce qu'il veut et comme il l'entend faire. Sinon, tout périra, la civilisation et les hommes. A présent, on n'a pas le temps d'étudier, aussi a-t-il provisoirement quitté l'Université, pour se consacrer à un travail loyal et dévoué, et sa réputation était au-dessus de tout reproche.

Soudain, sans crier gare, on le fait arrêter. Pourquoi, pour quelle raison ? Presque deux mois et demi d'attente angoissante de tous les instants, l'esprit s'efforçant en vain à comprendre quoi que ce soit. Enfin, l'interrogatoire. Le juge d'instruction lui demande s'il connaît le général un tel.

— Pas du tout.

N'a-t-il pas souvenir d'un certain Alexeev, auquel il a donné l'hospitalité dans son train sanitaire ? — G... s'est rappelé : il y a sept ou huit mois leur train était en réparation à Pérov. Quelqu'un de ceux à qui il avait affaire dans l'exercice de ses fonctions, lui a présenté un monsieur d'un certain âge qui lui a dit s'appeler Alexeev et a demandé la permission, en alléguant l'état de sa santé, de passer deux jours dans le train, au grand air. Alexeev, en effet, semblait malade et nerveux. G... crut à ce qu'on lui racontait et Alexeev passa dans le train quatre ou cinq jours, au lieu de deux.

Le juge d'instruction apprit à G... que le prétendu Alexeev était justement le général un tel (Stogov, si je ne me trompe pas), qui avait été condamné à être fusillé, mais, au dernier moment, s'était évadé du camp et, après avoir franchi le front, avait rejoint les « blancs », où il jouait depuis un rôle important. La presse « blanc-gardiste » avait annoncé l'évasion du général en relatant force détails, y compris son séjour dans le train sanitaire. Après avoir constaté que G... recon-

naissait lui-même le fait d'avoir « hébergé » le général, le juge d'instruction ne prêta désormais qu'une oreille distraite et malveillante aux explications du prévenu.

Après cet interrogatoire, G... demeura en prison pendant bien des semaines, se demandant avec angoisse ce qu'on ferait de lui : sévirait-on ou bien lui rendrait-on la liberté ? N'est-ce pas, tout dépendait du « point de vue ». On pouvait le présenter comme un homme ayant malgré lui rendu service à un inconnu, ou bien comme un contre-révolutionnaire secret ayant pris part à l'organisation de l'évasion d'un général en vue... Quant à expliquer, à prouver quoi que ce soit, c'était impossible, puisque le juge d'instruction ne voulait rien entendre.

L'incertitude pesait encore plus lourd qu'à G... à un autre habitant de la même cellule, un ancien officier de la garde et homme très aisé, V... Autrefois, sa vie avait « coulé dans les empyrées » ... Il nous contait avec beaucoup d'entrain ses aventures galantes, son existence insouciant et luxueuse, remplie de plaisirs et de distractions. Mais les bolcheviks sont venus, et toute sa vie, soudain, s'est imprégnée, s'est pénétrée d'un seul sentiment : une peur animale, instinctive. C'était un poltron hors ligne et tous ses récits sur les temps nouveaux consistaient à redire quand, comment et pourquoi il avait eu peur.

« Il me restait, dans le coffre-fort, à la banque, des bijoux de famille. On est venu me dire qu'en graissant la patte à qui de droit, on pouvait retirer quelque chose. Bon, mais si l'on se fait pincer ? C'est le peloton d'exécution ! (Après ce mot, prononcé sur un ton particulier, il faisait une pause et on le sentait intérieurement glacé d'épouvante.) Ma femme et moi, nous avons discuté la question, nous avons bien pleuré, et puis nous avons décidé : Non, on ne peut pas risquer.

« J'avais des valeurs. J'apprends que tout le monde en trafique clandestinement. Cependant, la misère nous serre de près. Il faudrait bien les vendre, mais si l'on se faisait pincer ? C'est le peloton d'exécution ! Ma femme et moi, nous avons

beaucoup réfléchi, beaucoup pleuré, mais nous n'avons pu nous décider... »

Tous ses récits étaient dans ce genre. Il exerçait des fonctions d'administrateur dans le service de la mobilisation auprès de l'état-major et filait doux au possible. Mais voici qu'on y procéda à de nombreuses arrestations parmi les employés. Il avait dans son appartement un locataire, important fonctionnaire du même service, qui fut également arrêté. Dans l'occurrence, on s'intéressa à lui; cependant, on n'emmena d'abord que le locataire, mais on revint bientôt pour demander à V... de venir à la Vétchéka confirmer l'identité de l'homme arrêté. Il ne s'agissait, lui dit-on, que d'un déplacement d'une demi-heure. « La même auto vous ramènera. » V... se rendit à l'invitation et... voici trois mois qu'il reste dans la « prison intérieure », cherchant à deviner ce qui a motivé son arrestation et ce qu'on fera de lui... Tout irait bien, seulement son origine laisse beaucoup à désirer, d'après les conceptions actuelles...

Par bonheur, G... et V... ainsi que toute la chambrée, étaient convaincus que la peine de mort était abolie. Un décret dans ce sens avait paru dès le début de l'année et, au moment de leur arrestation, la presse soviétique était pleine d'admiration orgueilleuse : Voyez comment nous sommes, nous avons même aboli la peine de mort... Les bruits de nouvelles exécutions étaient considérés par les détenus comme des racontars oiseux.

Bien entendu, les détenus ignoraient que depuis leur emprisonnement, la situation avait radicalement changé. C'était à présent (en été 1920) une ère d'engouement enthousiaste pour la peine de mort. Non seulement les journaux annonçaient des arrêts de mort, mais ils traînaient dans la boue les victimes et les criblaient de sarcasmes. Les exécutions étaient offertes au public assaisonnées de propagande et les communiqués paraissaient sous des titres suggestifs : « Ceux que la Vétchéka châtie », « On vous tient, les petits pigeons », « Vous ne l'avez pas volé », etc.

Autrefois, sous le régime tsariste, en 1906, il m'est arrivé

de passer quelque temps dans une prison du Midi, où l'on amena deux condamnés à mort. Mon Dieu, quelle émotion ! Nous n'osions ni chanter, ni rire, ni même élever la voix ; nous étions tous accablés, attendant chaque nuit qu'on vienne les chercher. A l'heure actuelle, un condamné à mort ne fait plus d'effet, car il y en a continuellement dans toutes les prisons et quelquefois on les compte par dizaines. Pendant les derniers jours qui précèdent l'exécution, les condamnés souffrent atrocement de la faim : leur cellule est fermée et il n'y a pas moyen d'aller demander « une petite croûte de pain ». Et combien y en a-t-il qui s'attendent d'un moment à l'autre que l'on vienne soit les remettre en liberté, soit les trainer à la mort...

Il m'est arrivé d'être emprisonné dans la même cellule qu'une jeune femme, S..., qui, depuis deux mois, n'osait se coucher. Elle demeurait assise la nuit entière, tendant l'oreille et se sentant défaillir au moindre bruit, se demandant sans cesse si l'on ne venait pas la chercher pour la faire fusiller. A l'aube seulement, elle se calmait et s'endormait. Voici quelle était son histoire. Son mari était avocat dans une des villes du Turkestan ; il partageait les idées des socialistes-révolutionnaires sans, d'ailleurs, prendre part à l'action politique. La révolution de mars ranima son énergie ; il abandonna ses affaires personnelles, se consacra tout entier à la propagande politique, devint la personnalité la plus populaire de sa ville et fut élu maire. Aussi devint-il sous le bolchevisme l'objet d'une haine particulièrement féroce. Il fut emprisonné et les soldats essayèrent de pénétrer dans la prison pour mettre à mort celui qu'ils considéraient comme « un fauteur de la prolongation de la guerre ».

Afin d'éviter le lynchage, il fut secrètement relâché de nuit. Il s'enfuit dans les montagnes, s'y réfugia pendant quelque temps et finit par périr en butte aux persécutions bolchevistes. Sa femme essaya inutilement de le rejoindre. Or, il arriva que dans la région où elle était allée à la recherche de son mari, éclata une insurrection. Elle fut arrêtée avec beaucoup d'autres « meneurs de la sédition des bandits ». Un

certain nombre de personnes n'ayant, tout comme elle, nullement participé à l'insurrection, furent fusillées; un autre groupe, dont elle était, fut envoyé à Moscou. Ici, elle commençait à se calmer, lorsque soudain, deux personnes transférées comme elle du Turkestan, furent emmenées et fusillées. Ce furent de nouveau des nuits de folle terreur. Cette torture dura deux ans. Elle fut condamnée, finalement, à deux ans de camp de concentration, en tenant compte de la détention préventive.

On pourra objecter que certains se forgent eux-mêmes des terreurs exagérées, qu'ils souffrent par la faute de leur imagination affolée. Certes, quelquefois il en est ainsi. Mais cet état d'esprit n'est-il pas justifié par toute la procédure, par toute la pratique de la justice actuelle, s'il est permis d'employer ce mot? On s'étonne plutôt de trouver dans la prison trop d'optimistes crédules qui s'attendent à un dénouement heureux, pour la seule raison qu'ils ignorent leurs torts ou qu'ils les croient sans importance.

En été 1920, on avait arrêté à Moscou quelques médecins qui, moyennant une certaine rétribution, exemptaient du service dans l'armée rouge, sous prétexte de maladie. On arrêta, en même temps qu'eux, un certain nombre de leurs « clients », dont la plupart de petits fonctionnaires soviétistes. Les pots-de-vin qu'ils avaient payés étaient d'ailleurs insignifiants : de 18.000 à 100.000 roubles, ce qui, étant donné le coût de la vie (un poud de farine coûtait alors près de 40.000 roubles), représentait une valeur réelle d'environ 2 1/2 roubles par personne. Les prévenus furent immédiatement interrogés et envoyés dans le sous-sol de la Tchéka (Loubianka II); le même soir, on les fit tous sortir avec leurs hardes, à l'exception d'un seul. Ils manifestèrent une vive joie : ils avaient craint de pâtir longtemps en prison et voici que leur affaire était résolue en un rien de temps! Celui qu'on avait laissé en prison se désolait de cette disgrâce. Plus de vingt hommes quittèrent le sous-sol en bande joyeuse et animée. On les conduisit dans un garage où on leur dit d'attendre un peu. Ils commençaient à s'énervier de la lenteur

qu'on mettait à les libérer, car la nuit était venue et ils attendaient toujours. La nuit, on les appela deux par deux et sans bagages. Mais, jusqu'au dernier moment, la plupart d'entre eux ne pouvaient admettre qu'on les conduisît à la mort.

Plus de vingt hommes furent massacrés de la sorte. L'événement fut annoncé par les journaux soviétistes qui donnèrent les noms des victimes en ajoutant sur un ton de vantardise qu'on avait découvert plus de cinq cents personnes ayant soudoyé les médecins et que le même sort les attendait. Le lendemain, avant même que ces détails fussent connus, un prisonnier, nouvellement amené dans le sous-sol, réussit à introduire un lambeau de journal du jour où l'on annonçait que plusieurs personnes — qui, en ce moment, se trouvaient justement dans le sous-sol pour quelque abus insignifiant — étaient condamnées à mort et que ce verdict avait déjà été exécuté. C'était une erreur des bureaux. Ce ne fut que le soir du même jour que les détenus en question furent invités « à sortir avec leurs bagages » après avoir appris dans la matinée le sort qui les attendait.

Ceci s'est passé à la veille de l'ouverture du deuxième Congrès de l'Internationale communiste. Plus de soixante-dix personnes furent alors exécutées en une nuit et pour des motifs les plus stupéfiants : pour avoir donné un pot-de-vin, abusé de la carte d'alimentation, détourné quelques marchandises du dépôt, etc.

Les détenus politiques disaient qu'on immolait des victimes aux dieux de l'Internationale Communiste. Les « fraérs » (prisonniers accidentels) et les simples criminels se réjouissaient. Selon eux, on préparait une amnistie. C'est pourquoi on se dépêchait de fusiller d'urgence qui de droit pour amnistier les autres en l'honneur de l'Internationale Communiste.

Quelque temps après eut lieu, dans la prison de Boutyrki, l'histoire retentissante du médecin auxiliaire Chestopalov. Ce médecin auxiliaire, avec plusieurs autres personnes, avait organisé une espèce de coopérative qui exécutait toutes sortes de commandes et de fournitures pour le gouvernement sovié-

lique. A la suite de quelques abus et d'actes d'incurie (inhérents à toute entreprise dans la Russie des Soviets), tous les membres de la coopérative furent arrêtés et passèrent quelques mois sous les verrous. En prison, Chestopalov exerçait les fonctions de médecin auxiliaire et faisait le tour de tous les couloirs, chargé d'une grande boîte de médicaments. Il comparut devant les juges fermement convaincu qu'ils seraient tous, sinon acquittés, mais certainement libérés, étant donnée la durée de leur détention « préventive ». Leur certitude était si grande qu'ils avaient distribué à leurs co-détenus tous les menus objets qu'ils avaient amassés en prison, s'étaient chargés de toutes sortes de commissions, etc.

Or, au cours du jugement, il advint quelque chose de tout à fait imprévu. L'accusateur rapprocha la date de leur délit de la date des succès de Koltchak pour en conclure qu'ils étaient les alliés et les suppôts de la contre-révolution, qu'ils avaient sapé du dedans le pouvoir ouvrier et paysan au moment où celui-ci s'épuisait dans une lutte sanglante sur le front. Ce sujet convenait on ne peut mieux à l'emphase bolcheviste. En fin de compte, le tribunal condamna deux des prévenus à la peine de mort et les autres à dix ou quinze ans de détention.

Même l'administration de la prison qui, cependant, en avait vu bien d'autres, fut frappée de stupeur en apprenant ce verdict. On rédigea un pourvoi en cassation, on envoya au Comité central exécutif un recours en grâce. Entre temps, Chestopalov exerçait toujours ses fonctions de médecin auxiliaire et faisait consciencieusement le tour des couloirs, distribuant des cachets aux prisonniers. L'administration ne le soumettait pas au régime des condamnés à mort, c'est-à-dire ne le mettait pas au secret de rigueur, si grande était la certitude générale que le verdict serait cassé.

Un mois s'était passé lorsque soudain, par un beau soir d'été, l'automobile fatale stoppa à la porte de la prison. On fit savoir à Chestopalov que c'était lui qu'elle venait chercher, ainsi que son collègue, l'avocat Prigogine. Au moment de l'arrivée des tchékistes, ce dernier absorba du cyanure de

potassium et l'automobile n'enleva que son cadavre. Quant à Chestopalov, il avait disparu.

Toute la prison fut mise sens dessus dessous. Tous les gardiens furent mobilisés, on fit venir des renforts importants de la Tchéka, toutes les cellules furent fermées, et on commença une chasse à l'homme terrible. Des détachements de tchékistes fouillaient toutes les cellules, visitaient toutes les cours, furetaient dans tous les coins. Pas de Chestopalov. Trois ou quatre fois, on refit le tour de la prison, lanternes en main et revolver au poing. Le soir, puis la nuit se passèrent dans ses recherches, un nouveau jour se leva, et les tchékistes las, la figure blafarde, les yeux rougis et congestionnés, continuaient à chercher leur victime.

Toute la prison était sur le qui-vive. On ne laissait personne sortir des cellules. Toutes les occupations étaient suspendues. Le personnel médical surnuméraire s'était vu interdire les portes de la prison. Enfin, sur le coup de midi, les perquisiteurs poussèrent un cri de joie : « Le voici ! » Chestopalov s'était pendu dans l'un des vieux cachots abandonnés, après avoir bloqué la porte au moyen d'une bâche.

Quelles ne sont pas les causes qui entraînent la peine de mort ! Il y avait dans la prison de Boutyrki, un soldat de l'armée rouge condamné à être fusillé parce que, se trouvant de garde dans le prétoire et ayant rencontré parmi les prévenus un « pays », il lui remit deux livres de pain et un mot de sa femme.

Ne lisons-nous pas, dans les journaux soviétiques, que tel nombre de personnes ayant été traduites en justice pour avoir détourné quelques milliers d'archines de cotonnade, quelques-uns des prévenus impliqués dans cette affaire sont condamnés à la mort et les autres à des années de réclusion ou de détention dans les camps de concentration. Cependant, il s'agit d'un larcin dont le montant est en tout et pour tout inférieur à 500 roubles, c'est-à-dire d'un délit qui, autrefois, était de la compétence d'un simple juge de paix, et passible, tout au plus, de trois mois de prison.

Comme règle générale, il n'y a pas de peccadille qui, en

Russie soviétique, ne puisse entraîner la peine de mort. Il y a eu des condamnations à la mort pour avoir paru en public en état d'ivresse, pour avoir abusé de cartes d'alimentation, pour s'être illicitement servi d'une automobile, pour avoir quitté le camp de concentration (d'où tous les détenus sortent librement pour aller à leur travail); pour emploi de faux permis de séjour.

Jusqu'au dernier moment, aucun prévenu tombé entre les mains de la Tchéka ne peut être certain que son affaire ne prendra pas une tournure tragique, et, au contraire, le crime le plus grave peut aboutir à une punition sans importance. La « conscience révolutionnaire » est peut-être une bonne chose, mais l'absence de garanties et de normes crée une espèce de fantasmagorie d'abus, un tourbillon brutal d'éventualités.

La vie humaine est traitée avec une espèce de négligence, de nonchalance. A Boutyrki, il y eut plusieurs cas où l'on fusilla des innocents à la suite d'une simple homonymie. En automne 1920, l'administration de la même prison faisait afficher, bien en vue, la copie d'un télégramme du tribunal révolutionnaire des chemins de fer intimant l'ordre de transmettre d'urgence, sans les laisser trainer, les recours en cassation des condamnés à mort. Le télégramme citait les noms des personnes indûment fusillées à cause d'un retard de leur pourvoi en cassation:

La nature du verdict dépend souvent de différentes circonstances secondaires. L'auteur de ces lignes passa un certain temps dans le sous-sol de la Tchéka départementale de Yaroslavl, où était alors emprisonné un des juges d'instruction tchékistes des plus connus, inspecteur de la section des opérations secrètes de la Tchéka départementale, etc., etc. « Un dieu renversé est toujours un dieu », a dit le poète, aussi les notables de Yaroslavl, emprisonnés dans le même sous-sol, traitaient-ils le tchékiste avec beaucoup d'égards; ils lui cédaient la meilleure place, l'entouraient de prévenances et l'interrogeaient respectueusement sur différentes affaires.

« Dites, pourquoi a-t-on fusillé un tel (ancien colonel)? il était cependant vieux et ne se mêlait de rien.

— Voyez-vous, il est mal tombé. C'était précisément le moment des insurrections des « Koulaks » (1), et nous avons résolu de redoubler de sévérité. C'est ce qui a décidé de son sort.

— Mais alors, un tel?... Tout le monde sait qu'il n'a jamais rien fait contre le pouvoir des soviets. Et il avait été arrêté à un moment où tout était calme.

— Celui-là, on l'a fusillé bêtement, sans rime ni raison. Son affaire avait été confiée au juge d'instruction un tel. Or, c'est un juge d'instruction quelque peu singulier, un ancien ouvrier plombier. Au début, il travaillait fort bien, mais ensuite il s'est mis à boire. Et lorsque le vin lui montait à la tête, il poursuivait le président de la Tchéka départementale, revolver au poing. Que de fois, à cause de lui, n'a-t-on pas interrompu le travail dans les bureaux : tous les employés se sauvaient. Plus tard, il fut fusillé pour toutes sortes de méfaits. Quant à sa façon d'instruire un procès, c'était une véritable comédie. Il avait un ami, un joueur d'accordéon, son compagnon de ribote. Lorsqu'il était ivre à point, il s'en allait interroger les prévenus. Et pour ne pas s'ennuyer, il emmenait son ami. L'un interroge et l'autre joue de l'accordéon... Il savait à peine lire et écrire. Il ne pouvait pas écrire un véritable rapport et se contentait de griffonner à sa façon : *un blan à supprimé...* C'est à cause de lui qu'un tel a péri... »

Dans la langue des plumitifs officiels, cette « justice » est déterminée de la manière suivante : « le pouvoir soviétique cautérise au fer rouge les vices bourgeois et greffe de nouvelles vertus prolétariennes et révolutionnaires. »

Il n'y a pas de loi et personne ne sait où finit la bêtise d'un

1. Les « Koulaks » (littéralement : « les poings ») sont les paysans aisés qui exploitent les autres habitants du village. D'après la terminologie bolcheviste, toutes les insurrections paysannes sont fomentées par des « Koulaks ». (Note du trad.)

juge ivre pour faire place à la conscience révolutionnaire d'un juge à jeun.

Sous l'ancien régime, chacun savait ce qu'entraînait pour lui tel délit, combien de temps à peu près il devrait subir la détention préventive, à quel moment il serait interrogé, à quel moment on lui remettrait son acte d'accusation, etc... D'autre part, un substitut se présentait de temps en temps dans la prison, donnait des explications et des indications voulues. Il y avait des instances où les requêtes pouvaient être adressées.

A présent, la Tchéka jouit d'un pouvoir absolument autocratique. Et comme si elle voulait souligner l'étendue illimitée de son arbitraire, elle s'est fait une règle de ne jamais répondre à aucune requête, à aucune déclaration des détenus. Vous pouvez écrire tant que vous voulez, à qui vous voulez, à propos de tout ce que vous voulez, non seulement vous n'obtiendrez pas de réponse, mais vous ne saurez même pas si votre requête a été expédiée, si elle est arrivée à destination, si elle a été remise à qui de droit.

Lors de la fameuse évacuation des trois cents socialistes, emmenés de force de la prison de Boutyrki pour être envoyés dans des prisons de province (avril 1921), les détenus n'eurent même pas le temps de ramasser leurs affaires dont une grande quantité est restée dans les cellules. De plus, il y avait du linge au blanchissage, des chaussures et des vêtements en réparation.

Beaucoup de socialistes « évacués » rappelaient un saint turc : ils n'avaient rien, on les avait pris de force, au saut du lit, avec leur linge pour tout vêtement. Tel s'est trouvé nu-tête, tel autre pieds nus ; un troisième laissait à la prison des livres d'études précieux. Et il faut avoir vécu en Russie soviétique pour comprendre la valeur de toutes ces choses. C'est que, à présent, tout le monde « use » ce qu'on a de vieux, et un citoyen qui vit honnêtement de son travail est dans l'impossibilité absolue de s'acheter des vêtements et des chaussures.

A peine installés dans les wagons, les détenus dressèrent

des listes des objets qu'ils avaient laissés dans la prison, avec l'indication minutieuse de l'endroit où se trouvait chaque chose. Ces listes jointes à une déclaration dûment rédigée, furent envoyées à l'administration de la prison et à la Vétchéka... Des semaines passent, pas de réponse. Au bout de plusieurs déclarations réitérées, les détenus écrivent au Bureau de la Vétchéka, au Comité Central Exécutif et à l'inspection ouvrière et paysanne, rappelant que la valeur des objets restés dans la prison atteint des dizaines de millions de roubles; que des abus de la part des fonctionnaires subalternes sont à craindre, et que, faute de recevoir une réponse, les détenus considéreront et auront le droit d'affirmer que le pouvoir soviétique, dans la personne de ses organes centraux, a sanctionné ce vol manifeste qui, littéralement, ôte à certains d'entre eux leur dernière chemise. Ces déclarations couvertes de quelques dizaines de signatures, y compris des noms de personnalités suffisamment connues, furent remises à qui de droit. Pas de réponse. Le pouvoir des Soviets est au-dessus de ces vétilles.

Il convient de noter, pour être juste, que la Croix-Rouge politique finit par obtenir, quelque temps après, qu'on lui fasse remettre les objets en question pour les faire parvenir aux détenus. Toutefois, une partie en avait été volée. Lorsque survinrent les froids et que l'hiver fut proche, beaucoup de prisonniers se trouvèrent dans une situation vraiment tragique : leurs vêtements chauds avaient disparu. La Vétchéka, dans l'occurrence, donna une nouvelle marque de « libéralité » : la Croix-Rouge toucha sur les réserves de la Tchéka quelques vêtements usagés pour être distribués aux socialistes indigents. On mettait ces vêtements et on se demandait : « D'où viennent-ils ? Ne les a-t-on pas ôtés à quelque fusillé ? »

Cependant, de pareilles tendances humaines ne se manifestent qu'à l'égard des socialistes. Bien qu'emprisonnés pour un temps indéfini, sans autres formes de procès, bien que subissant des répressions suffisamment rigoureuses et exclus de toutes les amnisties soviétistes, les socialistes n'en demeurent

rent pas moins une classe « privilégiée » parmi les prisonniers, quelque chose comme des nobles en disgrâce au temps jadis. Bien qu'ils soient, actuellement, tombés en défaveur, ils n'en constituent pas moins une espèce d'aristocratie prolétarienne, s'il est permis de s'exprimer ainsi. De plus, on encourt, à cause d'eux, pas mal d'ennuis dans l'Europe bourgeoise. D'ailleurs, les non-socialistes n'auraient pas insisté et n'auraient pas osé écrire aux autorités à propos de telles choses.

D'après la constitution soviétique, le détenu doit subir un interrogatoire dans les deux ou trois jours qui suivent son arrestation, « tout comme dans les meilleures maisons ». D'ordinaire, cette règle n'est pas observée, et si quelqu'un est interrogé « d'après la constitution », c'est un mauvais signe qui annonce l'exécution à bref délai. Mais, ordinairement, en mettant les choses au mieux, l'interrogatoire réglementaire se borne à une feuille d'enquête que le prisonnier est tenu de remplir. Or, dans toute la Russie soviétique, y compris les lieux de détention, on remplit un nombre incalculable de feuilles d'enquête. Il y a peu de prisonniers qui, au bout de quelques mois de détention, n'eussent pu se couvrir de la tête aux pieds avec les feuilles d'enquête qu'ils avaient remplies.

Mais, en fait, les détenus demeurent des semaines et des mois sans être ni interrogés, ni informés de l'accusation qui pèse sur eux. L'instruction se poursuit avec des lenteurs mortelles et n'est limitée par aucun délai. Toutes les déclarations et requêtes demeurent sans réponse. Aucun représentant du pouvoir ne vient voir les détenus et il n'y a aucun moyen d'obtenir des renseignements sur la situation de l'affaire. Alors, le détenu recourt à son seul et dernier moyen : il déclare la grève de la faim.

A la moitié de 1920, dans la prison de Boutyrki, le nombre de détenus faisant la grève de la faim, individuellement ou par petits groupes, variait du *jour au jour*, de 30 à 80 personnes. Le pouvoir soviétique n'était pas tendre pour ceux qui s'imposaient la torture de la faim. Bien que la grève de la faim fût toujours annoncée huit ou même quinze jours à l'avance, le pouvoir permettait qu'elle commençât et la fai-

sait sciemment durer pour ôter aux autres l'envie d'en faire autant. Le juge d'instruction ou le greffier venaient trouver les grévistes au moins quatre ou cinq sinon six ou sept jours après le commencement de la grève. Cependant, le fait même que quelqu'un se présentait et disait quelque chose était considéré comme une victoire. Il convient de noter, cependant, que le pouvoir trompait souvent les détenus en leur faisant de fausses promesses. Car il savait qu'un homme épuisé ne recommence pas facilement une deuxième grève de la faim.

Les grèves de la faim commençaient en des moments plus ou moins déterminés. Il y avait parmi les détenus des spécialistes qui savaient quand on pouvait déclarer une grève. On les consultait et, après avoir examiné toutes les circonstances, ils donnaient tantôt leur approbation, tantôt disaient d'un air significatif : « Impossible, c'est trop tôt. Dans cette affaire, il faut attendre encore un mois et demi environ, après quoi on pourra « se payer une petite faim... ».

Il est curieux que non-seulement les détenus, mais les juges d'instruction eux-mêmes reconnaissaient des termes juridiques et coutumiers où la grève de la faim s'imposait. Un jour, à Boutyrki, la grève de la faim fut déclarée, après deux mois d'emprisonnement, par une femme, mère de plusieurs petits enfants. Le juge d'instruction vint au *sixième* jour alors que la situation de la prisonnière était si grave, qu'il lui fallait un secours médical sérieux. Le blanc-bec de juge d'instruction se mit à interpellier grossièrement et en la tutoyant la femme malade qui était couchée, entourée de compresses : de quel droit avait-elle commencé la grève de la faim ? Elle aurait dû attendre encore deux mois au moins, et ce n'est qu'alors qu'elle aurait eu le droit d'user de ce moyen...

Quant à ses résultats, la grève de la faim a, du moins, cela de bon, qu'elle jette quelque lumière sur la situation et réussit parfois à réparer les erreurs fatales de la Tchéka.

En octobre 1920, un détenu de Boutyrki déclara la grève de la faim, exigeant qu'on lui notifie son acte d'accusation. Le juge d'instruction, venu pour l'entendre, constata que la

mise en liberté du détenu-gréviste avait été ordonnée *en août 1919* et que cet homme avait passé près de quatorze mois en prison pour la seule raison que l'ordre de sa libération avait été, par erreur, prématurément joint à son dossier. Sans la grève de la faim, il aurait pu rester en prison indéfiniment puisque toutes ses requêtes et déclarations demeuraient sans réponse. Bien entendu, cette négligence révoltante n'a fait l'objet d'aucune enquête et personne n'a été puni.

Presque en même temps, il advint ceci : dans l'une des casemates, des détenus, une nuit, se sont battus au cours d'une partie de cartes ; il s'ensuivit un tel vacarme, qu'il fallut faire venir la garde et le commandant de la prison, Papkovitch, fut appelé. Pendant qu'on « pacifiait » les récalcitrants, l'un d'entre eux apostropha le commandant dans des termes si savoureux, que celui-ci déclara : « Je ne te le pardonnerai pas, tu ne m'oublieras pas de longtemps... » Se présentant dans les bureaux, Papkovitch réclama le dossier de son insulteur afin d'y trouver matière pour une vengeance appropriée, mais la première chose qui lui tomba sous la main fut un ordre de levée d'écrou, vieux de quatre mois et que l'on avait, par mégarde, joint au dossier ; ainsi, malgré lui, Papkovitch agit en bon chrétien : il répondit à une insulte par un grand service...

Une simple femme du peuple, illettrée, mère de cinq enfants, avait été saisie à la gare de Kozlov et envoyée à Moscou. Au bout de cinq ou six mois de détention, elle déclara la grève de la faim. Il apparut que son dossier avait été égaré et que personne ne savait la raison de son arrestation ni de sa détention à Boutyrki. Elle-même l'ignorait absolument. Finalement, elle fut mise en liberté, non seulement sans dossier, mais sans pièces d'identité, celles-ci ayant été perdues avec le reste.

Notons, en passant, que la disparition des pièces d'identité est presque aussi fréquente que la disparition des différents objets saisis au cours des perquisitions.

A la suite d'une grève de la faim, on s'aperçut qu'à la place d'un prévenu on avait emprisonné son homonyme qui

n'arrivait pas à comprendre la raison de son arrestation et ne cessait d'envoyer un déluge de requêtes à toutes les instances imaginables.

Et c'est en présence d'un pareil chaos, qui règne dans ses bureaux, que la Tchéka maintient, inébranlablement, ce principe : ne jamais répondre à aucune déclaration des détenus, n'y attacher aucune importance.

Les grèves de la faim ont-elles eu d'autres résultats que celui de révéler d'innombrables et tragiques anecdotes « soviétistes » dans le genre de celles qu'on vient de citer ? Oui, il y a eu d'autres résultats, mais pas toujours et pas pour tout le monde. Ce qui importe énormément, c'est l'*origine* des détenus, facteur sur lequel il convient de s'arrêter.

En ce qui concerne ses droits et ses privilèges, la population de l'État soviétique se divise, en ordre descendant, en prolétariat, paysannerie, mi-prolétariat, bourgeoisie et aristocratie. L'instruction supérieure, les grades scientifiques, la connaissance des langues étrangères, etc., sont considérés comme autant de traits défavorables rendant plus difficile la situation du détenu. Le fait d'adhérer aux communistes ou de faire partie de l'armée rouge atténue, par contre, n'importe quel crime. (Bien entendu, il y a des exceptions, mais elles ne font que confirmer la règle.)

L'origine aristocratique constitue en soi un crime capital contre le pouvoir des soviets. En automne 1920, il y avait parmi les détenus de Boutyrki un officier autrichien, prisonnier de guerre, Carolyi, type de vieux troupier, âgé de cinquante ou cinquante-cinq ans. On l'avait arrêté au moment où il se proposait de rentrer chez lui, l'ayant soupçonné d'être le comte hongrois Carolyi. Le juge d'instruction de la Vétchéka insistait particulièrement sur ce sujet.

« Malheureusement, je ne suis pas comte, protestait Carolyi. Je ne suis pas Hongrois, mais Allemand et d'une origine des plus humbles. Mais quand bien même je serais comte, je ne suis pas votre sujet, je n'ai commis aucun crime contre vous et je ne vous demande rien, sinon de me laisser rentrer chez moi. »

Mais le juge d'instruction s'obstinait :

« Du moment que vous êtes comte, cela suffit pour vous arrêter, car vous ne pouvez ne pas être un ennemi mortel du prolétariat. Que vous soyez étranger, cela n'a aucune importance, puisque notre révolution est une révolution mondiale. Quant à laisser un comte aller dans un pays bourgeois, c'est comme si l'on jetait un brochet à l'eau... »

Le malencontreux Carolyi, victime de son nom fatidique, était en prison depuis trois ou quatre mois, lorsqu'un beau jour on lui annonça qu'il était, avec beaucoup d'autres, déclaré ôtage dont la vie devrait répondre de celle des communistes hongrois.

Dans la note officielle du commissaire des Affaires Etrangères, Tchitcherine, l'officier d'infanterie de nationalité allemande, Carolyi, figure, malgré tout, sous le nom de Carolyi, comte hongrois. Le plus curieux de l'histoire, c'est que le véritable comte Carolyi avait, précisément, rendu de grands services à la république des soviets hongroise ayant agi, sinon en communiste, du moins en homme sympathisant avec le communisme.

Un autre point chatouilleux, c'est que le juge d'instruction de la Vétchéka, si pressé à prouver l'origine aristocratique de Carolyi, n'était autre que le baron Pilar von Pilchau, qui, sous le nom de « camarade Pilar », monte, à présent, la garde du communisme.

L'origine bourgeoise ne promet également rien de bon, et on tient, justement, compte de l'*origine* et non de la situation sociale à un moment donné. Un ancien bourgeois dont tous les biens ont été confisqués, qui exerce, à l'heure actuelle, le métier d'ouvrier ou d'employé et se trouve, matériellement, beaucoup moins bien partagé que n'importe quel prolétaire de naissance, n'en demeure pas moins un « bourgeois ».

D'ailleurs, la répartition par catégories sociales se fait d'une façon assez arbitraire. Le social-démocrate W... nous contait, avec beaucoup de verve, comment le juge d'instruction voulait le porter bourgeois tandis qu'il prétendait à une origine à moitié prolétarienne. Le juge d'instruction s'était

presque laissé convaincre par les arguments de W...; cependant, il hésitait encore à cause de l'instruction supérieure du prévenu.

« Eh bien quoi, insistait W..., l'instruction ne veut rien dire. Voyez Lénine, il est cependant considéré comme un homme très instruit. »

En fin de compte, l'accord se fit sur un compromis : *d'origine convenable et d'assez bonne instruction.*

Le plus flatteur et le plus avantageux est d'être d'origine prolétarienne. La formule habituelle des verdicts stipule : un tel est condamné à telle peine mais, vu son origine prolétarienne, cette peine est diminuée d'un quart, d'un tiers, de la moitié ou même davantage. Le *Kommounistitcheskyi Troud* (Le Travail Communiste) a publié, un jour, l'arrêt suivant : « Pour propagande contre le pouvoir des soviets, un tel est condamné à trois années de prison, cependant, vu son origine prolétarienne et son peu de compréhension, le prévenu sera gracié s'il s'engage à assister à dix conférences sur le communisme. »

Cette prédilection pour les ouvriers n'empêche pas de les faire arrêter dans des proportions telles, qu'un futur historien devra probablement reconnaître que la Russie soviétique a battu tous les records pour ce qui est de la répression de la moindre manifestation du mouvement ouvrier. En même temps, on flattait sans vergogne « le poing calleux » de l'ouvrier et on corrompait les prolétaires par des flagorneries du plus mauvais aloi. Les éléments honnêtes et incorruptibles du prolétariat étaient traités d'« embusqués » (1) et d'« agents vendus de l'Entente » et emprisonnés comme le reste des citoyens. Par contre, ceux qui faisaient étalage de leur origine prolétarienne ou étaient aux petits soins avec le Parti communiste trouvaient le moyen de sortir de prison avec autrement de facilité.

Cette « comptabilité en partie double » vis-à-vis des ouvriers a introduit un gâchis effroyable dans les têtes prolé-

1. *Chkournik*, littéralement : qui ne pense qu'à sa peau. (Note du trad.).

tariennes. Un jour, on amène à la prison de Boutyrki un groupe de seize ou dix-huit ouvriers des ateliers de chemin de fer Alexandre. Il y avait dans ces ateliers des troubles provoqués par des motifs d'ordre économique; ces ouvriers avaient été élus délégués et ils partagèrent le sort de bien des délégués ouvriers. Quelque temps après, on voulut les transférer dans la prison de Sokolniki où les conditions de détention sont beaucoup plus dures qu'à Boutyrki. Les ouvriers refusèrent de marcher; ils firent venir le commandant de la prison et lui demandèrent s'il était vrai que dans la Russie des soviets, tout le pouvoir doit appartenir aux ouvriers; que le prolétariat est le maître, et l'administration, quelle qu'elle soit, un simple intendant au service du prolétariat... Le commandant acquiesça volontiers à cette thèse ultra-orthodoxe.

— Mais alors, pourquoi nous faites-vous arrêter, pourquoi nous faites-vous pâtir dans les prisons, pourquoi nous soumettez-vous à un régime insupportable? Ne sommes-nous pas les délégués des ouvriers chargés seulement d'exécuter leur volonté?

Le commandant répondit que cela ne le regardait pas. Bien entendu, le pouvoir doit appartenir aux ouvriers, mais il n'est, lui, qu'un modeste fonctionnaire obligé d'exécuter ce que ses chefs lui ordonnent.

Au cas de grève de la faim, l'origine prolétarienne joue un rôle immense, surtout lorsque les grévistes sont des ouvriers de quelque grande entreprise. La plupart de ces grèves étaient couronnées de succès et ne duraient pas trop longtemps: de cinq à sept jours tout au plus. Au début, les grèves de la faim avaient pour objet de faire clore l'instruction, de se faire notifier l'acte d'accusation, etc., mais, peu à peu, les revendications devinrent plus importantes. Quelqu'un déclare la grève de la faim, exigeant qu'on termine l'instruction de son procès. Au bout de quelques jours arrive la réponse: l'instruction est close. Vous êtes condamné à tant d'années de prison. A quoi le détenu-gréviste répond: « Je ne suis pas d'accord, *je n'accepte pas cet arrêt*. Je continue à refuser toute nourriture jusqu'à ma libération. »

A nous autres, vieux habitués des prisons, accoutumés à nous incliner devant le verdict comme devant une chose immuable et définitive, de pareilles manifestations nous semblaient irréfléchies et insensées. Cependant, les faits ont prouvé qu'en Russie soviétique, il n'en est pas ainsi. Un verdict n'a rien de définitif. Nous avons vu de nos yeux des arrêts modifiés ou annulés sous l'influence des grèves de la faim. Ceci démoralisait terriblement les détenus, encourageant les crédules à recommencer de nouvelles grèves de la faim qui duraient jusqu'à douze ou quinze jours et dont l'unique résultat était de faire de ces hommes des infirmes.

Les mœurs actuelles ont trouvé une expression éclatante dans la grève de la faim organisée par les anarchistes en décembre 1920. Dix anarchistes, condamnés à des peines diverses, jusqu'à dix ans de réclusion, déclarèrent la grève de la faim exigeant qu'on les mette tous en liberté.

A cette époque, à force d'une action lente, mais continue, les politiques s'étaient fait accorder toutes sortes de « libertés » et, de fait, jouissaient à l'intérieur de leur couloir n° 12 d'une autonomie absolue. L'administration n'intervenait presque pas dans l'ordre intérieur de ce couloir... Les anarchistes s'installèrent dans une des cellules du couloir n° 12, y firent entrer deux de leurs camarades ayant pris part à la grève de la faim et déclarèrent refuser la nourriture. Au bout de sept jours, en pleine nuit, l'administration essaya de séparer les anarchistes, mais ceux-ci offrirent une résistance opiniâtre, se défendant contre les gardiens par tous les moyens de fortune qu'ils avaient sous la main, et la tentative échoua.

Le lendemain, on fit venir dans la prison un détachement de tchékistes et des préparatifs furent faits pour emmener de force les manifestants. Les socialistes considéraient cette grève de la faim comme insensée et leur attitude dans l'occurrence avait été des plus réservées. Cependant, ils jugèrent impossible de tolérer des violences contre des gens torturés par la faim et la plupart d'entre eux décidèrent de défendre les anarchistes, quand même il faudrait en venir aux mains avec les tchékistes.

Le douzième corridor devint le centre de ralliement de tous les socialistes et anarchistes de toutes les sections de la prison (casemates d'isolement d'hommes et de femmes, bastions, infirmerie). Il en résulta une espèce de bivouac où se pressaient environ 200 hommes et femmes. On traîna dans le couloir toutes sortes de poutres, de bûches et de pierres. La cellule des grévistes fut bloquée à l'intérieur au moyen d'immenses barres de fer, spécialement fabriquées dans cette intention, une barricade fut élevée. On nomma un commandant, plaça des sentinelles, organisa des patrouilles, etc.

La situation devenant grave, le chef de la section secrète de la Vétchéka, Samsonov, vint dans la prison et engagea, selon l'usage soviétique, un colloque à n'en plus finir. D'abord Samsonov exigea que les « grévistes » signassent un papier mettant le gouvernement hors de cause au cas de leur mort, puisque le gouvernement a voulu leur appliquer l'alimentation artificielle et qu'ils s'y sont opposés. Quant à les mettre en liberté, c'était une chose impossible quel que fût le résultat de leur grève de la faim.

Les « grévistes » modifièrent leurs revendications : si vous ne voulez pas nous libérer, laissez-nous partir pour l'étranger, dans n'importe quel pays d'Europe ou d'Asie. Si cela aussi est impossible, nous demandons qu'on nous laisse mourir en paix. Ils sont prêts à certifier qu'ils n'accusent personne de leur mort, mais ils le feront sous une forme un peu différente de celle proposée par Samsonov.

Samsonov était surpris : En voilà des anarchistes ! Ainsi, de l'unique pays socialiste vous êtes prêts à f..... le camp dans n'importe quel pays bourgeois ! Voici ce qui caractérise assez la nature de votre esprit révolutionnaire. Vous êtes libres de ne rien signer du tout. Ce qu'il adviendra de vous nous est indifférent. Mais nous ne pouvons admettre qu'une poignée de prisonniers nous résiste à nous, le pouvoir ouvrier et paysan. Ceci lèse le prestige du pouvoir. C'est pourquoi les « grévistes » seront emmenés coûte que coûte et quoi qu'il en résulte. Nous réalisons la révolution d'une ampleur mondiale. Nos mains sont suffisamment souillées de sang, et il nous est

maintenant indifférent qu'il y ait de nouvelles victimes quel que soit leur nombre. Un détachement armé de mitrailleuses entrera dans le couloir et il fera son devoir au prix de n'importe quel nombre de vies humaines.

Ceci dit, il s'en alla.

La nuit se passa dans l'angoisse : à tout instant, on s'attendait à l'irruption des tchékistes, à une collision sanglante. Le matin, une grande partie des politiques s'en alla à leurs occupations (les politiques travaillaient à la cuisine, dans la boulangerie, les ateliers, à l'infirmerie). L'administration profita de ce moment pour isoler le douzième couloir ; elle ferma à la hâte toutes les issues et les fit garder militairement. Alors un groupe de politiques décida de pénétrer dans le couloir de haute lutte et, finalement, il y réussit.

Dans l'après midi, Samsonov revint de nouveau, ce qui donna lieu à un nouveau meeting. Il s'en alla après avoir réitéré ses menaces de prendre le couloir d'assaut. Le soir, un détachement de tchékistes tenta, en effet, une offensive, mais s'étant heurté à un « barrage » à la porte de la prison, il hésita, s'avança à contre-cœur et, finalement, recula. Quelque temps après arrivèrent des renforts dans la personne d'un nouveau détachement de tchékistes. Tout le monde — et surtout les « grévistes », qui n'avaient pas pris de nourriture depuis six jours — avaient les nerfs tendus à l'extrême. L'assaut devait se déclencher d'un instant à l'autre. Soudain on voit apparaître l'aide de camp de Dzerjinsky, Zakharov, qui demande à entamer des pourparlers. Il entre en coup de vent dans la cellule des grévistes et jette de hauts cris : Camarades, que se passe-t-il donc !... Vous êtes ouvriers et nous le sommes comme vous. Vous êtes des révolutionnaires et nous le sommes également. Quel est donc ce malentendu qui nous jette les uns contre les autres ?...

Zakharov s'en va après avoir promis de régler l'affaire à l'amiable. Le lendemain, Dzerjinsky apparaît en personne dans la prison de Boutyrki et se met à persuader les anarchistes de cesser la grève de la faim. Rien à faire, l'arrêt a été prononcé, il est entré en vigueur, il est impossible de l'annuler. tous les sacrifices seront inutiles.

Les grévistes lui demandèrent de leur faire grâce de ces conversations : ils n'ont rien mangé depuis onze jours et ne sont pas en état de soutenir la discussion.

Après avoir, pendant quelque temps, tourné autour du pot, Dzerjinsky se décida à déclarer : « Eh bien, ça va, cessez la grève. Neuf parmi vous seront libérés, quant au dixième, Perelman, nous le considérons comme un bandit et ne pouvons le relâcher. »

Perelman déclare que dans ce cas il va se suicider le jour même. Dzerjinsky a beau le persuader, il n'en démord pas. Une longue discussion s'en suit et, finalement, les détenus l'emportent : tous seront libérés.

Au cours de la même visite, Dzerjinsky a donné une autre preuve encore de l'immuabilité sacrosainte des arrêts tchékistes. Il a fait comparaître, pour être interrogés, des social-démocrates impliqués dans le procès du Comité du Don du parti S.-D. et auxquels on avait signifié *deux jours plus tôt* un arrêt « administratif » (1) de la Vétchéka les condamnant au camp de concentration pour la durée de trois à cinq ans. Bien entendu, les détenus témoignèrent quelque étonnement : de quel interrogatoire peut-il être question une fois le verdict prononcé ? A quoi Dzerjinsky expliqua que.... l'arrêt était déjà annulé et qu'ils ne seraient pas jugés *par contumace*. On appellera leur affaire devant le tribunal, sinon ils seront libérés.

En effet, quelques semaines plus tard, on les mit en liberté après leur avoir fait signer l'engagement de ne pas quitter Moscou ; au bout de quelques mois encore, on leur fit savoir qu'un non-lieu venait d'être prononcé. Deux autres mois s'étaient écoulés lorsque soudain, d'une façon absolument imprévue, l'affaire déjà close fut appelée devant le Tribunal révolutionnaire suprême. Comme c'était le moment des élections au Soviet de Moscou, on avait évidemment décidé de « monter »

1. Les arrêts « administratifs » dont l'État bolcheviste a hérité du régime des tsars, sont prononcés et appliqués sans qu'il y ait jugement. (Note du trad.)

un procès des social-démocrates et, faute de mieux, on déterra une affaire close dont le dossier figura au procès avec cette inscription tracée en grosses lettres sur la couverture : *Renvoyé aux archives*, cote numéro un tel.

D'une manière générale, un verdict en Russie soviétique n'est rien moins que probant ni définitif. Quiconque ne connaît pas les mœurs soviétiques se fera d'après un verdict une idée absolument fausse de la gravité de la peine.

Il m'est arrivé une fois de rencontrer un récidiviste qui « était dans les appareils », c'est-à-dire qui fabriquait de l'eau-de-vie prohibée (*samogonka*). On vint lui signifier son arrêt : vingt ans de camp de concentration. Il semblait très content : on aurait pu le fusiller. Dieu merci, tout s'était bien passé.

« Cependant, vingt ans... » je lui exprimai mes condoléances.

— Bah, qu'est-ce que c'est que vingt ans. Je m'en f... Au mois de mai je serai libre. C'est certain.

— Comment cela ?

— Eh bien, je suis cordonnier, je connais mon métier. J'ai de l'argent pour acheter de la marchandise. Je passerai fort bien l'hiver au camp. Et même j'y boirai de l'eau-de-vie. On m'amènera des poules dans ma cellule autant que j'en voudrai...

Son calcul est simple. Dans un mois et demi c'est l'anniversaire d'octobre. Il y aura amnistie et on réduira la durée de sa peine d'un tiers ou d'une moitié. Au mois de mai, nouvelle amnistie et nouvelle réduction de la peine. Peut-être sera-t-il tout simplement libéré ; en tout cas, il prendra ses mesures. Il confectionnera d'avance des bottines montantes pour la femme ou la maîtresse du commandant du camp, et celui-ci enverra un rapport, comme quoi un prolétaire honnête, un travailleur laborieux, qui a souffert toute sa vie sous le joug bourgeois, est condamné à souffrir encore... Si après cela on ne le remet pas en liberté !

Un pareil calcul ne pêche ni par l'exagération, ni par trop d'optimisme. Régulièrement, deux fois par an, le pouvoir des Soviets accorde une amnistie, sans quoi il serait débordé par le nombre des prisonniers. Aux anciennes prisons, on a

joint les caves, les prisons « intérieures », les camps de concentration, et, partout, malgré les amnisties, tout est bondé. Et cependant, dans tous les camps, on accorde largement la liberté (sauf certaines exceptions dont il sera question plus loin), non seulement en vertu des amnisties, mais tout simplement en vue des « travaux ».

Le besoin en hommes actifs est très grand en Russie soviétique. Toutes les institutions sont en quête de travailleurs. Peu importe la durée de votre condamnation. Il suffit que vous ayez des relations dans telle institution et que cette institution prenne sur elle de vous réclamer comme un spécialiste irremplaçable. Dans la plupart des cas, on vous autorise de sortir, quelquefois à condition que vous alliez travailler le jour et rentriez la nuit au camp. Ensuite, on vous permet de loger chez vous et de ne vous présenter au camp qu'à des termes définis, pour l'enregistrement. Grâce à ce système, seuls demeurent longtemps dans un camp de concentration ceux qui n'ont ni relations, ni protection ou bien des propres à rien pour lesquels il ne se trouve aucun travail permanent.

La condamnation à la réclusion dans une prison diffère précisément de la condamnation à la détention dans un camp en ce que les détenus d'une prison ne peuvent, semble-t-il, être autorisés à travailler en dehors de cette prison. Mais cette différence est surtout théorique. En fait, on laisse également sortir de prison, encore que ce soit moins facile que d'un camp. Tout dépend de la protection. J'ai vu un ingénieur, impliqué dans une affaire de malversations commises dans une administration centrale, et condamné à dix ans de réclusion. De retour du tribunal, il était au désespoir, parlait de sa vie gâchée, de suicide... Au bout de dix jours à peine il était libre. Sa famille avait trouvé une protection puissante, et tout s'était arrangé en un rien de temps.

En règle générale, une très grande proportion de détenus quittent relativement vite, non seulement les camps de concentration, mais aussi les prisons. C'est là, sans aucun doute, un très bon côté du nouveau régime. La condamnation

n'accable pas le détenu de ce qu'elle a d'inexorable, mais lui laisse l'espoir de redevenir libre. En somme, tout le monde est content. Le gouvernement des Soviets est content car, comme dit un proverbe : « Les brebis sont intactes et le loup rassasié » : le criminel est puni et cependant la république des travailleurs n'a pas perdu un serviteur indispensable. Telle institution est contente, car elle a acquis un collaborateur qui dépend entièrement d'elle et lui est forcément attaché. L'administration des lieux de détention est contente car elle a moins de soucis ; d'autre part, l'approvisionnement des prisons et des camps compte parfois ceux des détenus qui logent « en ville » et, bien entendu, leur part va à l'administration. Enfin, le détenu, lui aussi, est content, car bien qu'il se trouve dans une espèce de servitude vis-à-vis de telle institution, cela vaut toujours incomparablement mieux que d'être sous les verrous.

Cependant cette idylle universelle comporte des exceptions très essentielles. Depuis bientôt trois ans, les socialistes demeurent en prison en qualité d'« isolés », et non de détenus, et malgré toutes les démarches, on ne les autorise jamais à travailler en dehors de la prison. Les amnisties ne s'étendent pas aux militants des partis antibolchevistes, à ceux qui ont pris part à toutes sortes de complots et de mouvements, témoignant d'une téméraire irrévérence à l'égard du pouvoir ouvrier et paysan ou tendant à le renverser. En ce qui concerne ces catégories, ainsi que les groupements et les personnes entachés de sympathie pour les idées démocratiques et l'action publique désintéressée, les peines ne sont jamais commuées, mais parfois sensiblement aggravées. Il est si facile de le faire. Il suffit de transférer le détenu d'une prison qui se trouve dans sa ville natale, dans une autre prison, fût-elle meilleure, mais éloignée du lieu de séjour habituel du prévenu. Et alors une simple détention devient une longue torture par la faim. Car dans un endroit où le prisonnier a des parents et des amis, quelque pénible que soit leur propre situation matérielle, ils lui feront toujours tenir de temps en temps ne fût-ce que des pommes de terre. Tandis que dans

un endroit où il ne connaît personne, le détenu n'aura pour subsister que sa maigre ration de prison.

D'une manière générale, la réalité russe elle-même offre un champ très vaste à l'arbitraire. Les arrêts sont exécutés « suivant l'homme ». Un gros spéculateur et prévaricateur, un maître-chanteur ou un bandit avérés, condamnés à vingt ans de réclusion (notons en passant qu'en 1921 il a été interdit de condamner à plus de cinq ans de réclusion), pouvaient fort bien se retrouver en liberté au bout de quelques mois et, comme si rien n'était, *occuper un poste important* au service du gouvernement. Par contre, un homme d'une probité impeccable qui, au cours d'un entretien privé, aurait désapprouvé le pouvoir soviétique, était condamné à une peine très légère — un an de camp de concentration — mais cela pouvait suffire pour lui faire souffrir le martyre.

Quelquefois la condamnation implique non seulement le camp de concentration tout court, mais un camp de concentration déterminé, par exemple, celui d'Arkhangel. Ceci revient à dire que le détenu est envoyé à la mort dans quelque « maison d'horreur ».

Pour assouvir sa vengeance, le pouvoir fait preuve d'une cruauté si raffinée, d'une perfidie si manifeste qu'on a peine à y croire. Malheureusement, ce sont des faits incontestables. Dans la région du Don et de la Kouban, en Crimée et au Turkestan, le même procédé a été appliqué. On annonce le recensement ou la vérification des listes, soit d'anciens officiers, soit de quelque autre catégorie de fonctionnaires ayant servi sous le régime des « blancs ». Des hommes qui ont donné des preuves de leur loyauté et qui, par conséquent, ne redoutent aucune mauvaise surprise, se présentent pour se faire enregistrer, et voici qu'ils sont saisis, enfermés dans des wagons et emmenés dans le camp d'Arkhangel. Avec leurs vêtements d'été qui étaient de mise dans la région du Don ou en Crimée, sans une serviette de toilette ou le moindre morceau de savon, sans linge de rechange, sales, couverts de vermine, ils se trouvent transportés sous le climat d'Arkhangel avec très peu d'espoir, non seulement de se faire envoyer des vête-

ments chauds et du linge, mais tout simplement d'informer leurs proches de l'endroit où ils sont condamnés à vivre.

On a usé du même stratagème à Petrograd à l'égard du commandement de la flotte Baltique. Il s'agissait d'officiers qui n'avaient ni émigré, ni fui, ni rejoint Youdénitch, Koltchak ou Denikine. Ils servaient depuis longtemps le pouvoir des Soviets et avaient probablement donné des preuves de leur loyauté puisque la plupart d'entre eux n'avaient jamais encouru aucune peine depuis toutes les quatre années du régime bolcheviste. Le 22 août 1921 on annonça un nouveau recensement, chose assez ordinaire et qui s'est pratiquée bien des fois. Tous ces officiers passèrent à l'enregistrement en sortant de leur service. Plus de trois cents hommes furent arrêtés. Chacun d'eux était tout simplement invité à passer dans une pièce quelconque et à attendre. Ils attendirent pendant deux jours, après quoi on les fit sortir entourés d'une immense escorte ; on les conduisit à la gare, on les installa dans des wagons à bestiaux, et on les emmena sans mot dire, dans les prisons d'Orel, de Vologda, de Yaroslavl et de quelques autres villes. Au terme de leur voyage, on leur expliqua qu'ils étaient déportés comme « suspects ».

Si fondées qu'aient été ces suspicions et si grands qu'aient été les torts des prévenus, on se demande cependant si vraiment l'Etat soviétique aurait subi quelque préjudice si l'on avait permis aux détenus d'emporter quelques objets de première nécessité, au lieu de les condamner à vivre pendant un mois sans pouvoir se débarbouiller, à coucher sans pouvoir se dévêtir, à geler la nuit dans leur vareuse de toile. Et qui donc a besoin de cette cruauté raffinée et sadique, qui consiste à infliger aux épouses et aux mères des semaines d'incertitude angoissante, à les obliger à courir du matin au soir les bureaux de toutes les Tchéka et toutes sortes de lieux de détention, à chercher leurs proches, à s'évanouir, à tomber de fatigue, à désespérer à force de démarches infructueuses !

Il faut être juste et reconnaître ouvertement et franchement que les bourreaux tsaristes n'ont jamais fait preuve de tant de cruauté insensée et inutile.

Il en était pire encore dans les endroits où, récemment, avait passé un front ou éclaté une insurrection. Il y avait là d'anciens insurgés qui se cachaient dans les villages ou dans les bois.

Lorsque tout redevenait calme et que la vie reprenait son train, les organes du pouvoir soviétique proclamaient l'amnistie pour ceux des partisans qui viendraient de leur plein gré se faire enregistrer. En même temps on entreprenait une campagne de propagande prônant le retour au travail paisible, l'oubli du passé et le commencement d'une vie nouvelle. Le pouvoir des Soviets n'a pas de rancune. Le pouvoir des Soviets fait preuve de générosité propre aux travailleurs. Ne croyez pas les vils calomniateurs qui, dans des vues criminelles, font courir le bruit qu'on vous tend un piège.

Après de longues hésitations, les « verts » (1), épuisés par les privations d'une existence clandestine et aspirant au repos, commencent à capituler, d'abord timidement, un à un, ensuite par groupes de plus en plus importants. D'abord, on les laisse tranquilles, mais ensuite, lorsque leur nombre s'accroît, on les fait tous arrêter et les représailles commencent. Ce stratagème est appliqué d'une façon identique dans les provinces les plus diverses.

En Crimée, après que les autorités locales eurent essayé d'attirer les « blancs » et les « verts », on vit apparaître une commission plénipotentiaire du Comité central exécutif, présidée par Ibraguimov et qui entreprit une vaste campagne de propagande affirmant qu'il ne s'agit de tromper personne, que personne, nulle part, n'osera arrêter un amnistié, dont la peine aura été levée par *la commission plénipotentiaire du Comité central exécutif en personne*. Les uns après les autres, les débris des détachements « verts » descendirent des montagnes. On les accueillait fort aimablement, on leur délivrait des laissez-passer pour leur lieu de naissance ou ailleurs, on

1. Nom donné aux insurgés, paysans pour la plupart, qui n'adhèrent ni au régime « rouge » ni au régime « blanc ». (Note du trad.).

leur remettait des tickets de chemins de fer et des provisions. Tout joyeux ils montaient dans le train, mais à la gare de Sinelnikovo, ou de Lozovaïa, ou de Kharkov, on les arrêtait, on leur reprenait les documents délivrés par la « commission plénipotentiaire », et souvent tous leurs bagages en plus, et on les envoyait dans quelque Tchéka. En août et septembre, on pouvait rencontrer, soit à la prison de la Vétchéka, dans la rue Loubianka, n° 2, soit à Boutyrki, des dizaines de détenus qui avaient mordu à l'appât de la « Commission plénipotentiaire du C. C. E. » présidée par le camarade Ibraguïmov...

Les insurgés et les autres haïsseurs de la révolution prolétarienne, tirés de la sorte de leurs cachettes, sont sinon fusillés sur place, du moins déportés dans les camps d'Arkhangel et autres, suffisamment éloignés de leur pays natal.

Admettons qu'il est exagéré ou même entièrement faux que les détenus soient contraints à de rudes travaux forestiers dans d'affreuses régions marécageuses ; qu'on les condamne à vivre sous un climat rigoureux ou humide sans vêtements appropriés ; que, faute de chevaux ou en manière de dérision, on emploie les hommes pour transporter de lourds chargements et des immondices ; que ces hommes soient brutalement traités et roués de coups ; que les malades ne soient presque pas soignés, etc., etc. Mais le seul fait que des hommes adultes et valides, occupés à des travaux pénibles, ne reçoivent par jour que de 200 à 400 grammes de pain avec deux écuelles de soupe fétide, ce fait seul permet de comprendre l'angoissante tragédie de ces camps du nord et d'ailleurs, où les malades, souvent, ne demandent au médecin qu'une seule chose : pour l'amour de Dieu, docteur, donnez-moi du poison.

Or, même sans poison, la mortalité dans ces camps est extrêmement élevée. Et, quant à l'existence, elle est si navrante, que des gens jeunes et naguère pleins de joie de vivre, n'ont en mourant qu'un seul regret tardif :

« Pourquoi ne nous a-t-on pas fusillés au moment de notre arrestation ?... »

A. BEKRENIÉV.

Une année de détention à Boutyrki

Rien qu'une année, même pas une année entière!... Or, que de souvenirs, que de figures, quelle abondance de types, de vies et de morts!

Hors les murs, maintes versions circulaient sur l'existence qu'on menait à Boutyrki. Les uns se louaient de la nourriture, des traitements, du régime en général; les autres, qui connaissaient d'expérience les prisons du tsar, suggéraient, au contraire, les horreurs d'un lugubre cachot. Ce n'est qu'embastillé, que je compris que les uns et les autres avaient raison.

Pour mieux me faire comprendre, il est nécessaire de retracer par le menu les dispositions générales de cette prison, son système d'administration et les méthodes qui y régnaient.

Tous les détenus étaient distribués par chambrées, occupant des cachots isolés. L'accumulation des prisonniers dans ces réduits était, ainsi que cela avait toujours eu lieu à Boutyrki, extrême. Où il y avait place pour 1.900 à 2.000 personnes, on entassait de 2.500 à 3.000 et 3.500; cet état de choses obligeait les détenus de coucher par terre, sur les tables et dans les passages, quelquefois même dans les corridors. Leur déjeuner se composait d'une demi-livre de pain et d'un infect brouet (1); à diner, ils recevaient une peu substantielle bouillie de gruau. De temps en temps, on leur servait un hareng saur. Le nombre admis d'extras venant du dehors était restreint par le règlement. Maintes fois, les trop zélés

1. Ce brouet s'appelle, en argot des prisons, *balanda*.

commissaires de l'administration tâchaient de s'immiscer dans la composition même de ces extras, et d'en faire profiter le contenu à la gamelle commune, afin d'endêver démonstrativement le « bourgeois ». Le chauffage ne marchait pas dans la prison, car les petits fourneaux de fer n'étaient pas encore inventés. L'humidité dans les cachots était prodigieuse, le conduit d'eau gelait, les égouts ne fonctionnaient pas non plus. La vermine grouillait, en recouvrant souvent d'un suaire gris les habits et les malheureux détenus eux-mêmes.

C'était là la situation d'un simple mortel privé de ressources, n'ayant ni parents ni relations et peu débrouillard. Si nous y ajoutons les brutalités de l'administration, la menace perpétuelle du cachot ou le risque de perdre le droit de recevoir la nourriture du dehors au moins une fois par semaine, on comprendra l'effroi qui serrait le cœur à la pensée d'une détention à Boutyrki.

Tout autre était la situation des gens pourvus de relations, de ressources et qui savaient se débrouiller. Ceux-ci pénétraient à la cuisine, à l'hôpital, à la salle de réception, aux bureaux de la prison ; ils obtenaient un travail quelconque ou se faufilaient dans les cachots et les corridors privilégiés. Là-bas, en effet, on se la coulait douce. On faisait le trafic des provisions, on jouait aux cartes avec de grosses mises ; des convois entiers d'objets et de provisions provenant des rations des détenus disparaissaient et prenaient le chemin de la Soukharévka (1) ; on faisait parvenir du logis des paquets, des effets, voire des meubles même, sans parler des boissons alcooliques. De bons pots-de-vin et le savoir-faire permettaient d'obtenir des entrevues alors qu'elles étaient généralement défendues ; on octroyait même aux détenus un congé sous escorte, ce dont cette escorte bénéficiait aussi.

Il était d'autant plus facile de perpétrer toutes ces malversations, qu'il n'y avait, au fond, aucune règle ni discipline

1. Soukharévka, marché présentant une certaine analogie avec le marché aux puces à Paris.

dans la prison, il n'y avait rien qui ressemblât à un pouvoir unique, il n'y avait aucun ordre. A Boutyrki, le commandement appartenait à tout le monde et à personne. Et ce pouvoir incertain se concentrait dans les mains de celui qui jouissait d'un appui énergique dans la Emtchéka (tchéka de Moscou), dans la vétchéka (tchéka panrusse) ou dans quelque autre institution analogue.

Un commandant était à la tête de la prison, mais à lui s'adjoignait un commissaire; l'importance du président du « noyau » communiste n'était pas moindre; avait droit à donner des ordres, et en faisait usage très crânement, le chef de la garde armée.

Ensuite, venait une infinité de suppôts du commandant, les surveillants des différents bâtiments, les gardiens supérieurs... Tous, ils prélevaient l'impôt ordinaire ou casuel sur la marmite des détenus, par conséquent, ils étaient obligés de ménager certaines catégories de prisonniers qui touchaient de près cette source de profits et gagner le renom de tchékistes « militants », moyennant les vexations prodiguées aux détenus ordinaires, aux intellectuels et surtout aux hommes titrés représentants de l'ancien régime, si ceux-ci étaient pauvres. La prédisposition de ces derniers à la panique était pleinement fondée, vu les fusillades sans trêve ni merci, les humiliations et les outrages qu'ils avaient endurés et qu'ils continuaient à souffrir; or, le manque absolu de solidarité entre eux et leur veulerie, en faisaient une proie de choix pour les entreprises sinistres de l'autorité militante.

Parmi toute cette pléiade d'autorités supérieures, se distinguaient le commandant Liakhine, son aide Karinkévitch et le président du « noyau » communiste, l'ignare (au pied de la lettre) Linkévitch.

Liakhine, homme sans volonté, ignorant, brutal, mais, paraît-il, point voleur, manifestait sa présence uniquement par des razzias du cachot dit « cachot des gouverneurs », où il narguait stupidement les ci-devant administrateurs affolés de crainte, et de plus en favorisant avec une énergie inlassable l'espionnage et la trahison à l'intérieur. Il s'était formé

toute une meute de crapules, dispersées dans tous les couloirs; ces gens de sac et de corde rachetaient — moyennant leurs délations contre les voisins qu'ils terrorisaient en jurant de leur fidélité au régime soviétique — leurs crimes qui, en bonne partie, étaient des crimes capitaux lesquels, suivant la pratique des tribunaux, aboutissaient à la sentence : « Au mur. » Et en aucun cas, Liakhine ne manquait de récompenser les services de ces ruffians et de les payer en leur accordant maintes faveurs en prison et devant le tribunal. La masse des détenus, privée de cohésion, fort intimidée (car ce n'était que la seconde année du gouvernement soviétique) ne prenait aucune mesure pour lutter contre ce fléau. Tous ces délateurs se disaient communistes et souvent devenaient membres du noyau communiste, l'un d'eux était parvenu même à le présider; sans se gêner le moins du monde de leur louche métier, ils exerçaient le chantage en mettant à contribution leur entourage qui se faisait tondre afin d'éviter les délations. Or, combien d'innocents fusillés sur la dénonciation de ces gredins!

Je veux citer quelques exemples ayant trait à cette période printanière, alors que je fus incarcéré à Boutyrki.

Voilà le musulman Daïanov. Il était commissaire de je ne sais plus quoi pour les affaires des mahométans. Il fut arrêté pour des exactions excessives infligées à ses coreligionnaires, pour les perquisitions et les mainmises d'après des ordres truqués et pour d'autres méfaits de ce genre. Et voilà encore son copain et rival en matière de délations, qui réussit en fin de compte à le faire fusiller, un cosaque du Don, Bortnikov. Il fut arrêté à Orscha ou à Smolensk, ayant, en état d'ivresse, blessé d'un coup de feu un camarade en parcourant la ville et en hurlant : « Sus aux Youpins, sauve la Russie. » Il se présentait au violon et demandait de lui livrer deux jeunes filles mises aux arrêts, « pour son passe-temps ». L'accusation observait un silence ambigu sur ce qui était advenu des jeunes filles et de ce qu'il leur avait fait; le fait est que le lendemain il fut arrêté et emmené à Moscou. C'était une brute de 22 à 25 ans; le misérable comprit au premier

coup d'œil qu'en flattant la manie de Liakhine et des autorités soviétiques en général, il s'en tirerait. Aussi se mit-il à écrivrailler des dénonciations pleines de fautes et ineptes, sur les détenus « politiques », sur « les princes et les comtes », tout en faisant étalage de son dévouement au gouvernement des ouvriers et paysans et faisant parade de son origine rustique. Aussi, bien que ses dénonciations fussent ostensiblement controuvées, bien qu'il se fût compromis par son mot d'ordre « Sus aux Youpins », etc., il se tira d'affaire. Condamné par le tribunal à être fusillé, on lui accorda un sursis, grâce à l'intercession du commandant; ayant grossièrement simulé une attaque d'épilepsie, il fut transféré — sans ordre des médecins — à l'infirmerie d'où il s'enfuit.

Certes, ce « serviteur dévoué du gouvernement soviétique, ce communiste jusqu'au tombeau » (c'est ainsi qu'il signait ses dénonciations), prospère aujourd'hui encore à ce titre dans un coin quelconque de province et implante le communisme dans les organes militants des soviets. Outre sa trahison envers son rival Daïanov, il avait contribué à dresser cette liste infâme des contre-révolutionnaires qui furent fusillés à la première application de la terreur.

Malheureusement, dans la prison Boutyrki et dans les autres succursales de la tchéka, le chaos et le désordre sont tels qu'ils ne permettent guère d'établir avec certitude le nombre exact des vies innocentes dont Bortnikov paya la conservation de la sienne.

II

Or, dans cette prison qui présentait en haut un écheveau inextricable de tripotages, d'intrigues, de malversations, d'embûches mutuelles et de stupide suffisance; en bas, un abîme de souffrances, d'humiliations, de trahisons, d'espionnage, d'épouvante pour la masse des détenus, un souffle vivifiant avait pénétré.

A la fin du mois de mars 1919 et au commencement d'avril entrèrent en un groupe compact de 150 à 200 per-

sonnes, qui faisait nombre, les socialistes, les S.-R. (1) et les mencheviks sur lesquels s'abattit alors de tout son poids la répression de la Tchéka. Jusqu'à ce jour, les socialistes se trouvaient parmi les détenus fortuitement, au nombre de quelques individus isolés; habituellement, après deux ou trois mois de détention, ils étaient élargis « sans autre forme de procès ». Cette fois-ci, le nombre des incarcérés, les proportions prises par les arrestations et le ton de la presse soviétique signifiaient clairement qu'une campagne organisée par le gouvernement contre les partis socialistes se déclenchait, visant la destruction de leur organisation. Il était évident que, dorénavant, la catégorie des détenus socialistes devenait permanente. Une lutte sourde, douloureuse, poignante, commença alors, accompagnée d'obstructions, de refus de prendre la nourriture, de scandales, de protestations, etc., moyens en cours depuis longtemps... Tableau familier à ceux qui avaient connu la prison tsariste, c'est-à-dire à la majorité des nouveaux arrivés.

Il n'entre pas dans ma tâche de décrire toutes les péripéties de cette lutte vraiment atroce, toutes ses étapes, la conduite des autorités lesquelles, après avoir fait le coup de feu contre les socialistes dans leurs cachots, après le passage à tabac des détenus isolés et les voies de fait en masse, en vinrent au système de transfert dans les prisons de province, au système de la dispersion des socialistes sur les confins lointains du pays. Je ne m'arrêterai non plus sur les tentatives à la Zoubatov (2) d'apprivoiser les socialistes, en réservant à cette catégorie de prisonniers toutes sortes de faveurs et de privilèges, jusqu'à l'organisation temporaire dans la prison de cet « Eden socialiste » que M. Mestchériakov décrivait en 1921 avec tant de verve dans *la Pravda* (organe du parti communiste). Cette histoire est pleine d'intérêt et d'importance didactique, mais elle ne demande pas d'être consignée particulièrement.

1. Socialistes révolutionnaires.

2. Fameux agent provocateur de l'époque tsariste.

Je veux seulement évoquer un épisode qui complète utilement le tableau général de la situation et de l'atmosphère de la prison.

Vu l'expansion des épidémies (la grippe infectieuse, les maladies gastriques, le typhus exanthématique), on avait assigné plusieurs couloirs en guise de quarantaine. On y mettait, pendant deux semaines, tous les nouveaux venus. Cette mesure sensée en soi, se transformait, en raison du chaos qui régnait dans la prison, en un dérangement fort ennuyeux pour les prévenus à long terme. Il suffit d'être convoqué pour subir un interrogatoire « en vêtements de ville » — c'était le terme technique — pour se trouver en quarantaine. Or, dans ce lieu, l'immondice et le désordre atteignaient des proportions homériques, car les détenus ne se souciaient pas de tenir propre ce local, où le séjour se bornait à deux semaines. D'ailleurs, comment pouvait-on y remédier, l'entassement des détenus dépassant la mesure du possible ?

La composition des prisonniers y était des plus mélangées, et toute organisation faisait défaut. Le nombre des « communistes dévoués » y était toujours imposant, l'administration brutale au possible ; elle se livrait au pillage des prévenus, la bouillie et le brouet étaient maigres au possible, et la fraude dans le poids de la ration du pain s'y pratiquait sans détours. Si la vie en prison était dure, la quarantaine était l'enfer.

Les socialistes sollicitaient que les juges d'instruction se rendissent en prison pour les interrogatoires, ne voulant point passer plusieurs fois par ces épreuves et perdre leurs places plus ou moins aménagées à leurs besoins dans leurs cachots ordinaires.

L'un d'eux, le camarade Bykhov, de retour après l'interrogatoire, demanda, le même jour, à regagner son ancien cachot dans le dix-huitième corridor, où s'étaient installés les socialistes-révolutionnaires. L'administration refusa carrément son consentement et le renvoya en quarantaine. Il refusa de s'y rendre. Alors, il fut traîné de force par la cour au vu et au su de ses camarades qui suivaient les péripéties de cette lutte à travers les croisées. L'obstruction commença. Un ancien dé-

porté, Ivan Korotkov, vrai hercule, « fort en gueule », se mit à enfoncer la porte. Il s'ensuivit un tintamarre incroyable.

Liakhine avait perdu toute contenance, abandonna son poste et s'en remit de toute l'affaire à son séide Karinkévitch ; or, celui-ci guettait cette occasion, car depuis longtemps il avait des comptes à régler avec les socialistes qui cherchaient à obtenir le contrôle du fournil, de la cuisine et d'autres sources d'énormes revenus pour l'administration.

Karinkévitch amena un détachement armé dans la cour de la prison et, en gueulant : « Feu sur eux, j'en réponds sur ma tête ! », il assaisonnait ses ordres de propos orduriers et se mit à tirailler régulièrement contre les corridors d'où venait le bruit de l'obstruction. Une fusillade furieuse, désordonnée, s'abattit sur les corridors 18, 6 et 7, ainsi que sur les cellules isolées des prisonniers et des prisonnières. La prison se plongea dans un silence de mort... Des cachots où étaient détenus les socialistes, arrivait seul le chant étouffé des hymnes révolutionnaires. C'étaient les camarades qui, s'étant barricadés avec leur literie, continuaient leurs protestations. Alors, les tchékistes se hissèrent sur les ressauts du mur (le corridor 18 est au rez-de-chaussée) et en passant les canons des revolvers dans les fenêtres ouvertes, proférant des injures infâmes, se mirent à tirer sur le cachot en visant la « caboche du chauve » (Korotkov rasait sa tête) afin de lui faire son affaire.

C'est seulement grâce à l'idée d'éteindre la lumière à temps, que ces coups de feu ne firent point de victimes.

Cette première tentative de lutte et le bruit qui s'ensuivit au dehors, avaient provoqué la visite des autorités supérieures du Comité Exécutif de Moscou, Kaménev, etc.

Il y eut une certaine amélioration du régime ; une lutte obstinée de tous les socialistes afin d'obtenir leur confinement dans un seul corridor avec un règlement plus libéral, s'ensuivit, le régime de la quarantaine prit un cours bien ordonné, et les « communistes » furent relégués dans un corridor séparé, dénommé « corridor communiste ».

Ce dernier entreprit sur-le-champ une lutte organisée pour

obtenir la direction de toute l'économie et de l'administration à Boutyrki et fabriqua des dénonciations collectives.

C'est ainsi que le fléau d'espionnage et de délation — s'il ne fut pas complètement annihilé — fut considérablement atténué.

Liakhine se retira, Karinkévitch, désigné à un poste inférieur, se tint coi.

La cuisine, l'ambulance, le fournil, les ateliers des réparations devinrent, en une certaine mesure, accessibles aux socialistes.

Les perquisitions chez les anciens cuistots et boulangers avaient amené la découverte de monceaux d'argent et de diamants, de grandes bouteilles d'alcool, des tas de robes et de costumes, tout un assortiment de bottes. Et tout cela était amassé aux dépens de la ration des détenus.

Il va sans dire que l'alimentation devint meilleure, les conditions de la vie s'amendèrent.

En revanche, une calamité, qui éclipsait toutes les peines et privations antérieures, était proche. Dénikine avançait vers la capitale, le nombre des conspirations découvertes augmentait et les fusillades devenaient plus nombreuses.

III

Dès le mois de mars 1919, on commença à transférer des camps de Moscou et d'autres villes, à Boutyrki, les notables de l'ancien régime et les aristocrates qui avaient survécu aux premiers massacres en masse des mois de septembre et d'octobre 1918.

Vers l'été de 1919, se trouvaient, à Boutyrki :

Le ministre de l'Intérieur, Makarov; le commandant du corps des gendarmes, D.-N. Tatischev; A.-A. Dolgorouki, aide de camp et ami intime de Nicolas II; les deux frères jumeaux Bobrinski; le vice-gouverneur d'une province de la Sibérie; deux jeunes officiers, les Konovnitsine; le ministre de l'Agriculture, Koutler; le gouverneur de Moscou, Djoukovski; le premier procureur du Synode, Samarine; plusieurs évêques,

prélats, le directeur du journal *Zèmostchina*, Glinka-Iantchevski, vieillard décrépît; le gouverneur général d'Irkoutsk, Kniazev, vieillard à demi-paralysé; le général Serydlov — frère de l'amiral Serydlov — avec son fils et sa femme; le procureur Vipper, accusateur public dans l'affaire Beïliss; le général Zoubkov; le colonel de gendarmerie Tcherniavski; le gouverneur général de la Galicie, Iévriéïnov; les représentants des missions polonaise, danoise, suédoise, anglaise, etc. S'y trouvaient de même les personnes condamnées dans les procès de 1918, affaires liquidées après avoir fait beaucoup de bruit (l'affaire Lokkart, l'affaire Vilenkine, etc.). En majeure partie c'étaient des vieillards dégradés, ayant souvent perdu toute ressemblance humaine, couverts de vermine, hâves et affamés, ne pouvant à la lettre se tenir sur leurs jambes à cause de leur faiblesse et des souffrances endurées. Ils tremblaient devant chaque préposé, sans parler des autorités supérieures; ils se ruaient avec une voracité de brutes sur la nourriture qui leur était souvent offerte par des voisins compatissants; en général, ces épaves du tsarisme présentaient l'aspect d'une telle décadence, d'un tel marasme, qu'on finissait par comprendre pourquoi cet abcès qui végétait sur l'organisme de la Russie et s'appelait bureaucratie autocrate, avait crevé sans douleur et sans effort. Quelques-uns de ces hommes étaient, tout bonnement, odieux par leur impétuosité à renier tout ce qui avait fait le sens même de leur existence, par leur empressement à se disculper en recherchant des explications plausibles pour le fait d'avoir servi comme gendarmes, mouchards, espions ou agents provocateurs, pour avoir attisé l'antisémitisme et organisé les pogromes. Le plus grand nombre s'évertuait à rejeter les torts l'un sur l'autre ou à incriminer les personnalités qui avaient déjà subi leur dernier supplice. Tous, ils abhorraient le ci-devant « monarque adoré »; certains, plus réservés, évitaient simplement toute mention de leurs faits et gestes d'antan.

Et, de ce petit nombre d'hommes à scrupules, seul A.-A. Makarov, le ci-devant ministre de l'Intérieur et, depuis, ministre de la Justice, avait conservé le sentiment de la

dignité et faisait, sans détour, profession de sa foi monarchique. D'ailleurs, il partageait la haine et le mépris de ses compagnons d'infortune pour Nicolas II; or, ce mépris de l'autocrate mesquin, malicieux, basement vindicatif et méfiant, Makarov n'en faisait pas montre, mais dissimulait, soigneusement, ce sentiment à son entourage, et ce n'est qu'avec des gens qui lui inspiraient confiance par leur loyauté personnelle, qu'il s'ouvrait sur tels agissements de l'autocrate déchu et les entretiens qu'il avait eus avec lui.

Son entrevue avec Kaménev est significative pour toute sa conduite.

Comme j'en avais déjà fait mention, Kaménev fit, au rang d'autres « grands personnages », sa visite à Boutyrki après la fusillade dirigée contre les cachots des socialistes. Comme tous les « califes pour une heure », que sont les bolcheviks appréhendant leur chute prochaine, Kaménev eut envie de voir les détenus de marque. Or, au cours des visites des tchékistes professionnels — style Mantsev (président de l'Emtchéka), Peters, Messing, etc. — chacun de ces personnages se faisait un devoir d'énoncer à haute voix, et en présence de Makarov son « étonnement » : « Tiens! c'est Makarov? Est-ce qu'il n'a pas été fusillé? Voilà qui est étrange. »

Faut-il dire qu'ils savaient fort bien, du fait de leur situation, que Makarov était à Boutyrki et qu'à la porte de la prison ils priaient le commandant de « leur montrer ce Makarov » et les autres « ministres ». Kaménev, en dignitaire « civilisé » et « libéral », se mit en devoir de gazer cette « facétie » ingénieuse, mais il n'eut garde de s'en abstenir. Makarov, raide comme une barre de fer, chenu, appuyé sur un petit bâton, gardait, suivant sa coutume, un silence tranquille et plein de dignité en réponse aux quolibets de ses bourreaux. Or, avec Kaménev qui s'adressa directement à Makarov, celui-ci échangea les paroles suivantes :

« Vous êtes Makarov, le ci-devant ministre de l'Intérieur? fit Kaménev sur un ton de compassion.

— Oui.

— Vous savez que vos collègues du cabinet ont déjà péri?

— Oui.

— Quant à vous, vous comprenez bien qu'il ne saurait être question de votre élargissement?

— Mais je ne sollicite rien. »

Kaménev se troubla et bafouilla :

« Mais je tâcherai dans la mesure du possible d'alléger votre séjour ici... »

— Je vous remercie. »

Bien entendu, suivant son habitude, Kaménev s'en tint à la promesse.

Tout décontenancé, il quitta brusquement son interlocuteur et s'attaqua au ci-devant directeur de la « Zemstchina », le vieillard décrépît Glinka-Iantchevski, qui se mit à démontrer avec ardeur et conviction que sa détention n'avait ni rime ni raison : vu que lui, Glinka, toute sa vie durant, avait écrit la même chose que Stéklov écrivait dans les « Izviéstia » (moniteur officiel), en défendant toujours les intérêts du « bas peuple » contre l'exploitation des richards et des buveurs de sang! qu'il avait toujours enseigné que ces intérêts seraient le mieux défendus par le gouvernement même et que le peuple n'a pas à écouter les perturbateurs socialistes, qu'il n'a qu'à se soumettre et se confier aveuglément aux soins de l'autorité. « Rendez-moi seulement à la liberté et je vous en fournirai des articles dont vous serez enchantés », zézayait Glinka plein de zèle pour l'amusement de la galerie socialiste et à la grande confusion de Kaménev. Néanmoins, il paraît que les autorités avaient apprécié la bonne volonté de Glinka, car il fut épargné pendant toutes les périodes des fusillades et mourut en paix à Boutyrki d'une pneumonie et de vieillesse à la fin de l'année 1920, tandis que les autres... Mais de cela nous parlerons plus tard.

Les entrevues des socialistes avec les représentants du pouvoir portaient un caractère quelque peu différent. En grande pompe, deux gardes du corps à ses côtés, le commandant obséquieux le précédant, Peters fonce dans le cachot d'un socialiste.

« Je suis Peters, président du tribunal révolutionnaire de Moscou, que puis-je faire pour vous servir ? »

— Qu'avez-vous à dire pour justifier vos actes ? » Sur cette question dédaigneuse, Peters, confus, disparaît avec sa meute. D'autres cachots partaient des cris peu équivoques : « Hors d'ici, bourreau ! », etc.

Mais tout cela se passait seulement dans les cachots spéciaux, privilégiés à un certain point de vue. Or, la plupart des détenus, entassés dans des cachots privés d'air, humides, sordides et regorgeant de vermine, s'effaçaient craintivement pendant la visite des autorités et n'osaient souffler mot sur les conditions inouïes de la détention et les rapines énormes qui se perpétrèrent dans la prison.

La composition des détenus pendant l'été et l'automne de l'année 1919 était hétéroclite au possible. Outre les trois groupes mentionnés — les socialistes, les personnalités en vue et les aristocrates titrés du régime aboli à tout jamais, et les représentants des missions étrangères et des Croix-Rouges — il y avait là une dernière catégorie, celle des « spéculateurs ». On y rencontrait des représentants du gros négoce, comme Alexandre Nicolaïévitch Prokhorov, détenu pour avoir distribué aux ouvriers de sa ci-devant fabrique des gratifications de fête ; le tribunal lui infligea pour ce geste quinze ans de camp de concentration, mais bientôt, grâce aux instances des ouvriers, il fut mis en liberté sous cautionnement. On y voyait des brasseurs d'affaires mûrs d'entre les ex-agents de change, des mercantis et des petits trafiquants, des représentants de grandes maisons russes et étrangères, tous plus ou moins en contravention contre la loi. Ce groupe, assez nombreux et solidaire, de compagnons rusés, roublards, dont chacun avait à sa disposition un communiste influent, se la coulait douce en prison. Ce groupe était exempt de toute vexation ; les cachots en étaient propres, blanchis à neuf, le chauffage bien organisé et l'éclairage tout bonnement éblouissant. Peu scrupuleux dans leurs expédients, ces gens graissaient la patte à toute l'administration, se ménageaient des entrevues fréquentes avec

les parents, les avocats, les amis, faisaient en ville des « commissions pour la prison », visitaient leurs « home », dirigeaient l'enquête sur leurs propres procès, obtenaient un jugement prompt ; condamnés à cinq, dix, quinze ans de camp de concentration — ils circulaient un mois plus tard par la ville en autos, à titre de spécialistes irremplaçables dans telle branche de l'administration économique. Ils frayaient amicalement avec les autorités, étroitement liés, unis avec les juges d'instruction de la Tchéka par des intérêts communs de lucre. Souvent, ils faisaient la noce en leur compagnie avant et après la détention, quelquefois même pendant leur séjour en prison, dans divers repaires ; selon l'usage, ils y « perdaient au jeu » de grosses sommes. Bon nombre de ces gens n'étaient autres que les agents privés ou secrets de la Tchéka. Souvent, il était difficile de se rendre compte où finissait le tchékiste et où commençait le mercanti.

D'ailleurs, cela se passait non seulement dans le milieu des mercantis, mais cela crevait les yeux dans le milieu des criminels de droit commun, des cambrioleurs, des pillards ou bandits suivant la terminologie soviétique.

Je me souviens de l'arrivée, à Boutyrki, d'une commission spéciale de la Tchéka de Moscou en vue d'appliquer l'amnistie de mai. Suivant la tradition établie de longue date, depuis l'époque des premiers Romanov, l'amnistie en Russie s'étendait principalement — si ce n'est exclusivement — sur les criminels de droit commun et les concussionnaires. C'était le cas de toutes les amnisties de mai et d'octobre ; il en fut de même le 1^{er} mai 1919.

Sur le cachot 55, où étaient détenus exclusivement les bandits syphilitiques, ce qui leur valait l'isolement de tous les autres prisonniers, se ruèrent en foule « les hommes de cuir » (sobriquet des tchékistes en raison de leur uniforme favori : veste, képi et culotte de cuir). Tous armés d'un, quelquefois de deux revolvers, de sabres et poignards exotiques, de coutelas, tous visiblement ivres et marchant en zigzags. Un court instant de silence, de surprise, puis..... une salve de compliments mutuels et de cris joyeux : « Iouzka, Piétka, Stassik,

lanek..... » Des accolades, des embrassades, des tapes amicales, des locutions énergiques. Le témoin accidentel de cette touchante rencontre d'amis avait pu constater, sans peine, que tous ces gaillards, ceux qui étaient là pour l'application de l'amnistie et les détenus du cachot 55 étaient des assassins et des cambrioleurs professionnels, membres de la même bande polonaise qui avait travaillé pendant longtemps en bloc et s'était divisée depuis. Les uns prirent du service dans la Tchéka, ce qui est plus sûr et plus lucratif au temps où nous sommes, les autres se laissèrent prendre et se trouvèrent enfermés à Boutyrki. Faut-il ajouter que ces derniers « se ravisèrent bientôt, firent pénitence », furent amnistiés et allèrent établir le communisme dans les villes et les bourgs de ce qui avait été l'empire russe, en continuant à vivre largement et en pleine sécurité à titre de commissaires.

On pourrait citer un nombre prodigieux de cas où les éléments criminels et « mercantis » se mêlent aux éléments tchékistes officiels. Pour plus de clarté, je veux rappeler un exemple remarquable.

Après une longue période particulièrement sanguinaire, en 1918, on s'était dégoûté dans les hautes sphères du parti communiste — peut-être bien à défaut d'habitude — de cette méthode d'implanter le communisme en Russie et la Tchéka tomba en disgrâce. La Loubianka, jusque-là encombrée d'autos, de fiacres, aux heures de réception, devint déserte; sur la porte du local sinistre de l'Emtchéka, s'étalait l'enseigne candide de la section économique d'une administration quelconque et l'annonce de la conférence du professeur Reissner au club de l'Emtchéka sur un sujet parfaitement inoffensif. Bref, tous les signes extérieurs démontraient la déchéance, le désarmement. Des bruits couraient dans les milieux dirigeants qu'on allait définitivement abolir la Tchéka. L'abattement et la confusion régnaient dans cette institution. Il est vrai que pendant le congrès des soviets, Lénine lui-même, afin de conjurer tout danger, se rendait au club de la Tchéka et y prononçait des discours de remerciements et de louanges à l'adresse de la dite Tchéka; forcément, il rappelait

ainsi Nicolas II remerciant ses braves « phanagoriens » (1) de leur valeureux exploit contre les ouvriers séditionnels. Or, tous ces signes de considération, les décorations du « Drapeau rouge », etc., ne réussirent pas à apaiser l'effervescence parmi les tchékistes. Alors se produisit à Moscou une série de cambriolages d'une audace inouïe, d'assassinats et de coups de feu partant d'autos mystérieuses qui visaient au passage les soldats de la milice. L'Emtchéka s'acharnait en vain à dévoiler les cambrioleurs audacieux. Moscou était terrorisé. La panique s'empara des esprits, et les cambriolages, toujours plus hardis, toujours plus effrontés, tombaient dru sur les têtes des habitants affolés. La prouesse finale de ce banditisme fut l'enlèvement de l'auto, du portefeuille et du revolver de Lénine « lui-même ». La Tchéka Panrusse recouvra dès lors la liberté d'action. Dzerjinski promulgua un ordre du jour sévère suivi de l'avis sacramentel : « Seront fusillés », etc... les cambriolages cessèrent comme par enchantement.

Dès l'année 1918, cette bizarre omnipotence de la Tchéka Panrusse paraissait très louche. Or, détenus à Boutyrki, nous en pénétrâmes tous les dessous. Il est constaté que Lénine aussi avait soupçonné les machinations de la Tchéka dans toute cette épopée ; il chargea un certain Dmitriev, ancien détective très expérimenté, possesseur du chien policier « Trèfle », de célèbre mémoire, de procéder à une enquête et de découvrir les coupables. Lénine se rendit garant de l'inviolabilité de Dmitriev, lui donna carte blanche et un crédit nécessaire pour ses démarches. Quelque temps après, Dmitriev lui présenta toute une série de photos de cambrioleurs dont plusieurs étaient des commissaires de la Tchéka. Lénine en resta tout penaud.

Les bandits furent fusillés, les commissaires obtinrent un avancement, quant à Dmitriev... bientôt il se vit traduit en justice pour une affaire fortuite et controuvée ; il y fut condamné « à la peine suprême » (2) et, uniquement grâce aux

1. Régiment d'infanterie.

2. Euphémisme soviétique pour signifier la peine de mort.

instances de Lénine, l'affaire finit par cinq années de camp de concentration. D'ailleurs, à cette heure, Dmitriev est au mieux avec ces ennemis d'hier, car on raconte que dans les environs de Moscou, il a installé une pépinière de limiers de police et, je le présume, ces révélations ne porteront pas atteinte à leur amitié rétablie.

IV

Le groupe le plus nombreux, le plus apeuré et le plus amorphe était celui des simples particuliers détenus par milliers et par dizaines de milliers; on les emprisonnait couramment pour de longs mois, souvent pour des années, sans qu'ils se doutent du délit qu'on leur imputait. En majeure partie, ils étaient pris dans un guet-apens, ou bien ils figuraient sur une liste de suspects, dans quelque dénonciation; le plus souvent, ils étaient arrêtés tout simplement à propos de bottes. Quelques-uns de ce nombre étaient placés « contre le mur » en continuant à ne pas comprendre pour quel délit ils furent arrêtés, pourquoi on les dépouillait de leurs vêtements et allait les fusiller. Tous les deux, trois mois, la Tchéka découvre de nouvelles soi-disant conjurations, aposte pendant trois, cinq et même dix jours, des embuscades dans les logis des conjurés et traîne à Boutyrki des troupes de gens de tout rang, de tout âge et de toute condition. Ils souffrent le martyre dans les quarantaines, puis se dispersent dans les couloirs, et malheur à qui n'a pas de protecteur influent au dehors. Ces individus sont incarcérés sans avoir subi le moindre interrogatoire, ils adressent sans discontinuer des sommations à la Croix-Rouge politique. Leurs dossiers s'égarent généralement, vu les mutations rapides des juges et la rage de déplacement commune aux bolcheviks; les effets des prévenus, saisis à domicile, disparaissent; à leurs logements saccagés l'on a apposé les scellés, et leur emprisonnement n'en finit plus. Il y avait des prévenus qui firent deux ans de prison et dont la présence à Boutyrki avait causé de la stupéfaction à maintes commissions de contrôle et d'élargissement.

Or, il est aisé de se rendre compte de l'échelle sur laquelle étaient opérées les arrestations, si l'on considère que les embuscades se tenaient des semaines durant dans les magasins et que l'on arrêtait tous les clients et acheteurs. Chez Daziaro, par exemple (la plus grande maison d'objets d'art, à Moscou), l'embuscade permit d'arrêter près de six cents personnes. A la direction de la « Cause du peuple » (« Diélo Naroda ») (1), on en avait arrêté plus d'une centaine.

A l'époque de la détention des « Cadets », en juin et août de la même année, près de trois cents hommes furent envoyés à Boutyrki. On arrêtait des écoles entières, depuis les maîtres jusqu'aux portiers; l'école de camouflage, l'école d'artillerie, des états-majors d'armée entiers jusqu'au plus humble gratte-papier, etc. Bien entendu on perquisitionnait soigneusement dans les domiciles de ces centaines et milliers d'hommes; tout ce qui présentait plus ou moins de valeur était enlevé pour disparaître à jamais sans traces, les embusqués dévoraient toutes les provisions; or, en ce temps de famine, existe-t-il quelqu'un qui ne fasse pas des provisions pour une, deux semaines et plus?

En considérant cette méthode de ravitaillement des tchékistes, on comprendra tout le système de ces perquisitions, détentions, embuscades, râfles et battues. Favorisés par leurs supérieurs, ces provocateurs consommés avaient découvert une fameuse source de profit dans chaque affaire de spéculation, le juge d'instruction touchait 5 % sur la somme de la transaction par lui découverte. Il est facile de s'imaginer le vaste champ que les décrets innombrables sur la prohibition du commerce, voire même de tout échange de marchandises, avaient ouvert à ce genre de faiseurs.

Je puis signaler un exemple des procédés de M. Novojonov — un fameux de la Tchéka — il avait commencé par aposter auprès d'un « bourgeois » riche tout d'abord, un émissaire qui s'évertuait à lui imposer l'achat d'un lot de sucre à un prix ridiculement bas; puis il lui détacha deux autres agents pro-

1. Quotidien des socialistes révolutionnaires.

vocateurs qui demandaient à leur homme de leur procurer du sucre en lui faisant des propositions les plus séduisantes sur les conditions de remboursement, d'avance, etc. L'homme avait peur, se débattait contre ses tentateurs, mais, en fin de compte, céda, mordit à l'hameçon et devint la proie de celui qui avait déclanché toute cette affaire. Pendant l'été 1919, les « novojones » — c'était le sobriquet des spéculateurs truqués de cette espèce — occupaient à Boutyrki deux et même, pendant un certain temps, trois chambres. Ce système de provocation n'a pas été aboli jusqu'à l'heure actuelle; au contraire, il vient de revêtir un caractère plus général, s'étendant aux affaires politiques et qualifié par Dzerjinski dans le procès du fameux socialiste-démocrate Krokhamal comme un « stratagème de guerre » parfaitement licite.

Or, souvent ces affaires de provocation tournent à la tragédie. Alors que Dénikine occupait Kharkov, un émissaire secret de la Tchéka Panrusse se rend clandestinement à Moscou. Parmi ses connaissances, les officiers blancs, il fait une collection de messages à l'adresse de leurs relations et parents à Moscou. Il note ponctuellement toutes les adresses, etc., dans son calepin et puis, une fois à Moscou, il remet cette liste à la Tchéka afin de cueillir les indésirables. Ils sont tous incarcérés à Boutyrki et inculpés de relations avec les blancs et d'espionnage. Dans ma mémoire s'est vivement gravé le cas de Chapinski, un jeune entomologiste attaché pour des recherches scientifiques à l'académie de Pierre-le-Grand. L'un des émissaires bolchevistes s'était procuré l'adresse de Chapinski chez un officier blanc, ancien étudiant de ladite académie; le mouchard bolcheviste se présenta chez Chapinski pour le saluer de la part de son ami. Chapinski répliqua qu'il ne se souvenait pas de ce nom. « Eh bien, il disait que si vous l'avez oublié, il faut vous ressouvenir que vous avez travaillé ensemble dans le laboratoire. » — « Il se peut bien; aussi merci des salutations. Comment va-t-il? » Et la conversation continua sur ce sujet anodin. Pendant la nuit, on fait une descente chez Chapinski logé à l'Institut. Il n'était pas chez lui; or, son ami Modestov avait reçu la visite de sa sœur venue de

Moscou, et avec le consentement de Chapinski, elle coucha dans la chambre de ce dernier. Ainsi on arrête Modestov pour ses relations avec Chapinski, la sœur de Modestov (qu'on avait d'ailleurs remise bientôt en liberté), et on installe une embuscade chez Chapinski. De bon matin, il revient par le tramway. Un de ses amis demeurant dans le même local et qu'il rencontre lui donne cet avertissement : « N'allez pas chez vous, toute la nuit durant on y a perquisitionné ; il y a une embuscade. On a arrêté Modestov et sa sœur. » — « Allons donc ! Ça n'a pas de sens commun. On n'a pu rien trouver chez moi, c'est un malentendu, j'y cours et je tire cela au clair. » Mal lui en prit. Modestov fut détenu à Boutyrki près d'une année et n'en sortit que grâce à l'intervention énergique du professeur Tarassévitch, comme un savant de haute valeur. Chapinski, lui, fut fusillé en septembre à titre de contre-révolutionnaire et pour venger l'explosion dans l'impasse Léontiev. Cependant, ainsi que Modestov, il était parfaitement étranger à toute activité politique, s'étant voué uniquement à la science.

Encore un incident : ils sont innombrables. Le docteur Nicolas Pavlovitch Voskressenski avait fait dix-huit mois d'emprisonnement au secret, dans une cave, à cause de son prénom. La Tchéka recherchait un certain conspirateur « Nicolas Pavlovitch » qui portait l'uniforme militaire et faisait de fréquents voyages de la gare Nicolas. Dans ses recherches, cette Tchéka tomba sur Voskressenski, lequel en effet allait souvent chez sa mère à Kline et achevait d'user son uniforme de major. Et il demeura pendant dix-huit mois littéralement à l'article de la mort avant que le malentendu fût élucidé. Les alibis, les confrontations, etc., n'aboutissaient à rien.

Voilà Paul Fédorovitch Kistiakovski revenu de la Sibérie dans sa ville natale Kiev après vingt ans d'exil. Ici, gouvernait Scoropadski et Igor Kistiakovski, son parent éloigné était ministre. Par malheur, de passage à Samara, Paul Kistiakovski avait emporté une carte postale adressée au professeur Pogodine par sa femme, qu'il s'était chargé de mettre à la poste en Ukraine. Pendant la visite à la frontière, il ne l'avait pas cachée, ne présumant rien de répréhensible en une carte don-

nant des nouvelles sur la santé, etc. Combien de fois pendant ses trois années de prison avait-il maudit cette carte et sa complaisance ! Combien de fois, pendant les fusillades en masse, avait-il vu la mort de près à cause de son nom de famille ! Son salut, il le devait exclusivement à ce que son procès avait entraîné pendant la période néfaste au commissariat des affaires étrangères. Plus tard, Scoropadski fut renversé, Igor Kostia-kovski émigra et son homonyme fut oublié.

On pourrait énumérer à l'infini ces exemples de détention arbitraire, car, je le répète, les détenus de ce genre présentaient et présentent la majorité parmi les prisonniers à Boutyrki et constituent un des revenus principaux des tchékistes de grande, de moyenne et de petite envergure.

V

Nous avons vu défiler les types les plus hétéroclites de « délinquants » détenus dans la prison bolcheviste. Pour la plupart, c'étaient des gens que la malchance y amenait à l'improviste, par surprise ; ils subissaient dans cet enfer des railleries et des privations de toute sorte. Mais tout cela — les vexations physiques et morales — n'était que peu de chose auprès de l'appréhension du lendemain que les fusillades perpétuelles et souvent non motivées avait suscitée chez les prisonniers. Aucun d'eux, littéralement, jusqu'aux socialistes, ne pouvait être rassuré ; demain, peut-être, un comité secret, une assemblée secrète quelconque va décréter sa mort et dans la soirée il sera sommé « en ville avec ses effets », ce qui signifiait l'exécution par la fusillade.

Un cas nous permit de jeter un coup d'œil dans le sanctuaire et sur les procédés dudit Comité.

A Boutyrki était incarcéré un homme d'aspect et de condition vague. Il s'appelait Korsak. On ne réussit pas à élucider quel délit il avait commis. Seulement, il était notoire qu'avant la révolution il était attaché au service de l'Institut archéologique. Il disait qu'on lui incriminait la reddition de Helsingfors.

Il déclarait faire partie du « Bound » (1), bien qu'il fût catholique et d'origine polonaise. Au sujet de cet homme, le juge d'instruction de la Tcheka moscovite Krukovskoï fait un jour comparaître devant lui un socialiste révolutionnaire incarcéré et lui débite ce qui suit : « Hier, en traversant la chambre du tribunal qui était en train d'examiner les dossiers des accusés, je surpris le nom de Korsak. Avant la révolution, je travaillais à l'Institut archéologique et y rencontrais cet individu. Que représente-t-il, ce type-là ? Qu'en pensez-vous ? » A la réponse étonnée du S.-R. : « Vous en savez plus long que moi, puisque c'est vous qui l'avez fait arrêter et que vous le détenez », Krukovskoï répliqua : « Ma foi, il est condamné à la peine capitale ; heureusement, son nom me revint au passage. Je crois qu'il n'y a aucune raison de le fusiller. Qu'en dites-vous ? Le comité n'a pas fait objection à mon intervention et me chargea de l'enquête sur cette affaire. De ce pas, je vais lui faire subir un interrogatoire. A cette heure, je tiens sa destinée. Quel est votre avis, a-t-il mérité la peine capitale ? » Korsak ne fut pas fusillé. Or, sa vie ne tenait qu'à un fil. Les séances mystérieuses du collège des juges se passent entre trois membres du bureau, qu'on remplace tout le temps. Ce n'est point pour rien que Dzerjinski, à l'approche de la saison des fusillades (juillet-octobre-décembre de 1919), se hâta d'enlever au juge d'instruction tous les dossiers des socialistes et les mit sous clef dans son armoire afin d'éviter les éventualités possibles....

Quant à ceux qui n'étaient pas socialistes, aux personnes n'appartenant à aucun parti ou attachés à un parti sans intérêt pour le gouvernement, — ceux-là pouvaient et devaient chaque soir prêter en tremblant l'oreille aux pas dans le couloir, aux coups de trompe des autos devant la porte d'entrée, au déclic de la serrure.

L'affaire de chacun de ces infortunés pouvait tomber entre les mains des massacreurs, chacun pouvait tirer un mauvais numéro.

1. Parti social-démocrate juif.

A proprement parler, les fusillades allaient leur train tout l'été durant; une, deux fois par semaine, un convoi de ces malheureux partait de Boutyrki. Souvent cet appel « avec les effets », se produisant le soir (le matin on emmenait les détenus « avec les effets » pour l'interrogatoire), était pratiqué par l'instruction comme modalité de la torture. Et il était difficile de démêler dans ce chaos et à défaut de toute garantie, si on les emmenait pour les fusiller ou si ce n'était là qu'un procédé d'intimidation, appliqué à fin de leur arracher « un aveu spontané » ou de les faire « nommer leurs complices ». Par des moyens inconnus, les habitants de la prison apprenaient sans faute l'arrivée de l'auto fatale, et un peu plus tard, quelquefois le même jour, les noms, la catégorie et l'endroit du dernier domicile (cachot, couloir, corridor) des malheureuses victimes. Des rumeurs sur les fusillades même parvenaient aussi, l'administration en jasait dans les bureaux, et ces renseignements parvenaient jusqu'à nous. C'est ainsi qu'en février nous avons appris que le docteur Stakovski, condamné à être fusillé pour avoir été agent provocateur sous le régime tsariste, s'était ouvert les veines dans la tchéka de Moscou, afin de se soustraire à l'exécution. En février, mars, avril, mai, juin et juillet, on fusillait des détenus cellulaires d'après les sentences des tribunaux, ou des bandits pris en flagrant délit, des gens qui connaissaient leur sort depuis un ou deux mois et s'étaient déjà habitués, jusqu'à un certain point, à l'idée d'une mort inévitable. Il est vrai que ces détenus, qui étaient là, à côté de nous, s'affolaient le soir, devenaient livides en apprenant l'arrivée du *commissaire de la mort* Ivanov (c'était lui qui venait habituellement de la Tchéka pour emmener les condamnés). Néanmoins, c'était, pour ainsi dire, une chose qui tenait aux mœurs de la prison; celle-ci s'y habituaient, elle accompagnait d'un silence anxieux le départ du malheureux, la chambrée se recueillait un moment. Quelques-uns essayaient de le réconforter, — peut-être ce ne serait qu'une fausse alerte. L'atmosphère était lourde, mais il n'y avait pas de panique. Seuls, étaient secoués par l'épouvante les condamnés qui se mettaient en quatre pour détourner

l'épée de Damoclès à force de délations et d'obséquiosité et la faire tomber sur la tête de n'importe quel autre, fût-ce celle du voisin ou du camarade.

Pendant l'été de cette année, il ne se produisit qu'un seul incident qui avait mis en émoi toute la prison. Arrêté sur l'inculpation d'avoir transporté en Ukraine des bijoux, Malichevski-Joulavski, officier polonais qui avait été attaché, paraît-il, au service du contre-espionnage fut condamné à être fusillé. Son recours en grâce adressé au Comité exécutif Panrusse avait fait suspendre l'exécution. Les jours, les semaines s'écoulaient; le condamné s'affole, comme de raison. La Croix-Rouge fait des démarches, lui inspire confiance. Enfin, le 2 juin, arrive la communication que sa pétition est rejetée. Malichevski en perdit toute sa présence d'esprit, eut une attaque de nerfs. Il fut impossible de calmer ce malheureux et le ramener à la raison. Il pousse des sanglots, déchire ses vêtements, se roule sur sa couchette. Soudain, le commandant fonce dans le cachot un papier dans ses mains. « Rassurez-vous, la Croix Rouge et votre avocat viennent de téléphoner qu'à la dernière minute le Comité Panrusse a commué la peine de mort en dix années de camp de concentration. » On peut se dire la joie délirante de cet homme ranimé, ressuscité à la vie ! Les compliments, les vœux des voisins se suivaient à n'en plus finir. Tout le cachot avait pris un air de fête. Or, deux heures après, l'auto l'emportait au tribunal révolutionnaire où cette nuit même il fut fusillé. La grâce expédiée par le Comité subit un retard en route pour ce tribunal. Malgré l'avertissement réitéré par téléphone du commandant de la prison, touchant l'information officielle de la Croix-Rouge, malgré les réclamations du condamné et l'indignation de toute la prison, le secrétaire du tribunal demanda l'extradition du condamné et celui-ci quitta la prison avec courage et sans peur marcha à la mort, ce dont fait foi sa lettre officiellement envoyée du tribunal et son testament. On affirmait que sa grâce pouvait compromettre certaines personnes, car il savait trop de choses et pouvait dans la suite soulever le voile sur l'organisation du transport des joyaux et la disparition de

ceux qu'on lui avait confisqués. Or, ni dans le procès-verbal, ni parmi les pièces à conviction ne se retrouvaient les propos qu'il avait maintes fois tenus en prison.

Cet incident qui avait eu lieu, non pas dans la Tchéka où tout se fait en secret et en famille, mais au tribunal révolutionnaire, mit la prison en émoi pendant longtemps et tout d'un coup l'atmosphère y devint suffocante.

Mais la panique, la vraie, fit son apparition en août et en septembre, lorsque la Tchéka commença à fusiller en masse les bandits, les conspirateurs, les mercantis et les voleurs des trains; tous les jours, l'auto noire emportait plusieurs hommes : tantôt c'étaient des gens qu'on arrachait du cachot où leur séjour datait d'hier seulement, tantôt on fusillait des soldats rouges pour avoir volé dans un wagon quelques livres de sucre; maintes fois on menait à la boucherie des gens parfaitement innocents, victimes d'une brutale provocation. Dans leur affolement, ces gens tout à fait inoffensifs, saisis dans les embuscades, ne se possédaient plus, se cachaient sous les lits à l'appel sacramentel : « Un tel, en ville avec les effets et plus vite que ça ! » qui grondait à une heure indue du matin. Venait d'habitude le président du groupe communiste Linkévitch, qui ordonnait le verrouillage des cachots (les portes restaient ouvertes pendant le jour dans quelques corridors) et on faisait à tour de rôle l'appel de tous ces Ivanov, Pétrov, Stépanov, de tous ces humbles gens qui, hier encore, demandaient candidement à la Croix-Rouge : « Quand donc va-t-on me faire subir l'interrogatoire ? » Dans ces listes de mort étaient également englobés des hommes tels que ce boucher de la place Myousskaïa qui avait eu l'audace d'appeler publiquement « épouvantails » les monuments ineptes en l'honneur de Marx et d'Engels, dans le nouveau style soviétique, érigés sur la dite place. On avait fusillé Annibal, homme de lettres, pour avoir envoyé des articles sur la Russie soviétique dans les journaux étrangers, comme espion de l'Entente; on livrait à la fusillade des individus tels qu'Ogorodnikov, détenu au camp pendant un an pour avoir participé au récent complot des « cadets », ce qui était

matériellement impossible vu son emprisonnement. On fusillait des aliénés avérés comme Drizen exécuté pour détournement des denrées de alimentaires dans l'établissement où il servait. Les médecins aliénistes, à l'unanimité, avaient témoigné de son irresponsabilité dans ses faits et gestes ; or, l'ignare Linkkévitich s'en tenait à sa propre expertise : il demandait à l'inculpé son nom, s'il savait où il se trouvait, et satisfait de ses réponses positives, constatait l'état normal de Drizen qui fut fusillé.

La prison était plongée dans la douleur. On avait oublié la lutte pour l'amendement du régime, tous les déboires quotidiens furent mis de côté. On ne respirait que pendant les premières douze heures du jour. Les douze heures suivantes s'écoulaient dans l'attente du commissaire de la mort, le camarade Ivanov et de sa sinistre auto. Il n'y a guère à s'étonner que le juge de paix de Moscou, Kropotkine, personnage renommé pour son activité libérale, ait été frappé d'apoplexie lorsque, sur le soir, on vint le chercher avec les effets, et le surveillant — une brute — n'ajouta pas qu'on l'emmenait à l'hôpital. « Grouille-toi avec les effets et, plus vite que ça. » Kropotkine mourut sans reprendre connaissance.

Or, le nombre des complots découverts augmentait sans cesse, la prison s'emplissait de cadets, de professeurs, d'artistes — l'élite de la science et du génie russe. Les fusillés étaient perpétuellement remplacés par de nouveaux détenus contre-révolutionnaires. Et ceux-là, non moins et peut-être plus que les autres, se laissaient aller à la panique, bien que la grande majorité n'ait commis aucun acte hostile au pouvoir soviétique. Mais était-ce là une garantie contre ce bref et dernier voyage à la Tchéka, en compagnie d'Ivanov ?

Les attaques de nerfs, les psychoses, la folie hystérique sévirent. La nervosité s'était emparée des détenus, de l'administration ; et les affres des parents en liberté, privés d'entrevues avec leurs aimés, n'en recevant pas de lettres, étaient au-dessus de toute description. Faut-il s'étonner que la plupart ne dormaient pas la nuit jusqu'à deux ou trois heures, se levaient à quatre ou cinq heures et déambulaient sans répit

dans les celluls et les couloirs. L'un de ces infortunés, Zelbitski, membre de l'*Ouprava* (1) de la ville de Moscou, après avoir vécu dans cet état d'esprit plusieurs mois en prison, s'était pendu trois jours après sa mise en liberté. Il devint la proie d'une idée fixe, persuadé qu'on allait décidément le fusiller ; n'avait-il pas été, en l'an 1917, membre du parti des cadets ?

Or, c'est dans cette suffocante atmosphère que retentit l'écho de l'explosion dans l'impasse Léontievski où siégeait le comité moscovite du parti communiste russe, le 23 septembre, à neuf heures du soir.

La soirée était sereine, la prison vivait dans une anxiété fiévreuse, habituelle à la tombée de la nuit. Tout à coup, on entendit le fracas d'une explosion ; la plupart n'y virent rien d'insolite, quelques-uns néanmoins dressèrent l'oreille ; ce bruit sourd leur paraissant par trop familier. En moins d'une demi-heure, les corridors retentirent de furieux commandements : « Fermer toutes les portes, ne laisser passer personne. » Déclat des verrous, corridors regorgeant de soldats armés — on aperçoit par la fenêtre des mitrailleuses traînées dans la cour. — Le remplaçant de Liakhine, Marcov, — un tchékiste combattif venu du front — avait, en une demi-heure, mis la prison en état de siège, s'était armé jusqu'aux dents, avait préparé les grenades à main et provoqué une telle épouvante que les tristes pensionnaires de la prison tremblaient de tous leurs membres. Une heure plus tard, nous fûmes au courant de tout, et le cœur plein d'effroi, nous nous attendions à des horreurs. Les journaux du matin apportèrent les détails et l'assertion catégorique des gouvernants que ce n'était point le fait des « anarchistes opposants », mais que des officiers de la garde blanche avaient, sous le masque des anarchistes, essayé de porter un coup de Jarnac, etc... Par avance, je dois souligner que la plus rigoureuse enquête et l'aveu des détenus avaient incontestablement démontré que l'explosion était l'œuvre des anarchistes et du groupe extrême des Socialistes-Révolutionnaires (les Tchérépanovtzi) ;

1. *Ouprava*, conseil municipal.

or, le livre rouge de la Tchéka (qui d'ailleurs ne vit pas le jour et fut confisqué sitôt imprimé) avait mis en évidence que les officiers de la garde blanche étaient complètement étrangers à ce complot, tandis qu'une certaine Mania de la Tchéka y jouait un rôle. Quand même, le châtiment fut prompt et féroce, cette nuit même.

D'après le récit de Zakharov, commandant de la Emtchéka, du lieu même où éclata la bombe, Dzerjinski, pâle comme la mort et fort ému, se rendit dans la Tchéka de Moscou et décréta l'ordre suivant : « Fusiller d'après les listes, tous les cadets, les gendarmes, les représentants de l'ancien régime, et n'importe quels princes et comtes qui se trouvent dans toutes les maisons de détention à Moscou, dans toutes les prisons et les camps. » C'est ainsi que de par l'ordre d'un seul homme étaient condamnés incontinent, à une mort immédiate, des milliers d'êtres humains.

Il nous est certainement impossible de dénombrer avec précision les victimes massacrées durant cette nuit et le jour suivant, mais en faisant les calculs sur une échelle modique, le chiffre des tués se compte par centaines. Le lendemain, cet ordre fut abrogé par l'intervention du comité exécutif panrusse et du comité central du parti communiste russe.

Le 26 septembre, à midi, on fit sortir de Boutyrki le premier convoi et on l'emmena directement au parc de Pierre-le-Grand où fut effectuée la fusillade ; les caves de la Tchéka où d'habitude ont lieu ces tueries étaient, paraît-il, occupées de son propre « travail » ; il n'y avait pas de place pour les détenus de Boutyrki. Ce premier convoi comprenait Makarov, Dolgorouki, Græsser et Tatistchev. Makarov conserva sa fermeté jusqu'à la fin. On vint le chercher à midi, juste à l'heure du dîner. A l'appel fatal : « En ville avec les effets », il répondit avec sérénité : « Je suis prêt depuis longtemps. » Lentement, il rangea ses affaires en bon ordre, mettant de côté les choses de valeur pour être expédiées à sa famille qui mourait de faim à Pétrograd, puis il fit ses adieux à la chambrée abasourdie de ce courage. Ses voisins le décidèrent à écrire une lettre d'adieu aux siens. Plusieurs retenaient à

grand'peine leurs larmes, les plus acharnés tchékistes eux-mêmes ne le bouscullaient pas comme d'habitude et, les yeux baissés, se tenaient silencieux près de la porte. Makarov s'assit auprès de la table, toujours profondément recueilli. En finissant sa lettre, il mit : « On est venu me chercher, probablement pour la fusillade, j'y vais tranquille, je pense à vous avec douleur, que le bon Dieu vous protège. Votre malheureux papa. » En voyant l'abattement, les larmes tout autour, il se hasarda même à plaisanter. Il s'adressa à un Soc.-Rév. qui se trouvait par hasard dans la chambrée et l'invita de fumer en sa compagnie par devant la mort le calumet de paix. Puis, enroulé dans sa couverture (la pelisse, il l'avait envoyée à sa femme), la plus mauvaise de ses deux pipes entre ses dents (la meilleure fut envoyée de même aux siens), ayant fait ses adieux à ses voisins avec un calme compassé, droit, austère, tranquille, il sortit d'un pas mesuré dans le corridor, apparut au passage dans la cour, toujours calme, droit comme un cierge et recueilli ; puis il jeta un coup d'œil par la fenêtre de la chambre des « manes », — local d'où l'on emmenait à la fusillade — et disparut. Dolgorouki aussi marcha en silence, un sourire insouciant figé sur ses lèvres. Hélas, je doute que les effets choisis par Makarov avec tant de sollicitude fussent jamais parvenus à sa famille. Makarov les avait confiés aux bons soins de Korsak, son compagnon de cellule, qui lui promit de les expédier incontinent. J'ai entendu dire que sa montre en or, la chaîne et le médaillon offert à Makarov, paraît-il, par ses collègues de Saratov, se trouva en possession du provocateur Léité, massier en la prison cellulaire, et l'on vit la pelisse de Makarov sur le dos de Korsak l'hiver suivant.

Puis les fusillades se produisirent en masse, et c'est alors que les listes dressées par les agents de Liakhine à une époque comparativement paisible devinrent utiles. La Tcheka demanda à l'administration des listes selon la formule magique de Dzerjinski : aristos, bourgeois, ministres. L'administration s'était adressée aux scribes militaires incarcérés ; or la plupart se refusèrent. Alors on s'en rapporta aux listes des

Bortnikov, des Daïanov, des Léité. Je m'arrête à ce dernier pour un court moment. Ayant sur le front le commandement d'un détachement à destination spéciale, il avait préparé un attentat contre un encaisseur. L'un des membres de son équipe, avec laquelle il élaborait son plan d'attaque, l'avait trahi, et Léité avec ses gaillards tomba lui-même dans le guet-apens. A la suite d'un bref combat, Léité fut pris, conduit à Moscou, condamné par le tribunal à la fusillade. Or, grâce aux délations et aux provocations incessantes, il fut un an plus tard, rendu à la liberté et nommé commissaire dans la Tchéka. A notre époque, il était déjà en faveur, était nommé massier de la prison cellulaire pour hommes, pillait sans pitié ni vergogne les prisonniers, volant le pain, le tabac, le sucre, etc... Il usait de la provocation sur une vaste échelle auprès des nouveaux prisonniers, en interrogeant les naïfs portés à se confier au massier, ne se doutant pas qu'il n'était pas élu, mais nommé, qu'il se rendait à peu près tous les jours au tribunal où il portait témoignage dans les affaires dont il avait pénétré le fond, sous le masque de massier. Dans les cellules étaient enfermés les « criminels » les plus importants. Léité fut chargé d'en dresser la liste se basant sur les données ci-dessus mentionnées. Il composa cette liste, en se vengeant de ses griefs personnels contre ceux qui avaient dévoilé ses trahisons ou ne voulaient demeurer ni entrer en relation avec lui, lorsque sa connivence avec la Tchéka fut connue. Une des victimes de Youry Léité fut ce jeune entomologiste dont il a été question au chapitre précédent. C'est dans ses mains que Korsak avait remis tous les objets de valeur ayant appartenu à Makarov, sans qu'on en sût la raison.

Au nombre des détenus cellulaires, se trouvait un petit clerc jeunet arrêté fortuitement pendant une embuscade dans un local attenant à son bureau. Soit qu'il se trompât par hasard de porte, soit qu'il allât chez ses voisins pour donner un coup de téléphone, il tomba dans le guet-apens; toutefois, il était évidemment étranger à l'affaire. Cependant, Léité l'avait porté sur le registre en qualité de prince ou de

comte, pour se venger ; il y avait eu discussion au sujet d'une fraude dans le poids du tabac ou du sucre. Les mêmes jours, furent aussi fusillés les jeunes Konovnitsine, amenés dans la Tchéka du camp où on leur faisait exécuter des travaux forcés ; ils devaient enterrer au cimetière les cadavres des fusillés ; étaient massacrés aussi le vieux Narychkine, le général Skrydlov (frère de l'amiral), Tsérételli, le général Zoubkov et une série infinie d'autres personnages de moindre notoriété.

Les détenus s'affolèrent ; l'administration s'affola, les bourreaux s'affolèrent de même. Un des gros bonnets de la Tchéka avait raconté que le bourreau en chef Maga, qui avait fusillé au cours de son « activité » plusieurs milliers d'hommes, — le tchékiste spécifia le chiffre monstrueux de onze mille victimes fusillées par Maga — ce bourreau, ayant un de ces jours terminé son « opération » sur 15 ou 20 hommes, se rua en hurlant : « Déshabille-toi »... sur le commandant de la prison de la Vétchéka, Popov, qui avait assisté en amateur à cette boucherie. « Les yeux injectés de sang, hideux à voir, éclaboussé de sang et de parcelles de cerveau, Maga était devenu fou à lier et terrible », disait le conteur. « Popov épouvanté se sauva à toutes jambes ; une bagarre s'ensuivit, et ce fut fort heureux que d'autres tchékistes se précipitèrent à la rescousse et ligotèrent Maga. Autrement, il aurait bel et bien zigouillé Popov », termina notre interlocuteur son horrible récit.

Des racontars monstrueux couraient la ville. Dénikine était depuis longtemps repoussé et se retirait vers le Midi. Il était temps d'en finir avec ce festin sanguinaire. Aussi, selon la motion de la Tchéka panrusse, la peine capitale fut-elle abrogée le 14 janvier 1920. Or, en abolissant la peine de mort, la Tchéka ne put s'abstenir d'un dernier geste. L'ordonnance de la Vétchéka était déjà promulguée, elle avait déjà paru dans les journaux, et cependant, dans la cour de la Tchéka moscovite, on fusilla à la hâte cent soixante hommes gardés dans les caves, les prisons, les camps ; du nombre de ceux qu'il était impossible de laisser en vie selon le senti-

ment du « collège ». Furent tués entre autres, les condamnés qui avaient déjà purgé la moitié de leur peine, tel l'inculpé de l'affaire Lokhart-Khvalinski, condamné, même dans ce cruel procès, à cinq ans de camp seulement. On fusilla pendant le 13 et le 14. Le matin, on avait amené de la Tchéka moscovite à l'hôpital de la prison, un homme dont la tête était percée d'une balle et la langue portait une blessure. Il expliqua tant bien que mal par des signes qu'on était en train de le fusiller, mais qu'on l'avait manqué. Il se croyait sauvé : on ne l'avait pas tué sur place, mais amené à l'hôpital et on l'y avait laissé. Il rayonnait de bonheur, ses yeux jetaient des flammes ; on voyait bien qu'il ne pouvait se faire à sa chance ! On ne réussit pas à établir ni son nom ni quelle était son affaire. Le soir, on l'emmena un bandeau sur la figure et on l'acheva.

VI

La nouvelle du décret qui abrogeait la peine de mort apporta un grand soulagement. Pour la première fois depuis six mois, la prison s'emplit de bruit ; les visages s'animèrent, les bons mots, le rire, les chansons se firent entendre ; personne ne tendait plus l'oreille au bourdonnement de l'auto homicide, au piétinement des pas dans le corridor ; plus de cette angoisse constante des regards. Un certain nombre, d'ailleurs, tel Zembitski, déjà mis en liberté, ne purent jamais retrouver l'équilibre. La prison avait cru au décret bien que maint indice indiquât qu'une telle confiance était prématurée : les tchékistes, par exemple, s'esclaffaient en entendant des propos à ce sujet et disaient : « Foin de leur abrogation ! nous avons déjà fusillé ceux qu'il fallait ! » en faisant allusion à la nuit du nouvel an, lorsqu'on opéra la fusillade en masse après l'adoption du décret.

Il y avait dans le compartiment cellulaire un groupe d'officiers, mercantis, etc. Au matin de cette nuit horrible, on les fit sortir avec les effets, on les retint pendant deux heures dans le corridor, épuisés par les affres de l'attente mortelle,

puis... on les oubliâ. Le garde-chiourme qui était en fonction leur conseilla de rentrer dans leurs cellules. Pour eux, aussi bien que pour toute la prison, la situation restait dans le vague : des bruits couraient qu'on les comptait déjà au nombre des exécutés. Or, ce même décret contenait une réserve : la peine de mort était maintenue dans certaines conditions, y compris dans les localités à l'état de guerre et sur le front. Les 13 ou 14 hommes oubliés à Boutyrki furent envoyés sous une escorte renforcée quelque part près de Saratov où était proclamé l'état de guerre, et on les fusilla.

Cependant, ces exécutions en masse cessèrent à Moscou, les esprits se calmèrent et la prison s'occupa de ses soucis intimes. Or, il y en avait plus que de raison. Ainsi que je l'ai dit plus haut, le commandant Liakhine fut remplacé en été par le tchékiste Markov venu du front. De haute stature, bien fait, beau garçon, nommé officier en temps de guerre, perdant subitement la raison et se laissant aller à des accès de rage effrénée, exagérant la discipline militaire dans ses ordres et arrêts, il terrorisait au sens propre du mot les détenus et tout le petit personnel. Journallement, les plus injurieuses invectives, les plus sanglantes menaces grêlaient dru, sans rime ni raison, sur les geôliers et les prisonniers. C'est pendant son temps de service que se déclancha la grève de la faim des quatre-vingts socialistes-révolutionnaires de gauche qui dura toute une semaine, à la suite des rapines infinies qui se perpétuaient et d'autres conditions d'existence quotidienne. Enfin, ce fut encore lui qui mit au secret rigoureux le médecin Donskoï, pour avoir tenté de sauver de la fusillade de pauvres diables ostensiblement détraqués et — ce qui fut le comble — pour avoir essayé d'organiser un contrôle médical de la préparation d'aliments, afin de mettre le holà aux déprédations inouïes. Tout d'abord, Markov avait accusé ce médecin d'avoir attenté à sa vie par du lait empoisonné. Cependant, l'expertise démontra l'ineptie de l'accusation. Or, ce même tchékiste de malheur eut son tendon d'Achille. Le petit personnel acharné contre lui le surprit en flagrant délit de vol de beurre, de farine, etc., qu'il emportait dans les

seaux à charbon. Ces produits étaient dérobés à l'hôpital et à la cuisine commune des détenus. Markov et Karinkévitch son séide, qui s'était derechef remplumé à son service, furent saisis avec les provisions volées et confondus par la découverte d'un grand stock dans leurs logements; ils subirent la peine d'une année de camp et se virent privés de leurs fonctions qui leur servaient d'abri sûr contre tout danger. A l'époque de leur gestion, le chaos dans la prison avait atteint des proportions prodigieuses. Le nouveau commandant Zakharov, un ci-devant receveur des tramway, homme plus éduqué, constata la complète désorganisation des bureaux, de l'intendance et de la quarantaine. Il suffit de citer ce fait : le cachot cellulaire pour hommes contenait des groupes entiers d'« espions dangereux » qui y restaient de longs mois durant, condamnés à un régime particulièrement sévère. Or, c'étaient des gosses de seize, quatorze, dix, voire même de huit ans ! Le plus drôle de tous était un « espion » de huit ans, prodigieusement petit, même pour son âge, le citoyen Piotr Ossipovitch Pocolniss. Son odyssée est assez curieuse. Quelque part au front, dans la zone du combat, s'était perdu un petit champ de pommes de terre. Le temps était venu de bêcher. L'hiver est proche, à sa suite il entraîne la famine. Les adultes ne s'aventurent pas au champ : une balle ou la cour martiale les guettent. On y envoie petit Pierre. Voici venir les blancs, ils y trouvent petit Pierre, lui donnent le fouet et le renvoient à la maison. Le jour suivant, le gosse refuse d'y retourner. Il reçoit une râclée de son père et va continuer sa besogne. Mais voilà l'armée rouge. Avant tout, elle fait main-mise sur les patates de petit Pierre. Le gosse ne veut pas céder sa récolte. On lui flanque des coups et on le traîne à la Section spéciale; de là, habillé d'une méchante culotte seulement et sans bonnet, qualifié d'« espion », on l'amène à Moscou, à Boutyrki et on le met « au secret rigoureux ». Et quatre mois durant, la prison s'amusa aux dépens de ce mouchard en herbe qui faisait gravement les cent pas à la promenade d'un quart d'heure, affublé de savates et d'un long caban (costume des détenus).

Zakharov le fit transférer avec d'autres enfants dans une colonie pour mineurs. Où es-tu à cette heure, petit Pierre? Le destin t'a-t-il permis de rejoindre tes parents avant la récolte suivante, ou bien, corrompu par la prison et la colonie, tu vends maintenant des allumettes à la Soukharévka?

Kédrov, qui était à la tête de la Section spéciale (tchéka militaire), s'était, on ne sait trop pourquoi, acharné sur les enfants. Il expédiait à Boutyrki des tas de gosses de tout âge, et ceux-ci racontaient les fusillades au front de groupes de gosses allant au lycée ou s'en retournant, sous le prétexte plausible de lutte contre l'espionnage.

Zakharov seul réussit à arracher à la prison les gamins que la mort avait épargnés. Or, Zakharov avait aussi d'autres soucis pressants. Dans la prison bondée outre mesure et salie d'ordures, se développèrent subitement la grippe infectieuse, le « typhus recurrens », le typhus exanthématique ». Les papiers d'un grand nombre de détenus étaient perdus ou en un tel désordre qu'il était impossible de les retrouver. Or, il était urgent de donner de l'air à la prison. Et chose bizarre : Zakharov, qui ne cessait de vanter en toute occasion son revolver qui avait mis à mort dans la « cave » plus d'un officier « blanc » sans qu'un seul coup ratât, fit montre d'une grande compassion ; il allait et venait, faisait des démarches, recherchait les documents, transférait, mettait en liberté les gosses, laissant de côté les paperasses et les formalités, souvent à ses risques et périls. Il est vrai que le temps pressait : le typhus exanthématique avait terrassé prisonniers et personnel. On transférait les détenus à l'hôpital commun. Et là régnaient, avec une impudence sans bornes, le pillage et la mort.

Tout le personnel du corps médical gisait abattu par le typhus. L'hôpital, aménagé pour 400 malades, en avait reçu 700 atteints par le typhus. La doctoresse Baïadjieva était seule en bonne santé. Il était impossible de soigner les malades ; les baraques manquaient de chauffage, la conduite d'eau ne fonctionnait pas. Tous les soins étaient à la charge

des prisonniers du droit commun, qui avaient survécu au^x deux typhus. Il n'y avait pas moyen de faire le triage obligatoire. Or, tous les jours, on amenait des différents endroits de détention, à Moscou, de nouveaux malades grelottant de fièvre et divaguant. Ces malades sordides, couverts de vermine, on les couchait comme des bûches de bois, l'un à côté de l'autre, souvent immédiatement sur le plancher fangeux, car les matelas, les lits, le linge manquaient. La désinfection des effets était tout à fait impossible : ni bois, ni eau. Bien souvent, de longues heures et des journées entières, les cadavres gisaient en voisinage immédiat avec les convalescents et les malades en délire. Inutile de dire que la totalité de tous ces *malades* — quel que fût le diagnostic au début de leur entrée — subissaient le typhus recurrens et le typhus exanthématique. La mortalité était effrayante. La chambre mortuaire était archipleine de cadavres nus et rigides qui attendaient, des semaines, pour être enterrés : on manquait de bières, même rapidement confectionnées. Tous ceux qui ont eu la bonne chance de survivre à ces horreurs, retournaient dans la geôle n'ayant sur la peau qu'une chemise, pieds nus : le personnel de garde-malades improvisés s'appropriait d'autorité tout le saint frusquin de ces infortunés. De plus, les pauvres restes de nourriture qui, de la cuisine, parvenaient jusqu'à la baraque, faisaient l'objet des tripotages du même personnel. La mort d'inanition, à l'hôpital, d'un malade rescapé de tous les genres de typhus n'était pas rare, et la panique devant Ivanov, le « commissaire de la mort », se changea en appréhension terrible de la fièvre qui impliquait le transfert à l'hôpital. Une lutte pénible, douloureuse, s'engagea entre le personnel du corps médical, à Boutyrki, s'évertuant à la recherche des fiévreux et la masse des détenus qui envisageaient ce transfert comme sa sentence de mort, ou dans le cas de bonne chance, comme la perte inévitable de leurs hardes et chaussures. Il se passait des scènes abominables : on entraînait de force les malades hors des cellules. Il y eut des dizaines de malades qui avaient subi le typhus sur place, dans la cellule pleine de vermine et de saleté.

Il va sans dire que l'épidémie se propageait avec une rapidité foudroyante : les cellules et corridors devenaient successivement des quarantaines.

Et cette calamité commune, terrible, avait uni la masse de prisonniers peu liée jusque-là. Au risque de subir la contagion — ce qui signifiait mourir demain — les compagnons de chambrée cachaient le patient à l'approche des médecins et de leurs aides. Vers l'heure de la visite, ils rafraîchissaient avec de la neige, la tête et les mains de leur camarade qui gisait sans connaissance, afin de le faire passer pour un homme dormant tranquillement et donner le change à la main de l'aide tâtant le pouls. Cette horreur suprême d'une mort famélique, ignorée et obscure, sur le plancher d'asphalte d'une baraque d'hôpital, fut la dernière épreuve par laquelle la prison eût à passer en l'an 1919.

Ma détention arriva à son terme. En entendant et en lisant les récits des horreurs de la prison, je revois dans ma mémoire les trois périodes qui font l'objet de ces souvenirs : le régime de la faim, la terreur et les épidémies.

De même que, naguère, dans les bastilles du tsarisme, peut-être plus abondamment, plus ouvertement et plus impudemment, sous ces trois aspects, la mort, aujourd'hui, « la Mort Rouge », fauche sa moisson.

NADEJDINE.

(Traduit par S. Daniloff.)

VII

La prison de la Vétchéka

(Moscou, Grande Loubianka, n° 11)

Une des rues centrales de Moscou — la grande Loubianka — est devenue, de par la volonté des bolcheviks, une seule grande prison. Autant de maisons et autant de lieux de tor-

ture tchékistes de toutes espèces. Comme on le sait, dans la grande Loubianka étaient autrefois concentrées les Compagnies d'assurances les plus importantes; à ces Compagnies se sont substituées les nombreuses ramifications de la Tchéka panrusse et de la Tchéka de Moscou qui, elles aussi, assument, encore que d'une façon un peu singulière, la fonction d'assurance... contre la vieillesse!

En voici la liste.

L'immense immeuble de la Compagnie « *Rossia* » donnant sur la place de la Loubianka, sur la grande Loubianka, et sur la petite Loubianka, est actuellement occupé par la Commission Extraordinaire Panrusse (Vétchéka) avec ses innombrables sections, sous-sections, filiales et sous-filiales; dans la même maison, dans le corps intérieur, occupé autrefois par un hôtel, se trouve la « prison intérieure de la Vétchéka ». Avant la « réforme », qui date du commencement de décembre 1920, cette prison relevait de la « Section spéciale de la Vétchéka ». Après l'abolition de la « section spéciale », toutes ses dépendances ont été restituées à la « Métropole ». Tel est le caractère de la maison de la Compagnie d'assurances « *Rossia* », sise 2, rue grande Loubianka.

Grande Loubianka 9, autrefois hôtel et restaurant « *Billo* », lieu de rendez-vous de la colonie allemande de Moscou, actuellement caserne affectée au « bataillon de la Vétchéka » qui est un détachement de garde.

Grande Loubianka 11, avant la « réforme » de décembre 1920, Commission Extraordinaire Panrusse avec sa prison spéciale; à l'heure actuelle ce local est affecté en partie au « camp de concentration de la Vétchéka », en partie à une filiale de la « prison intérieure » de la grande Loubianka 2. L'immeuble n° 11, grande Loubianka, était autrefois occupé par la Compagnie d'assurances « *Yakor* » et la Compagnie « *Lloyd Russe* ».

Grande Loubianka, 13 — autrefois Compagnie d'assurances « *Salamandre* » — actuellement cercle des collaborateurs de la Vétchéka où on leur inculque tous les jours « la culture et l'instruction », et où, une fois par semaine, des représenta-

tions des artistes du Petit Théâtre et du Théâtre des Arts viennent contribuer à l'éducation « esthétique et morale » des tchékistes.

A côté, dans l'impasse Varsonofievsky, contigu à la maison n° 11 de la grande Loubianka, se trouve « le garage à exécutions » (il faut noter que la Vétchéka et la Tchéka de Moscou ont chacune leur lieu d'exécutions spécial).

En parcourant plus loin la grande Loubianka, nous trouvons la maison n° 14 ayant appartenu autrefois au comte Rostoptchine et, avant lui, à la fameuse « Saltytchikha » (1); c'est la maison même où Tolstoï a situé la scène inoubliable entre Rostoptchine et Vérestchaguine (2). Avant le coup d'état d'octobre, cette maison appartenait à la « Compagnie d'assurances de Moscou », à présent c'est la Tchéka de Moscou avec sa prison et sa « cave à exécutions ».

Vient ensuite, au 18, grande Loubianka, le Tribunal révolutionnaire de Moscou. L'impasse grand Kisselny, qui donne dans la grande Loubianka, possède deux maisons désormais célèbres : l'ancienne maison Frank (au coin de l'impasse petit Kisselny), actuellement caserne du « bataillon spécial » de la Tchéka de Moscou, et la maison n° 8, « filiale pénitentiaire » de la même institution.

Tous ces immeubles et locaux sont entourés de barrages et de sentinelles ; les fenêtres sont grillées ; les abords grouillent d'espions bolchevistes, et l'on comprend aisément que les habitants de Moscou cherchent coûte que coûte à contourner ces rues et ces impasses d'horreur et de sang.

La grande Loubianka est à présent une rue odieuse non seulement à Moscou, mais à la Russie entière. Cette enfilade de lieux de torture paraît particulièrement hideuse la nuit où tout est plongé dans l'obscurité et une seule rue — la grande Loubianka — semble veiller, les réverbères allumés aux

1. *Rostoptchine*, gouverneur de Moscou à l'époque de la guerre franco-russe de 1812. *Saltytchikha*, propriétaire-foncière du temps de Catherine II, connue pour sa cruauté envers ses serfs. (N. du trad.)

2. La Guerre et la Paix.

portes de la Vétchéka et de la Tchéka de Moscou; elle veille, engloutissant inlassablement par ses portes des victimes amenées de tous les coins de Russie, en rejetant d'autres pour les envoyer dans les « garages et caves à exécutions » respectifs.

Tel est l'aspect de la grande Loubianka à l'époque du triomphe du communisme.

Je passe maintenant au sujet immédiat de mes souvenirs, la maison n° 13. Les meilleurs bureaux de l'ancienne Compagnie d'assurances ont été réservés aux juges d'instruction et à leurs aides; les meilleurs d'entre les meilleurs, aux membres du « collège » directeur et aux séances du Bureau; les plus mauvais locaux ainsi que les sous-sols sont, bien entendu, attribués aux détenus. Ceux-ci sont répartis de la façon suivante : quatre pièces en haut et deux dans le sous-sol servent de « cellules communes » (pour hommes); les femmes sont également détenues au sous-sol. De plus, aux époques d'arrestations en masse, on emplissait et on emplit encore un hangar à bois se trouvant dans la cour. En plus des cellules communes, le n° 11 de la grande Loubianka comporte quelques cellules d'isolement. Il y en a en haut et dans le sous-sol. Celles d'en haut ont été aménagées d'une façon aussi simple que singulière : une pièce ordinaire est divisée, à l'aide de quelques cloisons en bois, en une série de cabanons situés le long du mur intérieur du local et, par conséquent, privés de lumière. En bas, dans le sous-sol, les cellules d'isolement sont aussi privées de lumière; elles mesurent trois pas en longueur et deux en largeur. Et souvent on entasse dans de pareilles cellules d'isolement deux et même trois détenus. Les cellules n'ont pas de « paracha » : les prisonniers de la grande Loubianka 11 ont le privilège de pouvoir, jour et nuit, se servir librement des lieux d'aisances. De même que les détenus de la grande Loubianka 2, ceux de la grande Loubianka 11 n'ont pas de promenades. On ne fait parfois quelques exceptions que pour les femmes. Comme règle générale, ni livres ni journaux ne sont autorisés (avant juillet 1920 les livres étaient admis, et les gardiens eux-mêmes apportaient

quelquefois des journaux). Dans les cellules d'isolement, l'électricité brûle jour et nuit.

Tel est, dans ses grandes lignes, le régime de la prison de la Vétchéka dans la grande Loubianka 11, moitié prison, moitié camp de représailles.

Ici, une réserve s'impose : tout ce que je viens de dire et tout ce qui va suivre se rapporte, principalement, à l'époque de 1920, lorsque l'auteur de ces lignes fut lui-même détenu dans la maison n° 11.

L'administration de la Tchéka panrusse comprenait, en 1920, le commandant Weiss (un Letton), deux aides du commandant, Andreev et Golovkine; trois surveillants-chefs : Adamson (Letton), Berzine (Letton) et Ryba (Letton); il y avait en plus l'« administrateur » de la prison, Maga (Letton). A l'heure actuelle, la plupart de ces personnages ont obtenu des avancements, mais tous continuent, « avec zèle et fidélité », à servir la Vétchéka.

Je dois, dès maintenant, noter un de ces avancements : Maga, est à l'heure actuelle, commandant de la prison-camp de représailles de la maison n° 11.

Je voudrais donner une caractéristique rapide de tous les personnages énumérés.

Le commandant Weiss. Toujours tiré à quatre épingles; trente ans environ; on dit que c'est un ancien étudiant de l'École Polytechnique de Riga. Très formaliste, mais extérieurement très correct, surtout à l'égard des femmes envers lesquelles il témoigne même d'une certaine courtoisie galante. Son trait distinctif, commun, d'ailleurs, à la plupart des employés de l'administration de la Vétchéka, est de mentir, toujours mentir aux détenus. Membre actif des expéditions nocturnes ayant pour but le « garage à exécutions », Weiss est, dans l'occurrence, le « grand maître de cérémonie ».

Les auxiliaires de Weiss, Andreev et Golovkine, appartiennent à la catégorie des « tchékistes ternes »; Andreev est plus conciliant, plus bonasse; Golovkine est plus brutal et se répand souvent en flots d'injures. L'un et l'autre ne sont devenus communistes que depuis la révolution; avant la

révolution de mars et pendant les quelques mois qui l'ont suivie, Andreev a paisiblement servi dans les bureaux d'une usine de Moscou.

Des trois surveillants lettons le plus « coloré » est Ryba. Jeune, beau, l'air extrêmement impudent; type bien prononcé de souteneur, tel est Ryba. La dépravation, la luxure apparaissent dans chaque trait de sa figure. Ryba est l'un des bourreaux de la Vétchéka, c'est lui qui fusille les condamnés. Tout son aspect porte à croire ce qu'on dit de sa cruauté de sadique dont il fait preuve au cours des exécutions.

Adamson est un sous-ordre zélé, indifférent, borné, mais suffisamment méchant. Il parle le russe en le défigurant d'une façon très drôle, aussi trouve-t-on dans les deux prisons de la Vétchéka (Loubianka, 2 et Loubianka, 11) nombre d'imitateurs et d'imitatrices d'Adamson. A l'heure actuelle, Adamson tient un « rang élevé » : il est aide du commandant de la prison intérieure (Loubianka, 2).

Berzine est assez débonnaire et même, quelquefois, sincèrement serviable. Il faut noter que malgré son mutisme sacramental, Berzine laisse toujours percer une différence d'attitude à l'égard des « politiques » et des « non-politiques ».

La figure centrale de la grande Loubianka 11 est Maga. C'est un Letton à la face bestiale et méchante, déjà pas jeune et qui ne parle presque jamais aux détenus; il ne sort de ce mutisme que pour vomir des insultes et des menaces surtout fréquentes à l'égard des « non-politiques »; les menaces de Maga sont sinistres et font involontairement frémir, car on sait qu'il est le bourreau principal de la Vétchéka, que c'est lui qui tient le premier rôle dans le « garage à exécutions ». Lorsque les bureaux de la Vétchéka sont fermés à l'occasion de quelque fête, Maga erre, désœuvré, de cellule en cellule, ne sachant que faire de sa personne. Mais il s'anime singulièrement aux jours qui précèdent les exécutions nocturnes, et l'animation du bourreau est souvent pour les condamnés à mort un indice certain que leur dernier jour est arrivé. Maga aime également à conter fleu-

rette, et souvent, surtout le dimanche, on entend dans le bureau du surveillant de service les piailllements des surveillantes lettonnes. Maintes fois, les détenus ont pu assister à des ébats folâtres dans les couloirs même de la prison : c'était Maga, secondé quelquefois par Berzine, également « porté sur le beau sexe », qui organisait des « jeux amoureux » avec ses compatriotes.

Je passe maintenant aux juges d'instruction de la Vétchéka (je rappelle une fois encore que mes souvenirs se rapportent à l'époque de 1920).

Les juges d'instruction de la Vétchéka avaient chacun des attributions strictement délimitées; il était fort rare qu'un d'entre eux instruisît une affaire ne relevant pas de son « département ».

A la tête de la section dite « d'opérations secrètes » se trouvait à l'époque en question, un certain Romanovsky; avant la révolution il avait occupé un poste insignifiant au ministère des Finances. La cruauté et la perfidie, deux traits communs à tous les tchékistes, étaient particulièrement sail-lants chez Romanovsky. Quant aux dispositions qu'il possédait en propre, il convient de noter son penchant pour le vin et pour les actrices. Marié à une artiste médiocre d'un théâtre médiocre de Moscou, Romanovsky fréquentait beaucoup ces milieux équivoques des prétendus « prêtres et prêtresses de l'art scénique », qui tiennent à la fois du tripot, de l'officine à grosses spéculations et du débit d'alcool et où, parfois, pullulent les délateurs et les provocateurs. Bien entendu, tous ces « prêtres et prêtresses » ne sont que les rebuts du monde des planches, mais, en ces années troubles du bolchevisme, la Moscou des théâtres regorge de pareils « rebuts ». A l'heure actuelle, Romanovsky a déjà quitté les affaires tchékistes.

Disons maintenant quelques mots sur les trois juges d'instruction de la Vétchéka — Kojevnikov, Loutzky et Kraft.

Kojevnikov, qui « administrait » les socialistes-révolutionnaires, était un ouvrier de Petrograd, bolchevik dès avant la révolution. Ses traits distinctifs sont le mensonge et

l'impudence. Pas d'ignominie dont il n'eût manqué d'user pour « cueillir » des socialistes-révolutionnaires. Détail curieux : il tient les yeux constamment baissés comme s'il craignait de rencontrer ceux des prévenus.

Loutzky, un avocat de Saratov, était chargé des « forfaits » et du « banditisme ». Sa manière habituelle est de prendre le prévenu « par l'usure », à coup de railleries. Ordinairement, Loutzky soumettait l'inculpé, troublé jusqu'à la pâmoison, à un examen de mathématiques, de littérature russe, d'histoire et, surtout, il avait une prédilection pour des examens de sciences juridiques. Ceci, lorsqu'il avait affaire à des intellectuels ; aux ouvriers et paysans, tombés entre ses griffes, il posait une série de questions d'ordre politique, tout aussi abstraites et absolument étrangères au crime du prévenu. Loutzky se distingue par une attitude très correcte à l'égard des intellectuels, par une grande brutalité à l'égard des gens du commun.

Il convient aussi de retenir le nom de l'auxiliaire de Loutzky, un avocat de Moscou, Britan, qui a fait siennes toutes les méthodes de l'« instruction tchékiste ».

Kraft instruisait les affaires des « contre-révolutionnaires ». Le moyen dont il usait de préférence était la provocation : la « pondeuse » (1) qui s'introduisait dans telle cellule sur l'indication de Kraft, recrutait dans la prison même de la Vétchéka les « membres des complots antisoviétistes ». Beaucoup d'« opérations » (c'est ainsi que le jargon tchékiste désigne les perquisitions et les arrestations), Kraft les exécutait en personne, en recourant souvent au maquillage.

Disons quelques mots sur une autre étoile de la « constellation » des juges d'instruction de la Vétchéka, la Dénissévitch. Belle-sœur du célèbre écrivain Léonide Andreev, liée autrefois avec les milieux socialistes-révolutionnaires, la jeune et belle la Dénissévitch remplissait, en 1920, les doubles fonctions de « pondeuse » (elle avait été introduite

1. Pour ce terme voir le chapitre « La guillotine sèche », page 67.

auprès de O.-E. Kolbassina-Tchernova qu'elle connaissait de longue date) et de juge d'instruction pour les affaires des socialistes-révolutionnaires « de gauche ».

La composition des détenus à la prison de la Vétchéka est tout ce qu'il y a d'hétéroclite, socialistes et bandits, ci-devant nobles et ouvriers arrêtés pour faits de grève ; anciens capitalistes et paysans « miéhotchniks » ; avocats de l'espèce de brasseurs d'affaires et fonctionnaires ou magistrats tchékistes convaincus d'exactions et de forfaiture. Toutes les nationalités jusqu'aux plus exotiques sont également représentées dans la prison de la Vétchéka.

Je broserai en quelques traits rapides les portraits de plusieurs détenus de cette prison (Grande Loubianka, 41) en 1920.

Voici un gamin de dix-sept ans, « mouchard » de la Tchéka de Moscou. Il est enfermé dans une cellule isolée de la Vétchéka pour avoir montré « trop de zèle » dans l'exercice de ses fonctions : il a fait une descente dans l'appartement d'une artiste, amie de Romanovsky, et y a trouvé des cartes, des diamants, des boissons alcooliques. Il s'est conduit dans cet appartement comme il avait l'habitude de se conduire en opérant des « perquisitions » : il a confisqué, pour son « usage personnel », une montre en or de l'artiste, s'est régalé de ses gélinottes, a lampé son cognac. Or, ce qui est permis dans les maisons des citoyens russes, en général, ne peut, bien entendu, être toléré lorsqu'il s'agit d'une « prêtresse de l'art » protégée par Romanovsky. Résultat : cellule isolée de la Vétchéka et la menace de l'exécution. Il est intéressant de donner quelques traits biographiques qui complètent le portrait de ce jeune fileur et tchékiste. Il avait été élève dans un collège (« école réelle ») de Moscou ; une association de jeunesses communistes ayant été organisée dans cette école, il y adhéra quelques semaines plus tard ; obéissant au « penchant de son cœur », notre « héros », âgé alors de quinze ans, entre dans la police judiciaire, fait la chasse aux bandits, distribue des coups de poing pendant les interrogatoires. Un avancement : il passe à la Tchéka de Moscou ;

sa première fonction consiste à filer les « politiques ». Il fallait entendre ce gamin conter comment il avait filé Korobov, Lavroukhine et autres membres du Tzentrosoïouz (Union centrale des Coopératives)... Ses récits faisaient frémir. Ensuite, nouvel avancement, le voilà commissaire de la Tchéka de Moscou, et puis après... la cellule de la Vétchéka. L'angoisse pour le sort de la jeune génération augmentait encore lorsque, dans la « section d'isolement », on voyait paraître, en qualité de factionnaire, un autre adolescent, communiste lui aussi, lycéen enrôlé volontairement dans le bataillon de la Vétchéka. Prisonnier et gardien, collégien et lycéen, l'un s'attendant à être fusillé, l'autre prêt à le conduire au lieu de l'exécution, il semblait souvent que ce n'était qu'un jeu invraisemblable, infâme et cynique, adaptation monstrueuse, sur un mode communiste, du jeu d'enfants aux « gendarmes et voleurs ».

Un autre détenu était un employé d'une grande bijouterie de Moscou, qui avait largement pratiqué la vente et l'achat de diamants. Il a été « pincé » par un provocateur qui avait proposé au spéculateur en question d'acheter quelques gros diamants. La provocation a été très complexe. L'agent de la Tchéka a mis quelques mois à gagner la confiance du spéculateur ; il fit la connaissance de sa femme, fut reçu dans sa maison et enfin, lorsque le malencontreux bijoutier, après de longues tergiversations, eut consenti à se rendre acquéreur des diamants et eut apporté l'argent à l'endroit convenu, il y trouva, au lieu d'un client, son ami en personne, mais agissant cette fois comme juge d'instruction à la Vétchéka « pour les affaires des diamants ». Ensuite, la cellule isolée de la Vétchéka, l'imminence de la peine de mort ont produit leur effet : le bijoutier, qui ne faisait que pleurer, qui, jour et nuit, tremblait dès qu'il voyait paraître Maga, se laissa fléchir et entra, comme agent provocateur, au service de la Vétchéka... pour la section même « des diamants ». D'être juge d'instruction dans cette section, d'y occuper un poste quelconque était, en général, très avantageux : un tantième déterminé et assez important sur les « affaires » dénoncées revenait au fileur et

au juge d'instruction. Aussi, nombre de ces affaires étaient-elles montées tout à fait artificiellement. Le provocateur parvenait à apprendre que telle personne possédait des bijoux; il profitait adroitement de la gêne, de la misère du propriétaire de ces bijoux et le persuadait finalement de les vendre. Bien entendu, au lieu de vente, les choses se terminaient par la confiscation et la Vétchéka. Les abus, pratiqués dans cette « section », les détournements audacieux, le chantage, les exactions les plus impudentes atteignaient de telles proportions que le Bureau de la Vétchéka fut maintes fois obligé d'intervenir dans les « opérations » des juges d'instruction tchékistes chargés des « affaires des diamants »; quelques-uns d'entre eux, entre autres le juge d'instruction Rosenthal, ont même été fusillés; mais on fusillait tel jour pour recruter le lendemain de nouveaux « provocateurs pour diamants ».

Voici le propriétaire d'un garage d'automobiles. Propriétaire, bien entendu, par le passé; actuellement fonctionnaire au Conseil Economique Suprême. Fêtard et viveur. Il a été arrêté dans la rue; on a pris sur lui des billets de banque tsaristes (en petite quantité, il est vrai), et un étui à cigarettes en or. Il n'a jamais pris part ni à l'action révolutionnaire, ni à quelque action publique que ce soit. N'empêche qu'il a été arrêté... comme socialiste-révolutionnaire. Depuis quinze jours, Kojevnikov cherche à le convaincre qu'il est venu de province pour prendre part au Conseil du parti S.-R., qu'il est un socialiste-révolutionnaire notoire, bref, qu'il n'est pas ce qu'il est. Les circonstances de son arrestation avaient été très amusantes. Deux jours avant d'être arrêté, le citoyen en question flânait selon son habitude sur le Pont Kouznetzky; il y rencontra une jolie femme et se mit à la suivre. Quelque dix minutes après, ils étaient déjà une paire d'amis, et pour sceller cette amitié, il fut convenu de se retrouver au bout de deux jours à l'angle de la Sophiyka et de la Rojdestvenka, en face de l'hôtel « Savoy ». A l'heure convenue, « il » s'approche du lieu de rendez-vous; soudain, derrière lui, un cri de commandement : « Halte-là ! Bougez pas ! Avez-vous des armes ? » Dans la cellule de la Vétchéka, cet

homme qui était marié et recevait de sa femme de nombreux et abondants colis de provisions, discourait sur le péché qu'il y a à tromper sa femme, affirmant que Dieu punit ces trahisons et jurant à maintes reprises de devenir désormais un mari fidèle. Lorsque, interrogé par Kojevnikov en présence d'un autre juge d'instruction, le « prévenu » eut, en toute franchise, conté sa mésaventure, Kojevnikov éclata en remontrances morales : « N'avez-vous pas honte ! Un homme cultivé et qui noue des intrigues dans la rue ! Quoi qu'il en soit, je ne vous crois pas : vous êtes un socialiste-révolutionnaire et venez à Moscou pour prendre part au Conseil du parti. » Par bonheur pour le malencontreux Don Juan, il s'est trouvé que le chauffeur de Dzerjinsky avait autrefois servi dans son garage et put confirmer les dépositions de son ancien patron.

Voici un groupe de bandits-commissaires. Rien que des jeunes gens : l'aîné a à peine vingt-cinq ans. Se servant de mandats de la Vétchéka et de la Tchéka de Moscou, ils opéraient des descentes dans les appartements, et sous prétexte de perquisition, faisaient main basse sur tous les objets en or, en argent et en fourrures. En cas de résistance, ils jouaient du revolver, faisaient feu ; ils avaient ainsi plusieurs meurtres sur la conscience. Cette association comptait également quelques femmes, tenancières de maison close et pierreuses de la plus basse espèce. Aux interrogatoires, ils se dénonçaient mutuellement et ensuite, jour et nuit, se lançaient à la tête des insultes ordurières. Pendant deux mois, il en fut ainsi : ils s'insultaient et, tous les soirs, attendaient la visite de Maga. Au bout de deux mois d'angoisse mortelle, quatre d'entre eux furent fusillés ; pour les autres, la peine fut commuée en quinze ou dix ans de camp de concentration.

Disons quelques mots sur un groupe d'avocats qui ont passé par la Vétchéka en 1920. La corruption morale a produit ses effets jusque dans le barreau de Moscou. Toute une série d'avocats s'est spécialisée dans les démarches près des diverses institutions judiciaires de la « République des Soviets ». Les pourvois avaient lieu tant dans les tribunaux que dans les différentes tchéka. Formellement, la plupart de

ces avocats inscrits au « collège des défenseurs et des accusateurs » auprès du Soviet de Moscou, n'avaient droit à aucune rémunération ; en réalité, le droit exclusif de défense et même des pourvois ayant été confié à un groupe restreint d'avocats rapaces, les nombreux clients des tchéka et des tribunaux tombaient souvent entre les pattes crochues de ces « brasseurs d'affaires » sans vergogne. Après avoir reçu de la famille alarmée du citoyen, que son mauvais destin avait amené dans la geôle tchékiste, une somme rondelette chiffrée avec beaucoup de zéros, ces avocats soudoyaient les juges d'instruction et les membres du tribunal ; il y en avait également qui se livraient à des exactions et à des abus : ils faisaient chanter la famille de leur client et celles des personnes impliquées dans le même procès. Après qu'une enquête à la Vétchéka eût révélé une des « combinaisons » de ce genre, tous les « magistrats » pris en flagrant délit — aussi bien les membres du tribunal que le juge d'instruction et les avocats — adoptèrent une attitude passablement lâche : non seulement ils se dénonçaient, mais se calomniaient les uns les autres.

Voici quelques médecins arrêtés en été 1920 et accusés d'avoir, moyennant des pots de vin, exempté leurs clients du service à l'armée rouge. Le principal coupable, le secrétaire-administrateur du conseil de révision auprès du Commissariat de la Guerre, à Moscou, a eu la vie sauve, à la condition traditionnelle de livrer les autres et de devenir « pondeuse ». Il vit encore à l'heure actuelle, cependant qu'on a fusillé une dizaine de médecins, dont beaucoup d'absolument innocents, et des centaines de jeunes gens dont un grand nombre ont été exemptés du service pour des raisons parfaitement régulières. Un jour, ayant obtenu l'autorisation de sortir de la prison pour aller chercher des provisions au Pont Kouznetzky, ils apprirent par des personnes de leur connaissance, rencontrées dans la rue, que les *Izvestia* du jour venaient de publier la liste des prévenus fusillés à la suite de l'affaire en question et que leurs noms figuraient sur cette liste. Rentrés à la prison et ayant parcouru les journaux, ils se trouvèrent en effet désignés parmi ceux dont

« justice » aurait été faite. Ceci s'est passé dans l'après-midi ; la nuit même, ils furent emmenés dans le « garage ».

A partir de ce jour, les détenus du n° 11, Grande Loubianka, ne reçoivent plus de journaux.

Dans les cellules dites d'isolement, étaient enfermés les socialistes-révolutionnaires « de gauche », Tchérépanov, Tamara Gasparian (connue dans le parti sous le nom de Goloubeva), Marie Chepeléva, ouvrière d'une usine de munitions de Pétrograd (nom de parti : Irène), et le membre du groupement « Narod » Jitkov. Je cite ces quatre noms, car ils tiennent une place exceptionnelle même dans les annales sanglantes de la Vétchéka.

D.-A. Tchérépanov a laissé sur le mur de sa cellule l'inscription suivante : « Pris dans la rue, le 18 février 1920, par des agents de Lénine qui m'ont saisi les bras par derrière. » Au moment de son arrestation, la peine de mort était, officiellement, abolie. Cependant, aussi bien lui que Goloubeva et Irène furent assassinés à la Vétchéka : selon une version, ils furent étranglés après avoir été transférés dans les cellules d'isolement de Loubianka, 2 ; selon une autre version, ils furent fusillés à l'endroit habituel : dans le garage de la ruelle Varsonofievsky.

Le bataillon de garde de la Vétchéka doit avoir gardé le souvenir du séjour de Tchérépanov dans la maison n° 11. Tchérépanov ne consentait à causer qu'avec Dzerjinsky ; on le surveillait avec un soin particulier : deux soldats rouges étaient placés auprès de sa cellule avec l'ordre sévère d'avoir les yeux constamment braqués sur le détenu. Avant d'emmener Tchérépanov, Goloubeva et Irène de la maison n° 11, on vida toutes les cellules en faisant sortir tous les prisonniers sous le prétexte fallacieux d'un interrogatoire.

Ce qui caractérise la lâcheté des bourreaux de la Vétchéka, c'est qu'à toutes les questions touchant le sort des personnes en question, cette institution répondait invariablement : « Ils sont morts du typhus au cours de leur transfert à Ekaterinbourg ».

La Vétchéka a également achevé Jitkov. Ce fut une vengeance des tchékistes : en 1918, alors que Jitkov était encore socialiste-

révolutionnaire, il avait tué un commissaire qui cherchait à l'arrêter. Jitkov fut également exécuté à l'époque où la peine de mort était « abolie » ; aux interpellations officielles du Bureau Central du groupement « Narod », la Vétchéka répondit : « Jitkov a essayé de s'évader, il a maladroitement sauté du troisième étage et s'est tué en tombant. » A l'appui de cette explication, on exhibait en maintes occasions la botte restée entre les mains des tchékistes qui, soi-disant, avaient essayé de « retenir Jitkov par les pieds ».

Parmi les militants révolutionnaires, les fameuses cellules d'isolement de la Grande Loubianka, n° 11, ont vu passer dans leurs murs, en plus de ceux déjà nommés, les socialistes-révolutionnaires de gauche Kamkov, Izmaïlovitch, Maïorov ; les socialistes-révolutionnaires Gotz, Timofeev, Vedeniapine, Gontcharov, Rakov, Zeitline Artemiev, Olga Kolbassina-Tchernova, Krioukov, Chmerling, Zatonsky, Tchernychev, ainsi que Alexandra Tolstoïa (fille de Léon Tolstoï), Kouskova, Prokopovitch.

Le régime de la Loubianka 11 est moins sévère que celui de la Loubianka 2, mais les cellules même, surtout celles d'isolement, sont quelque chose d'épouvantable au point de vue sanitaire. Ni air, ni lumière, telles sont les conditions de détention dans les cellules d'isolement de la Grande Loubianka 11. D'autre part, les détenus s'y trouvent dans un état de tension continuelle : l'éventualité toute proche de représailles sanglantes, leur menace quotidienne, se faisaient surtout sentir dans la prison de la Grande Loubianka 11, administrée par le bourreau Maga.

Le n° 11 de la Grande Loubianka est une de ces maisons où le désespoir des hommes, leur angoisse devant la mort atteignaient quelquefois des proportions qui défient toute description, et une longue suite de générations futures se rappellera longtemps cette maison située au cœur même de Moscou. Maison maudite, maison d'incommensurable souffrance humaine, d'outrage inouï à la dignité humaine, véritable maison de la « terreur rouge »...

Moscou, octobre 1921.

F. NEJDANOV.

VIII

La " Sûreté " communiste Panrusse

« Terrasser son adversaire et, l'ayant réduit à l'impuissance, lui appliquer toutes les représailles d'une justice sommaire », ceci est devenu un signe de bon ton bolcheviste dans tous les lieux de torture tchékistes de la R. S. F. S. R.

Ce procédé a été adopté dès les premiers jours du coup d'État d'octobre lorsque les caves du Smolny furent transformées en une prison improvisée, et que le synédron communiste, siégeant dans le même immeuble, au-dessus des prisonniers, rendait séance tenante, et sans y aller par quatre chemins, sa justice expéditive.

Ce système de « contiguïté territoriale » entre les prévenus et les juges fut trouvé très « rationnel » et devint la pierre angulaire de toutes les « sûretés » de la République soviétiste.

Mais si, dans les villes de province, les lieux de torture tchékistes portent encore des traces d'un grand manque d'organisation et « d'imperfection » technique ; si des quartiers entiers de petites maisonnettes entourées de fil de fer barbelé témoignent du peu de ressources dont disposent ici les tchéka, à Moscou on se sent immédiatement dans une « capitale tchékiste » qui possède de grands moyens techniques ainsi que des « collaborateurs » ayant fait un grand stage pratique.

Moscou a créé le type désormais historique de « Commission Extraordinaire », aussi la priorité sur toutes les polices de provinces lui revient-elle de droit et c'est elle qui leur donne le ton.

I. — *La ville dans la ville.*

Comme on sait, les nombreuses institutions de la sûreté générale occupent, à Moscou, tout un quartier situé entre les rues de la grande et de la petite Loubianka et dans une série de rues et de ruelles adjacentes. Ici se trouvent d'innombrables sections et sous-sections assumant les fonctions « d'opérations secrètes », « d'informations statistiques », « datographiques », etc., etc. Ici se trouvent également les « bureaux de travail », cabinets de juges d'instruction, centres qui dirigent les opérations de toute une armée d'agents provocateurs et de mouchards. Ici se trouvent aussi les lieux de détention destinés aux criminels du droit commun et aux « contre-révolutionnaires » de tout acabit, sans distinction de sexe, d'âge ni de nationalité, et de sombres cachots, et des caves de réclusion, et des caves d'exécutions, avec leur bourreau et leur « *administrateur chargé de l'enregistrement des cadavres* » (il existe un pareil poste !).

C'est une véritable ville dans la ville, qui fonctionne jour et nuit, grâce aux efforts concertés de la Vétchéka et de la Tchéka de Moscou.

Le principal appareil « pratique » de la Vétchéka occupe le grand immeuble de la Compagnie des assurances « *Rossia* » qui donne d'un côté sur la place de la Loubianka. C'est ici, en plein Moscou, que l'œil toujours ouvert de la Tchéka veille sur la sécurité de la « République », guette ses ennemis secrets et manifestes.

Si l'on regarde l'immeuble occupé par la Vétchéka du côté de la place, il ne produit aucune impression : ni barrages de fil de fer, ni mitrailleuses, ni patrouilles. Une maison comme une autre ; sur le trottoir circulent paisiblement les citoyens de l'heureuse Sovdépïe, la porte seule est gardée par une imposante sentinelle de la « *Vokhra* » (abréviation pour le nom des « Troupes du service intérieur » ou, pour employer l'ancienne terminologie, du « corps spécial de gendarmerie »).

Quatre ans d'exercice ont appris aux tchékistes de la

capitale à sauvegarder les apparences, à éviter les mélodrames sanglants dans les rues.

« Moins de bruit. N'attirons pas l'attention des passants. » — Voici ce que semble dire la paisible maison n° 2, place de la Loubianka. Mais la porte franchie, les choses se présentent sous leur véritable aspect, sans apprêt. Ici, on ne se gêne plus, on ne fait pas de « manières ». Celui qui y pénètre ne se demande plus à quelle catégorie d'organes soviétiques appartient cette paisible institution... Derrière les portes hermétiquement closes et les fenêtres enduites de peinture, la « sûreté » communiste exerce de jour en jour son œuvre d'infamie et de sang !..

Ce serait une erreur que de s'imaginer l'« okhranka » (sûreté) de nos jours telle que Moscou l'a connue il y a deux ou trois ans, comme un endroit cauchemaresque et sanglant, où l'on inflige aux victimes des tortures raffinées, où l'on fusille les innocents et les coupables, au gré d'un caprice fortuit de tel tchékiste.

Certes, ceci ne veut point dire qu'on ne fusille plus sans jugement, que des milliers d'êtres humains ne pâtissent plus dans d'innombrables prisons et camps de représailles. Au contraire, la Vétchéka « travaille » tant qu'elle peut et sévit contre les « ennemis de la République » avec autant d'ardeur et de facilité que par le passé.

Cependant, ce « travail » témoigne désormais d'un certain système arrêté, d'une certaine « légalité révolutionnaire ». Il s'est créé certains us et coutumes.

Il s'est créé même, *horrible dictu*, une certaine routine. Et au fur et à mesure que du chaos primitif se dégagent plus nettement les contours caractérisés de l'édifice tchékiste, on voyait mieux ressortir le cachet marquant du « génie » bolcheviste. La tchéka occupera de droit une place à part dans l'« histoire de la Sûreté à travers les siècles et les peuples ».

Je voudrais m'arrêter à quelques détails des « us et coutumes » qui se sont constitués dans le quartier de la Loubianka.

II. — *Les arrestations.*

Les temps ont révolu où la tâche essentielle de la Commission Extraordinaire Panrusse consistait à pourchasser les représentants de l'« ancien régime ». Ceux-ci ont été pris depuis beau temps et sont soit en grande partie exterminés, soit « domestiqués ». De temps en temps seulement on découvre quelque nouveau « complot blanc-gardiste », et l'appareil respectif de la tchéka redouble d'activité.

Le plus gros des efforts a été dirigé depuis les deux dernières années contre les partis socialistes. Leurs membres constituent le contingent principal de la « clientèle » politique de la Vétchéka, et, comme de juste, c'est précisément la chasse à cette catégorie d'« ennemis de la République » qui a servi à élaborer la « technique » actuelle des arrestations.

Comme on sait, les bolcheviks sont atteints de la maladie « professionnelle » commune à tous les usurpateurs et oppresseurs, et connue dans la médecine sous le nom de « manie des persécutions ». Les représentants du pouvoir sont sujets à des crises de cette maladie qui surviennent assez régulièrement, à certains intervalles de temps. C'est alors, sous le coup d'une terreur panique, qu'on procède à des arrestations en masse.

Le retour périodique de ces arrestations a créé toute une catégorie d'« habitués de la prison » que l'on saisit sans crier gare aux jours des crises, d'après des listes « fermes ». Quelques mois plus tard, on les remet en liberté aussi subitement qu'on les avait arrêtés et pour les reprendre de nouveau au bout de quelque temps.

C'est ce qu'on appelle des prisonniers « cycliques ». Eux-mêmes s'habituent aux changements périodiques de leur séjour comme les habitants des côtes aux retours de la marée. On les arrête selon un « plan » préconçu, sans bruit ni complications. Leurs valises sont toujours prêtes pour un voyage éventuel, et le représentant de la section d'« opérations secrètes » qui vient les chercher n'a qu'à « prier » ses « clients » de prendre place dans l'auto stationnant à leur porte.

Les choses sont bien plus compliquées lorsqu'il s'agit des socialistes dont les noms ne figurent pas dans les « listes fermes » ; qui, pour quelque raison que ce soit, demeurent imprenables et pour l'arrestation desquels on est obligé d'user de tous les procédés de la sorcellerie tchékiste, depuis les mouchards et les agents provocateurs jusqu'aux rafles et guet-apens. Il convient de noter en passant que ce dernier stratagème est pratiqué très largement et parfois non sans « résultats ».

En cas d'une chasse fructueuse à l'un de ces socialistes imprenables, le juge d'instruction en personne, spécialisé dans ce genre d'affaires, se transporte assez solennellement, accompagné d'une foule de sbires, sur les lieux de l'action. Il a dans sa poche un mandat d'amener contre « tous les suspects » et l'âme pleine d'espoir d'une pêche abondante.

Dans ces cas, toute la maison est mise sens dessus dessous, opération suivie, bien entendu, de la disparition des objets de valeur. On arrête tous les membres présents de la famille, sans excepter les vieillards et les enfants. On installe dans l'appartement une « embuscade » qui fournit à la police une ou deux dizaines de prisonniers en plus, le plus souvent des personnes venues par hasard chez quelque autre habitant de cette maison et n'ayant jamais vu celui qui est la cause immédiate de leur mésaventure inattendue.

Tous ces gens arrêtés sont conduits à la Vétchéka et y demeurent plus ou moins longtemps... Et le juge d'instruction respectif ajoute à ses dossiers une série de nouvelles « affaires ».

III. — A la « commandature ».

Le prisonnier qui franchit le seuil de la maison tchékiste ne se trouve pas d'emblée dans l'immonde chambre de tortures où les flaquas de sang par terre n'ont pas le temps de sécher, où la gâchette du revolver ne cesse de crépiter, où l'air est secoué par les cris des victimes et le rire ignominieux du bourreau.

Non, avant que le bourreau y mette la dernière main,

chaque prisonnier doit passer par toute une série d'étapes successives, de même que, selon la doctrine des brahmanes, l'âme humaine doit passer, après la mort, par une série de transformations à travers les différents degrés de la création.

Le premier « degré » par lequel doit passer chaque « contre-révolutionnaire » est la *commandature*.

Divisée par des cloisons en bois en toute une série de petits couloirs, réduits, coins, avec des portes qui ne font que claquer et des tchékistes qui ne font qu'aller et venir, la commandature fait l'impression d'une petite « prison d'étape » construite à la hâte, où il fait bruyant et sale, où le relent de tabac et le gâchis constituent une atmosphère « du terroir », où on n'a pas l'idée de songer aux paroles solennelles et menaçantes que Dante avait lues à l'entrée de l'Enfer : « Abandonnez toute espérance, vous, qui entrez ! »

Ici, tout est si connu, si ordinaire pour un socialiste russe ayant la pratique des anciennes étapes tsaristes. Mais non, pas tout. Il y a aussi quelque chose de nouveau, de « communiste ». Si, tant qu'il est « libre », la vie de tout citoyen soviétiste se passe à obtenir des « rations » et à remplir d'interminables feuilles d'enquête ; ici, au seuil de la Vétchéka, un prisonnier doit d'autant plus payer son tribut à l'irrésistible penchant du pouvoir pour les méthodes « scientifiques et statistiques » de gouvernement. C'est pourquoi, à peine descendu du camion et amené dans les bureaux du commandant de service, le prisonnier est muni d'une immense feuille comportant quelques dizaines de questions et qu'il se met à remplir.

Sur cela, on le fouille de nouveau. On lui prend tout ce qu'on avait omis de prendre au moment de l'arrestation, jusques et y compris le crayon, la montre, l'alliance (si elle est en or). On écrit d'innombrables « mandats », « reçus », « actes d'écrou ». Enfin, l'homme ainsi traité selon toutes les prescriptions de la science et accompagné de tous les documents respectifs est introduit dans un local aménagé auprès de la « commandature ». D'habitude, on demeure ici quelques jours.

C'est une espèce de « centre de classement ».

On amène ici tous ceux qui ont été arrêtés par ordre de la Vétchéka, hommes et femmes, politiques et simples criminels, parents et gens saisis par hasard, tous se retrouvent dans cette longue pièce à moitié obscure, dont les fenêtres donnent sur la cour, et qui servait autrefois de dépôt à quelque magasin.

Cette « salle » (qui a une porte vitrée) renferme continuellement plusieurs dizaines de personnes, faisant songer à quelque asile de nuit du marché Khitrovsky. Des couchettes tout le long des murs. Là-dessus, pêle-mêle, sont assis ou couchés des hommes et des femmes. Un grouillement de corps par terre. Tout cela à peine éclairé d'une petite lampe à la flamme clignotante et terne.

Vers le matin, la pièce cesse de se remplir. Les prisonniers, après deux ou trois heures de sommeil agité, encore obsédés par le premier « choc », se mettent, à qui mieux mieux, à se raconter l'histoire de leur incompréhensible et énigmatique arrestation.

Ici on peut, du premier coup d'œil, distinguer les simples « particuliers », mortellement effrayés d'être mêlés dans une « histoire » qui ne les regarde pas, et le fauteur de cette « histoire », quelque « ancien », socialiste rompu à ces épreuves, et qui se tient coi à l'écart; et les concussionnaires soviétiques, spéculateurs ou voleurs des deniers publics, dissimulant leurs exploits sous l'appellation modestement laconique d'« abus », et les communistes étrangers venus dans la Moscou soviétique dans l'espoir d'y faire une carrière rapide de commissaires et tombés par quelque malheureux hasard à la Vétchéka, et un couple de « pondeuses » maladroites cherchant à tirer de tous ces gens éperdus quelque information préliminaire pouvant faciliter le travail ultérieur des autorités.

Le matin, on procède lentement au « classement » des détenus. D'ailleurs, pour être exact, il faut noter qu'à la « commandature » les détenus sont appelés de préférence « personnes consignées ».

À nos questions sur le motif de notre arrestation, les chefs qui entrent dans la pièce répondent invariablement et non sans aménité : « Arrêtés, vous ? Voyons, citoyens ! Vous n'êtes pas *arrêtés*, vous n'êtes que *consignés* ! Nous allons nous reconnaître... tirer les choses au clair »...

Tout comme au bon vieux temps les capitaines de gendarmerie qui écrivaient : « Consigné en attendant que soient tirés au clair les motifs de l'arrestation... »

Pendant deux ou trois jours les « consignés » vivent dans une succession continuelle d'espoir et de déception. De temps en temps, ils sont convoqués chez des juges d'instruction, on leur promet la « libération ». Puis, soudain, il apparaît quelque « confusion de noms » ou « de nouvelles circonstances à éclaircir »... Et les « consignés » demeurent sous les verrous, se sustentant de conversations interminables et, de temps en temps, d'une écuelle de soupe claire avec 200 grammes de pain noir, qui constituent la ration journalière.

À la suite du « classement » préliminaire, de quelques interrogatoires et confrontations « favorables », une partie des « consignés » est remise en liberté.

Tous les autres sont promus « détenus », fouillés à nouveau (pour la troisième fois) et transférés dans la « Prison intérieure de la Vétchéka », deuxième cercle des pérégrinations des âmes « contre-révolutionnaires ».

IV. — La « prison intérieure » de la Vétchéka.

Dans la cour intérieure de la maison de la Compagnie des assurances « Rossia » s'élève un grand immeuble à cinq étages. Autrefois c'était un hôtel « de rapport » de second ordre qui n'avait même pas d'issue directe dans la rue, entouré qu'il était de toutes parts par la façade, haute de cinq étages également, de la maison extérieure. C'est cet immeuble si bien caché qui est affecté actuellement à la « Prison intérieure » de la Vétchéka.

On dirait que le sort lui-même avait songé aux futures commodités des bolcheviks en présidant à la construction de

cet immeuble. En effet, aménager, au cœur même de Moscou, une prison menaçante autant qu'invisible ! L'entourer non seulement d'un simple mur de pierre, mais d'un cercle vivant d'institutions tchékistes, où chaque fenêtre de la prison trouve en face d'elle, sur toute la hauteur des cinq étages, une fenêtre de la sûreté toujours vigilante ! N'est-ce pas le comble de tout ce à quoi puissent rêver les gendarmes bolchevistes qui avaient commencé par les humbles caves du Smolny pour trouver, finalement, une réalisation aussi complète de leurs « idéals » à Moscou, sur la place de la Loubianka...

C'est ici, dans cette « prison intérieure » qu'on amène de la « commandature » les « consignés » malchanceux devenus désormais « détenus ».

Dès qu'on y entre, on est vivement frappé par le contraste entre cette nouvelle étape et celle qu'on vient de quitter. C'est à croire que ces deux institutions, qui ne sont séparées que par une étroite cour bitumée, le soient par le territoire de tout un Etat. En effet, si la « commandature » est pleine de bruit, de saleté et de gâchis ; si son administration est une véritable « internationale » bariolée, et les coutumes établies un mélange « d'Europe et d'Asie », la « prison intérieure » produit l'impression de quelque chose d'intégral, d'achevé, d'homogène.

Toute son administration, depuis le commandant jusqu'au surveillant et les balayeurs, est composée de Lettons, froids, taciturnes, dévoués, prêts à tout, et qui font leur service en toute conscience et conviction.

Ici, on marche sans bruit, on parle à mi-voix, on exécute ponctuellement tout ce qui est prévu par le règlement et on ne répond à aucune question superflue.

Ce n'est qu'après y avoir passé quelque temps et s'être familiarisé avec tous les détails de la vie de prison que l'on peut comprendre comment, en plein Moscou, on ait pu mettre sous les verrous quelques centaines de personnes et les isoler du monde extérieur aussi complètement que dans la forteresse de Schlüsselbourg !

Le détenu est conduit au greffe de la « Prison intérieure »

où il est de nouveau (pour la quatrième fois !) minutieusement fouillé. Il faut vraiment avoir la chance ou le génie d'un Rocambole pour garder, après toutes ces perquisitions consécutives, ne fût-ce que le moindre bout de crayon ou un chiffon de papier. Cependant la chance n'abandonne pas toujours les « anciens » de la prison au cours de leurs tribulations à travers les épreuves tchékistes.

Après la perquisition et les formalités ordinaires du greffe, le détenu est enfin introduit dans l'une des « chambres » de l'ancien hôtel qu'une main habile a transformées en « cellules ». Des traces de ces travaux de transformation sautent aux yeux. Les fenêtres sont garnies de grilles solides. Les vitres induites du haut en bas de peinture blanche. Et à travers le vasistas, ne s'ouvrant qu'à moitié, on aperçoit tout juste une fenêtre de la Tchéka et un mince espace du ciel lointain. La porte est percée d'un petit « judas » triangulaire. La serrure est posée à l'extérieur...

Un effet assez singulier est produit par la combinaison du parquet avec des couchettes en bois et du plafond uni, non voûté et qui n'a rien d'une prison, avec la « paracha » traditionnelle. Mais le « Règlement » suspendu à la porte ne laisse subsister aucun doute quant à la nature de cet « hôtel ».

Sous menace de « cave » et de cachot, les détenus sont sommés de ne faire aucun bruit; de ne pas regarder par les trous de serrure et les judas, de ne faire aucune tentative pour communiquer avec « le dehors » ou les autres divisions à l'intérieur de la prison; de se soumettre aveuglément à toutes les prescriptions des chefs.

Le tabac, les *livres*, les journaux sont, *comme règle générale*, rigoureusement interdits. *Les visites et les promenades également.*

Tels sont les éléments essentiels du règlement qui, soit dit en passant, est une copie à peu près exacte des anciennes prescriptions de gendarmes, *complétées d'une série supplémentaire d'interdictions et de restrictions* autrefois inexistantes.

Tout le régime de la prison répond à ce règlement; son

but principal est l'*isolement* le plus absolu et le plus complet des détenus.

Pour ce qui est du monde extérieur, les visites étant interdites, les « envois » offrent à peu près le seul danger. Aussi sont-ils l'objet d'une attention extrême. Tous les envois sont minutieusement examinés, les provisions coupées, les boîtes de conserves ouvertes, le linge décousu. Le papier d'emballage est remplacé par du papier de la prison et la liste des objets envoyés souvent copiée au greffe afin que le détenu ne puisse de l'écriture même de l'expéditeur faire quelque déduction dangereuse pour la république des soviets... Bref, on fait tout ce qui est humainement possible.

Pour ce qui est de l'isolement « intérieur », les choses sont naturellement beaucoup plus compliquées; cependant, sous ce rapport également on a déjà atteint des résultats considérables.

Etant donné le peu de place disponible, on ne met au secret (cellules d'isolement) que les détenus particulièrement importants et dans des cas exceptionnels. La plupart des prisonniers occupent des salles communes. D'ailleurs, l'administration de la prison a inventé un procédé spécial de répartition « mixte ». On trouve dans chaque salle commune un socialiste, un spéculateur, un blanc-gardiste, un fonctionnaire soviétiste concussionnaire, un tchékiste en disgrâce et, s'il le faut, une « pondeuse ». Le nombre des représentants de toutes ces catégories est quelquefois doublé ou triplé, suivant les dimensions de la salle, mais le principe de l'« arche de Noé » demeure invariable.

Cet assemblage de gens de catégories différentes et étrangères les unes aux autres évite, dans une grande mesure, le danger qu'offrirait la détention en commun.

De même, on écarte soigneusement toute éventualité de rencontres imprévues dans le couloir; lorsqu'un détenu doit passer, les portes des salles par hasard ouvertes sont immédiatement refermées. Dans les cas « suspects », les trous de serrures sont bouchés avec du papier. La moindre tentative de communiquer en frappant contre le mur de la cellule

entraîne des punitions sévères ou tout au moins le transfert dans une autre cellule sinon dans un autre étage. Du matin au soir, l'œil tchékiste guette à travers le judas de la porte et la nuit, souvent, les gardiens font irruption dans la cellule et opèrent de nouvelles perquisitions pour découvrir quelque trace de « communications ».

Mais la surveillance tchékiste s'attache surtout aux « cabinets » où les détenus se rendent par chambrées deux ou trois fois par jour. On craint surtout la « correspondance » ; c'est pourquoi avant de faire entrer et sortir les détenus, les gardiens examinent soigneusement la pièce, effacent les inscriptions qu'ils découvrent aux murs, vérifient toutes les rainures et ramassent le papier qui traîne. Pendant que les détenus sont au cabinet, les gardiens les guettent inlassablement plongeant sans cesse le regard à travers le judas, et dans des cas « suspects » laissent les portes grande ouvertes, malgré la présence des laveuses qui vont et viennent dans le couloir.

La situation la plus pénible est celle des femmes que les tchékistes surveillent dans les cabinets avec une ardeur particulière, guettant longuement à travers les trous de serrure, dans un sentiment qui, souvent, n'a rien de commun avec les « intérêts de la République ».

D'une manière générale, la situation des femmes dans la prison intérieure de la Vétchéka, est extrêmement pénible : leurs cellules se trouvent parmi celles des hommes, et toute leur existence se passe fatalement sous l'œil vigilant des soudards tchékistes.

Les incidents continuels, les protestations à la suite de vil « espionnage » et des infractions continuelles aux droits les plus élémentaires des prisonnières n'aboutissent généralement à rien. C'est à croire que le pouvoir tient beaucoup aux nouvelles « conquêtes » tchékistes qui auraient fait rougir la plupart des gendarmes tsaristes. Cependant, par rapport à la « commandature », la prison intérieure offre un avantage : les femmes ont du moins des cellules séparées, tandis que là tous les détenus sont logés ensemble.

Tels sont les traits les plus marquants de ce régime d'« isolement » dont est imprégnée toute la prison intérieure. Ici, on peut passer quelques mois côte à côte avec sa femme ou son fils sans même soupçonner leur présence ! Ici on peut, pendant des journées entières, rêver à la révolution mondiale et ignorer ce qui se passe sur la place de la Loubianka.

Malgré cela, il n'y a pas de prison où ne pénétrent de temps en temps les ondes du « radio-télégraphe » ; où les cellules ne dissimulent dans leurs murs des « récepteurs » invisibles, — mais je ne m'arrêterai pas pour le moment sur ces petits « défauts » de l'appareil d'isolement.

Si sous le rapport de l'« isolement » et de toutes espèces d'outrages à la dignité humaine, les bolcheviks ont surpassé tout ce qu'a offert jusqu'à présent l'histoire des prisons et des polices, sous le rapport du régime matériel infligé aux détenus ils se sont également placés « hors concours ».

En établissant la ration journalière des détenus, on compte délibérément sur la « merveilleuse » faculté de l'organisme humain de « durer » pendant quelques mois dans les intérêts de l'instruction. N'étaient-ce les envois du dehors (les détenus qu'on amène de province n'en reçoivent pas, de même que beaucoup de gens de Moscou, mais il s'institue ordinairement dans les cellules une « communauté de ravitaillement »), un grand nombre de détenus des prisons bolchevistes seraient certainement morts d'inanition.

En effet : 200 grammes de pain noir, une écuelle de soupe claire à midi et le soir, une fois par jour, un peu de bouillie et environ 4 grammes de sucre — voilà tout ce qu'on donne aux détenus. Les dimanches et les jours de fête il n'y a pas de repas du soir du tout, car les « travailleurs » se reposent. Si on y ajoute l'absence de promenades, de ventilation et le manque de lumière (les fenêtres étant enduites de peinture), ainsi que l'absence absolue de livres et de quelque occupation que ce soit, on comprendra les raisons des nombreuses maladies, tant physiques que psychiques, qui sévissent parmi les détenus. La tuberculose et le scorbut font rage. Et ce que n'achève pas la justice tchékiste, le régime « d'isolement » de

la prison intérieure le réussit d'une façon lente mais sûre : *il anéantit les adversaires de l'Etat bolcheviste.*

V. — *L'interrogatoire.*

A la tombée de la nuit, une certaine animation intervient dans le calme monotone de la journée de prison. Les portes d'entrée claquent, les clefs grincant dans les serrures des cellules, les détenus vont et viennent. C'est l'appareil de l'instruction tchékiste qui procède à son travail nocturne.

D'ailleurs, le détenu ne sait jamais où on le conduit : vers la liberté ou dans la « cave » ; auprès du bourreau, chez le juge d'instruction ou à la gare de chemin de fer. Il n'apprend le but de son déplacement qu'une fois arrivé à destination.

... Toute une enfilade de pièces, traversées de cloisons, de couloirs étroits, d'escaliers inattendus, pleine de silence nocturne. Seule, la lumière électrique qui filtre à travers les rainures, et le clappement lointain des machines à écrire témoignent du travail intense des policiers soviétiques toujours en éveil.

A un « nouveau venu » inexpérimenté, tout cela doit nécessairement faire l'effet d'un mystérieux et terrible labyrinthe où derrière chaque porte des hommes le guettent, revolver au poing, où une mort atroce l'attend avec impatience.

C'est dans cet état d'esprit que le détenu est introduit dans le « cabinet du juge d'instruction » et... l'interrogatoire commence.

J'ai déjà eu l'occasion d'observer que l'époque « romantique » de la Vétchéka a révolu il y a beau temps, qu'à l'heure actuelle on n'entend plus de coups de revolver dans le cabinet du juge. Il s'est produit une stricte séparation des fonctions, droits et obligations tchékistes. Actuellement, le bourreau tchékiste n'aura plus l'idée de s'installer dans le fauteuil du juge tchékiste, ni le juge tchékiste d'aller « travailler » dans la cave. Chacun sa place... et ses émoluments.

Certes, au cours de l'interrogatoire, on use de tous les moyens, jusques et y compris la provocation, les faux, les propositions infâmes et les menaces non équivoques. Certes,

au moment voulu, comme par hasard, le revolver apparaît sur la table, mais... il ne tire plus. C'est, pour ainsi dire, le « décor » de l'interrogatoire qu'il ne faut pas prendre au sérieux.

Il convient de noter ici que l'appareil même de l'instruction a donné lieu à une stricte répartition des fonctions. A chaque catégorie de « crimes » répond un appareil d'instrumentation, un juge d'instruction « spécialiste » en tête, avec toute une phalange d'auxiliaires. Spéculateurs, communistes concussionnaires, gardes-blancs, socialistes-révolutionnaires, mencheviks, etc., etc., tous ont leurs « patrons » à eux, spécialisés dans telle branche du « travail ».

La plus grande attention est, bien entendu, accordée aux socialistes. Ici sont mobilisées les « meilleures forces tchékistes », et le « travail » se fait sur un mode « scientifique ».

Dans le cabinet du magistrat respectif les murs sont ornés de diagrammes et de schémas minutieusement tracés, faisant penser au plan du système solaire où la place centrale du soleil est tenue par le « leader » du parti, entouré, à des intervalles différents, par les « planètes » de dimensions inégales, avec leurs « satellites » techniques.

Lorsque comparait un socialiste nouvellement arrêté, on commence par préciser sa place dans le « système solaire ». Si l'on constate qu'il s'agit d'une « planète » ou d'un « satellite » encore inconnu, l'enquête tend surtout à en établir les « dimensions » et la situation dans l'« espace ».

Pour tout ce travail « astronomique », les juges d'instruction n'ont d'ordinaire que leurs propres ressources, puisque les socialistes ont conservé depuis les jours d'antan la mauvaise habitude de « dissimulation » et de sombre « insociabilité »... Mais aussi, lorsque les investigations des « spécialistes » sont couronnées de succès, le cartogramme du parti est solennellement décoré d'un nouveau petit cercle significatif portant le nom de la planète nouvellement découverte.

Si les affaires du droit commun aboutissent en fin de compte à un résultat quelconque et que le prévenu passe soit sous la juridiction du tribunal, soit dans un camp de concen-

tration, soit dans la cave du bourreau, les « affaires » des socialistes *n'aboutissent presque jamais*. C'est un « privilège » particulier des socialistes. Pas de jugement. Pas d'acte d'accusation. Pas de terme de détention. *Presque* pas d'exécutions.

On les garde tout simplement, réduits à l'impuissance, au nom « de la sécurité de la république », « jusqu'à la fin de la guerre civile ».

D'ailleurs, à partir du moment où tel socialiste est porté sur le cartogramme, l'enquête le concernant est en somme close. Et le détenu lui-même, conformément à la « conclusion » du juge d'instruction et à la « décision » du Bureau de la Vétchéka, est installé dans une des prisons de Moscou.

Parfois aux rigueurs d'hiver succède soudain un « printemps » de courte durée, et quelques « satellites » recouvrent une liberté provisoire. Quant aux « planètes », elles sont maintenues ferme quelque « temps » qu'il fasse !

VI. — *Le dernier chaînon.*

La présente étude serait incomplète si je ne disais quelques mots, volontairement rapides et brefs, sur le rejeton le plus affreux du coup d'État d'octobre, nourri dans les lieux de torture tchékistes du sang de bien des milliers de vies humaines.

Après avoir vécu les quatre dernières années de notre existence, nous avons perdu l'habitude de frémir au mot de la « terreur », et le chiffre de ses victimes n'entre plus dans notre conscience que d'une façon toute mécanique.

La terreur n'a pas encore disparu de la vie de notre pays, mais elle a adopté, elle aussi, des « formes organisées ». Elle s'est cachée derrière des dizaines de dossiers, derrière des résolutions, des verdicts, des mandats.

La cave d'exécutions n'est pas encore démolie. Le bourreau n'est pas destitué, mais il se tient coi et attend patiemment le « mandat » qui accompagne la condamnation à mort.

Après quoi il se met tranquillement à l'œuvre : toutes les formalités sont en règle.

Il conduit sa victime dans la cave et la tue d'un coup de colt dans la nuque.

D'un coup de colt, car c'est un revolver de gros calibre. Dans la nuque, car *un pareil coup fracasse la tête et rend impossible d'identifier la victime.*

Là-dessus le corps est confié à l'« administrateur chargé de l'enregistrement des cadavres » pour être dirigé où de droit. Nouveau « mandat », nouveaux « exécuteurs », et le cercle des « opérations » tchékistes est clos.

Le bourreau va se reposer après avoir mis en ordre tous les documents justificatifs et emporté les dépouilles de sa victime. Là-haut, loin de la cave, en attendant un nouveau mandat, il se livre à toutes les joies de l'existence dont on le comble généreusement en retour de son travail difficile et lourd.

Il faut croire, en effet, que ce travail n'est pas facile, car les bourreaux tchékistes eux-mêmes n'y résistent pas toujours. *Ils deviennent fous.*

Celui qui disparaît est immédiatement remplacé par un nouvel exécuter des hautes œuvres. Le fonctionnement de l'appareil de représailles ne s'arrête pas un seul instant.

Un autre nom figure sur les « mandats ». Une autre main braque le revolver. A cela se borne toute la différence...

Tels sont ces lieux de torture communistes. Ce qui frappe surtout dans l'œuvre de la Tcheka, c'est ce mélange de vernis extérieur nouvellement acquis avec un abîme d'ignominie et de cynisme que rien encore n'a pu dépasser.

Ici on ne parle pas de publicité, d'impartialité, de pitié humaine, on n'y songe même pas, car toute la « sûreté » communiste, selon l'idée de ses fondateurs, n'a été et ne sera jamais qu'un *organe de représailles* exercées contre les « ennemis de classe » du parti bolcheviste. Les méthodes de répression ne sont ici ni « morales », ni « amoraux », car tout est bon et moral qui fortifie et protège la domination de ce parti.

Il s'agit seulement de « ne pas faire trop de bruit », de travailler « proprement ». Ce « secret », la Vétchéka le possède dans la perfection.

Et si quelque délégation de l'Internationale communiste, avide de s'instruire, visitait les « institutions » de la Vétchéka, elle serait agréablement surprise par les diagrammes « scientifiques » des cabinets des juges d'instruction, par le calme exemplaire qui règne dans la « Prison intérieure » et par les autres détails témoignant des coutumes civilisées de la Vétchéka. Ni cris, ni violences, ni sang, rien qui puisse rappeler les prétendues « atrocités des bolcheviks » inventées par les « contre-révolutionnaires » et les « social-traitres ».

Et la « délégation » repartirait, moralement satisfaite, fermement décidée à proclamer aux quatre coins de l'Europe que la Russie soviétique est le pays de la « loi », du « régime humanitaire », de la « justice ».

Dans le silence sépulcral de la « Prison intérieure », il ne se serait trouvé personne pour glisser à l'oreille de ces nobles étrangers qu'ici même, dans ces murs, sont emprisonnés de vieux socialistes éprouvés, qui préfèrent la mort à ce « régime humanitaire », et qui soutiennent d'atroces grèves de la faim *de seize jours* sous les regards impassibles des chefs communistes qui en ont vu bien d'autres...

Juin 1921. Moscou, Loubianka, Prison intérieure de la Vétchéka.

UN TÉMOIN OCULAIRE.

IX

Le transfert des socialistes au bagne de Yaroslavl

Le 12 août 1920.

Le 11 août 1920... date qui devra demeurer dans les annales des épreuves et des souffrances échues aux détenus socialistes-révolutionnaires durant l'époque cruelle du bolchevisme.

Le 11 août 1920, trois cents tchékistes armés, de tous les grades et de toutes les nationalités, se sont rués sur une trentaine de socialistes sans armes, hommes et femmes, enfermés dans la prison de Boutyrki. L'agression s'est terminée par le transfert des socialistes-révolutionnaires dans le fameux bagne central de Yaroslavl.

Qu'a donc précédé ces représailles sauvages ? Quel prétexte la Vétchéka a-t-elle eu de mobiliser tous les Hongrois, Allemands et Tchèques dont elle disposait et de les envoyer sur le front de Boutyrki, contre l'« ennemi intérieur » ?

Au cours du mois de mai et de juin, les agents de la Vétchéka s'étaient emparés de cinq membres du Comité central du Parti Socialiste-Révolutionnaire (les camarades M.-A. Védéniapine, E.-M. Timoféev, A.-R. Gotz, M.-S. Zeitline et D.-F. Rakov). La Vétchéka se refusait obstinément à transférer ces cinq camarades dans la prison de Boutyrki, les maintenant d'abord dans la maison n° 11 de la Grande Loubianka, dans les fameux « poulaillers d'isolement », et ensuite au n° 2 de la même rue, dans la prison intérieure de la section spéciale. En même temps que les membres du Comité central, se trouvait dans la « prison intérieure » V.-F. Gontcharov, ancien forçat, ayant éprouvé, à l'époque du tsarisme, la reclusion dans la forteresse de Schlussembourg et le bagne d'Orel.

Tout ce groupe, la Vétchéka le condamnait à être isolé de « ceux de Boutyrki », lui infligeant, par conséquent, le régime qui fait de la prison intérieure un véritable lieu de torture, et qui comporte toute une série d'« instructions obligatoires » réglementant chaque mot, chaque mouvement du détenu, lui interdisant de parler à haute voix dans la cellule, supprimant les promenades, les journaux, les livres, les visites et jusqu'au droit d'ouvrir, ne fût-ce que quelques instants par jour, les fenêtres enduites de peinture. Cependant, il y avait parmi ces détenus, des hommes atteints de la tuberculose, épuisés par de longues années de bagne, du temps du tsar, ayant subi la prison bolcheviste et celle de Koltchak, et tous, sans exception, affaiblis par l'insuffisance continue de nour-

riture. Nous autres, à Boutyrki, décidâmes d'agir sur la Vétchéka : dès la fin de mai, il fut envoyé au Bureau de cette institution une réclamation constatant toute l'infamie du régime qu'on infligeait à nos camarades. Aucun résultat. Juin se passa, puis juillet... Ces mois, en 1920, ont été particulièrement chauds, torrides même ; des bruits nous parvenaient sur l'état de santé, brusquement aggravé, des camarades Rakov, Védéniapine et Gontcharov. A la fin de juin, nous envoyons au Bureau de la Vétchéka une nouvelle réclamation analogue à la première. Toujours aucun résultat.

Au commencement d'août, le camarade M.-A. Védéniapine essaya de s'évader en sautant par la fenêtre du cabinet dentaire auprès de l'infirmerie de la Vétchéka ; il fut repris sur le pont Kouznetsky et roué de coups ; après quoi, on lui infligea une punition : il fut enfermé dans la cave de la « prison intérieure ».

Nous étions à bout de notre patience qui, déjà, n'avait que trop duré, et le 3 août, nous fîmes parvenir à la Vétchéka un « ultimatum » exigeant le transfert des détenus de la prison intérieure dans la prison de Boutyrki. Nous avons fixé un terme de huit jours, après quoi c'était la grève de la faim collective. Les huit jours touchaient à leur fin.

Le 11 août, vers 4 heures, les détenus socialistes-révolutionnaires se réunirent dans la cellule 56, douzième couloir. On avait entendu dire que la Vétchéka était résolue de ne pas céder, qu'elle avait un plan déterminé en vue d'empêcher la grève de la faim des socialistes-révolutionnaires à laquelle auraient pu se joindre tous les autres socialistes et anarchistes. La réunion bat son plein lorsqu'on annonce l'arrivée, à la porte de la prison, de l'« automobile noire » (« le panier à salade » des temps tsaristes, hermétiquement clos et n'ayant qu'un petit guichet grillé). Toute la prison est en émoi : l'automobile, d'ordinaire, sert à transporter les condamnés à mort dans les « caves » et « garages à exécutions ». La prison est en émoi, cependant, nos délibérations continuent. Il est unanimement décidé de commencer le lendemain la grève de la faim ; déjà, on a examiné et approuvé la « technique » de la grève.

Et voici que vers 6 heures un des gardiens apparaît à la porte de la cellule, une liste à la main : cinq socialistes-révolutionnaires sont invités à se rendre dans le « parloir » avec leurs bagages.

« Dans quel but ? Pourquoi ? Où ? »

— Nous n'irons pas. Nous n'irons pas avant qu'on nous dise où et pourquoi on nous emmène. »

Telle est la réponse unanime des camarades convoqués.

Au bout de quelques instants, apparaît un deuxième gardien avec une nouvelle liste de cinq socialistes-révolutionnaires. Nouveau refus de se rendre au « parloir ». Survient enfin le commandant de la prison de Boutyrki, Papkovitch, et, au nom du « camarade Kojevnikov », invite tous les socialistes-révolutionnaires dont les noms figurent dans les listes (sur 28 socialistes-révolutionnaires, 25 y figuraient), à se rendre au « parloir ». Il était évident qu'on nous tendait quelque piège. Nous déclarons :

« Kojevnikov n'a qu'à venir ici. »

Dans la cour de la prison vont et viennent de tous côtés des tchékistes ; l'« ordre » est rapidement établi : on évacue les détenus de la cour, on ferme les cellules et les couloirs. Vient le moment de l'« appel ». Papkovitch revient et nous prie, en attendant, de nous « séparer ».

« Après l'appel, vous vous réunirez de nouveau et on éclaircira toutes choses. »

On décide de se séparer, mais de ne pas aller au « parloir » tant que Kojevnikov ne nous aura pas fait connaître la décision de la Vétchéka et l'endroit où l'on se propose de nous emmener.

On se quitte pour l'« appel » qui se fait par cellules. Pendant l'appel, les gardiens essaient de fermer la cellule 56 qui est celle des socialistes-révolutionnaires ; ils n'y réussissent pas : le douzième couloir tout entier (le couloir socialiste) vient au secours des socialistes-révolutionnaires et les gardiens sont mis à la porte du couloir ; cependant, la serrure extérieure grince : les portes du couloir sont fermées à clef. Au bout de quelques instants des détachements de pri-

sonniers de guerre : Allemands, Hongrois, Tchèques entrent dans la cour et la répression commence.

Dans le douzième couloir, le détachement est commandé par Kouzmine « en personne », désigné par la Vétchéka au poste important d'« administrateur des socialistes-révolutionnaires » à Yaroslavl. Les Hongrois, surtout, faisaient du zèle, entre autres un prestidigitateur de cirque et de café-concert, avec lequel, par la suite, à Yaroslavl, nous fûmes en très bons termes, mais qui, au moment de la répression, se montra particulièrement féroce : il ne ménageait pas les coups. Nous apprîmes plus tard qu'on nous avait fait passer à leurs yeux pour des bandits dangereux ayant projeté de nous évader après avoir massacré l'administration de la prison et les gardiens. On nous saisissait par les bras et par les jambes, on nous frappait sur la tête... Au commencement même de la répression, le camarade V.-D. Chichkine réussit à s'arracher des mains des Madgyars ; il courut à la fenêtre et cria dans la direction de l'infirmerie :

« Camarades, on nous prend de force... »

Un coup de poing en pleine poitrine lui coupa la parole. En même temps, des coups de feu éclatèrent dans la cour : on tirait sur les fenêtres. Quelque dix minutes après, on nous entraînait dans le couloir par les pieds, les vêtements déchirés. Le couloir était en rumeur. Tchékistes et prisonniers de guerre furent accueillis à coups de sifflets stridents, aux cris de : « Gendarmes, flics ! » Après nous avoir cernés, les revolvers braqués sur les autres habitants du douzième couloir, les prisonniers de guerre entraînèrent leur « proie ». Une des choses les plus ignobles fut la manière dont on nous fit descendre les escaliers de pierre : ceux qui nous entraînaient nous faisaient, exprès, heurter du dos contre les marches. Nous étions cinq contre tout un détachement. Des « barricades » improvisées élevées en hâte dans la cellule (une table de prison sur laquelle on avait entassé des caisses), furent, en quelques secondes, démolies par les tchékistes.

A l'infirmerie, dans le sixième couloir, où se trouvaient, faisant partie du personnel, beaucoup de socialistes-révolu-

tionnaires et presque tous les socialistes-révolutionnaires de gauche, les tchékistes, quoi qu'ils fissent, ne réussirent pas à s'emparer de deux de nos camarades, M.-V. Ostantzev et V.-F. Radtchenko. L'un et l'autre se présentèrent au parloir un peu plus tard, de leur plein gré, ne voulant pas se séparer des camarades. Parmi les habitants de l'infirmerie, A.-F. Tchernov avait particulièrement souffert : il fut violemment maltraité et apparut dans le parloir pieds nus et le linge en lambeaux. Les socialistes-révolutionnaires des sixième et douzième couloirs étaient entraînés dans le « parloir » à travers la grande cour de la chapelle ; aux fenêtres des corps de bâtiment donnant sur cette cour se pressaient les détenus, « contre-révolutionnaires » et criminels de droit commun ; on nous criait : « Adieu, bonne chance ! » Et, du douzième couloir, nous parvenaient les chants révolutionnaires, tantôt la « Varsovienne », tantôt les « Forgerons » : les social-démocrates mencheviks faisaient conduite aux socialistes-révolutionnaires.

Les socialistes-révolutionnaires hommes et femmes, détenus dans les cellules d'isolement, ont prêté aux agresseurs une résistance obstinée. Dans la casemate des hommes, plus que les prisonniers de guerre, faisait rage le commandant du corps d'isolement, ancien geôlier tsariste, converti au communisme, Katchinsky, qui malmena violemment le camarade M.-J. Lvov. Dans la casemate des femmes, socialistes-révolutionnaires de gauche, anarchistes et contre-révolutionnaires prirent parti pour les socialistes-révolutionnaires. Les tchékistes leur tor-daient les bras et les jambes, les prisonnières se défendaient en jetant de l'eau et des balais à la tête des agresseurs. Bientôt les deux casemates d'isolement étaient en rumeur : les anarchistes et les socialistes-révolutionnaires de gauche cassaient les vitres, mettaient le feu aux paillassons. C'est ainsi que sous l'accompagnement de vitres cassées, de hurlements, de huées, de chants révolutionnaires, on continua à entraîner les socialistes-révolutionnaires vers le parloir. Ici, nous fûmes accueillis par toute une bande de tchékistes, le juge d'instruction pour les affaires des socialistes-révolutionnaires Kojevnikov, le commandant de la Vétchéka Weiss, les bour-

reaux de la Vétchéka, Maga et Ryba en tête. Nous fûmes reçus par un flot d'injures; on nous criait : « Il faut vous fusiller tous, vous êtes des salauds et non des socialistes ! » Tout en criant, on nous menaçait sans cesse de revolvers.

Les tchékistes avaient réussi à persuader les prisonniers de guerre, qu'ils avaient devant eux des contre-révolutionnaires, des espions de Wrangel, des officiers, des femmes d'officiers. Et, comme nous l'apprîmes plus tard, à Yaroslavl, certains soldats du détachement de répression étaient prêts, dans le « parloir », à « assommer les gardes blancs » à la moindre résistance.

Lorsque tous les socialistes-révolutionnaires eurent été réunis au « parloir », Kojevnikov essaya de nous haranguer : « C'est vous qui avez refusé de vous rendre à notre invitation. C'est vous... »

Il ne put achever son discours. L'impétueux Fédodéev lui coupa la parole :

« Personne ne veut causer avec vous. »

Kojevnikov changea de couleur et, se penchant vers le commandant Papkovitch, demanda :

« Qui est-ce ? »

Fédodéev, jeune homme qui avait déjà passé plus d'un an dans la prison de Boutyrki, sans qu'aucun « crime » concret lui soit imputé, porté par la Vétchéka elle-même pour être libéré et, par conséquent, ne figurant pas sur les listes de ceux qu'on devait emmener, eut à subir, pour son « insolence », quatre mois de reclusion à Yaroslavl.

Où nous emmenait-on, nous l'ignorions. Pendant quelque temps, nous ignorions également si nous serions emmenés tous ensemble. Alors seulement que tous les bagages eurent été ramassés, le commandant de la Vétchéka, Weiss, glissa à l'oreille de la camarade O.-E. Kolbassina-Tchernova :

« Je vous donne ma parole que vous serez tous conduits en province. Tous ensemble. »

Toute la prison, les socialistes exceptés, croyait qu'on allait nous fusiller. Certains membres subalternes de l'admi-

nistration le croyaient aussi. Le lendemain, le bruit de notre exécution se répandit dans Moscou.

Dans le « parloir » quelques-unes des surveillantes pleuraient en reconduisant les détenues socialistes-révolutionnaires.

Les bagages étaient réunis et chargés sur le camion. On procède à l'appel, d'après une liste. Il se trouve que trois des camarades n'y figurent pas (1), leur libération ayant été décidée par la Vétchéka. Tchernova et Fédodéev déclarent qu'ils veulent partager le sort de leurs camarades. Fédodéev s'introduit de force dans l'automobile.

L'appel est terminé. Tout le monde est installé. Un coup de sifflet. « L'auto noire », suivie de deux autres voitures transportant l'escorte et les bagages, ronfle et démarre.

Une nouvelle vie commence. Adieu, Boutyrki.



Dans l'auto, on est à l'étroit. Absolument comme des harengs en caque. Impossible ni de se soulever, ni de s'asseoir à son aise. La voiture trépidante, secouant à tout instant les voyageurs, épouvante les passants. Procession sinistrement étrange : l'automobile menaçante, bondée de prisonniers, escortée de deux autres autos remplies d'hommes armés et de toutes sortes de sacs et de paquets.

L'effet produit sur les passants est fortifié par le chant qui retentit sans interruption dans l'« automobile noire ».

Entassés dans la voiture, nous chantions ; nous chantions les chansons des prisons du régime ancien et du régime nouveau.

Nous chantions tout en écoutant avec une attention tendue les renseignements que nous donnait un des camarades, l'œil collé à la vitre, nous faisant savoir en quel endroit nous nous trouvions en tel moment, par quelles parties plus ou moins remarquables de Moscou nous passions.

1. O.-G. Kolbassina-Tchernova, A.-B. Fédodéev, B.-M. Protopopov.

Nous venions de subir des violences ; les nerfs étaient tendus, tout le monde excité ; mais, en même temps, que de courage dans chaque strophe du chœur infatigable, dans chaque parole murmurée par les camarades !...

La tour Soukharevskaja, la Porte Rouge, la place Kalantcheevskaja. Nous roulons toujours. On descend vers Sokolniki. Où va-t-on donc ? Bientôt notre incertitude prend fin. L'auto prend la direction d'une ligne de chemin de fer, d'une voie de remisage. Nous décidons vivement et sans erreur :

Gare des marchandises du chemin de fer de Yaroslavl.

On est arrivé.

L'auto nous conduit droit au wagon, simple « wagon de prisonniers » des temps tsaristes. Nous y entrons. Surprise inattendue : dans le wagon se trouvent ceux mêmes pour la défense de qui, nous autres, à Boutyrki, nous nous étions soulevés, nous avions protesté.

Embrassades, baisers, questions interminables sur la vie de prison. Nous retrouvâmes ici, non seulement les membres de notre Comité central venant de la « section spéciale », mais aussi un groupe de camarades qui avaient été enfermés à la Vétchéka (Grande Loubianka 11) et des camarades des camps de concentration de Moscou, en tout douze personnes (1).

Un des wagons du « train spécial » était occupé par nous, les détenus, un autre par l'escorte de prisonniers de guerre avec leurs femmes, enfants et toutes sortes de hardes, depuis une machine à coudre jusqu'au tisonnier et des fers à repasser ; un troisième wagon, en tête de train, était affecté aux autorités ; là se trouvaient Kojevnikov, Weiss, Kouzmine.

1. Les camarades Dzen, Chichkine, Tchistoserdov, Oulanova, Poletika, Doudenastova, Soldatova, Vassiliev, Chmerling, Ogourtzovsky, Fédodéev, Donskoï, Berg, Kolbassina-Tchernova, Ostantzev, Kokourine, Tchernov (A.-F.), Ratdchenko, Altovsky, Lvov, Sniejko, Dobrokhotoy, Zatonsky, Mossolov, Kouznetzov, Sauerbrey.

Les camarades Götz, Védéniapine, Timoféev, Zeitline, Gontcharov, Rakov, Artemiev, Krioukov, Karpov, Tkatchev, Krouglikov, Chtotzky-Volk.

Le train roulait en toute vitesse, en brûlant presque tous les arrêts. Il nous semblait ne plus nous trouver dans la Russie des Soviets où les rapides même avancent à pas de tortue, mais dans quelque autre pays qui ignore absolument ce que c'est que les « transports malades ». Et comment, d'ailleurs, ne pas faire diligence : ne s'agissait-il pas soit d'arracher les socialistes-révolutionnaires à l'influence pernicieuse de Moscou, soit de soustraire Moscou à l'influence pernicieuse des socialistes-révolutionnaires. Je ne sais qui et à quelle influence il s'agissait de soustraire. Toujours est-il qu'on se hâtait...

Mais où donc nous conduit-on ? Nous n'avions pas de données précises. Certains indices permettaient de supposer que le but de notre voyage était Yaroslavl.

Le lendemain, à 8 heures du matin, nous y étions déjà. On nous reçoit « pompeusement » : le débarcadère est débarrassé de tout public étranger ; une garde, fusil à l'épaule, cerne notre wagon.

Nous partons.

Les rues désertes de Yaroslavl, encore plus stupéfaites et plus épouvantées que celles de Moscou, nous voient défiler. Certes, l'« auto noire » fait défaut, mais elle est suffisamment compensée par les figures étrangères, rien moins que bénignes, des Madgyars.

Des socialistes russes, escortés d'étrangers armés, passent dans les rues de l'ancienne cité russe.

En qualité de « guides », traçant notre chemin, Kojevnikov et Weiss ouvrent la marche sur une « troïka » fougueuse.

Les incidents avaient commencé dès la gare et se sont poursuivis tout le long du chemin. Les Madgyars — dont la plupart étaient communistes — et quelques-uns des Allemands, avaient décidé de faire plaisir à leurs « maîtres ». Or, qu'est-ce qui peut faire plaisir aux « seigneurs tchékistes » ? Bien entendu, des insultes de choix, une brutalité particulière à l'égard des socialistes arrêtés.

Les ignobles scènes, qui venaient d'avoir lieu la veille, avaient été comprises par notre escorte comme un encoura-

gement, et ce furent, de sa part, des vexations absurdes et grossières à notre égard. Ces vexations, bien entendu, se heurtèrent à une riposte énergique de notre part.

Nous longions les faubourgs de Yaroslavl, admirant ses étonnantes cathédrales et églises anciennes où l'on trouve une expression si éclatante de l'art architectural de la Russie féodale du nord-est. Cependant notre admiration faisait sans cesse place à un sentiment de tristesse poignante à la vue de maisons, églises et ponts calcinés. De l'autre côté de la Volga on apercevait des quartiers entiers détruits par le feu d'artillerie. Tristes souvenirs des tristes journées de juin 1918, les journées de l'« insurrection de Yaroslavl ».

— Mais où donc la Vétchéka veut-elle fourrer les socialistes-révolutionnaires ?

— Dans quelque couvent. On y installera pour nous une espèce de camp de concentration.

Ainsi affirmaient les uns.

— Dans une prison. Vous verrez, ce sera dans une prison. Et même on nous serrera la vis, disaient les autres.

— Voyons, où ?

Nous voici sur la rive de la Volga, traversant une localité qui s'appelle « Korovniki » (Les étables à vaches).

« Korovniki »...

Il y a parmi nous beaucoup d'anciens bagnards, beaucoup de camarades ayant goûté aux prisons tsaristes... « Korovniki »...

Mais on nous conduit au bagne central, dont le régime ne le cède pas à celui des bagnes d'Orel, de Pskov, de Vladimir !

Nous voici dans la cour de la prison. Ses murs nous contemplent d'un air impassible et énigmatique. Pas un seul regard curieux aux fenêtres. Où donc sont les détenus ? Absolument aucun mouvement dans la cour. C'est donc que des mesures ont été prises, toujours des mesures d'« isolement ». La prison a reçu l'ordre de se taire et de ne pas regarder par les fenêtres.

Fatigués des événements de la veille, encore émus et indignés, nous cherchons à « deviner » où on va nous placer et

quel régime nous attend. Nous avons vite fait de « deviner ». Quelques gardiens apparaissent, type accompli de garde-chiourme d'ancien régime, lourdement indifférents pour tout ce qui n'est pas le paquet de grosses clefs qui tintent à leur ceinture.

On nous appelle un à un. Celui qu'on appelle est accompagné de deux prisonniers de guerre, revolver au poing, et d'un gardien. L'« aile gauche » tout entière du corps d'isolement, tous ses trois étages, c'est nous qui les remplissons.

Le corps d'isolement, autrefois prison modèle, est délabré, sale. Il fait froid et humide dans les cellules.

Et l'on n'est qu'au mois d'août ! Que sera-ce plus tard ? Des couches épaisses de poussière s'étendent par terre, sur la couchette, sur la petite table pliante. Des toiles d'araignées descendent en guirlandes fantastiques presque jusqu'à terre. Partout, de la crotte de souris.

Notre arrivée semble surprendre l'administration de la prison : les cellules ne sont même pas balayées. Impossible ni de se coucher, ni de s'asseoir. Il n'y a rien pour cela.

Où sont les autres camarades ! Où les a-t-on placés ?

J'essaie de frapper. Les cellules voisines ne répondent pas. C'est donc qu'on nous a placés à certains « intervalles ». Dans quelque deux heures, on arrive à découvrir ses voisins les plus proches. Le silence de sépulcre est rompu, on commence des « entretiens de fenêtre ». Mais sans cesse on s'entend interpeller : « Descends de la fenêtre, ou je tire. » On entend le dé clic de la gâchette. Quelques heures après notre arrivée dans la prison de Yaroslavl, on tirait déjà sur les fenêtres.

*
* *

Les cellules isolées du bain central de Yaroslavl où naguère on mettait aux fers les socialistes, se sont une fois de plus remplies de socialistes. Ainsi il en a été, ainsi il en est arrivé de nouveau.

La population de la prison nous accueille avec un sentiment de curiosité : la nouvelle de l'arrivée des socialistes de

Moscou se propageait dans la prison. Des prisonniers insolites, une garde insolite, tout cela grossissait en des récits fantastiques qui dépassaient l'enceinte de la prison. Nous étions rigoureusement « isolés » du reste de la prison, et cet isolement persista jusqu'à la liquidation même de l'épopée de Yaroslavl. De temps en temps seulement, nous rencontrions des habitants de « l'aile droite » du corps d'isolement, les criminels de droit commun condamnés à mort, dont la grande majorité étaient des représentants du « monde bureaucratique » de la Russie des Soviets : juges d'instruction des différentes tchéka, commissaires de tout acabit, et autres « autorités locales », voleurs, pillards, parfois assassins. Tels ils avaient été la veille. A présent, c'étaient des condamnés à mort. Leurs chants retentissaient plaintifs et poignants, leur regard angoissé et morne était indifférent à toutes choses.

La claustration de Yaroslavl... Cinq mois et demi. Fléaux et scorpions. Une suite interminable de fléaux et de scorpions.

Toute la journée, on a faim. On cherche avidement des miettes de pain sur la table. Comment, d'ailleurs, ne pas avoir faim. Une livre (400 grammes) de pain mélangé de bale et de paille, un bonbon de mélasse, « balanda » (mauvais brouet) à midi, « balanda » le soir. La seule différence consiste à savoir ce qu'il y a dans la « balanda » : un petit bout de viande pourrie, ou un hareng également pourri, rouillé et réduit en bouillie, ou du millet moisi. Il est difficile, non seulement de travailler, mais de lire : la tête vous tourne, on se couche. L'approvisionnement « du dehors » a fait complètement défaut durant le premier mois : la Vétchéka avait soigneusement caché le lieu de notre séjour ; ensuite, lorsque ce « mystère » eut été percé, elle refusa catégoriquement d'accepter des envois à notre destination. Ce ne fut qu'au cours des mois suivants que la Croix-Rouge politique et nos familles réussirent, de temps en temps, à faire parvenir jusqu'à nous quelques envois modiques. Ces envois, nous les attendions avec impatience, mais une grande partie des

provisions nous arrivait à moitié pourries, moisies, et portant les traces évidentes des dents de rats. Et que de démarches pour obtenir le droit d'envoyer aux socialistes-révolutionnaires détenus à Yaroslavl des colis de provisions ! Ce fut pour nos amis et parents un véritable calvaire.

L'insuffisance continuelle de nourriture n'a pas manqué de produire ses effets ; différentes maladies chroniques : tuberculose, malaises cardiaques, anémie, maladies gastriques firent, parmi nous, des progrès rapides. La « ration d'hôpital » remédiait peu à cet état de choses : elle comportait, il est vrai, un petit morceau de fromage et quelque deux cuillerées de « kissel » (1), mais aussi 100 grammes de pain en moins.

Nous adressions des réclamations à la Vétchéka, au Bureau du Comité central Exécutif. Aucun résultat.

Nous attirions l'attention de ces organes sur le fait que ce mode d'alimentation, ou plutôt cette absence d'alimentation, condamnait tous les détenus de Yaroslavl à des infirmités, à une mort lente. Point de réponse.

Une torture raffinée, infâme, la torture par la « faim ».

Mais la faim n'était pas la seule mesure de répression qu'on nous appliquât. Et les « promenades » de Yaroslavl ! Ces fameuses promenades, à la queue leu leu, à cinq pas de distance l'un de l'autre. Que d'attention vigilante Kouzmine et ses acolytes ne déployaient-ils pas pour faire observer cette fameuse distance. De quelle oreille avide les soldats de l'escorte ne saisissaient-ils pas au vol chacune de nos paroles au cours des promenades, jusqu'au moindre bonjour amical.

Un bonjour amical, une distance de trois pas au lieu de cinq, tout cela constituait autant d'infractions aux fameuses instructions de la Vétchéka, remises par Kojevnikov à Kouzmine, alors que celui-ci s'était présenté à Moscou pour faire son rapport sur les « prisonniers de Yaroslavl ».

Chaque promenade, chacune de ces pauvres demi-heures

1. Espèce de gelée liée avec de la fécule de pommes de terre.

si vite passées où l'on cherche hâtivement à faire sa provision d'air frais pour les vingt-quatre heures, était invariablement assombrie par quelque collision, quelque scandale. Kouzmine se répandait en cris hystériques, menaçant les uns de les priver de promenades, tels autres de leur faire immédiatement réintégrer leur cellule. Et beaucoup d'entre nous, même ceux qui avaient les nerfs les plus solides et qui jugeaient inutile de riposter aux grossièretés de Kouzmine, ne pouvaient tenir et renonçaient aux « promenades ». Au bout de quelque trois semaines, les promenades à la queue leu leu cessèrent *de facto*; *de jure* elles subsistèrent jusqu'à la fin de notre reclusion à Yaroslavl, ainsi que tous les « saints évangiles selon la Vétchéka ». Aussi, aux jours où Kouzmine était mal luné, les promenades étaient-elles sans cesse suivies d'incidents, Kouzmine cherchant en vain à substituer le « droit » au « fait ».

Il nous fallut beaucoup plus de temps pour obtenir la suppression des promenades dans la « cour puante ». Il y avait, pour nos promenades, deux cours : une petite courette ordinaire pour les « isolés », et une autre, un peu plus grande, mais où, depuis le jour de notre arrivée à Yaroslavl, on réparait continuellement les égouts. On travaillait sans hâte, à la douce, jugeant même inutile de faire évacuer les immondices. Celles-ci s'accumulaient dans la cour même. Le moyen d'y respirer « l'air frais » !

Ordinairement, le gardien-chef nous partageait pour la promenade en deux groupes, dont l'un était obligé de respirer « les bonnes odeurs ». Naturellement, les camarades qui se trouvaient dans la « cour puante » cherchaient à passer dans l'autre cour; les gardiens s'y opposaient et c'était de nouveau des incidents à n'en plus finir.

Des incidents au cours des promenades, des incidents à l'intérieur de la prison.

Dans les cellules, il fait humide et froid. Les mois d'août et septembre ont été doux, chauds même. On ouvre la fenêtre de la cellule, on admire la belle vue sur la Volga, on suit d'un triste regard les bateaux qui passent et aussitôt retentit

l'apostrophe brutale : « Eloigne-toi de la fenêtre ! » Pendant le premier mois, des coups de feu furent tirés à tout propos sur nos fenêtres : on a tiré sur les fenêtres des camarades Polétika, Lvov, Ogourtzovsky, Dobrokhotoy. Au commencement, il avait été interdit de s'asseoir sur le rebord de la fenêtre ; ensuite, on nous défendit même de nous en approcher. Lorsque notre « staroste », le camarade Timofeev, demanda à Kouzmine des explications à propos de ces « coups de feu », il fut informé que les fameuses instructions défendaient de s'approcher des fenêtres.

La Vétchéka avait inventé tout un assortiment de tortures et de vexations dont nous n'étions pas les seuls à souffrir : la Vétchéka torturait de même nos parents et nos proches.

Ce fut d'abord notre évacuation hâtive de la prison de Boutyrki ; le lendemain même, tout Moscou connaissait les circonstances de cette évacuation dans l'« auto noire » et en présence des bourreaux tchékistes. On savait que certains d'entre nous avaient été violemment maltraités ; l'émoi était général. Où nous a-t-on emmenés ? Qui sait si ce n'est pour nous fusiller. On a peine à le croire, on se refuse à le croire... Cependant... Ne s'agit-il pas de la Vétchéka qui « peut tout ». Enfin, au bout d'une dizaine de jours, on apprit l'endroit où furent conduits les socialistes-révolutionnaires de Boutyrki. Les visites sont catégoriquement refusées. Durant tout notre séjour à Yaroslavl, un seul de nos camarades obtint l'autorisation d'une visite, encore ne fût-ce que dans la seconde moitié de décembre.

Les lettres... toutes les lettres à destination de la prison de Yaroslavl ou expédiées de cette prison devaient passer par les mains de Kojevnikov. Elles devaient passer par ses mains, mais en réalité, au lieu de passer, elles s'entassaient sur sa table, sinon sous la table, dans le panier. Nous ne recevions presque pas de lettres, ou bien nous les recevions avec des retards incroyables. A toutes nos questions, Kouzmine répondait : « On vous écrit trop. Kojevnikov n'a pas le temps de tout lire. Les lettres demeurent sur son bureau non décachetées. »

Cette réponse d'une impudence cynique était conforme à la vérité.

Kojevnikov n'avait pas le temps de lire les lettres qui nous étaient adressées; il avait cependant le loisir d'édicter sans cesse de nouvelles instructions concernant le moyen de nous « gouverner ». Fin septembre, il vint un ukase nous interdisant la lecture des journaux de Moscou. Quel était le danger soudain entrevu par Kojevnikov dans les articles de Steklov et les mensonges de la *Pravda*, c'est ce que nous n'avons jamais pu savoir. Quoi qu'il en soit, l'interdiction était prononcée; force nous était de nous contenter des *Izvestia* de Yaroslavl, type d'avorton de la presse officielle, qui ne contenait aucune information, sauf quelques communications de la Rosta, toujours inexactes, moins par mauvaise intention que par ignorance la plus crasseuse. Bref, une vexation de plus.

Bientôt, cependant, nous eûmes à subir un autre désagrément autrement grave : les journées chaudes prirent fin et, dès les premiers jours d'octobre, des froids sévirent. On ne se mit à réparer les appareils de chauffage qu'après notre arrivée. Vers la fin de notre séjour à Yaroslavl, on était parvenu à les « réparer » un peu, mais en octobre et novembre, nous fûmes obligés de garder toute la journée nos pelisses et nos bottes de feutre et de nous couvrir, la nuit, de tout ce que nous avions sous la main. Plus encore que le froid, l'humidité se fit bientôt sentir : beaucoup d'entre nous furent affligés de rhumatismes; bras et jambes endoloris, le dos courbaturé, il fallait, cependant, rester toute la journée enfermés dans la même cellule humide et froide, de plus, souffrant continuellement de la faim. Il est étonnant que, dans de pareilles conditions, nous ayons encore pu nous maîtriser, ne pas répondre par quelque scandale éclatant aux interminables vexations de Kouzmine et des gardiens, ne pas nous laisser prendre aux provocations de la Vétchéka.

Kouzmine... communiste déluré, issu d'une famille de riches paysans, communiste de la veille, d'une ignorance absolue dans toutes les questions politiques, mais rompu à toutes sortes de spéculations et considérant son « poste

élevé » à Yaroslavl comme une bonne source de revenus : ses voyages presque quotidiens à Moscou avec des rapports pour Kojevnikov, le mettaient toujours en mesure d'y porter quelque denrée provenant des villages voisins de Yaroslavl où tout était beaucoup moins cher que dans la capitale, les pommes de terre, par exemple.

Grossier, emporté, d'humeur changeante et qui avait ses répercussions immédiates sur le régime, tels étaient les traits distinctifs de Kouzmine. Il prit surtout en grippe nos camarades femmes. Un jour, il voulut même punir l'une d'elles de cachot. Ceci est arrivé à la camarade Sauerbrey. Cette camarade ayant, je ne sais pourquoi, demandé au gardien de service d'ouvrir la cellule, celui-ci répondit par une bordée d'injures. Sauerbrey déclara :

« Je ne veux pas causer avec des geôliers. Mais si vous vous permettez encore une fois d'être grossier, je vous le revaudrai. »

Immédiatement, le gardien alla se plaindre à Kouzmine : la détenue menace de « se venger ».

Au bout de quelques instants, Kouzmine se précipite dans le couloir, criant à tue-tête :

« Elle verra ce que c'est. Je lui rabattrai bien sa superbe. Je vais la fourrer au cachot. En attendant, elle n'aura pas de promenade pendant huit jours. »

Bien entendu, le jour même, nous déclarâmes renoncer à la promenade. Kouzmine eut peur des « complications » et la peine prononcée contre Sauerbrey fut annulée.

Kouzmine était à la tête de notre garde. Celle-ci, au début, était composée de prisonniers de guerre.

Pendant les premières semaines, des apostrophes brutales et le geste de la main cherchant le revolver furent les seules réponses à toutes nos demandes et réclamations. Les instructions de la Vétchéka constituaient, aux yeux de ces hommes, une « loi immuable ». C'était, dans une certaine mesure, une manifestation du « communisme » d'un grand nombre de nos gardiens ; mais aussi, en quelque sorte, une vengeance pour les épouvantables conditions de captivité où les avait

autrefois maintenues le gouvernement tsariste. Cependant, au bout de quelque temps, notre garde s'est trouvée, pour ainsi dire, elle-même, « sous sa propre surveillance ». Aménés de Krasnoïarsk (Sibérie), ayant hâte de regagner leur patrie, les prisonniers de guerre avaient été abusivement transformés en geôliers. On leur avait fait accroire que leur séjour à Yaroslavl serait de courte durée; que dans le courant du mois ils seraient remplacés par un détachement russe; qu'ils servaient la cause du communisme en contribuant à la lutte contre les gardes-blancs(!), etc. Beaucoup d'entre eux avaient cru à tout ce dont on a bien voulu leur bourrer le crâne à la Vétchéka. Bientôt cependant, il leur fallut en revenir aussi bien pour ce qui était des « contre-révolutionnaires » confiés à leur surveillance, que pour ce qui était de leur prochain rapatriement. Les Tchèques, dont certains avaient combattu sur le front de Samara, devinrent décidément nos amis au bout de deux ou trois semaines. Quelques-uns des Allemands se mirent à dire qu'ils avaient honte de faire métier de geôliers. Les Hongrois résistèrent mieux que les autres à notre « influence pernicieuse »; beaucoup d'entre eux demeurèrent « inébranlables » jusqu'au bout.

A la fin de novembre, la plupart des prisonniers de guerre furent rappelés de Yaroslavl. On leur substitua de nouveaux gardiens, de nos compatriotes, du bataillon de la Vétchéka. Certes, notre « orgueil national » aurait dû, semble-t-il, avoir moins à souffrir; cependant, beaucoup de nos anciens gardiens étaient devenus « des nôtres »; nous avons quelque peu modéré leur zèle de geôliers, leur avons ouvert les yeux sur bien des choses. Les nouveaux gardiens, tel le balai neuf du proverbe, voulurent balayer proprement, c'est-à-dire exécuter religieusement chaque lettre des fameuses instructions. Il en résulta, vers la fin même de notre séjour à Yaroslavl, de nouveaux conflits.

Nous étions arrivés dans la prison de Yaroslavl le 12 août, au nombre de 39. Vers la fin du mois, on procéda, en toute hâte, à la réparation des cellules d'isolement encore vacantes.

Des tchékistes locaux venaient dans la prison, causaient avec l'administration, avec Kouzmine. Il était évident qu'on attendait de nouveaux hôtes... Le 6 septembre, on amena de Moscou un autre groupe de trente-quatre « socialistes-révolutionnaires » pris au cours des arrestations en masse, le 23 août. La plupart de ce groupe était des gens ayant depuis beau temps quitté le parti; beaucoup d'entre eux n'y avaient même jamais adhéré. Ils avaient été saisis par pur hasard; n'empêche qu'ils durent boire jusqu'à la lie le calice amer de la reclusion à Yaroslavl.

Depuis ce jour, notre communauté ne s'est plus accrue; elle commença, par contre, à fondre à partir de la moitié de septembre. De petits groupes sont partis dans le courant de septembre et octobre. Le premier départ important eut lieu le 5 novembre, ce jour-là, on emmena dix-sept personnes, dont tous les membres du Comité central et plusieurs militants actifs. Ce départ nous fut annoncé d'une façon absolument inattendue. Le choix des camarades désignés pour être emmenés nous inspira des inquiétudes. Pourquoi ceux-là plutôt que les autres? Où pense-t-on les mettre? Qu'en veut-on faire? Notre petit monde uni était en émoi. Nous apprîmes qu'on les emmenait à Moscou. A Moscou. Ainsi, c'était de nouveau la « prison intérieure » de la Vétchéka, et peut-être quelque chose de pire. Le jour de notre séparation, le 5 novembre, fut un jour émouvant, inoubliable. Quand et où nous reverrons-nous? On les emmena. Et quelque trois semaines plus tard, survint le mémorable « communiqué officiel » où les « socialistes-révolutionnaires du groupe Tchernov, détenus actuellement en prison », étaient déclarés « otages répondant des actes terroristes de Savinkov ». C'était donc pour cela qu'on avait emmené les dix-sept camarades! Pour les déclarer otages! Une angoisse incessante pour leur sort s'empara de nous, et notre isolement en devint encore plus pénible, plus énervant.

Au commencement de décembre, on fit partir encore un groupe. Nous ne restions dans « l'Etable à vaches » qu'environ vingt-cinq détenus.

Le 23 décembre, ce fut à notre tour de partir. Nous quit-
tâmes la prison à la tombée de la nuit. Nous avançons lente-
ment, entourés de soldats débraillés de la tchéka départe-
mentale. Rien qui rappelât notre « entrée solennelle » à
Yaroslavl. Le soleil couchant dorait les coupoles des églises.
Nous marchions en chantant : « Carillon du soir, carillon
d'adieu », joyeux et tristes en même temps.

Finis le régime épouvantable, finie la prison de Yaroslavl !
ô joie !...

Est-ce possible qu'on nous divise de nouveau, qu'on nous
sépare, nous, si unis, si attachés les uns aux autres ? Quelle
tristesse...

Notre voyage à Moscou fut, lui aussi, bien différent de
notre voyage à Yaroslavl : un simple wagon à marchandises.
Et le train avançait lentement, à pas de tortue.

Adieu, Yaroslavl ! L' « Etable à vaches », c'est déjà du
passé qu'on laisse derrière soi. Que réserve l'avenir ? Qu'y
a-t-il devant nous ?

S. VOLODINE.

X

La Tchéka de Saratov

Au mois de février 1920, dans la séance du soviet de Sara-
tov, le représentant de la Commission extraordinaire départe-
mentale fut interpellé au sujet des tortures infligées aux
prisonniers par les agents de la Tchéka. Le représentant
interpellé confirma l'application des tortures, mais fit observer
que, « dans la plupart des cas », le fait eut lieu dans les
Tchéka de district (celles-ci, à cette époque, n'étaient pas
encore abolies dans le département de Saratov, considéré
comme zone de guerre), dans la Tchéka régionale des trans-
ports et dans celle des chemins de fer, et que les coupables

avaient été... punis (!). (V. le compte rendu de cette séance dans les *Izviestia* du soviet de Saratov, février 1920.)

Le fait même d'une pareille interpellation, le représentant de la Tchéka départementale confirmant l'existence des tortures, est assez significatif en soi. Cependant, le tchékiste interpellé a « nié » l'application des tortures à la Tchéka départementale même.

Espérait-il que personne n'irait vérifier ses dires et, d'ailleurs, comment les vérifier? Celui qui s'en chargera risque d'encourir sinon la question, tout au moins, assurément, la prison ou la cave. Les sous-sols et les dépendances des Tchéka, les chambres de torture des sections spéciales et les cales des vieux chalands à moitié pourris (lieu de reclusion par excellence auprès de la Tchéka de Tsaritsine, alors Tchéka de district du département de Saratov) gardaient jalousement et sinistrement leurs épouvantables mystères.

Ou bien savait-il que toutes les preuves se trouvaient enfouies dans le fameux ravin, terreur des habitants de Saratov, aux alentours de la ville, près la bourgade Monastyrskaja? Ce ravin faisait frémir tant la bourgeoisie que les ouvriers et les paysans, les intellectuels et tous les partis politiques, y compris les socialistes. Ce ravin avait englouti, en effet, plusieurs militants du parti socialiste-révolutionnaire, à savoir :

1° *Averkiev*, Boris Alexandrovitch, fils d'une vieille militante du parti « *Norodnaïa Volia* », impliquée autrefois dans le fameux « procès des 193 ». Elle ne put survivre à son fils unique qu'elle ne put même voir une dernière fois avant qu'il fût fusillé; à sa demande d'entrevue, le président de la Tchéka de Saratov, Kravtchenko, répondit non seulement par un refus, mais encore en menaçant de faire arrêter la mère après le fils;

2° *Mourachkina* Zénaïde;

3° *Goussev* Alexandre;

4° *Mme Gousseva*.

Dès la fonte des neiges, les parents et amis des victimes se rendent furtivement à ce ravin, un à un ou par groupes. Au

commencement, on arrêtait ces pèlerins sur les lieux, mais il y en avait tant... et ils affluaient toujours, malgré les arrestations. Les eaux du printemps, en détrempant la terre, révélaient les victimes de l'arbitraire communiste. En partant de la passerelle, en aval du ravin, sur un espace de quelque quarante ou cinquante sagènes (un sagène égale environ 2 m. 13), sont entassés des cadavres. Combien sont-ils? On aurait peine à le dire. La Tchéka elle-même l'ignore. Dans le courant des années 1918 et 1919 on a fusillé, d'après des listes ou sans listes, près de 1.500 personnes. Mais on ne conduisait les condamnés au ravin qu'en été et en automne; l'hiver, on les fusillait ailleurs. Ceux qui gisent en haut du tas — fusillés l'automne dernier — se sont presque entièrement conservés. Les mains attachées au dos, n'ayant que leur linge sur le corps, quelquefois couverts d'un sac ou absolument nus... Le fond du ravin offre un spectacle d'horreur et d'épouvante. Cependant, les visiteurs y plongent les regards, de toute leur attention, cherchant des yeux quelque indice qui permette de reconnaître le cadavre d'un être cher. Voici deux jeunes filles qui descendent la pente. Il leur semble avoir reconnu la dépouille de leur frère. La troisième sœur demeure en haut, les yeux pleins de larmes. « Il ne faut pas, il ne faut pas, n'y touchez pas, je ne peux pas! .. » leur crie-t-elle. Du côté opposé se penche sur le ravin un paysan venu du champ voisin : « C'est-y des parents que vous cherchez ou des connaissances? — Notre frère a été fusillé. — Quand ça? — L'automne dernier, à la fin d'août. — Eh ben, ça doit être plus bas, je l'ai recouvert de terre hier, ça sentait trop fort, c'est là, dit-il en lançant une poignée de terre dans la direction indiquée. — Voyez-vous, mes petites dames, cette nuit-là, j'ai couché ici, sous mon chariot, j'avais hâte de terminer mon lopin et je suis resté aux champs. Vers deux heures de nuit environ, il est venu des autos, les phares allumés. Elles se sont arrêtées par là, de l'autre côté. Puis on les a fait descendre, on les a déshabillés, et on les a conduits par la passerelle jusqu'ici. Et puis, ici, on les plaçait au bord du ravin et on les fusillait. Tous tombaient en bas. Ensuite, ceux qui avaient tiré sont des-

cendus au fond du ravin ; ils l'ont parcouru avec des lanternes, en tirant de nouveaux coups de feu. Probable qu'ils achevaient les blessés. J'ai aussi entendu des gémissements. Je me rappelle même avoir trouvé, le lendemain, des lunettes cassées ; faut croire que le coup a atteint l'œil droit. — Ne pourrait-on pas les voir, si vous les avez gardées ? Notre frère portait des lunettes, c'est peut-être les siennes, supplient les sœurs. — Bon, je demanderai à ma femme. Et alors, votre frère, il était officier ou quoi ? — Non, on l'a fusillé parce qu'il était socialiste. »

Voici un autre groupe, des femmes également : « Maman, maman, demande une fillette à sa mère qui pleure. Pourquoi pleures-tu ? Est-ce donc que ma tante a été enterrée ici ? Elle est donc morte ? — Oui, ma chérie, elle est morte... — Et tu disais toujours que ma tante était en prison... Tante Zina est morte... On l'a fusillée... », balbutie la fillette se serrant contre sa mère.

Ce ravin, chaque semaine, épouvante de plus en plus les habitants de Saratov. Il engloutit de plus en plus de victimes. Après chaque exécution, on fait ébouler la pente abrupte du ravin pour recouvrir les cadavres ; le ravin s'élargit de plus en plus. Mais chaque printemps, l'eau met à découvert les dernières victimes des exécutions.

Bien des secrets gisent enterrés au fond du sinistre ravin et c'est là-dessus que comptait le tchékiste de Saratov en niant l'application des tortures à la Tchéka départementale. Certes, personne n'a jamais réussi et, probablement, ne réussira jamais à faire remonter ces secrets du fond du ravin ; mais il est arrivé qu'on en ait ramené quelques-uns des bords du ravin à la Tchéka même, et tous les prisonniers en ont pris connaissance. Encore que rarement, mais certains de ces malheureux, soumis à des tortures physiques et morales, demeuraient en vie, et leurs membres mutilés, leurs cheveux blanchis par l'épouvante et la souffrance et non par l'âge, témoignaient mieux que toute déposition verbale de tout ce qu'ils avaient enduré. Il est également arrivé, bien que plus rarement encore, que des témoins ayant échappé à la mort

aient relaté les souffrances des derniers moments des condamnés.

C'est ainsi que l'on a appris les épouvantables tortures infligées au membre de l'Assemblée Constituante, Ivan Ivanovitch Kotov, qu'on avait sorti de la cale d'un chaland, pour le traîner à l'exécution, un bras et une jambe cassés, un œil crevé (fusillé en 1918). L'ensemble de ces faits qui ont motivé l'interpellation, témoigne non seulement de ce qui se passait dans les sections de la Tchéka départementale, mais prouve aussi que celle-ci était, de son côté, responsable de la « question » appliquée au cours des interrogatoires et même de choses plus graves encore.

Le 20 octobre 1919, lors de l'interrogatoire de deux membres du parti socialiste-révolutionnaire, M... et W..., ceux-ci ayant refusé de nommer leurs camarades, le juge d'instruction leur déclara qu'on les forcerait bien à parler, que la Tchéka avait des moyens pour cela. Immédiatement, en leur présence, le tchékiste Osoline donna l'ordre de faire venir une voiture, des lanternes et de préparer tout ce qu'il faut pour faire déshabiller les deux détenus. Ceux-ci comprenaient fort bien qu'on s'appropriait à leur faire subir quelque chose d'affreux... et ils attendaient.

Pendant qu'on faisait la commission, les tchékistes s'amusaient à braquer des revolvers chargés sur la tête de W... Au bout d'une heure et demie environ, la voiture et les lanternes étaient avancées. « Eh bien, on y va ? » demandèrent à Osoline ses acolytes. — « Non, il est trop tard », répondit-il. Le jour commençait à poindre. Les ténèbres de la nuit s'étaient dissipées et, peut-être, était-il impossible de faire à la lumière du jour ce que l'on avait compté accomplir la nuit. Deux jours plus tard, les deux détenus virent dans la cellule commune, à la Tchéka départementale, une jeune femme aux cheveux absolument blancs et sa sœur (Sophie et Ida Ou-d) n'ayant pas échappé à ce que la naissance du jour avait épargné à M.... et W.... On avait conduit les deux sœurs jusqu'à l'épouvantable ravin et, dévêtues, au bord du trou béant, on les somma de dire, sous la menace des revolvers, où se trouvait

un de leurs parents Elles l'ignoraient pour de bon et ne purent rien dire. On ne sait pas ce qu'elles sont devenues par la suite.

Après l'épreuve « préliminaire » non achevée, le tchékiste Osoline dirigea M... et W... auprès du président de la Tcheka départementale de Saratov, Lobov, et de son suppléant. Repus, fringants, tirés à quatre épingles, l'air affecté de potentats qui disposent librement de la vie et de la mort de leurs prisonniers, ces deux fonctionnaires étaient parfaitement corrects : « Votre situation est très grave, disaient-ils. Nous ne vous le dissimulons pas, mais vous avez un moyen de sauver votre vie, livrez-nous vos camarades. Comment? Vous refusez! Eh bien, c'est égal, votre cas est jugé. Voici vos tracts. Les soldats de l'armée rouge les lisent et puis ne veulent plus se battre et les paysans refusent de nous livrer leur blé (il s'agissait du tract: « A tous » édité par le Comité central du Parti S.-R.) Vous serez fusillés. »

W... a été interrogée séparément. Que lui a-t-on proposé? Que lui a-t-on demandé? On l'ignore. Toujours est-il qu'à peine transférée dans une cellule d'isolement à la prison départementale et ayant trouvé sous la main une lampe à pétrole, elle en renversa sur elle le contenu et mit le feu à ses vêtements; cependant, la quantité de pétrole ayant été insuffisante, on réussit à la sauver. Une fois guérie, elle envoya sa démission au Parti, l'âme oppressée par quelque poids inconnu. Que lui avaient arraché les tchékistes? Et par quels moyens? Lobov doit le savoir. Au cours de l'une des entrevues, elle avoua qu'on avait menacé de fusiller son père, seul soutien de la famille, et W..., encore que loin d'être lâche, ne put résister. Dans la même prison, est morte dans des souffrances atroces, après avoir volontairement mis le feu à ses vêtements, une militante du Parti social-démocrate, *Kokoréva*.

Dans la prison n° 3 (section des condamnés à mort), s'est pendu dans sa cellule, terrorisé au cours des interrogatoires, un certain Maltzev, et s'est fait brûler un pharmacien du nom de Paul. L'administration de la prison avec, en tête, l'« ancien ouvrier » (comme il se dénommait lui-même) Drojnikov, éter-

nellement ivre et les insultes les plus ordurières à la bouche (au cours de leur grève de la faim en mars 1920, les anarchistes et socialistes revendiquaient, entre autres, qu'on interdît à Drojnikov l'entrée des cellules de femmes), enferma le malheureux à moitié calciné dans un cachot. Pendant qu'on l'y traînait, il criait : « *Ne me torturez pas, tuez-moi plutôt.* »

Dans la nuit du 17 novembre 1919, une bande ivre d'hommes armés firent irruption dans la prison. On entendit le dé clic des gâchettes, le tintement des clefs, le grincement des portes des cellules d'isolement. On fit sortir les détenus dans les couloirs. De longs et sauvages gémissements, des hurlements de femmes remplirent le couloir. Autour des malheureuses se débattant par terre en proie à des crises nerveuses, se pressaient les bourreaux. Des rires avinés, des apostrophes ordurières, des plaisanteries sauvages, des mains brutales déboutonnant les robes, fouillant les victimes...

« Ne les touchez pas, disait d'une voix tremblante le gardien-chef Diakonov qui n'était pas tchékiste, mais simple employé de prison. *Je sais bien qu'on ne peut pas vous confier les femmes avant l'exécution.* »

Un nouveau cri affreux, sauvage et long et qui n'a rien d'humain, le cri d'une bête mortellement blessée. Ce cri se répercute dans le cachot n° 2 par des gémissements plaintifs d'un homme qui voudrait tant vivre encore, mais qui voit se dresser devant lui la mort épouvantable et peut-être atroce dans la personne d'un soudard ivre et armé ayant perdu toute ressemblance humaine. D'ailleurs, ces hommes ivres achetaient leur propre existence en tuant les autres. Et, pour faire taire leur conscience, leur sentiment humain, les pouvoirs, avant chaque exécution, les faisaient boire jusqu'à l'ivresse totale. Sinon, on n'aurait pas trouvé d'exécuteurs. Il n'y avait pas du tout de bourreaux professionnels. C'étaient des gens, eux-mêmes condamnés à mort par les pouvoirs, qui faisaient l'horrible besogne au prix d'une haute rémunération : la vie pour la vie.

Les voilà qui ligotent les condamnés, leur attachant les mains derrière le dos. Voilà qu'on attache les malheureux les

uns aux autres... « Quand donc cesserez-vous ces exécutions ! Je suis instituteur, pourquoi me fusillez-vous ? — Tais-toi, espèce de... Donne-lui un coup de crosse. » Il a déjà les mains liées. Il se tait de lui-même. « Le suivant. » On ouvre le cachot n° 2. « Sors ! » M... sort, déjà prêt. Il dissimule dans sa poche une lettre aux camarades de parti. Il compte la faire tomber sur la route de l'épouvantable ravin (cette lettre fut prise par la suite au cours d'une perquisition et jointe au dossier de M... par le juge d'instruction Kviringue). « Ton nom ? — M... » Le tchékiste parcourt longuement la liste. M... n'y figure pas. On le reconduit dans le cachot. Une demi-heure après, la plupart des cellules d'isolement étaient vides. Il n'y restait que trois détenus. On avait emmené 47 personnes. Les malheureux n'ont pas atteint l'épouvantable ravin. L'hiver, cette année, avait été précocé. Il s'est levé une tourmente de neige. On a fait descendre les malheureux dans la banlieue « Monastyrskaja slobodka ». On chassa hors d'une maison une famille de paysans et on fusilla les victimes dans l'étable. Les cadavres y demeurèrent longtemps.

Les bourreaux les dépouillèrent et emportèrent tous les vêtements. En novembre, décembre et janvier, il y eut beaucoup d'exécutions : par grandes et petites fournées. Les listes étaient toujours signées par Lobov devenu membre du Comité Exécutif de Saratov. Publiées dans la presse soviétique, ces listes étaient souvent accompagnées d'articles soit élogieux, soit justificatifs du membre du Comité Exécutif central, Vardine-Mguéladzé. Ces listes faisaient également mention du crime imputé à la victime. Voici, par exemple, la liste des personnes fusillées en réponse à l'explosion de l'impasse Léontievsky (Moscou), œuvre des anarchistes dits « anarchistes clandestins ». Qui donc figure sur cette liste ? des membres de l'organisation responsable de l'attentat ? des complices ? des gens soupçonnés de complicité ? Nullement. Cette liste dite *de la corvée de sang* comprend, pour la plupart, des personnalités connues pour leur activité publique, qui vivaient ouvertement et travaillaient dans des institutions soviétiques locales.

J.-J. Guilguenberg, ancien membre de la « Narodnaïa Volia », ayant été déporté pendant de longues années ; son crime : il était membre du Conseil municipal ; Brikardelli, son crime : ingénieur et membre du Parti « cadet » ; Poliak, son crime : candidat à la députation à l'Assemblée Constituante, etc.

Pourquoi les a-t-on fusillés ?

Suivant le télégramme de Moscou, Saratov devait participer à la *corvée de sang* en immolant soixante victimes, prises soit parmi les notables bourgeois, soit parmi les personnalités connues.

La corvée de sang fut exactement et pleinement exécutée. Fidèle à cette corvée, la Tchéka de Saratov fit fusiller des gens qu'elle venait elle-même de condamner à quelques mois de travaux obligatoires. Ils étaient paisiblement occupés à couper du bois, pour les besoins de la ville, dans une forêt voisine. Le soir, ils rentraient tout aussi paisiblement dans leurs tentes. La nuit, on les emmena et fusilla.

Voyons maintenant ce qu'était la vie des détenus dans la prison n° 3. La plupart des détenus du corps d'isolement (ancien bagne) étaient fusillés ; la minorité, terrorisée par les pouvoirs, consentait souvent à exécuter leur volonté ; un certain nombre, enfin, ne pouvant supporter les menaces et les outrages continuels, finissait par se suicider.

La prison, en elle-même, n'offre rien de terrible. Une prison russe des plus ordinaires. De petites cellules, il fait sombre, éclairage au pétrole. Dans les cellules, des planches nues en guise de couchettes, des carcasses de table et de bancs ; un seau rouillé sans couvercle. Tout ce qui pouvait être brûlé l'a été par les gardiens pendant les longues nuits d'hiver. Les cellules n'étaient absolument pas chauffées. Il faisait froid. L'eau gelait. Personne ne se déshabillait la nuit. On dormait en mettant sur soi tout ce qu'on avait : bonnets, gants, moufles, couvertures. Dans la journée, on accordait quinze minutes de promenade dans la cour. Mais, le plus souvent, ces promenades se faisaient dans le couloir. Une fois par jour, on servait un repas avec 400 grammes de pain. Les provisions envoyées du dehors étaient mises en un tas et partagées éga-

lement. Cela s'appelait « la commune ». Les gardiens avaient aussi leur part, au même titre que les détenus, et naturellement, choisissaient « les meilleurs morceaux ». Le jour des envois, on entendait souvent à l'étage inférieur : « Pourquoi as-tu pris tout le pain blanc, salaud ? Laisse-m'en aussi. — En voilà des histoires, tu n'as qu'à prendre le lard. »

Les prisonniers qu'on amenait étaient également lestés de toutes leurs provisions. Chez un vieux paysan de soixante-dix ans on trouva, caché, un petit morceau de beurre et de pain blanc. Le paysan, tout édenté, ne pouvait manger rien de dur. Pour avoir dissimulé ses provisions, il fut mis au cachot. Ce paysan avait été arrêté pour avoir moulu du blé sans l'autorisation du Comité Exécutif de son canton. C'était le 6 janvier 1920, la veille du Noël orthodoxe. Emprisonné pour la première fois de sa longue existence, à travers la porte, il contait sa peine amère à la sentinelle : « Suis-je donc un criminel ? Pourquoi me fait-on cela, oh ! mon Dieu ! Petit frère, ouvre la porte, la vitre ici est cassée, il y a un courant d'air bien fort, peut-être fait-il plus chaud dans le couloir. — N'es-tu pas un peu fou, tu vois bien, j'ai ma veste fourrée et je gèle. » Le vieux passa toute la nuit à pleurer et, le matin, on l'emmena je ne sais où.

Le jour, ça allait encore. On se réchauffait tant bien que mal en faisant les cent pas dans la cellule. Outre les interrogatoires, les moments d'angoisse nous étaient épargnés.

Mais, à partir de l'appel du soir jusqu'à celui du matin, les détenus souffraient affreusement au physique comme au moral. Les gardiens, après avoir cassé tout ce qui leur tombait sous la main, se réunissaient autour de l'un des poêles (le plus souvent auprès de la cellule n° 4). Ils allumaient le feu, faisaient cuire des pommes de terre dans les cendres, et se racontaient toutes sortes de choses : leurs soucis et préoccupations, et les nouvelles de la prison, et leurs pronostics concernant les détenus ; les causeries se terminaient toujours par des contes. Les contes, tout le monde les écoutait avec plaisir : un peintre en bâtiment embauché à la Bourse du Travail sous la menace d'arrestation et devenu gardien de

prison, faute d'autre emploi, et le soldat de première ligne auquel le service dans la prison épargne celui dans l'armée rouge, et le gardien de l'ancien régime, du temps où Stolypine était gouverneur de province, et un petit blanc-bec communiste. Cette idylle semblait si loin de tout ce qui nous entourait. Les conversations sur la misère, sur le travail, sur la vie du dehors faisaient oublier que cette paisible société était des garde-chiourme. Mais la terreur avait laissé son empreinte sur le pays entier et ici, dans la prison, parmi ces paisibles causeurs, elle apparaissait d'emblée dès que survenaient les autorités communistes. Or, celles-ci survenaient toujours la nuit, soit pour faire emmener les condamnés à mort, soit pour procéder à un « interrogatoire spécial », soit pour opérer une perquisition, soit, tout simplement, pour effrayer les détenus, en faisant grincer les serrures de leurs cellules.

Voici une de ces perquisitions nocturnes : le 23 novembre 1919, le directeur de la prison, Drojnikov et ses aides Pougatchov et Anouchév, entourés de gardiens, vinrent perquisitionner dans la cellule n° 9. Tous les effets sont retournés, mis sens dessus dessous. On trouve une lettre. On la passe au chef. Il se met à lire lentement, les yeux troubles... « Une lettre... un crayon,... murmure-t-il. Eh... qu'on le dés... déshabille... Réponds, où as-tu pris le crayon, fils de chienne ? Tout nu, mettez-le tout nu. Qu'est-ce que tu as à trembler ? Aurais-tu peur ? — Non, j'ai froid. — Ah, tu as froid ! Cherchez mieux. Ramassez tous les morceaux de verre, il veut s'ouvrir les veines. Voici la lettre : il dit adieu à quelqu'un. » On cherche longuement le crayon et on ramasse les morceaux de verre. Enfin, on s'en va. Le lendemain, le juge d'instruction, Kviringue, trouve l'habitant de la cellule n° 9 en proie à la fièvre et ne peut l'interroger.

Les perquisitions nocturnes se reproduisaient souvent.

La nuit d'hiver s'écoule lentement... La lampe à pétrole, à moitié baissée, clignote doucement. Le froid et l'angoisse empêchent de dormir. On tend l'oreille aux conversations dans le couloir, au bruit des pas dans la cour.

Les gardiens qui viennent de se montrer si brutaux en

déshabillant le détenu, en faisant voler de tous côtés ses pauvres hardes et qui ont ri aux insultes grossières et avinées proférées par le chef, continuent paisiblement à écouter le conte interrompu. Les autorités communistes sont parties. Eux-mêmes n'iront pas inquiéter les détenus. Seul le blanc-bec communiste parcourra, de temps en temps, le couloir avec un grand bruit de clefs : histoire de faire peur.

Et cela durait ainsi de jour en jour, de mois en mois. Tout cela se passait dans la prison de la Tchéka départementale, était l'œuvre de ses agents immédiats et supérieurs. Tous ces faits ont eu lieu avant l'interpellation sur les tortures. Le directeur de la prison, Drojnikov, continue jusqu'à ce jour à infliger aux détenus les pires outrages.

Saratov, septembre 1921.

S. L. N.

XI

La Tchéka de Kouban

La Tchéka de Kouban m'est particulièrement bien connue par expérience personnelle. Au cours d'une série de répressions qui sévissent périodiquement contre les socialistes, je fus arrêté et conduit au commissariat de milice à Ekatéridar.

A mon entrée au commissariat, le fonctionnaire de service de type oriental qui s'y trouvait, me prenant pour un représentant du pouvoir, se leva respectueusement et me salua un sourire obséquieux aux lèvres. Mais le décor changea rapidement lorsque le milicien qui m'accompagnait eut annoncé ma qualité de prisonnier.

« Assieds-toi », me dit grossièrement le « chef », m'indiquant une chaise d'un air important et se réinstallant dans son fauteuil avec non moins d'importance.

Je me mis à examiner avec curiosité le local plutôt exigü et sordide, et le public qui s'y pressait timidement; je comparais mentalement ce tableau à l'ancienne police, lorsque soudain la porte s'ouvrit avec fracas et un homme de grande taille, armé jusqu'aux dents, un grand bonnet d'astrakan sur l'oreille, vêtu d'une « circassienne » (espèce de capote) rouge, élégamment botté, entra rapidement dans la pièce. J'appris par la suite que c'était le chef de la milice Kolesnikov. Un regard négligent et hautain glissa sur moi, après quoi le chef fit un brusque demi-tour vers le milicien de service et commanda d'une voix retentissante :

« Renforcer la garde !... La cave !... Vivement !... »

Soudain, comme s'ils sortaient de terre, six miliciens armés m'entourèrent de près, me firent sortir dans la cour et m'introduisirent dans la cave. Les vifs rayons du soleil d'automne méridional firent place à une faible lueur d'électricité; je reçus à la figure une bouffée d'air renfermé, de moisi, d'humidité; un verrou fut bruyamment tiré, le fer rouillé grinça et je fus poussé dans un étroit caveau de pierre humide et absolument obscur. Ne m'étant attendu à rien de pareil, je restai d'abord abasourdi; puis je me mis nerveusement à arpenter le caveau, prêtant une oreille attentive au bruit sourd de mes propres pas. Il y avait dans la cave un autre prisonnier, un Arménien. Il s'informa si j'étais impliqué dans quelque affaire de « spéculation », et s'étant convaincu qu'il n'en était rien, se blottit de nouveau dans un coin où il s'accroupit à l'orientale.

Le temps passait avec une lenteur écoeurante. On sentait que la nuit était venue. Dans le caveau, il se fit très froid. Une chemise légère et un cache-poussière jeté sur les épaules réchauffaient bien peu mes membres engourdis. Mes dents claquaient de froid. Il me semblait me trouver là depuis une éternité lorsque retentit dans le couloir le bruit de pas lourds, le verrou grinça, une faible lueur de lanterne filtra dans l'ombre épaisse et froide du caveau; quatre miliciens armés pénétrèrent dans le local et s'approchèrent de l'Arménien qui se dressa rapidement. Alors se passa une scène

d'une sauvagerie hideuse. On frappait l'Arménien à coups de poings, à coups de pieds, à plat d'épée. Le malheureux gémissait, suppliait, puis se tut. Et seul le bruit des coups tombant sourdement sur le corps et les insultes ordurières proférées par les miliciens rompaient le silence sinistre du caveau.

Instinctivement, dans un sentiment de conservation, je me jetai dans un coin opposé. Mes tempes bruissaient douloureusement. Comme un homme qui se noie, je m'accrochais à tout ce qui pouvait me protéger et ce ne fut qu'alors que je compris, jusqu'au fond, combien j'étais faible et sans défense contre les bourreaux. La tête perdue, je me préparais d'abord à me défendre, mais l'absurdité d'une pareille idée était par trop évidente.

Cependant leur besogne accomplie, les miliciens s'éloignèrent aussi silencieusement qu'ils étaient entrés. Le grincement du fer, le bruit lointain des pas, et le caveau retomba dans un silence angoissant coupé par les gémissements douloureux de l'Arménien étendu sur les carreaux.

Quelques minutes poignantes se passèrent. L'Arménien se redresse, essuie le sang qui coule sur sa figure et brandissant les poings d'un geste théâtral, crie d'une voix éraillée et sifflante qui va mourir sous les voûtes de pierre :

« Tortionnaires !... Buveurs de sang !... Aurez-vous bientôt fini de boire notre sang !... Il n'y a pas moyen de vivre !... Nous étouffons !... Buveurs de sang !... »

Sa voix se brisa. Chancelant, traînant à peine les pieds, il se retira lentement dans son coin, marmottant des injures à l'adresse de tous et de tout.

Son histoire n'était pas bien compliquée. C'était un petit spéculateur. Il conduisait six bœufs pour les revendre. Près de Krouglik (1), il tomba entre les mains de la milice qui l'arrêta pour trois jours en vertu de quelque règlement administratif. Pendant deux jours, il se tint coi. Le troisième jour, de grand matin, sa femme, qui lui apportait son petit déjeuner,

1. Petit bois aux environs d'Ekaterinodar.

lui conta que la milice n'avait pas encore trouvé les bœufs, qu'ils étaient à Krouglik, mais qu'il y avait tout lieu de craindre qu'on mettrait la main dessus, aujourd'hui même, et qu'ils seraient réquisitionnés. On semble déjà être sur leur trace. L'Arménien, sans trop réfléchir, but son thé, se restaura copieusement et profitant de la surveillance peu sévère dont il était l'objet en sa qualité de « détenu à terme » devant être libéré le lendemain, prit la clef des champs, retrouva ses bœufs à Krouglik, fit sa petite spéculation qui lui rapporta deux millions et demi, et rentra chez lui où il fut de nouveau arrêté; pour le punir de son évasion, on l'enferma dans ce caveau. Les miliciens, qui venaient de le maltraiter, étaient précisément les gardiens auxquels il avait brûlé la politesse et qui avaient été punis à cause de lui.

A une heure du matin, nous fûmes appelés pour être interrogés. Physiquement et moralement brisé, engourdi de froid, je tombai, avec mon irascibilité ordinaire sur le chef de la milice, protestant contre ma détention dans la cave. Je déclarai d'une manière péremptoire que je refusais d'y retourner : « vous ne m'y jetterez que par la force des baïonnettes ». Soit mon ton décidé et mes menaces de me plaindre des mauvais traitements qu'on m'infligeait sans aucun tort de ma part, soit compassion ressentie par Kolesnikov un peu gris, toujours est-il qu'on m'autorisa gracieusement à être transféré dans la salle de détention commune où il faisait clair, chaud et où il y avait des couchettes.

— Quant à cette canaille, à la cave ! ordonna le représentant du pouvoir, roulant des yeux menaçants et dirigeant sur l'Arménien un doigt orné d'une bague précieuse. « Toi, tu iras dès demain devant le tribunal révolutionnaire et ensuite à cinq ou six ans de travaux forcés. Ça t'apprendra à t'évader. » Une bordée d'injures grossières résuma les conséquences désastreuses d'une évasion.

La salle commune à l'étage supérieur, claire, chaude, encore que bondée de prisonniers et exhalant une puanteur nauséabonde, m'apparut un paradis. Les habitants de la salle étaient étendus sur les couchettes, sous les couchettes, dans

les ruelles. Blotti en chien de fusil je m'installai modestement près de la porte, et brisé par les épreuves de la journée, m'abandonnant à la sensation de la chaleur, m'endormis d'un sommeil de plomb. Quel ne fut mon étonnement, au réveil, en trouvant à côté de moi la figure béate, encore que bouffie de sommeil et couverte d'ecchymoses, de mon Arménien.

« Comment êtes-vous ici ? » demandai-je étonné. « Kolesnikov n'avait-il pas ordonné de vous mettre dans la cave ? »

« Dans la cave », répondit-il avec un sourire malicieux. « Dans la cave après avoir vendu mes bœufs ! Pas si bête !... C'est que je les connais tous comme mes cinq doigts... » Et écartant ses cinq doigts boudinés et plutôt sales, il me débita d'un seul trait la biographie de chaque milicien, dont la plupart étaient des officiers de paix, des sergents de ville et des gardiens de prison de l'époque tsariste.

« Kolesnikov parti, son aide m'a fait passer de la cave dans cette salle. Je les tiens tous là-dedans », riait l'Arménien en frappant crânement sur sa poche. « Ils sont tous à vendre et à acheter. »

« Vous croyez qu'on m'enverra réellement devant le tribunal révolutionnaire pour m'être évadé ? Qu'on me condamnera aux travaux forcés ? Dès aujourd'hui, je rentrerai chez moi. C'est aujourd'hui le troisième jour de ma détention. S'ils n'ont pas assez de cinquante mille, je donnerai cent, deux cent mille, mais je serai chez moi !

En effet, à trois heures de l'après-midi, tandis qu'une escorte et un mandat d'écrou m'accompagnaient à la « Commission Extraordinaire de Kouban et de la Mer Noire pour combattre la contre-révolution », mon voisin, après avoir fait des adieux cordiaux aux chefs de la milice, me serra fortement la main me souhaitant gaiement une délivrance rapide, et se hâta, trotte-menu, vers sa maison.

A la tchéka, je remplis un questionnaire, après quoi on me conduisit, en vue d'un interrogatoire préliminaire, devant le juge d'instruction, jeune homme de 18 à 20 ans qui siégeait avec des mines importantes dans une pièce élégamment meublée rappelant le bureau de travail d'un solide bourgeois.

L'interrogatoire était à peine commencé et j'eus à peine le temps de répondre à quelques questions, lorsqu'une jeune personne de 16 ou 17 ans entra en coup de vent dans le cabinet, un verre à la main, et d'une voix émue, interpella coquettement le juge.

« Petka (petit Pierre), viens vite, sinon ils lamperont tout et il ne restera rien pour toi. »

« Petka » rougit, me lance des regards désespérés et confus, résiste faiblement et balbutie quelque chose d'incohérent. Je viens à son secours en lui proposant de clore l'instruction puisque je me reconnais coupable d'idées socialistes. L'affaire en reste là à la satisfaction générale. « Petka » va rejoindre ses convives et je suis conduit, sous escorte, dans la salle de détention de la Tchéka.

*
* *

Dans toutes les salles de détention de la Tchéka, aménagées pour 200 ou 240 personnes tout au plus, plus de 500 détenus sont logés. Ils sont étendus sur les couchettes, par terre, dans les ruelles. Impossible de remuer, on est obligé de se tenir soit à moitié couché, à moitié assis, soit debout. Une saleté fabuleuse. Tandis que les trottoirs qui longent les locaux de la Tchéka sont tous les jours méticuleusement balayés par les détenus, et que ces mêmes détenus sont astreints à nettoyer et à laver tous les jours les bureaux et en général les appartements de Messieurs les Tchékistes, la cour et l'intérieur de la prison où sont logés les détenus sont pleins de crasse infecte et de puanteur écœurante.

Pendant les quatre mois de ma détention on n'a lavé par terre que deux fois. Les détenus n'ont pas droit aux bains. On y va quelquefois par hasard. Toutes les réclamations des détenus à ce sujet demeurent vaines. Bien entendu, nous faisons le pendant du local : couverts de quelques centimètres de crasse, pouilleux, teigneux. De véritables troupes de poux, de puces, de punaises rôdaient partout. A l'état répugnant des détenus répondait la brutalité des gardiens à

leur égard, interminable kyrielle de pires injures. Les promenades n'étaient pas autorisées, si on ne compte par les rares cérémonies d'appel de quelque 5 ou 10 minutes, dépendant entièrement du caprice des gardiens, et qui quelquefois avaient lieu dans la cour au lieu des cellules. Jour et nuit on était condamné à respirer l'air infect qui donnait le vertige à quiconque venait du dehors... Comment en serait-il autrement dans les cellules bondées et affreusement sales, les détenus se servant jour et nuit de la « paracha ». Il existe, il est vrai, des gardes, deux par chambrée, qui peuvent faire sortir les détenus, deux par deux, « pour se soulager. » Cependant, chaque chambrée comprenant de 148 à 160 personnes, ce « privilège » semble une dérision, et la plupart des détenus se servent de la « paracha. » Pour comble de malheur, nous n'avions pas d'eau en quantité suffisante non seulement pour nous débarbouiller, mais même pour nous désaltérer. Le conduit d'eau est soit gelé, soit, six fois par semaine, avarié faute de soins, et très souvent nous demeurons sans thé ni eau, tenaillés par la soif. Quant à la nourriture, non seulement elle est infecte (du pain dur comme une pierre et un brouet de millet et de maïs), mais encore distribuée dans des conditions répugnantes : faute de récipients, la nourriture est portée dans les salles de détention dans les seaux mêmes qui servent tous les jours à laver les lieux d'aisances, les couloirs, les bureaux et les appartements de la Tchéka. Et pour plus d'effet, les repas sont distribués à côté de la « paracha », dans l'endroit le plus sale et le plus infect. Seule la faim atroce fait surmonter le dégoût et oblige de toucher à la nourriture de la prison. Il est arrivé un jour que la nourriture avait le relent d'un médicament quelconque. L'explication a été facile à trouver : le seau qui contenait le repas avait servi à laver les planchers à l'infirmerie où l'on faisait des pansements aux tchékistes malades, et de vieux pansements imbibés de médicaments étaient tombés dans le seau communiquant leur odeur à la soupe.

Il existe auprès de la Tchéka une infirmerie et une doctoresse... une certaine Govorova. A dire vrai, je doute fort que

cette respectable personne, toujours poudrerizée et fardée à excès, soit doctoresse pour de bon. A 11 heures tapant, on annonce dans les salles : « Les malades à la visite ! » En réalité, aucun soin médical ne leur est donné. Lorsque je m'adressai aux lumières de cette honorable esculape pour une inflammation de l'oreille moyenne, il me fut brièvement répondu : « Nous ne soignons pas les oreilles, nous n'avons pas de miroirs. » De même, il ne restait ni camphre, ni huile, ni pansements. A ceux qui se plaignaient d'avoir mal aux dents, la doctoresse déclarait : « Vous n'êtes pas ici à la Vétchéka où il y a un cabinet dentaire ; quant à nous, nous ne soignons pas de maladies aussi insignifiantes que le mal des dents. » Lorsqu'un des camarades s'adressa à l'infirmier avec une maladie des yeux, on lui répondit par ce « calembour » cynique : « Ce n'est pas ici une clinique pour les maladies des yeux. D'ailleurs, qu'avez-vous besoin des yeux : vous ne vous perdrez pas puisque les gardiens vous accompagnent. Quand vous serez sorti de la prison, vous soignerez vos yeux. »

Bien entendu, les seuls clients qui aillent consulter la doctoresse sont soit des nouveaux venus, soit des pince-sans-rire que ses procédés de médication amusent. Ces procédés étaient, en effet, assez curieux. Elle ne s'approchait jamais du malade. Le thermomètre n'était pas usité. La « visite » se bornait à deux ou trois questions. A peine le malade y eut-il répondu — et quelquefois il n'en avait même pas le temps — que déjà le diagnostique était prêt et on donnait au patient un cachet quelconque. Inutile de dire que toutes sortes de maladies avaient leur foyer permanent dans les cellules de la Tchéka.

Dans notre salle, il y avait beaucoup de syphilitiques, il y avait également des malades atteints du typhus et de la gale. Il y en avait qui mouraient. On emportait le corps, on donnait un coup de chiffon à la place où le malade était mort, après quoi elle était prise de haute lutte par un autre détenu.

On peut juger des conditions où se trouvent les détenus de la Tchéka de Kouban, d'après ce qu'en ont dit les socialistes-

révolutionnaires d'Armavir qui y ont été enfermés : K.-M. Varsonofiev, P.-L. Nikiforov (fils du populiste bien connu, Léon Nikiforov) et les autres, tous hommes rompus aux répressions de l'ancien régime, ayant goûté aux délices du bagne, des prisons, des étapes tsaristes... Ils sont unanimes à déclarer : « Une année de détention sous le pouvoir tsariste vaut un mois de détention à la Tchéka, en ce qui concerne les privations et les outrages infligés aux prisonniers. »

Les réclamations et les protestations contre un pareil régime, individuelles ou collectives, orales ou écrites, n'ont donné aucun résultat positif. Elles ne sont jamais allées au delà du panier du commandant. Voici, à titre d'exemple, une de ces protestations :

*Au commandant de la Tchéka de Kouban.
Du staroste de la salle 3, Nesterov.*

DÉCLARATION

« Le régime infligé aux détenus de la Tchéka est si rigoureux que je me vois obligé, au nom des détenus de la salle, de vous demander à nouveau, camarade commandant, d'atténuer cette rigueur, dangereuse pour la santé des prisonniers et que rien ne justifie. Dans une salle aménagée pour soixante ou soixante-dix personnes, nous sommes près de cent cinquante. Une bonne moitié de ce nombre est vautreée sous les couchettes, dans les passages, dans les conditions les plus inhumaines. Il semblerait que de telles conditions commanderaient l'application de vastes mesures hygiéniques. Cependant, nous restons souvent, non seulement sans thé, mais même sans eau, tenaillés par la soif. La plupart d'entre nous ne se débarbouillent pas, faute d'eau. Les récipients où l'on nous sert les repas sont employés pour laver les planchers, ils ne sont jamais nettoyés, ils sont sales et puants. La nourriture et le thé sont distribués à côté de la « paracha », ce qui, non seulement soulève le cœur, mais offre le danger de la contagion de syphilis, de dysenterie et d'autres maladies

déjà fort répandues parmi la chambrée. Tout cela oblige la chambrée de vous prier de supprimer les rigueurs du régime appliqué aux détenus, de nous autoriser des promenades, de permettre aux détenus de se servir eux-mêmes à la cuisine, dans leur propre vaisselle, de nous faire conduire au robinet de la cour pour nous débarbouiller et de nous autoriser l'usage des bains. Le staroste de la 3^e salle : Nesterov. »

Cependant, encore que des déclarations analogues eussent été adressées par les autres chambrées, elles ne sont jamais allées au delà du panier dans le bureau luxueux du commandant de la Tchéka, et le régime demeurerait invariable.

Les prisonniers de la Tchéka, encore qu'ils fissent l'objet d'une instruction, étaient privés des droits les plus élémentaires et perdaient complètement toute dignité humaine. Ceci apparaissait surtout par rapport aux femmes. Tous les jours, par le froid et la boue, on les astreignait à laver non seulement les magnifiques bureaux des juges et des administrateurs tchékistes, mais jusqu'aux longs couloirs dallés de pierre de l'immeuble entier que des centaines de pieds des détenus et des gardiens devaient fatalement ressalir cinq minutes plus tard. Les pauvres femmes, sans distinction d'âge, travaillaient dans l'eau et dans la boue, par un froid cinglant, sous les regards et les railleries obscènes des plus zélés des gardiens. Dans son mépris de la dignité humaine, l'administration n'a pas eu honte d'installer des lieux d'aisance communs pour femmes et hommes. Les détenus qui protestaient obtenaient cette réponse :

« Ça ne fait rien, te gêne pas, nous avons déjà habitué les femelles à ne pas se gêner. »

Quant à la « section spéciale », on y est allé encore plus loin sous ce rapport. Lorsqu'on conduit les femmes au bain, on place des sentinelles non seulement dans la pièce où l'on se déshabille, mais jusque dans la pièce où les femmes se lavent.

Cette absence de tout droit humain pour les détenus, cette manière de les traiter comme des brutes, donne lieu, fatalement, à l'arbitraire le plus effréné de la part des gardiens.

Aux jours fixés par l'administration, le lundi et le vendredi, les détenus reçoivent quelques provisions que leur apportent des parents ou des amis. Quelquefois, cependant, les provisions sont reçues tel autre jour. Cela semble impliquer une complaisance excessive de la part de l'administration. Mais l'explication est autrement simple : les provisions apportées sont volées sans vergogne par les gardiens. Les détenus reçoivent à peine la moitié de l'envoi, quelquefois, ils doivent se contenter d'un tiers. Et tout cela se passe sous les yeux mêmes des détenus, sans aucune espèce de gêne. On apporte une tarte aux prunes au détenu Karatyne ; celui-ci reçoit deux prunes écrasées. J'ai envoyé un oreiller dans la cellule de femmes, il est allé à un des gardiens. Toutes les requêtes, démarches, plaintes même, sont restées autant de voix clamant dans le désert. On a apporté quelques centaines de cigarettes au détenu Davydenko. Et devant nous, tous les gardiens se sont mis à fumer ces cigarettes. Nos protestations n'aboutissaient qu'à cette menace : « Nous ne vous ferons plus rien passer. » Or, cela équivaldrait à la mort d'inanition, étant donnée l'insuffisance de la ration distribuée une fois par jour. Bien entendu, les conditions étaient meilleures pour les gens fortunés auxquels on pouvait faire des envois fréquents et abondants.

L'absence de tout droit humain pour les détenus apparaît en toute chose. Nous n'avons jamais vu, dans notre cellule, de représentants du pouvoir, sauf le commandant qui y faisait des apparitions de quelques instants. Un jour cependant, nous eûmes la visite du président de la Tchéka, Kotliarenko, venu en personne pour vérifier l'identité des détenus. On fit un appel nominal d'après une liste. Or, il apparut qu'il y avait là, depuis deux ou trois mois, des détenus qui n'avaient jamais été ni enregistrés, ni interrogés et dont la présence à la Tchéka ne fut constatée que par hasard, grâce à la visite de Kotliarenko.

*
* *

D'après la nature de leurs crimes, les habitants de la

Tchéka se partageaient en quatre groupes inégaux : le groupe le moins nombreux était celui des spéculateurs ; les déserteurs composaient un deuxième groupe plus considérable que le précédent ; un nombre relativement important de détenus avait à répondre des forfaitures ; enfin, le groupe le plus nombreux était accusé de « contre-révolution ».

Les spéculateurs se partageaient en gros et en petits. Les premiers ne demeuraient jamais longtemps en prison : au bout de quelque deux ou trois semaines, ils étaient relâchés et reprenaient leur métier. Les petits spéculateurs étaient moins heureux, leur détention durait davantage. D'une manière générale, il existait entre les tchékistes et les spéculateurs, surtout les gros, des rapports mystérieux. Ainsi, à Ekaterinodar, alors que tout était nationalisé et tous les marchés démolis, il surgit soudain, à la grande surprise de la population, dans la rue principale de la ville (la rue « Rouge »), une maison de commissions *Technotroud*, dirigée par un certain Mikhidarov. Prenant à tâche d'acquérir toutes sortes de matières premières pour être revendues au « Vniechtorg » (Commissariat du Commerce extérieur), la maison organisa rapidement tout un réseau d'agences, noua de nombreuses relations parmi le monde des anciens industriels et commerçants. Quelque trois semaines après l'ouverture de la maison, tout le personnel fut arrêté, à l'exception du directeur Mikhidarov, qu'on sut depuis être un agent de la Tchéka. Ce coup de filet amena à la Tchéka près de cent personnes. Qui n'y avait-il pas ? Le crime de tous ces prisonniers était d'avoir voulu faire un commerce prohibé. On procéda à une enquête à la suite de laquelle les gros spéculateurs furent libérés au bout de quelques jours ; le menu fretin en eut pour plus longtemps. Enfin, tout le monde fut relâché, à l'exception des plus insignifiants, dont un certain Amirkhanov. Une semaine, deux semaines, un mois se passent ; Amirkhanov envoie à l'administration de la Tchéka déclaration sur déclaration, requête sur requête, demandant à être libéré. Finalement, il adresse au nom du président de la Tchéka une déclaration secrète où il se plaint de ce que les gros spéculateurs étant

relâchés, lui, qui n'était qu'un simple employé de bureau au « Technotroud », demeure enfermé depuis plus d'un mois, sans même avoir été interrogé. Amirkhanov concluait en offrant ses services à la Tchéka pour dénoncer de très importants spéculateurs ayant échappé aux poursuites, mais qui avaient été en relations avec la maison *Technotroud*. Ceci suffit pour que, le soir même, Amirkhanov, toujours sans être interrogé, fut renvoyé de la Tchéka au « régiment d'exploitation », tandis que sa déclaration secrète était dès le lendemain connue aux gros spéculateurs libérés.

La question était autrement grave pour les déserteurs et les « verts » (paysans insurgés). Quoi qu'il en fût, les malheureux étaient fusillés. Chose curieuse, on usait à leur égard de la tactique de machiavélisme. Dans l'acte d'amnistie promulgué par les autorités locales, il était écrit en toutes lettres : « Obtiennent le pardon absolu, tous ceux qui ont activement lutté contre le pouvoir soviétique, les armes à la main. Ceux qui purgent en prison ce genre de crimes seront immédiatement libérés. » Malgré cela, les cent pour cent des « verts » étaient fusillés. L'amnistie n'était appliquée qu'aux spéculateurs et aux miliciens.

Le troisième groupe, plus nombreux que les deux précédents, comprenait des fonctionnaires ayant commis des abus et des crimes dans l'exercice de leurs fonctions. Un trait distingue tous ces détenus : ils étaient dénoncés à la Tchéka, non par de simples citoyens, comme cela avait souvent lieu à l'égard des spéculateurs et des contre-révolutionnaires, mais par d'autres fonctionnaires. S'il y a dans la prison quelque président d'un comité exécutif, c'est qu'il a été dénoncé par quelque « gradé » soviétique, ou par un agent de la Tchéka, ou, le plus souvent, par la milice. Si c'est un milicien, on peut être sûr qu'il a été livré à la Tchéka par quelque membre du Comité Exécutif. Bref, tout droit étant aboli, les simples mortels n'osent pas s'en prendre aux fonctionnaires soviétiques. Les crimes en eux-mêmes étaient fort variés. Dans la plupart des cas, il s'agissait de concussions, de détournements, d'escroqueries, mais il y avait une propor-

tion assez forte de fonctionnaires accusés de pillages, de vols à main armée, de meurtres, de viol des femmes, etc.

Quant au bien-fondé de l'accusation, tout dépend de la condition sociale et du parti dont se réclament accusés et accusateurs. Il y avait parmi les prisonniers de la Tchéka, le docteur I.-I. Popov, directeur de l'hôpital à la « stanitza » (grand village) Slavianskaïa. On l'accusait d'avoir volé cinq bouteilles d'alcool et du linge d'hôpital. L'origine de cette accusation est très caractéristique. L'inspecteur de l'hôpital et le médecin auxiliaire s'adonnaient à la boisson et volaient l'hôpital. Popov prit la décision de les congédier. Cependant, le pouvoir discrétionnaire étant l'apanage des communistes, Popov n'osa prendre sur lui de renvoyer les deux ivrognes et se rendit à cette fin à Ekaterinodar auprès du chef de la section de Santé. Ayant obtenu l'ordre du renvoi et s'étant pourvu, pour les besoins de l'hôpital, de cinq bouteilles d'alcool et de cinquante paires de linge, Popov rentra à Slavianskaïa; il laissa au bureau de l'hôpital la facture pour les objets reçus et l'ordre du renvoi, afin de les faire inscrire sur les registres, mais, se méfiant des deux congédiés, il emporta chez lui l'alcool et le linge. Cela suffit pour que le médecin auxiliaire, informé des événements, et qui était membre du « noyau » communiste local, dénonçât le docteur à la Tchéka (« bureau politique ») de l'endroit, l'accusant d'avoir volé l'alcool et le linge, et Popov, avant même d'avoir eu le temps de mettre en exécution l'ordre du renvoi, fut arrêté et envoyé sous escorte, comme un criminel de marque, à la disposition de la « section spéciale » d'Ekaterinodar. Celle-ci ayant reconnu que l'affaire était du ressort de la Tchéka, le docteur fut libéré au bout de quinze jours et son affaire portée devant la Commission Extraordinaire. Mais à peine le médecin auxiliaire qui continuait à exercer ses fonctions eut-il appris où en était l'affaire du docteur Popov, que celui-ci fut de nouveau arrêté et écroué à la Tchéka d'Ekaterinodar, où il demeura près de deux mois. Popov eut beau expliquer au juge d'instruction — ancien garçon dans un des hôtels d'Ekaterinodar — que ses actes ne comportaient rien d'illicite,

tout fut inutile, le juge d'instruction le traita de voleur et le menaça de cinq années de travaux forcés; peut-être eût-il réalisé cette menace, ne fût-ce l'amnistie en l'honneur du troisième anniversaire de la révolution d'octobre. Le docteur Popov fut amnistié, mais il se garda bien, cela va sans dire, de retourner à Slavianskaïa.

Dans la plupart des cas, l'accusation de forfaiture visait des « supérieurs » : différents commissaires, chefs de la milice, présidents et membres des Comités Exécutifs, présidents et membres de toutes sortes de « triades de choc », que leurs exploits amenaient à la Tchéka. Tous ces potentats étaient sous le coup des accusations les plus graves, mais ils s'en tiraient toujours à peu de frais. Pour pillages, concussions et autres pratiques analogues, se trouvait à la Tchéka le comité révolutionnaire de la « stanitza » Ladojskaïa dans la personne du président Chadoursky et du secrétaire Charov. Ils avaient été arrêtés sur l'ordre du délégué de la Tchéka de Maïkope, Saraev. Un soir, à une heure avancée, alors que la chambrée était déjà à moitié assoupie, la serrure de la porte grinça et un représentant du pouvoir entra dans la salle : une casquette de cuir toute neuve ornée d'une étoile rouge, une pelisse de renard garnie d'un col de castor, un splendide pantalon à la hussarde, bref, un oiseau de haute volée. Le représentant du pouvoir plissa le nez à l'atmosphère méphitique de la salle, aperçut de loin le secrétaire du comité révolutionnaire de Ladojskaïa, Charov, qui n'était pas encore couché, et fit un mouvement rapide vers la porte. Mais il la trouva fermée et on entendit à travers le judas la voix brutale de la sentinelle : « Reste-là, tu feras ta déclaration demain. Maintenant, il n'y a plus de commandant. »

La chambrée comprit que le représentant du pouvoir était lui-même prisonnier. Les détenus commençaient à se lever, examinant curieusement le visiteur, lorsque soudain, le silence fut coupé par la voix excitée de Charov : « Camarades, c'est le délégué de la Tchéka, c'est lui qui nous a fait arrêter, Chadoursky et moi. La pelisse qu'il porte est à moi et non à lui. Il me l'a prise comme une preuve à conviction, et

voici qu'il la porte lui-même. Rends-la, c'est ma pelisse ! » criait-il à Saraev avec un mélange de colère et de joie. Entouré de toutes parts, s'efforçant à sourire, mais ne parvenant qu'à une lamentable contorsion de ses lèvres subitement pâlies, Saraev balbutiait quelque chose d'incohérent. Un tribunal improvisé fut constitué sur-le-champ et la pelisse solennellement ôtée des épaules de Saraev fut non moins solennellement remise à Charov.

Cependant, cette réflexion s'imposait. La pelisse qui, au prix d'avant-guerre, valait au moins 600 à 700 roubles, pouvait difficilement appartenir à Charov, qui venait de nous parler de son passé de misère. Nous apprîmes par la suite que Charov avait acquis la pelisse avec autant de facilité que l'avait fait Saraev. Alors qu'il commandait quelque détachement de représailles, il s'était rendu possesseur de bien des choses de valeur, y compris la pelisse en question.

Saraev et les deux représentants du pouvoir de Ladojokaïa ne faisaient pas exception parmi les détenus. Il y avait là trois « potentats » de Maïkope, membres de la « triade révolutionnaire », Nesterov, Vakharev et Rybalkine. Tous ces notables communistes traitaient d'en haut nous autres, simples mortels, faisaient bande à part et « mijotaient dans leur jus » ; ce jus étant, dans l'espèce, les réminiscences de leur passé « révolutionnaire », celui-ci s'offrait à nos yeux dans toute sa crudité peu attrayante. Nous apprîmes que le délégué de la Tchéka, Saraev, était accusé de viol. Ce petit roitelet villageois qui tenait entre ses mains la vie et la mort de la population, qui opérait, avec une impunité absolue, confiscations, réquisitions, exécutions des citoyens, était rassasié de toutes les joies de l'existence et ne trouvait quelque plaisir que dans la satisfaction de ses passions lubriques. Il n'y avait pas de femme bien tournée qui, tombée sous les yeux de Saraev, n'en eût été violée. Les moyens dont il usait étaient d'une sauvagerie et d'une cruauté toute primitive. On arrête les plus proches parents de la victime sur laquelle il a jeté son dévolu, un frère, le mari, le père, parfois toute la famille, et on les condamne à être fusillés. Bien entendu, la

malheureuse femme entreprend une série de démarches, implore les « puissants de ce monde ». Saraev en profite adroitement pour faire son ignoble proposition en forme d'ultimatum : se donner à lui en échange de la liberté de l'être cher, sinon celui-ci sera fusillé. Prise entre la menace de mort pour l'aimé et sa propre déchéance, la victime, dans la plupart des cas, choisit cette deuxième solution. Si la femme lui plaît particulièrement, Saraev fait traîner l'« affaire », obligeant la victime à faire durer leur liaison pendant plusieurs nuits consécutives. Si Saraev se trouva en fin des comptes dans la prison de la Tchéka, ce ne fut que par pur hasard : fort de son impunité habituelle, il s'était montré « entreprenant » à l'égard de la femme d'un commandant de la milice régionale qui eut l'audace de porter plainte ; d'ailleurs, au bout d'un mois et demi, il fut libéré et reprit son poste à Ekaterinodar.

Le cas de Saraev n'est point une exception. L'absence absolue de tout droit offrait un terrain propice où grouillaient des sadiques de son espèce. Dans un des grands villages, le président du comité révolutionnaire Kossolapy avait jeté son dévolu sur l'institutrice de l'école locale. Sous prétexte du « service de travail obligatoire », l'institutrice reçoit l'ordre d'assumer les fonctions de secrétaire du Comité Exécutif. Tous ses arguments plaidant la nécessité de sa présence à l'école demeurent inutiles. On lui déclare que l'insoumission au « service de travail » lui vaudra cinq ans de camp de concentration pour « attitude contre-révolutionnaire » et « sabotage du pouvoir soviétique ». Force lui fut de se soumettre. Mais ce n'était en somme qu'un demi-malheur. Le pire, c'est qu'au bout de quelque temps le chef ordonna à la nouvelle secrétaire de venir le soir lui apporter chez lui des papiers d'affaires et là, avec sa brutalité de satrape, il fit à la jeune femme d'ignobles propositions qui devinrent bientôt de véritables tentatives de violence. En fin de compte la nouvelle secrétaire disparut du village. Immédiatement, des télégrammes urgents furent lancés aux quatre coins de la région, conçus comme suit :

« Vient de disparaître la contre-révolutionnaire et saboteuse ostensible K... Prière à toutes les institutions et autorités de faire arrêter la dite personne et de l'envoyer sous escorte à la disposition du comité exécutif. Le président du Comité Exécutif, Kossolapy. »

La malheureuse fut arrêtée à Ekatérinodar et amenée à la milice pour être envoyée à destination. Par bonheur, il se trouva que le commandant de la milice la connaissait; c'était un homme cultivé, ancien avocat, non bolchevik. L'affaire prit une autre tournure. K... fut relâchée; une enquête fut ouverte au sujet des agissements de Kossolapy... une enquête qui, d'ailleurs, fut bientôt close sans aucun résultat.

Dans la « stanitza » Pachkovskaïa, le président du Comité exécutif trouva de son goût la femme d'un ancien officier de cosaques, N... Celui-ci devint l'objet de vexations incessantes. Pour commencer, « le chef » fit réquisitionner la moitié de la maison habitée par N... et s'y installa en maître. Cependant le voisinage n'arrivait pas à fléchir le cœur de la belle. Alors on prend des mesures pour éloigner le mari trop encombrant et celui-ci en tant qu'ancien officier, partant contre-révolutionnaire, est envoyé en prison et fusillé.

On pourrait citer un nombre indéfini de faits de ce genre. Ils se ressemblent tous et témoignent de l'asservissement inouï de la population, de l'arbitraire illimité des pouvoirs bolchevistes.

Un grand nombre de crimes commis par les fonctionnaires ont pour mobile la cupidité. Dans la stanitza Stavropolskaïa, villégiaturait pendant un été un certain V.-V. Ptachnikov, atteint de tuberculose. Ptachnikov possédait des objets en argent et en or que convoitait le propriétaire de sa maison, le cosaque Jintitz. Pour arriver à ses fins, celui-ci dénonça son locataire à la tchéka comme entretenant des rapports avec des bandes « blanches » et « vertes ». Ptachnikov et sa femme sont arrêtés, l'or reste entre les mains de Jintitz. Au cours de l'enquête, le malade réussit à prouver son innocence. Encouragé par ce succès il commet l'imprudence de réclamer les objets en or restés chez son propriétaire. Cela suffit pour que

les bijoux soient « dans un ordre privé » enlevés à Jintitz pour devenir la propriété du juge d'instruction tchékiste. Afin d'éviter de nouvelles complications, Ptachnikov fut fusillé.

Il va de soi que les agents de la Tchéka jouissant de l'impunité la plus absolue, les concussions atteignent des proportions colossales. Très souvent, on fait pourrir des gens dans des prisons à seule fin d'obtenir une rançon importante. A ce propos, le sort du citoyen L... est très caractéristique. L..., qui passait pour un homme fortuné, fut arrêté à maintes reprises. On lui imputait des tas d'accusations absurdes et tout se terminait par un pot-de-vin de quelque deux ou trois cent mille roubles ; depuis la baisse du rouble, les exigences se chiffrent par des millions. Le « tribut » payé, L... était libéré pour être de nouveau repris au bout de deux ou trois mois.

Le citoyen P... devait être envoyé, pour spéculation, aux travaux forcés dans le gouvernement d'Ekaterinbourg. Sa femme supplia le juge d'instruction tchékiste de libérer son mari. Le juge consentit moyennant une somme de 300.000 roubles. Cet argent lui fut compté rubis sur ongle ; cependant, P... fut déporté. Sa femme courut chez le juge d'instruction demandant qu'il lui rende au moins les 300.000 roubles.

« Vous avez tort de vous énerver, camarade, déclara tranquillement ce magistrat ; l'affaire peut être arrangée : donnez-moi encore 700.000 roubles ; je sais que vous avez de l'argent, et je ferai revenir votre mari. »

« Mais qui me garantit qu'après avoir pris les 700.000, vous ferez revenir mon mari ? » demande la femme avec méfiance.

« Vous voulez des garanties ? Fort bien. Je ne prendrai pas votre argent d'avance, je commencerai par faire revenir votre mari et vous me payerez ensuite. Mais souvenez-vous : si vous ne m'apportez pas l'argent, votre mari sera fusillé. » L'accord fut conclu et il est loin d'être le seul. Moyennant des pots-de-vin furent également libérés les citoyens V..., M. S..., P..., etc.

Les juges d'instruction tchékistes ne se contentent pas de se faire payer en espèces. La fille d'un ancien gouverneur de province, K..., accusée de contre-révolution, fut placée par le juge d'instruction Friedman devant cette alternative : consentir à le « fréquenter » et obtenir la liberté à ce prix ou être fusillée. K... opta pour la première de ces propositions et devint l'esclave de Friedman.

*
* *

Y a-t-il moyen de lutter contre cette orgie d'outrages à la dignité humaine ? Les faits que nous venons de citer — et ils sont légion — ne donnent à cette question qu'une seule réponse : non. La terreur rouge a atteint une trop grande ampleur, les tchékistes et les communistes sont trop libres d'agir en maîtres irresponsables pour qu'une lutte contre leurs abus soit possible. Voici encore un fait entre mille à l'appui de cette thèse.

Dans la stanitza Slavianskaïa, l'administrateur de l'inspection ouvrière et paysanne Bielsky, brave et loyal soldat, croyait à la possibilité de combattre les vices du régime soviétique — auquel, soit dit en passant, il était sincèrement dévoué ; — il collectionnait des documents aussi nombreux que probants sur les abus scandaleux des agents de la tchéka locale dite « bureau politique. » Après avoir joint à ces documents les plaintes dont il avait été saisi en tant que représentant de l'inspection ouvrière et paysanne, Bielsky envoya le tout à ses supérieurs : les documents authentiques au nom du chef de l'inspection ouvrière et paysanne de la région de Kouban et de la Mer Noire, l'ouvrier Gouk, et les copies à l'administration centrale, à Moscou. Les révélations de Bielsky eurent des résultats brillants : toute la tchéka de Slavianskaïa fut licenciée, un grand nombre de tchékistes emprisonnés ou traduits devant le tribunal révolutionnaire. Bref, la vertu triomphait. Cependant, dès que le bruit se fût un peu calmé et que certains tchékistes ou communistes tout court eurent réussi à se réhabiliter et à réintégrer leurs pénates, Bielsky

fut immédiatement arrêté sous prétexte d'être un contre-révolutionnaire ayant dissimulé son grade d'officier. Il eut beau protester, exhiber des tas de documents où apparaissait son attitude loyale lors de tous les recensements d'officiers, rien n'y fit : déclaré criminel de marque, il fut envoyé sous une nombreuse escorte armée à la disposition de la tchéka régionale de Kouban. Après y avoir passé un mois et demi, il réussit, grâce à des documents qu'il avait eu la chance de conserver, à prouver sa loyauté à l'égard du pouvoir des soviets et fut non seulement libéré, mais obtint de Gouk des remerciements pour sa haute probité et un avancement. Tout semblait donc se terminer pour le mieux. Mais il eut la malencontreuse idée d'aller à Slavianskaïa chercher sa famille et ses hardes pour les emmener au lieu de son nouveau service, à Ekaterinodar. Il fut de nouveau arrêté par les tchékistes de l'endroit, envoyé à la disposition de la tchéka d'Ekaterinodar et de là déporté pour cinq ans dans un camp de concentration au fin fond de la Russie comme contre-révolutionnaire dangereux.

Nous en arrivons ainsi à la quatrième catégorie de détenus, les « contre-révolutionnaires ». C'est la catégorie la plus nombreuse; les crimes qu'on lui impute sont extrêmement variés, et les peines infligées particulièrement cruelles. On y trouve des gens de tout âge, depuis les enfants jusqu'aux vieillards caducs. C'est ainsi qu'on détenait dans la prison un jeune garçon de 12 ans, Voronov, accusé d'avoir tenté de faire sauter la tchéka d'Ekaterinodar; un autre prisonnier, Kliatzkine, élève de 3^e à l'ancien collège Chkitine, à Rostov, n'était guère plus vieux, sinon plus jeune encore. A côté d'eux, il s'y trouvait, emprisonné comme contre-révolutionnaire, un vieillard de 97 ans, aveugle et sourd. Comme il était incapable d'aller jusqu'à la « paracha », il se soulageait sur sa couchette même; cet homme dangereux pour le pouvoir fut, le lendemain même de son arrestation, et sur les instances de toute la chambrée, transféré à l'infirmerie. Je crois qu'il fut bientôt libéré.

Combien il était facile de tomber sous l'accusation de

« contre-révolution », et quel était la rigueur de la peine encourue, le fait suivant le prouve.

Une nuit, on amena dans notre cellule un jeune homme, vêtu avec recherche, la boutonnière fleurie et tête nue. Il venait tout droit d'une soirée de noces. Ce jeune homme, Avdistchev, était ainsi que son père cireur de bottes dans les rues d'Ekatérinodar. Il avait deux copains, agents de la tchéka. Les jeunes gens étaient voisins, se voyaient constamment, passaient ensemble tous leurs loisirs et rien dans leurs relations ne pouvait faire pressentir la tragédie. Un des deux tchékistes, Kojemiaka, mariait sa sœur et invita Avdistchev pour tenir l'emploi de garçon d'honneur. Après la cérémonie, on but un coup, selon l'usage, les langues se délièrent et Avdistchev que le vin rendait hardi, se permit imprudemment d'embrasser la femme de Kojemiaka. Le mari, suffoqué de jalousie, saisit son copain au collet et le conduisit en personne à la tchéka. Au commencement, cette affaire faisait sourire les détenus y compris Avdistchev lui-même. Mais dès le premier interrogatoire, A... rentra dans la cellule fort découragé, déclarant qu'on l'accusait d'être un ancien officier et un agent du service de contre-espionnage de Dénikine. La première accusation tomba d'elle-même, car malgré toute son inexpérience, le juge d'instruction ne pouvait admettre que le cireur de bottes Avdistchev qui savait à peine joindre deux phrases, fût un officier. Cependant la deuxième accusation était soutenue par le témoin, le tchékiste Kojemiakia. Avdistchev eut beau protester de son innocence et dénoncer les véritables mobiles de l'accusation, rien n'y fit : *il fut fusillé*.

Les abattoirs de la ville d'Ekatérinodar étaient administrés par un vétérinaire, Kroutikov, socialiste-révolutionnaire, très respecté par ses concitoyens. Au moment de la retraite de Denikine, quelques employés des abattoirs, Ionov, Boïko, Pitchouguine, Peredoumov et autres, profitant du désarroi habituel en de pareils moments, s'approprièrent plusieurs vaches. Kroutikov le savait et cela ne laissait pas d'inquiéter Ionov et ses associés, promus, sous le pouvoir soviétiste, membres du Comité des abattoirs. Le bolchevik Ionov con-

çoit donc l'idée de se débarrasser du témoin encombrant. Par hasard, on trouve dans l'appartement du vétérinaire un vieux fusil hors d'usage que son propriétaire avait négligé de remettre à qui de droit, conformément au décret respectif. Ionov fait sa dénonciation, Kroutikov est arrêté et... fusillé. Finalement, toute la bande prise en flagrant délit de vol est appréhendée par la tchéka. Pour se justifier, Ionov invoque ses mérites révolutionnaires sans oublier celui d'avoir, « en communiste loyal, combattu la contre-révolution » et d'avoir fait fusiller « un contre-révolutionnaire tel que le vétérinaire Kroutikov ». Inutile de dire que Ionov et ses amis s'en sont tirés avec environ deux mois de détention.

Très souvent, les gens sont arrêtés et condamnés à des peines sévères sans avoir à répondre d'aucun crime, simplement pour leur condition sociale ou pour avoir eu le malheur d'indisposer contre eux quelque bolchevik. Ainsi, le citoyen Satisvili eut l'imprudence d'injurier son locataire, communiste; cet acte « contre-révolutionnaire » lui valut deux ans de travaux forcés dans les mines. Le commis d'une des usines d'Ekatérinodar, Arkhipkine, s'étant pris de querelle avec un ouvrier bolchevik, se vit condamner pour ce crime à cinq ans de travaux forcés. Les autres ouvriers de l'usine ayant pris parti pour le commis, on jugea incommode de le punir uniquement pour sa querelle avec un bolchevik; on l'accusa donc d'avoir porté un brassard blanc lors de l'arrivée des blancs, un an et demi auparavant. Arkhipkine eut beau alléguer que tous les miliciens qui protégeaient la ville contre le pillage au moment du changement du pouvoir avaient été munis de brassards blancs et que l'organisation de cette milice avait été autorisée par les bolcheviks eux-mêmes au moment de leur retraite, accusation et verdict furent maintenus.

L'ancien maire de la ville d'Eïsk, Gasenko, élu en 1917, sous le Gouvernement provisoire, en vertu de la loi instituant le suffrage universel, a passé un mois et demi dans les prisons de la Tchéka, à Eïsk et à Ekatérinodar, pour le seul fait d'avoir été nommé maire en vertu d'une « loi contre-révolu-

tionnaire » d'un pouvoir bourgeois. Pendant ce temps, les anciens maires de l'époque tsariste demeuraient libres, et certains d'entre eux spéculaient assez « avantageusement » de moitié avec les tchékistes.

Une grande partie de prévenus inculpés de « contre-révolution » sont fusillés. Les amnisties ne s'étendent pas à eux. Après l'amnistie proclamée en l'honneur du troisième anniversaire de la révolution d'octobre, les exécutions à la Tcheka et à la « section spéciale » d'Ekatérinodar allaient leur train, ce qui n'empêchait pas les plumitifs bolchevistes de publier dans la feuille locale *Krasnoé Znamia* (Le Drapeau Rouge), des séries d'articles, éditoriaux et autres, qui n'étaient que mensonges cyniques sur la générosité et l'esprit d'humanité du pouvoir des soviets, proclamant l'amnistie et l'appliquant à tous ses ennemis.

Depuis le mois d'août 1920 jusqu'en février 1921, on fusilla, rien que dans la prison d'Ekatérinodar, près de trois mille personnes. Le plus grand nombre d'exécutions date du mois d'août, époque de la descente de Wrangel dans la Kouban. A ce moment, le président de la Tcheka avait ordonné « qu'on fusillât par chambrées tous les détenus de la Tcheka ». Un des tchékistes, Kossolapov, ayant répliqué qu'il y avait dans le nombre beaucoup de gens non encore interrogés dont la plupart avaient été arrêtés par hasard, pour avoir enfreint la défense de circuler après huit heures du soir, le président déclara : « Mettez ceux-là de côté et expédiez tous les autres. »

L'ordre fut exécuté à la lettre. Le citoyen Rakitiansky, échappé du massacre, en a brossé un tableau sinistre.

« On faisait sortir les détenus par groupes de dix, dit-il. Lorsqu'on eut emmené le premier groupe, on nous dit que c'était pour leur faire subir un interrogatoire ; nous étions donc tranquilles. Mais dès l'appel de la deuxième fournée, nous apprîmes qu'il s'agissait d'exécutions. On tuait les gens comme on tue le bétail aux abattoirs. »

Les dossiers de la tcheka ayant été emballés en vue de la prochaine évacuation, on fusillait sans tenir compte d'aucune

formalité, et c'est à cela que Rakitiansky doit d'avoir échappé à la mort.

On demandait à ceux qu'on appelait le motif de leur arrestation, et comme on mettait à part ceux qui avaient été arrêtés pour avoir circulé après huit heures du soir. Rakitiansky, emprisonné comme officier, déclara avoir été arrêté, par hasard, à une heure tardive ; il eut ainsi la vie sauve. Presque tous les tchékistes, le président de la tchéka en tête, prirent part aux exécutions. Dans la prison même, ce fut Atarbekov qui fusilla. Les exécutions durèrent vingt-quatre heures, semant l'épouvante parmi les habitants des quartiers voisins de la prison. En tout, on fusilla en ce jour 2.000 personnes.

Quelles furent les victimes, et quel fut le motif de leur exécution, ceci demeure un mystère. Les tchékistes eux-mêmes auront certainement peine à s'en rendre compte, car le « je-m'en-fichisme » doublé de cruauté sadique semble être devenu leur deuxième nature qui leur permet de se passer de toutes formalités. Du moins, lorsqu'en octobre 1920 arriva à l'improviste à Ekatérinodar, une commission de contrôle envoyée par la Tchéka Panrusse et chargée de passer en revue les institutions locales, l'ingénieur B., l'étudiante M., l'institutrice M., l'agronome D. et la citoyenne N., détenus, faute de place dans la prison, dans une pièce voisine des bureaux de la tchéka, ont été, malgré eux, témoins du désarroi qui s'empara des tchékistes d'Ekatérinodar, s'empressant à déchirer et à dérober à la vue des autorités les dossiers comportant des condamnations à mort.

« Des verdicts où l'on lisait noir sur blanc : « à fusiller », traînaient par liasses dans les latrines », racontent ces témoins involontaires.

Ces verdicts se rapportaient, probablement, à l'époque de la descente de Wrangel, lorsque les bolcheviks, pris de panique, se préparaient à évacuer la ville et par conséquent fusillaient les détenus, ainsi que le raconte Rakitiansky. Les exécutions avaient lieu par fournées ; le 30 octobre 1920 on fusilla 84 personnes, y compris Morosov, Glaskov, Ganko, etc. ; le 6 novembre, plus de 100 personnes, dont l'ancien membre

de la Rada ukrainienne, l'ingénieur Touristchev, Kalichesky, Bogdanov, les deux Manevsky, mère et fille, Dombrovskaja soumise à une torture atroce, quatre jeunes cosaques de la stanitza Poltavskaïa, portés déserteurs, etc. Le 22 décembre on fusilla 184 personnes, y compris le docteur Chestakov, soumis à une torture morale, la baronne Maïdel qui était, je crois, la sœur de Boris Savinkov (circonstance que les bolcheviks ignoraient), Grammatikopoulo, le lieutenant Savenko, le lieutenant Ivanov, le général Kossinov, l'ouvrier Aniko, l'étudiant Annenkov, le cosaque Doubovik, etc. Le 24 janvier 1921, nouvelle fournée de 240 personnes, dont les deux Roukavichnikov, père et fille — celle-ci réussit à se procurer du cyanure de potassium qu'elle absorba quelques moments avant l'exécution — ; Oganessiantz, les cosaques Istchenko, Iourtchenko, Monastyrny, Koutniak, Diatchenko, Makarenko, Iantchenko, Zwiaguine, l'officier Iarkovenko, etc. ; le 5 février on fusilla 94 personnes, y compris Padalka, Taraï-Magoura, etc.

Que représentent donc les jugements où l'on applique si facilement la peine de mort ? Ils se font de la façon la plus simpliste, et, dans la plupart des cas, par des gens on ne peut plus ignorants. L'interrogatoire : Vous êtes interrogé par un juge d'instruction, le plus souvent quelque adolescent ou jeune demoiselle. Le « juge » use de tous les moyens, soit pour vous faire avouer vos torts, soit pour vous convaincre de contradictions, à l'aide de questions les plus incohérentes et en alléguant des dépositions inexistantes de témoins prétendument interrogés et ayant confirmé l'accusation dont vous êtes l'objet. La procédure repose sur deux principes inébranlablement établis : d'abord l'isolation absolue du prévenu et par conséquent impossibilité pour lui de prouver son innocence, et en second lieu cette thèse qui imite la procédure des peuples civilisés et dont s'inspirent les juges d'instruction tchékistes : du moment que tu es arrêté, c'est que tu es en faute et obligé de prouver ton innocence. Or, il n'y a aucun moyen de la prouver : la citation des témoins n'appartenant pas au parti bolcheviste, et surtout ayant le malheur

d'appartenir à la classe intellectuelle, n'est pas prise en considération et risque même de convaincre de « contre-révolution » les témoins eux-mêmes ; quant à citer des témoins communistes, ce n'est pas toujours possible. En somme, l'enquête se borne à l'interrogatoire que vous fait subir le juge d'instruction. Celui-ci présente ses conclusions qui portent sur la forme plutôt que sur le fond de l'affaire ; ces conclusions sont examinées par le délégué de la tchéka et ensuite par le « collège » qui y appose son estampille : « à fusiller » ou « à déporter pour cinq (ou dix) années de travaux forcés ». Voici, en somme, toute la procédure.

Faut-il dire que cette forme sommaire de la justice, en regard d'une population privée de tous les droits, efface toutes les limites de l'arbitraire le plus effréné ? Les geôles tchékistes rappellent le moyen âge par la cruauté, la sauvagerie, le mépris de la dignité humaine qui s'y déploient. La question, les exactions en espèces et en nature, s'épanouissent dans les profondeurs de la tchéka. La question comporte des tortures tant physiques que morales. A Ekatérinodar, cela se passait de la manière suivante : la victime était étendue par terre ; deux vigoureux tchékistes la tiraient par la tête, deux autres par les épaules, distendant ainsi les muscles du cou qu'un cinquième tchékiste frappait avec quelque instrument de fer, le plus souvent avec la crosse d'un revolver. Le cou se gonfle, le sang coule du nez et de la bouche du patient qui souffre atrocement. Il faut dire que la question n'est appliquée qu'aux « contre-révolutionnaires » les plus importants, impliqués dans quelque organisation dangereuse que les tchékistes s'efforcent de tirer au clair.

La question telle qu'elle vient d'être décrite a été infligée, à la tchéka d'Ekatérinodar, à l'officier Terekhov, déjà atteint d'aliénation mentale : au cours du supplice, il ne faisait que rire, exaspérant ses bourreaux ; elle fut de même appliquée au citoyen Aksioutine, fusillé par la suite, au citoyen Potolia accusé de meurtre et condamné à huit ans de travaux forcés. Le supplice de ce dernier a provoqué un incident curieux. Potolia était communiste. Tant qu'on torturait les non-com-

munistes, les communistes qui se trouvaient dans la cellule et dont il a déjà été question plus haut — Nesterov, Chardoursky, Charov, Saraev, etc., observèrent la plus grande indifférence. Mais il suffit qu'on appliquât la question au communiste Potolia pour soulever une tempête d'indignation contre les tchékistes accusés d'en revenir à l'ancien régime, d'être vendus à la bourgeoisie, etc. Immédiatement, les détenus communistes délibérèrent entre eux et se mirent à cogner contre la porte, réclamant le président de la tchéka, Kotliarenko. Le commandant de la prison et les autres sommités tchékistes vinrent en personne dans la cellule afin de tranquilliser leurs camarades furieux. Il faut avouer que cette manifestation eut des conséquences : désormais les détenus désignés pour le supplice furent mis au secret et non dans les cellules communes.

C'est au secret qu'on supplicia l'institutrice Dombrovskaja, dont le crime était d'avoir gardé chez elle une cantine d'officier que lui avait laissée un de ses parents, de passage à Ekaterinodar, alors que cette ville était encore occupée par Denikine. Dombrovskaja avait sincèrement avoué ce « crime », mais les tchékistes avaient reçu l'avis qu'elle cachait des objets en or reçus d'un général de ses parents. Cela suffit pour lui faire infliger la question. Avant le supplice, elle fut violée par tous les bourreaux, dans l'ordre hiérarchique, en commençant par le tchékiste Friedmann. Après quoi on lui appliqua la question afin de lui faire avouer l'endroit où elle cachait les bijoux. On lui fit d'abord, à coups de couteau, des entailles sur le corps, après quoi on lui écrasa les extrémités des doigts à l'aide de tenailles. Épuisée de souffrance, couverte de sang, la malheureuse finit par indiquer un endroit quelconque dans les remises de la maison où elle avait habité. Le 6 novembre, à neuf heures du soir, elle fut fusillée ; une heure plus tard les tchékistes fouillèrent la maison à l'endroit indiqué. Je crois qu'ils y trouvèrent en effet un bracelet et quelques bagues en or.

Dans la « stanitza » Kavkazskaïa on emploie au cours de la question le gant de fer. C'est une plaque de fer massive et

garnie de menus clous que le bourreau attache à sa main droite. Un coup asséné avec ce gant, en plus de la douleur qu'il cause, crible le corps du patient d'une quantité de petites plaies peu profondes mais extrêmement douloureuses et qui se gangrènent rapidement. Ce supplice a été appliqué, entre autres, au citoyen Jonas Leliavine que les tchékistes soupçonnaient d'avoir caché de l'argent en or et en billets Romanov. A Armavir, on avait recours à une courroie garnie d'un écrou et d'une vis. Cette courroie était ceinte autour de la nuque et du front de la victime, l'écrou et la vis étaient serrés et la courroie s'enfonçant dans la tête causait au patient des souffrances atroces.

En même temps que la question, on inflige aux détenus des tortures morales. Tel fut le cas du docteur Chestakov soupçonné de faire partie d'une organisation militaire, pour la seule raison qu'on avait trouvé dans son carnet l'adresse d'un membre de l'état-major, à Moscou. Chestakov niait sa culpabilité. On lui appliqua donc la torture morale. Le soir, par un temps superbe, alors que la ville d'Ekatérinodar est la plus animée, que la rue principale grouille de monde, que la vie bat son plein et qu'on éprouve malgré soi la soif de vivre, les tchékistes installaient le docteur dans une auto, le promenaient dans les rues principales, lui faisaient observer tous les attrait de l'existence et lui disaient dans une intention diabolique :

« Regardez que la vie est belle..., que de joies elle offre. Vous êtes jeune, vous n'avez que vingt-cinq ans..., livrez votre organisation et vous aurez la vie sauve. » L'auto franchit les portes de la ville, roule dans la direction de la rivière. Ici, on oblige Chestakov à creuser sa tombe, on fait des préparatifs pour le fusiller... on tire sur lui une salve en blanc... Puis encore l'auto, une nouvelle promenade, de nouvelles propositions diaboliques, de nouvelles salves... Ainsi pendant plusieurs jours. Pour la dernière fois, on lui fit subir cette torture lorsqu'il se trouvait dans la cellule des condamnés à mort. Le malheureux, à moitié fou, n'en tint plus, nomma je ne sais quelles personnes et puis ne dormit pas de la nuit,

passant des sanglots déchirants à des éclats de rire frénétiques..., il espérait être bientôt libéré et l'écrivait, tout joyeux, à sa femme, détenue dans une autre cellule... Le lendemain soir (le 22 décembre) il fut fusillé. On fusilla également sa femme et même son logeur, Grammatikopoulo, citoyen grec, absolument étranger à l'affaire et dont le seul crime était d'avoir loué une chambre à Chestakov, d'ailleurs muni d'un billet de logement en sa qualité de médecin mobilisé par le pouvoir des soviets.

D'ailleurs, les conditions dans lesquelles sont détenus les condamnés à mort constituent à elles seules une véritable torture morale. J'ai eu l'occasion de l'endurer et elle s'est à jamais gravée dans ma mémoire. La cellule n° 10 n'était jamais désignée par les détenus autrement que sous le nom de « vestibule de la tombe ».

Une nombreuse escorte nous amena vers sept heures du soir dans l'épouvantable cellule. A peine eûmes-nous le temps de jeter un coup d'œil autour de nous que le verrou claqua, la porte de fer grinça et le commandant de la prison entra suivi des gardiens.

— Combien êtes-vous ici ? demanda le commandant au « staroste » en enveloppant toute la chambrée du regard.

— Soixante-sept.

— Comment, soixante-sept ? La fosse est creusée pour quatre-vingt dix, articula le commandant avec le plus grand calme et sur un ton négligent.

La chambrée entière sentit passer le souffle de la mort. Nous étions glacés d'épouvante.

— Ah ! oui, se souvint le commandant, j'ai oublié, il y aura aussi trente personnes de la section spéciale...

Des heures interminables, remplies de cauchemars, se passèrent dans l'attente de la mort. Un prêtre qui se trouvait dans la cellule tomba à genoux et se mit à prier. Beaucoup de détenus, y compris un communiste, suivirent son exemple. De part et d'autre on entendit des sanglots.

Des sons discordants d'un méchant piano arrivaient jusqu'à la cellule ; on entendait tantôt des valse banales, tantôt des

chansons russes joyeusement endiablées, venant lacer l'âme déjà endolorie des condamnés à mort : les membres du « proletcoult » (culture prolétarienne) répétaient un concert dans l'ancienne église de la prison, à côté de notre cellule. Ainsi, par une ironie cinglante du destin, la mort et la vie se côtoyaient.

A neuf heures du soir, le gardien du couloir, Prokopenko, nous prévint à travers le judas que nous pouvions dormir tranquilles, on ne fusillerait pas cette nuit, le président de la tchéka, Kotliarenko, étant absent d'Ekatérinodar. Le lendemain on fusillerait ceux de la section spéciale. En effet, le lendemain soir, sur le coup de neuf heures, nous entendîmes dans le couloir le bruit de pas nombreux, des apostrophes brutales, de temps en temps une bousculade. Par les fenêtres crasseuses de notre deuxième étage nous pûmes apercevoir les condamnés à mort conduits par les deux bras et suivis de tchékistes revolver au poing.

Huit jours se passèrent ainsi. Nous avions presque tous écrit nos lettres d'adieux et réussîmes, au prix d'efforts et de stratagèmes innombrables, à les envoyer à nos familles par l'intermédiaire, soit des gardiens, soit des autres détenus. Cependant nous tenions encore à la vie. Chacun de nous conservait au fond du cœur une faible lueur d'espoir. Seul cet espoir nous empêchait de nous briser la tête contre les murs épais de la sinistre prison. Par moments, il nous semblait qu'on cherchait tout simplement à nous terroriser... malheureusement, ce n'était qu'une illusion. Un soir, vers huit heures et demie, le bruit fatal des pas nombreux retentit dans le couloir. Le verrou rouillé grinça. Des tchékistes, revolvers et lanternes au poing, entrèrent dans la cellule ; nous entendions entre leurs mains le froissement des papiers contenant les listes des condamnés. Pendant qu'on lisait la liste, certains d'entre nous y distinguèrent la sinistre estampille : « à fusiller ».

Il est difficile de peindre l'état d'esprit qui s'empara des détenus en ce moment. Certains se débattaient en proie à une crise de nerfs ou sanglotaient comme des enfants. D'autres

semblaient soudain métamorphosés : les figures terreuses, les yeux caves, le nez pincé comme des cadavres, ils regardaient les tchékistes d'un air hébété. Cet état ne dura que quelques instants ; la morne hébétude fit place à un réveil tumultueux, irrésistible, de l'instinct de la vie... un désir passionné de la vie. Il semble qu'en ce moment seulement on conçoit toute la richesse insondable des joies de l'existence. Comme si un fer rouge se posait soudain sur votre cœur, vous jetez, plein d'une douleur déchirante, des regards éperdus vers la fenêtre obscure, vers les murs épais de la prison qui vous séparent de la liberté infiniment précieuse. Comme une bête traquée, vous cherchez le salut ; votre cerveau malade, excité, travaille fiévreusement. Et plus vous songez au salut, et plus vous concevez l'abîme de votre impuissance. En quelques instants, vous vous sentez las, physiquement et moralement épuisé, comme au sortir d'une éternité de labeurs écrasants. Plus d'espoir. Et à la seule idée de la fin imminente, un douloureux procès psychologique s'accomplit dans votre âme. Vous sentez soudain vos forces vous abandonner, vous tombez dans une espèce de catalepsie à laquelle succède un nouvel élan tumultueux, mais un élan vers la mort. La soif de la vie soudain éteinte dans votre âme malade, fait place à la soif de la mort. La mort au plus vite...

En ce moment, retentit dans la cellule une chanson endiablée, on entendit rire, plaisanter. Certains concentraient toute leur attention sur quelque acte insignifiant, ne rappelant en rien la mort imminente. Ainsi, le général Kossinov, qui ne quittait jamais sa pipe sans jamais trop se préoccuper de sa propreté, se mit maintenant à la nettoyer, à l'essuyer avec le plus grand soin comme s'il allait la fumer pendant des années entières. Un cosaque sachant qu'il serait fusillé dans quelques instants, déplia sans hâte son mouchoir, coupa du pain, du lard, et se mit tranquillement à manger comme s'il avait jeûné pendant une éternité ! Le lieutenant Savenko chantait. Bien entendu, tout cela était fait dans un état d'affection pathologique, d'une façon machinale, inconsciente. Ce n'est que maintenant, après avoir passé par là, que je

comprends certaines victimes de la Révolution française qui montaient à l'échafaud en plaisantant...

On faisait sortir les condamnés par groupes de dix hommes. Chaque homme était encadré de deux tchékistes qui le tenaient par les bras; un troisième tchékiste suivait, son revolver touchant presque la nuque du condamné. La moindre tentative de résistance entraînait la mort immédiate. Les exécutions se faisaient au bord de la fosse, on tirait à bout portant, de sorte que la tête fracassée devenait irreconnaissable. Les victimes ne gardaient que leur linge; les vêtements constituaient le butin des tchékistes.

*
* *

On se demande ce que, dans une pareille atmosphère, doit être devenu au moral et au physique, celui qui dispose ainsi du sort des citoyens russes, le tchékiste? Les faits nous fournissent la réponse à cette question. A Ekatérinodar opérait à un moment donné une bande de cambrioleurs, dont la milice parvint finalement à découvrir les traces. On cerna la maison où se trouvait le repaire des brigands. Ceux-ci opposèrent une résistance armée au cours de laquelle l'un d'eux fut blessé. Il apparut par la suite que le lieu de réunion de la bande était le logis du juge d'instruction de la Tchéka, Klimov.

En 1916, la cour d'assises d'Ekatérinodar avait condamné un sujet autrichien, Albert, à vingt ans de travaux forcés pour meurtre. Je ne sais pourquoi, le condamné, au lieu d'être déporté, purgeait sa peine dans la prison même. Arrivés au pouvoir, les bolcheviks libérèrent Albert; celui-ci adhéra au parti communiste et prit ensuite du service comme agent de la section « d'opérations secrètes ». L'Union des Jeunesses le délégua parmi les étudiants de l'Université de Kouban. Il apparut par la suite que ce même Albert était en même temps un des chefs d'une bande de détrousseurs qui avaient commis de nombreux pillages et cambriolages. Cette circonstance ne fut connue que par hasard, grâce à la dénon-

ciation d'un membre de la bande, Kravtzov, qu'Albert avait frustré de sa part de butin.

Tous les agents de la Tchéka, grands et petits, peuvent être classés de la manière suivante : les uns, très ignorants, sont sincèrement dévoués au régime bolcheviste. Chaque intellectuel, chaque ressortissant des milieux bourgeois est à leurs yeux un contre-révolutionnaire qu'il s'agit de combattre ; or, la seule méthode de lutte qu'ils admettent, est l'extermination matérielle. Telle est la loi de la révolution, c'est pourquoi, fusillons ! L'autre catégorie des tchékistes est dénuée de tout principe, elle a beaucoup de points de contact avec les pires éléments des intellectuels déclassés. Son idéal est de vivre pour manger. Aujourd'hui, les bolcheviks sont maîtres, ils servent les bolcheviks ; demain ce seraient les bandes noires, ils les serviraient de même. Enfin, la troisième catégorie, beaucoup moins nombreuse à en juger d'après la tchéka de Kouban, comprend des éléments cultivés qui s'inspirent de certains mobiles idéologiques. Ce sont, soit d'anciens officiers que les souffrances endurées par leur corporation ont amenés à prendre en haine la démocratie en général et les intellectuels en particulier, et qui prennent une revanche cruelle sur tout homme cultivé, sur tout militant démocrate ; soit des « ci-devant ». Cette catégorie n'a rien de socialiste et il n'y aurait probablement pas d'erreur à les compter parmi les pires réactionnaires. Cependant, il est difficile de les distinguer des communistes, car lorsqu'il s'agit de sévir contre les « contre-révolutionnaires », ils se montrent solidaires avec les communistes et tout aussi cruels. Voici, pour les montrer à l'œuvre, une histoire typique qui eut lieu à la section spéciale, à Ekatérinodar.

Le 25 août 1920, au moment de la descente opérée par Wrangel dans la Kouban, on arrêta à Ekatérinodar le chef des transports auprès du centre d'évacuation, E.-J. Korvine-Piotrovsky, et son aide, chef des transports sanitaires, N.-K. Minko. A la Tchéka, et ensuite à la section spéciale, ils furent les deux inculpés d'avoir dissimulé leur origine aristocratique et le fait d'avoir occupé des postes importants

au service des « blancs ». L'enquête était dirigée par le plus cruel de tous les bourreaux de la Kouban, le délégué de la Tchéka panrusse Atarbekov, qui a sur la conscience bien des milliers de victimes suppliciées à mort dans les oubliettes des tchéka et des sections spéciales. Les deux accusés opposaient à l'accusation un démenti formel, malgré la torture qu'on infligea à Korvine-Piotrovsky. Celui-ci, en plus de violences dont il fut l'objet dans sa cellule, fut à maintes reprises conduit au lieu de l'exécution, pendant qu'on faisait devant lui des préparatifs pour le fusiller. On lui déclara ensuite que, faute d'aveux sincères de sa part, sa femme et sa fillette, âgée de dix ans, seraient fusillées. En effet, la nuit, alors qu'on n'en pouvait distinguer que les silhouettes, on lui fit voir de loin une femme et une fillette qu'on conduisait à la fosse fatale, après quoi on entendit le bruit d'une salve (on a su depuis que ce n'avait été qu'un moyen d'impressionner le prévenu : sa femme et sa fillette, encore qu'emprisonnées, n'ont pas été fusillées).

En ce temps, il se trouvait parmi les prisonniers un certain Dobrinsky, ancien chef du cabinet politique du général Kornilov, et ministre des Affaires étrangères du gouvernement de Don, sous le général Krasnov. A l'époque des bolcheviks, Dobrinsky vivait à Armavir sous le nom de Przeslavsky; il fut arrêté et inculpé d'avoir pris part à une organisation clandestine ayant pour but de soutenir les intérêts des blancs. Interrogé par Atarbekov, Przeslavsky, pour sauver sa peau, dénonça un certain nombre de personnes, dont le colonel Kadrinsky, Roudenko, etc. Atarbekov accorda la vie sauve au délateur, mais le garda en prison, encore que sous un régime quelque peu adouci. Atarbekov ayant passé d'Ekatérinodar à Bakou, Przeslavsky fut pour ainsi dire oublié dans sa prison, comme cela arrive souvent dans la Russie des Soviets. Ayant appris qu'il y avait à deux pas de sa cellule un criminel important, Korvine-Piotrovsky, accusé d'avoir pris part à une organisation des « blancs » qu'Atarbekov, avant de partir, n'avait pas réussi à découvrir, Przeslavsky offrit ses services au chef de la section spéciale Do-

brisse, se faisant fort de découvrir ladite organisation en échange de sa liberté. Il en résulta qu'un beau jour Przeslavsky fut installé dans la cellule de Korvine-Piotrovsky dont il n'était pas connu, et l'œuvre d'espionnage commença. Les deux hommes étant originaires de Petrograd, des mêmes milieux aristocratiques, ils se trouvèrent posséder beaucoup de connaissances communes, ce qui permit à Przeslavsky-Dobrinsky de mieux entrer dans la confiance de Korvine-Piotrovsky et d'en apprendre les relations, tant à Petrograd qu'à Ekaterinodar.

« Savez-vous, dit un jour Przeslavsky à son voisin de détention, il ne faut pas perdre votre temps. N'importe comment, on a décidé de vous fusiller. Cependant, je connais intimement le chef de l'état-major de la 9^e armée, Korvine-Kroukovsky; essayez de lui écrire, peut-être pourra-t-il vous aider et vous soustraire à la peine de mort. On peut lui faire parvenir cette lettre par l'intermédiaire d'un gardien de ma connaissance. »

Korvine-Piotrovsky écrivit la lettre en question. Sur les indications de Przeslavsky, l'adresse portait un chiffre secret, indispensable, disait-il, pour inspirer confiance au destinataire. Cette adresse était ainsi conçue :

Confidentiel (774-4-3-2-XI)

A I.-L. Roussinova en mains propres, pour remettre à Korvine-Kroukovsky.

Au bout de quelques jours, Przeslavsky sort de prison. A la même époque, on opère à Ekaterinodar des arrestations en masse parmi les personnalités militaires et les employés des transports ainsi que leurs familles. Parmi les centaines d'arrêtés, il y avait l'employée du service de la Santé, I.-L. Roussinova, la même qui, soi-disant, devait remettre la lettre à Korvine-Kroukovsky. Tous étaient inculpés d'« espionnage en faveur de l'impérialisme mondial ». Les pièces à l'appui étaient particulièrement nombreuses et convaincantes. Ainsi, la culpabilité de l'inspecteur d'infanterie de la 9^e armée, le

colonel Radetzky, du commandant de la défense de la côte de la Mer Noire, le général Pevnev et du colonel Anissimov, était confirmée par un ordre du jour secret, mais déchiffré, du général Wrangel, où celui-ci remerciait les prévenus en question des services dévoués qu'ils lui avaient rendus en assumant diverses fonctions importantes dans les rangs de l'adversaire. Un autre ordre du jour du même Wrangel conférait le grade de conseiller d'état à Minko et à Korvine-Piotrovsky, pour le même motif. La culpabilité de Roussinova était établie, grâce à la lettre qu'elle devait remettre au chef du contre-espionnage de Wrangel, Korvine-Kroukovsky, de la part de l'espion Korvine-Piotrovsky. L'enquête était dirigée par le délégué de la section spéciale, Sviatogor, homme d'un certain âge, très cultivé, aux manières d'un homme du monde : il ne pratiquait ni brutalités, ni atrocités, ni passages à tabac si ordinaires en ces cas.

Sur un ton insinuant, très courtois, Sviatogor informait les accusés qu'ils devaient s'attendre à être fusillés. En effet, pour tous, le verdict de mort fut prononcé par le « collège » de la section spéciale auquel prit part Sviatogor lui-même qui assumait de la sorte les doubles fonctions d'enquêteur et de juge. En vue de l'exécution, les condamnés furent transférés dans la prison à proximité de laquelle, sur la rive de la Kouban, on avait l'habitude de fusiller. Cependant, l'arrestation de personnalités aussi importantes que le colonel Radetzky, le général Goutor, professeur à l'Ecole supérieure de Guerre, etc., surtout appartenant aux milieux militaires, ne laissa pas d'alarmer Moscou et de blesser l'amour-propre d'Atarbekov. En quittant la Kouban, ce bourreau avait assuré le gouvernement qu'il y avait exterminé toute trace de trahison et voici qu'à son insu on découvre à Ekaterinodar un immense complot parmi les milieux militaires ! D'autre part, les parents influents des détenus firent jouer tous les ressorts, tant dans la Kouban que dans la capitale, afin de sauver les malheureux. Des télégrammes impérieux furent envoyés de haut lieu à la section spéciale, lui intimant l'ordre de surseoir à l'exécution du verdict. Les télégrammes furent suivis de

l'arrivée inopinée d'Atarbekov en personne, qui fit comparaître devant lui le personnage principal de la conspiration, I.-L. Roussinova.

« N'importe comment, vous serez fusillée, lui déclara Atarbekov, avec un sourire infatué. Votre culpabilité est hors de doute. Vous avez été l'intermédiaire entre Korvine-Piotrovsky et le chef du contre-espionnage wrangélien Korvine-Kroukovsky, vous êtes donc sans contestation une espionne. » Et Atarbekov lui montra en ricanant la malencontreuse lettre écrite par Korvine-Piotrovsky sur les indications de Przeslavsky.

Tous les arguments de Roussinova protestant de son innocence demeurèrent vaines. Une odeur de sang semblait planer dans l'air...

« Mais vous devez me confronter avec Korvine-Piotrovsky », insistait Roussinova avec l'énergie de celui qui n'a rien à perdre. « Il est impossible que Korvine-Piotrovsky m'ait adressé une pareille lettre ! J'exige une confrontation ! »

Un sourire ironique crispa les lèvres du bourreau, qui semblait jouir des souffrances de sa victime.

« Vous ne pourrez être confrontés, dit-il, Korvine-Piotrovsky est devenu fou et se trouve dans une maison d'aliénés. C'est parce que vous le savez que vous demandez à lui être confrontée. Or, cette confrontation est impossible et, d'ailleurs, inutile ; vous êtes une espionne, c'est évident.

— C'est faux ! interrompit Roussinova. Korvine-Piotrovsky est dans la prison, dans une cellule d'isolement, à côté de la mienne, je viens de le voir, il se porte à merveille. »

En effet, avant de se rendre à l'interrogatoire, en passant par le couloir de la prison, Roussinova avait aperçu Korvine-Piotrovsky, à travers le judas de la porte, reçu quelques renseignements rapides au sujet de la fameuse lettre, le traita d'idiot et exigeait à présent à lui être confrontée.

Atarbekov dressa l'oreille. Le ton convaincu de Roussinova inspirait confiance. Il se laissa séduire par la possibilité de vérifier ses affirmations. Au bout d'une demi-heure, il était dans la prison où Korvine-Piotrovsky lui conta toute l'his-

toire de la malencontreuse lettre au nom de Korvine-Kroukovsky. Il apparut du même coup que la folie du prévenu et son transfert à la maison d'aliénation avaient été inventés de toutes pièces par Sviatogor.

Dès le lendemain, sur l'ordre d'Atarbekov, toutes les personnes inculpées d'« espionnage en faveur de l'impérialisme mondial » et condamnées à la peine de mort, furent transférées de la prison dans les caves de la Section spéciale; peu de temps après, tous, à l'exception de Korvine-Piotrovsky, Minko et Roussinova, furent libérés et leur place dans la prison, occupée par les agents responsables de la Section spéciale, son chef Dobrisse et le délégué Sviatogor en tête. C'est alors que Roussinova et les autres « espions » de la veille apprirent que le délégué Sviatogor n'était autre que Przeslavsky *alias* Dobrinsky. Et Minko, qui avait été interrogé par ce Protée, reconnut que sa figure, ses manières, sa voix, sa taille même rappelaient singulièrement le ci-devant sérénissime Gengiz-Khan, prince de Tartarie, qu'il avait autrefois rencontré au Conseil des Ministres d'Empire.

J'ignore quel fut le sort de ce personnage à transformations; peut-être a-t-il été fusillé! Une chose demeure incontestable : les tchéka sont remplis de types de cette espèce. La même tchéka d'Ekatérinodar emploie, sous le nom d'Iskritsky, un certain Bystrov, ancien colonel, si je ne me trompe pas, fameux par sa cruauté, et qui a des milliers de victimes sur la conscience. Les Iskritsky, les Sviatogor et *tutti quanti*, la lie des éléments intellectuels russes, lettons, juifs et autres, sont le cœur et le cerveau des tchéka. Infinitement supérieurs à ces vagues ouvriers sans emploi (« lumpen-prolétariat ») qui constituent le gros du personnel tchékiste, ces « profiteurs de la terreur » exploitent adroitement l'ignorance des agents communistes de la Tchéka, poussant à l'extrême les persécutions contre leurs adversaires politiques et surtout contre les intellectuels. Ne fut-ce pas un simple hasard qui mit fin à la carrière de Sviatogor et arracha à la mort une centaine d'innocents? Seule, l'importance de la conspiration impliquant des militaires influents, a créé autour

de cette affaire assez de bruit pour la faire reviser par Atarbekov, personnellement intéressé, et qui réussit, grâce à l'énergie de Roussinova, à découvrir le pot aux roses.... Mais que dire des centaines de milliers de victimes, n'ayant ni relations, ni moyens d'appel et qui périssent dans les oubliettes des tchéka en maudissant les instigateurs de la terreur bolcheviste? Et d'ailleurs, on l'a vu, ni Korvine-Piotrovsky, ni Minko, ni Roussinova ne furent libérés par Atarbekov. Il les fit déporter dans différentes villes du Nord, exposés à toutes les souffrances qu'implique le transfert des prisonniers.

« Vous n'êtes pas coupables, j'en suis convaincu, leur déclara Atarbekov, et cependant, je ne puis vous libérer. »

Telle est la base sur laquelle repose le pouvoir bolcheviste. Elle contient les germes de la décomposition de l'appareil entier. La Tchéka, c'est l'Etat dans l'Etat. C'est un supergouvernement, le « centre des centres ». Le foyer de putréfaction se trouve à l'intérieur, au cœur même du bolchevisme

G. LUSMARINE.

XII

Le camp de concentration de Kholmogory ⁽¹⁾

Ce camp de concentration, qui se trouvait auparavant à Solovky, est installé à Kholmogory depuis mai 1920. Des détenus, quelquefois, par convois entiers, y avaient été envoyés, il est vrai, dès avant cette date, mais ils n'arrivaient jamais à destination, car il n'y avait même pas de camp. A une dizaine de verstes de Kholmogory, sur la rive

1. Département d'Arkhangel.

de la Dvina du nord, est situé le village de Koskovo; au delà de la rivière s'étend un pittoresque bois de sapins où s'élèvent quelques habitations — une annexe de Koskovo; c'est là qu'on emmenait les détenus, c'est là qu'on fusillait des dizaines et des centaines de condamnés. On entendait jusqu'au village le crépitement des mitrailleuses, les cris, les gémissements. Combien de victimes y a-t-on enterrées? Il serait difficile de le préciser. Les habitants des alentours nomment le chiffre effarant de 8.000; peut-être est-il exagéré; quoi qu'il en soit, il ressort du rapprochement de tous les témoignages que les victimes se comptent par milliers.

Le camp de Kholmogory n'est pas grand. De mai à novembre 3.000 personnes y ont passé; au mois de novembre on y comptait 1.200 détenus, dont 600 à Kholmogory même et autant dans les quatre camps situés dans le cercle à une distance de quelque 20 à 40 verstes, à Skite (monastère), à Selo, sur le lac Sec (Soukhoé Ozéro) et sur le lac Chaud (Goriatchée Ozéro).

Le camp est installé dans l'ancien couvent de femmes; le local est bon et chaud — ce qui semble être son seul côté positif. Pour le reste... en levant l'écrou à l'un des détenus, le commandant lui fit observer : « Vous pouvez être fier d'avoir été détenu dans le camp le plus rigoureux de Russie. » Ce n'est pas sans raison qu'il garde le surnom de « camp de la mort ».

A l'époque où le camp était administré par le commandant Batchoulisse, homme extrêmement cruel, bien des gens furent fusillés pour la moindre peccadille. On raconte sur lui des choses épouvantables. On dit qu'il partageait les détenus par groupes de dix et, pour la faute d'un seul, tous les dix étaient punis. Un détenu s'étant évadé et n'ayant pu être retrouvé, les neuf autres auraient été fusillés. Quelque temps après, le fugitif fut repris et condamné à mort; on le conduisit à la fosse béante; le commandant avec force injures, lui asséna sur la tête un coup si violent que le malheureux, abasourdi, tomba dans la fosse et on l'enterra vivant. Ce fait a été rapporté par un des surveillants.

Par la suite, Batchoulisse fut nommé commandant du camp le plus avancé dans le nord, à 100 verstes d'Arkhangel, à Portalinsk où les détenus n'ont pour toute nourriture que du poisson sec, sans jamais voir de pain, et où Batchoulisse donne libre cours à sa cruauté. Sur un convoi de 200 personnes qui y furent récemment déportées de Kholmogory, bien peu semblent avoir échappé à la mort. La seule allusion à Portalinsk fait trembler tous les détenus de Kholmogory : y être déporté équivaut à la condamnation à mort, et cependant, à Kholmogory même, leur vie est loin d'être rose. Le commandant actuel de Kholmogory, Saknite, n'a pas l'habitude de fusiller. Ce n'est pas, au fond, un homme cruel, il est même capable de sentiments humains ; ce qui est terrible, c'est que les détenus, dans leur ensemble, ne sont pas, à ses yeux, des êtres humains : toute l'administration les considère comme un ancien propriétaire considérerait ses serfs ou un planteur américain ses esclaves noirs : si je veux, je châtie ; si je veux, je fais grâce. Toute l'administration est recrutée parmi les détenus communistes ; bien entendu, ils jouissent d'une situation privilégiée à laquelle ils tiennent d'autant plus qu'ils sortent eux-mêmes de la masse asservie ; aussi dépassent-ils souvent le commandant en zèle et cruauté.

Pour la première fois, j'aperçus les détenus en m'approchant de Kholmogory. Il faisait un froid de 20 degrés, les chevaux s'enfonçaient dans des tas de neige. Nous croisâmes sur la route une procession étrange : quelques grands traîneaux chargés de caisses étaient tirés par plusieurs groupes d'hommes, de quinze à vingt par chargement. Hâves, l'air malade, les vêtements en lambeaux, grelottant de froid, ils suppliaient d'une voix plaintive : « Un peu de pain, un peu de pain s'il vous plaît », mais les hommes de l'escorte ne nous laissèrent pas leur donner du pain. Ils convoyaient des vivres que les Américains avaient envoyés aux détenus. Hélas, seule une partie infime de ces vivres parvint jusqu'aux détenus — l'administration préféra les garder pour elle.

Cependant, ces hommes grelottants, affamés et dégue-

nillés, sont des privilégiés : ils ont du moins quelques vêtements si mauvais soient-ils et on les envoie aux travaux forcés ; un grand nombre de détenus n'ont littéralement rien à se mettre sur le dos et sont obligés de rester enfermés. Aux approches des grands froids, le manque de vêtements chauds se fait cruellement sentir. Le froid est un des pires fléaux des détenus.

A l'arrivée d'un convoi à Kholmogory on commence par fouiller tout le monde et à enlever tout le « superflu ». Les hommes ont droit à deux paires de linge. Sous prétexte de « superflu » on enlève tout bon vêtement, les bottes, les vêtements chauds, et l'homme, condamné à vivre à l'extrême nord, demeure à moitié nu. Les effets sont remis à la manutention, soi-disant en dépôt ; en réalité, l'administration y puise tout ce dont elle a besoin. Je connais des faits où les gardiens touchaient, contre un ordre de livraison, des effets qu'on savait appartenir aux détenus. D'autre part, les vêtements chauds disparaissaient souvent des colis envoyés aux détenus. On avait envoyé à l'un d'eux une vareuse doublée de fourrure, un bonnet et des bottes de feutre — rien de tout cela ne lui est parvenu. On l'avait déporté à moitié fou, à peine sorti du typhus, en plein hiver avec un paletot d'été, les bottes déchirées laissant passer les orteils. Avec beaucoup de peine ses camarades réussirent à convaincre le commandant de lui délivrer, pour faire le trajet, une vareuse fourrée appartenant à l'administration.

Le deuxième fléau, plus terrible encore, est la faim. La nourriture consiste en eau chaude le matin, en soupe de pommes de terre gelées et en une livre (400 grammes) de pain à midi, en soupe et eau chaude le soir. L'envoi des Américains contenait d'excellentes conserves de viande et des graisses. De temps en temps, un peu de ces bonnes choses figuraient dans la soupe. A Arkhangel, un envoi analogue des Américains améliora sensiblement la situation des détenus ; ici, ils n'en eurent qu'une partie infime. En automne, on fit d'importantes réserves de choux ; or, il fallut du fourrage pour les vaches (il y en a dix-huit ; une

partie du lait est destinée aux infirmeries, la plus grande part revient à l'administration). Sans plus de façons, on donna les choux aux vaches, et les détenus furent remis au régime des pommes de terre gelées. Deux ou trois fois par semaine on autorise des envois du dehors, or, je ne sais pourquoi, on prit l'habitude d'interdire les graisses, et les hommes affamés étaient frustrés du peu qui eût pu les soutenir. De même, on enlève toutes les graisses des colis envoyés par la poste. D'ailleurs, la plupart des détenus n'ont personne pour leur envoyer des secours et sont littéralement tenaillés par la faim. En se rendant aux travaux forcés, ils demandent l'aumône aux passants et dévorent sur place tout ce qu'on leur donne, jusqu'aux pommes de terre crues qu'ils se mettent à grignoter avidement. Aucune menace de l'administration ne pouvait les empêcher, l'été, de voler les légumes dans le potager. Plus d'un a été tué pour avoir essayé de voler quelque navet. Le garde rapporte : « Il y a eu tentative d'évasion, il a fallu faire feu. » En fait, il n'y a eu que tentative de voler des navets pour emplir tant bien que mal le ventre creux. Le pire, c'est qu'à côté de ces hommes affamés, l'administration vit aussi grasement que possible. Beurre, viande, lait, farine blanche, sont dépensés à profusion dans ses cuisines. Des femmes cultivées sont astreintes à faire office de cuisinières, à confectionner des plats fins et, au moindre mécontentement, le plat désapprouvé est jeté aux ordures.

Les maladies constituent le troisième fléau. Le froid ainsi que l'insuffisance de nourriture en provoquent un grand nombre. L'infirmerie aménagée pour deux cents lits suffit à peine à contenir tous les malades. En automne, il y eut une violente épidémie de typhus. Sur 4.200 détenus, 800 en furent atteints, mais la mortalité fut relativement insignifiante : il n'y eut que 22 morts. En tout, le nombre des morts se présente comme suit :

Mai	12
Juin	20

Juillet.	30
Août	80
Septembre	110
Octobre	190

dont 110 à la suite de la dysenterie et 80 à la suite d'ina-
nition.

On voit par ces chiffres que la mortalité augmente à l'approche des froids; la faim et le froid en sont la cause plutôt que les maladies. Les hommes affamés se jettent sur tout ce qui leur tombe sous la main, il en résulte des affections gastriques, et l'organisme épuisé n'offre aucune résistance. Il est arrivé que le malade ait échappé au typhus pour mourir ensuite d'inanition. Dans un grand local (ancienne église), sont étendus les convalescents qui sortent du typhus. Le médecin ou l'infirmière passent; de tous côtés, des malades émaciés, pâles, semblables à des fantômes, supplient d'une voix grêle : « Un peu de graisse, un tout petit peu de graisse!... » Mais la pharmacie manque d'huile de foie de morue; la soupe maigre et le pain à moitié cuit ne suffisent pas pour rétablir les forces, et l'homme, à peine remis du typhus, s'éteint faute de nourriture. Un malade qui vient d'avoir la dysenterie, sent renaître sa faim et se jette avidement sur la soupe; moyennant ses derniers brins de tabac, il se fait céder par les grands malades six ou sept écuelles de soupe qu'il dévore goulument et meurt le lendemain. La salle de consultation est tous les jours comble; presque tout le monde est vraiment souffrant, mais le médecin, lui-même un détenu, n'ose pas les porter malades : s'il y en a trop, le commandant survient, sermonne le médecin, le menace de cachot et procède en personne au triage des malades. Ils sont placés sur un rang et le commandant les passe en revue à grand renfort d'injures : « Mais tu n'es pas malade, puisque tu te tiens debout! » après quoi un certain nombre sont réintégrés dans les cellules en tant que bien portants. Un jour, après avoir houspillé de la sorte les malades, le commandant fit appeler le médecin. Celui-ci

vint, hagard, livide et si abasourdi par les vociférations du commandant qu'il fit le salut militaire et clama à pleins poumons selon la formule de l'ancien code militaire : « Pardon, mon commandant ! » Fallait-il qu'il fût intimidé pour en être arrivé là ! Ses paroles firent rire le commandant qui lui fit grâce du cachot.

Il arrive que les malades meurent au cours de la consultation. Tous les matins, un traîneau vient à l'infirmerie, et le fossoyeur, un ancien avocat de Moscou, secondé de deux étudiants, charge cinq ou six cadavres absolument nus, les recouvre d'une grosse toile d'emballage et les emmène aux environs de la ville pour les ensevelir dans une fosse anonyme.

En plus des privations matérielles, les détenus sont constamment plongés dans une espèce d'accablement inquiet résultant de l'extrême brutalité de l'administration. D'abord, ils sont toujours tutoyés et cela sur un ton rogne et grossier. L'administration étant elle-même composée de détenus, chacun cherche à faire valoir son prestige. Il s'est développé tout un système de délations, de plaintes, d'intrigues. On est sans cesse menacé de cachot, et ce n'est pas qu'une menace. En plus du cachot, il y a les arrêts dans un bastion froid, au pain et à l'eau. Il y a de plus, la « Maison Blanche », elle se trouve au delà du camp ; c'est une petite maisonnette avec trois fenêtres sur la rue. Dans une pièce exiguë quarante personnes sont entassées ; il n'y a ni promenade, ni secours médical. Il n'y existe même pas de lieux d'aisance ; deux fois par jour on fait sortir les détenus pendant deux minutes. Des détenus y furent atteints du typhus et demeurèrent pendant dix jours, jusqu'au moment de la crise, sans le moindre secours. Certains détenus y passèrent plus d'un mois, tombèrent malades et finirent par devenir fous. Les injures et les coups de poing sont des faits banals. Du temps de l'ancien commandant Batchoulisse on risquait d'être fusillé pour un oui ou pour un non. La situation des femmes est généralement un peu meilleure que celle des hommes, mais sous certains rapports elle est pire. Il leur est rigoureusement interdit de

parler aux hommes. Et l'administration les tient en leur pouvoir absolu. Les cuisinières, les blanchisseuses, les domestiques pour l'administration sont recrutées parmi les détenues et très souvent parmi les intellectuelles. Sous prétexte de nettoyage à faire, les aides du commandant (Okrène, par exemple) font venir les jeunes filles qui leur plaisent, quelquefois dans la nuit. Ces invitations deviennent de plus en plus fréquentes, les favorites reviennent les bras chargés de victuailles, leur vie de famine prend fin. Aussi bien le commandant que ses auxiliaires ont des maîtresses prises parmi les détenues. Refuser un travail quelconque, désobéir à l'administration est chose inadmissible : les détenus sont intimidés au point de supporter sans murmurer tous les outrages, toutes les brutalités. Il y eut des cas de protestation : une des protestantes ayant manifesté son indignation fut fusillée (du temps de Batchoulisse). Une nuit, on vint à trois heures chercher une jeune fille, une étudiante que l'aide du commandant réclamait; elle refusa énergiquement de se rendre à l'invitation et il arriva ceci : ses compagnes la supplièrent d'obéir sinon elles en auraient toutes à souffrir.

Le camp entier est affamé, malade, terrorisé; les détenus perdent toute ressemblance humaine et se transforment en esclaves pitoyables et abrutis. X. X...

XIII

Les massacres d'Astrakhan

(Mars 1919).

Au mois d'avril 1912, dans un coin perdu de la Sibérie, sur la Léna, des agents subalternes du gouvernement tsariste fusillèrent trois cents ouvriers affamés, exténués par un travail accablant et les conditions intenable de leur existence.

Sur les instances de la presse tant russe qu'étrangère et de l'opinion publique, le gouvernement tsariste se vit obligé d'autoriser les membres de la Douma d'Empire à instruire l'affaire et destitua ensuite tous ceux qui s'étaient rendus coupables de cette répression sanglante contre des ouvriers sans armes. Ainsi fut-il au temps du tsarisme.

Or, au mois de mars 1919, dans la république des soviets, le représentant de l'organe suprême de l'Etat communiste a dirigé le massacre des *milliers* d'ouvriers affamés, à Astrakhan. La presse soviétique a passé sous silence cette affaire monstrueuse. Et jusqu'à présent peu de gens la connaissent.

Astrakhan est un chef-lieu important à l'embouchure de la Volga, jadis la mère nourricière des prolétaires. Des dizaines de milliers d'ouvriers. De nombreuses associations professionnelles. Il ne manque que des organisations socialistes. C'est qu'aussi la plupart des militants ont été fusillés en 1918.

En août et septembre 1918 a été exterminée toute la conférence départementale du parti socialiste-révolutionnaire, le Comité départemental en tête, en tout 16 personnes. Il y avait parmi les fusillés le camarade Dovtchal, secrétaire du Comité; Pierre Alexéevitch Goreline, membre de l'Assemblée Constituante, paysan du département de Saratov, Tcheslas Metcheslavovitch Stroumille-Petrachkevitch, membre du parti socialiste-révolutionnaire depuis le moment de sa fondation, etc.

Les militants échappés au massacre étaient terrorisés, et la vie du parti fut complètement suspendue à Astrakhan.

La haine que le pouvoir professait pour les socialistes était telle qu'il suffisait de se déclarer membre d'une organisation socialiste pour encourir la mort. C'est ainsi qu'à la suite de la grève dont il va être question, on fusilla le camarade Metenev, président du Conseil de l'administration de l'Union des métallistes, lequel, au moment de son arrestation, s'était déclaré partisan des socialistes-révolutionnaires *de gauche*.

Les usines métallurgiques d'Astrakhan : « Caucase et Mercure », « Vulcan », « Etna », etc., avaient été militarisées,

les ouvriers soumis à un recensement militaire. Depuis la proclamation du monopole du blé et la suppression du libre commerce des vivres, la ville d'Astrakhan, qui avait toujours vécu de blé importé, se trouva soudain dans le plus cruel embarras. Depuis la socialisation des pêcheries et l'exécution des principaux pisciculteurs (Bezzoubikov et autres), la ville autrefois riche en poisson — l'embouchure de la Volga en fournissait à elle seule des dizaines de millions de pouds par an — n'eut même plus de harengs, le commerce en ayant été interdit sous peine d'arrestation tant du vendeur que de l'acheteur.

En 1918, les habitants d'Astrakhan furent ravitaillés tant bien que mal par les matelots de la flotte fluviale; mais dès le début de l'hiver l'arrivage des vivres librement vendus cessa presque complètement. Autour d'Astrakhan, le long des voies ferrées et des routes, étaient postés des détachements de réquisition. Les vivres étaient confisqués, vendeurs et acheteurs fusillés. Astrakhan, entourée de blé et de poisson, mourait de faim. Elle ressemblait à une île dont les habitants meurent de soif au milieu d'une mer d'eau potable.

A partir de janvier 1919, les ouvriers d'Astrakhan furent menacés d'une véritable famine. Le pouvoir local fut sur le point de leur octroyer le droit d'acheter librement les denrées alimentaires, mais le gouvernement central, mécontent de cette politique conciliante, rappela le chef de la région Chliapnikov et nomma à sa place K. Mekhonochine. A la place de l'autorisation attendue, ce fut une pluie de vexations et de répressions. Un ordre du jour proclamé dans les usines exigeait des ouvriers le maximum du rendement.

Affamées, fatiguées, aigries, obligées, après le travail, de faire la queue aux portes des boulangeries pour obtenir 50 grammes de pain, ces foules d'ouvriers se constituaient en autant de meetings qui cherchaient à résoudre la situation devenue intenable. Le pouvoir mobilisa des patrouilles spéciales chargées de disperser les meetings improvisés. Les ouvriers les plus actifs furent arrêtés. Cependant, la situation du ravitaillement empirait, les répressions devenaient de plus

en plus violentes, et à la fin de février 1919, après avoir réélu le Conseil d'administration de leur Union, les ouvriers des métaux parlèrent résolument de déclarer la grève. Aux derniers jours de février, dans la séance commune du Conseil départemental des Unions professionnelles et des comités des usines, le représentant des matelots de la flotte de la Volga déclara aux ouvriers qu'au cas de grève les matelots n'agiraient pas contre les ouvriers.

Il ne restait qu'à fixer le jour de la grève.

A partir des premières journées de mars le travail avait presque cessé dans les usines. On discutait partout les revendications à présenter au pouvoir. Il fut décidé qu'on demanderait le rétablissement provisoire (jusqu'à solution des difficultés du ravitaillement) du libre commerce du blé ainsi que la liberté de la pêche. Cependant, on ne réussit pas, avant la déclaration de la grève, à formuler les revendications définitives. Entre temps, le pouvoir réunissait les unités sûres et les massait autour des usines. La catastrophe était imminente.

Et c'est ainsi qu'à l'époque du deuxième anniversaire de la révolution de mars, le pouvoir « ouvrier et paysan » inonda de sang la ville ouvrière d'Astrakhan.

Même dans l'ensemble de la terreur communiste qui vise, soi-disant, les ennemis de classe des travailleurs, mais atteint principalement les ouvriers et les paysans, dans cet ensemble même, la répression d'Astrakhan est, par son ampleur, sans exemple dans l'histoire du mouvement ouvrier. Deux choses y frappent également : d'une part, impossibilité absolue pour les ouvriers de se défendre et, d'autre part, la franchise brutale et cynique des dirigeants. La fusillade fut dirigée par le représentant du suprême organe législatif et exécutif de l'Etat : le membre du Comité Central Exécutif Panrusse, K. Miekhonochine. Ce noble bourreau, dans tous ses ordres et ukases, faisait suivre son nom de tous ses titres ronflants : Membre du Comité Central Exécutif Panrusse des Soviets de délégués des ouvriers, paysans, armée rouge et cosaques, membre du Conseil de guerre révolutionnaire de la République, président du Comité du front caspien, etc., etc.

Voici ce que disait le communiqué officiel relatif à la fusillade :

« Le 10 mars 1919, à dix heures du matin, les ouvriers des usines « Vulcan », « Etna », « Caucase et Mercure », sur un signal d'alarme de la sirène, suspendirent le travail et se mirent à meetinguer. Les représentants des pouvoirs les ayant sommés de se séparer, les ouvriers s'y sont refusés et continuèrent à meetinguer. Nous fîmes alors notre devoir révolutionnaire et eûmes recours aux armes... »

« Signé : K. Miekhonochine (suivent les titres). »

Le meeting de dix mille ouvriers délibérant paisiblement sur leur pénible situation matérielle, fut cerné de mitrailleurs, de matelots, de grenadiers. Les ouvriers ayant refusé de s'en aller, on fit feu. Immédiatement les mitrailleuses crépitèrent dirigées sur la foule compacte des membres du meeting, les grenades à main se mirent à éclater avec un fracas assourdissant.

Un frémissement parcourut le meeting soudain silencieux. Dans le crépitement des mitrailleuses on n'entendait ni les gémissements des blessés, ni les cris suprêmes des mourants.

Soudain la foule s'ébranle et d'un seul élan de ses forces décuplées par l'épouvante enfonce le cordon mortel des troupes. Et elle fuit, elle fuit sans se retourner, dans tous les sens, cherchant à échapper aux balles des mitrailleuses qui se remettent à marcher de plus bel. On tire sur les fuyards. On accule les retardataires dans des locaux fermés et on les fusille à bout portant. Près de *mille* cadavres marquent l'endroit du paisible meeting. Parmi les corps convulsés des ouvriers agonisants on aperçoit çà et là quelques « pacificateurs révolutionnaires » écrasés par la foule. En un clin d'œil la ville entière est au courant du massacre.

On fuyait de tous les côtés. Il n'y avait qu'une seule clameur d'épouvante folle : « On fusille, on fusille ! »

Quelques milliers d'ouvriers se réunirent auprès d'une église.

« Fuyons la ville », répètent des voix d'abord hésitantes puis de plus en plus résolues. « Fuir, mais où ? » Les routes

tout autour sont enfoncées. C'est la fonte des neiges. La Volga débâcle. Pas de pain. — Il faut fuir, il le faut. Fût-ce chez les blancs. Ici, c'est la mort. — Allons, petits frères, et que faire de nos femmes, des enfants ? — N'importe comment on est fichu. Que ce soit ici ou là-bas, c'est tout un. Rien à manger. Fuir, fuir...

Soudain, au loin, le canon gronde. Une salve étrange et bourdonnante. Puis un éclat sourd. Encore le bourdonnement. La coupole de l'église s'effondre avec fracas. Les coups sourds se suivent. Un obus éclate. Puis un autre. Encore et encore. En un clin d'œil la foule devient un troupeau affolé. On fuit tout droit devant soi. Et l'artillerie continue à tirer. Quelqu'un règle le tir et les obus atteignent les fuyards.

La ville est déserte. Le silence règne. Les uns ont fui, les autres se cachent.

Deux mille victimes viennent de tomber dans les rangs des ouvriers.

Ici finit la première partie de l'épouvantable tragédie d'Astrakhan.

La deuxième partie, plus terrible encore, commença dès le 12 mars. Un certain nombre d'ouvriers furent faits prisonniers par les « vainqueurs » et répartis dans six « commandatures » dans les cales des chalands et des vapeurs. Le vapeur « Gogol » se distingua particulièrement par les atrocités qui s'y déroulèrent. Des télégrammes parlant d'« insurrection » furent envoyés à la métropole.

Le président du Conseil de guerre révolutionnaire de la République des Soviets, L. Trotsky, répondit par un télégramme laconique : RÉPRIMEZ SANS PITIÉ. Et le sort des malheureux ouvriers captifs fut décidé. La folie sanglante fut déchaînée sur terre et sur eau.

On fusillait dans les caves des « commandatures » extraordinaires ou tout simplement dans la cour. Des embarcations, les hommes furent précipités dans la Volga. Quelquefois on attachait des pierres au cou des malheureux. D'autres furent jetés par-dessus bord, les mains et les pieds liés. Un des ouvriers qui réussit à se cacher au fond de la cale près des

machines, a conté que dans une seule nuit on a jeté dans le fleuve, du vapeur « Gogol », cent quatre-vingts (180) hommes. Quant aux « commandatures extraordinaires », dans la ville même, il y eut tant de fusillés qu'on réussissait à peine, la nuit, à les emmener au cimetière où ils étaient jetés dans un tas sous le nom prétendu de « typhiques ».

Le commandant extraordinaire Tchougouev fit paraître une ordonnance spéciale interdisant, sous peine de mort, qu'on « fusillât les cadavres » sur le chemin du cimetière. Presque tous les matins, les habitants d'Astrakhan trouvaient en pleine rue des cadavres sanglants, à moitié nus, des ouvriers fusillés. Et c'est ainsi, qu'à la lueur du jour naissant, errant de cadavre en cadavre, les vivants retrouvaient les morts aimés...

Le 13 et le 14 mars, on continua à fusiller les seuls ouvriers. Cependant les pouvoirs se ressaisirent. On ne pouvait même pas mettre la responsabilité de ces exécutions sur le dos de la « bourgeoisie » insurgée. Et le pouvoir décide : mieux vaut tard que jamais. Pour voiler tant bien que mal la brutalité de la répression on décida de s'emparer des premiers « bourgeois » venus et de « régler leur compte ». Le système était simple : on n'avait qu'à mettre la main sur n'importe quel propriétaire d'immeuble, pisciculteur, petit commerçant ou industriel et à les fusiller.

Voici un des nombreux exemples des représailles contre la « bourgeoisie ». Une fonctionnaire soviétique, fille d'un avocat local, Jdanov, par son mari princesse Toumanova, surnommée dans le pays la belle de la Volga, était l'objet des assiduités obsédantes des commissaires, grands et petits et jusqu'aux plus haut placés. Ces assiduités se heurtaient constamment au mépris hautain de la jeune femme. Aux jours du « règlement des comptes » de la « bourgeoisie », les communistes décidèrent de supprimer la « pomme de la discorde ». Et le père, qui vint prendre les nouvelles de sa fille, ne trouva que son cadavre nu... Vers le 15 mars, il n'y avait presque pas de maison où on n'eût pleuré un père, un mari, un frère ; dans certaines familles plusieurs personnes avaient disparu.

Pour dresser le bilan exact des victimes, il faudrait interro-

ger tous les citoyens d'Astrakhan sans exception. On les avait d'abord chiffrées à deux mille, ensuite à trois... Puis les pouvoirs se mirent à publier des listes comportant des centaines de noms des « bourgeois » fusillés. Au commencement d'avril on parlait de quatre mille victimes. Et les représailles continuaient toujours. Le pouvoir semblait vouloir prendre sa revanche sur les ouvriers d'Astrakhan pour toutes les grèves ouvrières, celles de Toula, de Briansk, de Petrograd qui avaient déferlé à travers le pays en mars 1919. Ce ne fut que vers la fin d'avril que les exécutions commencèrent, peu à peu, à se faire moins nombreuses.

A cette époque, Astrakhan offrait un spectacle poignant. Les rues désertes. Dans les maisons, des familles en pleurs. Les murs, les devantures et les fenêtres des institutions officielles recouvertes d'innombrables prescriptions...

Le 14 mars, on publia un ukase intimant aux ouvriers l'ordre de se présenter aux usines sous menace d'arrestation et de suppression des cartes d'alimentation. Cependant les commissaires seuls se présentèrent aux usines. La suppression des cartes ne faisait pas peur puisque, depuis longtemps, elles ne servaient à rien ; quant à l'arrestation, n'importe comment on ne pouvait y échapper. D'ailleurs, il restait peu d'ouvriers dans la ville.

Ce ne fut que le 15 mars que la cavalerie rouge rattrapa une partie des fugitifs dans les steppes, assez loin d'Astrakhan. Les malheureux furent ramenés de force, après quoi on se mit à chercher parmi eux les « traîtres ».

Le 16 mars, de nouvelles ordonnances furent affichées sur les murs. Sous menace d'arrestation, de licenciement, de suppression de la carte d'alimentation, tous les ouvriers et toutes les ouvrières avaient à se présenter à des endroits déterminés pour assister aux funérailles des victimes de « l'insurrection ». « *D'une main révolutionnaire nous châtierons les réfractaires.* » Ainsi se terminait l'ordonnance. Le terme fixé pour le rassemblement s'était écoulé et cependant il n'était venu que quelques dizaines d'ouvriers. La cavalerie rouge reçut l'ordre d'amener de force tous ceux qui se trouvaient dans les rues,

de faire sortir les habitants de leurs maisons. Les cavaliers allogènes, telles des brutes féroces, parcoururent la ville et frappèrent cruellement, à coup des nagaïkas, tous ceux qui cherchaient à se cacher. Très en retard, escortée de troupes armées de piques et de nagaïkas, la procession se dirigea vers le jardin municipal.

Les ouvriers, mornes et accablés, sans lever la tête, remuaient les lèvres en silence. L'hymne funéraire : « Vous êtes tombés victimes de la lutte fatale », impressionnant justement par son peu d'entrain, se perdait dans l'air printanier, les sons à peine formés.

Quelle ironie diabolique : les ouvriers suivaient les obsèques de leurs bourreaux sans oser songer à leurs camarades tombés, dont les cadavres s'entassaient dans le cimetière. Ils chantaient pour les autres, pour leurs bourreaux, pensant à ceux à côté de qui, quelques jours auparavant, ils avaient enfoncé le cordon des troupes. Ils écoutaient les discours des orateurs communistes glorifiant leurs bourreaux qui avaient fait leur « devoir révolutionnaire », sans pouvoir dire un mot sur les ouvriers révolutionnaires fusillés.

« *Nous vengerons chaque communiste, nous le vengerons au centuple !* » grondait la voix de l'orateur officiel. « Voyez, les voilà, quarante-sept de nos camarades tombés pour la cause ouvrière ! »

Les têtes des ouvriers s'inclinent plus bas encore. Des larmes. Des sanglots.

Et l'orateur continue sur le même ton de vainqueur triomphant. Et il menace, il menace toujours.

Quarante-sept cercueils rouges sont alignés autour de la fosse commune. Des drapeaux noirs et rouges les entourent.

« Aux champions de la révolution ayant donné leur vie pour le socialisme », disent les inscriptions. D'autres « champions de la révolution », armés de piques et de nagaïkas, tiennent les drapeaux.

Impossible de fuir ce lieu de torture. La douleur et le sentiment d'impuissance accablent les ouvriers. Une épouvante

insaisissable mais tangible paralyse l'esprit et les mouvements. Les ouvriers boivent jusqu'à la lie le calice amer.

Les journaux paraissent encadrés de noir. Tous les articles sont consacrés aux « soutiens de l'ordre » révolutionnaire. Pour les ouvriers, il n'y a qu'un refrain indigné : « *c'est votre faute.* » Le bourreau titré K. Miekhonochine envoie un message de remerciements aux troupes... « Vous avez fait votre devoir révolutionnaire, d'une main de fer, sans frémir, vous avez écrasé l'insurrection. La révolution ne l'oubliera jamais. Les ouvriers sont seuls coupables de s'être laissé prendre à la provocation... »

Et l'Astrakhan ouvrière s'est plongée dans la torpeur. Les usines se taisent. Les cheminées ne fument plus...

Les ouvriers quittaient la ville irrésistiblement. L'autorisation de pêcher le poisson et d'acheter le pain ne pouvait désormais les faire rester. Cette autorisation était trop chèrement payée. Elle était rédigée avec le sang de leurs parents et amis. La « faveur » du gouvernement sentait le sang des prolétaires d'Astrakhan.

Dans l'histoire du mouvement ouvrier, la tragédie d'Astrakhan sera inscrite en lettres de feu et de sang. Le jugement impartial de l'histoire prononcera sur l'une des pages les plus affreuses de la terreur communiste...

Quant à nous, ses témoins et contemporains, nous voudrions crier à tous les amis des ouvriers, à tous les socialistes, à tout le prolétariat mondial :

« *Qu'on fasse une enquête sur la tragédie d'Astrakhan !* »

Moscou, septembre 1920.



TABLE DES MATIÈRES

	Pages
I. — Les psychoses sanglantes, par V. Tchernov	5
II. — Le vaisseau de la mort, par A. Tchoumakov	23
III. — La guillotine sèche, par A. Soutoujenko.	56
IV. — Aux jours de la terreur rouge, par N. Begletzov.	84
V. — Quelques traits de la vie de prison, par A. Bekreniev . .	103
VI. — Une année dans la prison de Boutyrki, par Nadejdine . .	151
VII. — La prison de la Vétchéka, par F. Nejdánov	187
VIII. — La Sûreté communiste panrusse, par Un témoin oculaire	202
IX. — Le transfert des socialistes au bagne de Yaroslavl, par S. Volodine	219
X. — La tchéka de Saratov, par S. L. N.	239
XI. — La tchéka de Kouban, par G. Lusmarine	250
XII. — Le camp de concentration de Kholmogory, par X. X. . .	289
XIII. — Les massacres d'Astrakhan, par P. Siline	296



LES GRANDES ANTHOLOGIES

Sous la direction d'Alexandre Mercereau.

- Schneeberger.** *Les poètes Catalans* (Introduction : la poésie catalane depuis les origines; les poètes catalans depuis cinquante ans : choix d'œuvres et notices bio-bibliographiques). 7 50
- Suivront sur le même plan, les poètes haïtiens, français, russes, belges, suisses, italiens, espagnols, portugais, anglais, japonais, scandinaves, allemands, arabes, hindous, chinois, etc., etc.

PENSEURS ET MORALISTES

Publié sous la direction d'Henri Mazel.

- Montaigne** (pages les plus caractéristiques, accompagnées de notices bio-bibliographiques, de notes explicatives, précédées d'une préface par **Anatole France**). 5 »
- Miguel de Unamuno** (traduction française des plus belles pages du grand penseur espagnol, don Miguel de Unamuno, l'ancien Recteur de l'Université de Salamanque, avec préface de Maurice Vallis). 5 »
- Pour paraître prochainement : *Diderot, Epictète, Tolstoï, Pascal, etc.*

BIBLIOTHÈQUE DES CHEFS D'ŒUVRE RUSSES

- VI. Korolenko. — Garine. — Garchine. — Tchekhov. — Gogol. — Matchet. — Pomialovski.**
- Chaque volume 6 »

ROMANS

- Marcello-Fabri.** *L'Inconnu sur les Villes*, roman des foules modernes. 6 50
- Aldanov.** *Sainte-Hélène Petite Ile* (sur Napoléon). 6 50

POÉSIE

- Man'ha.** *Le Jardin des Scarabées*. 5 »
- Nicolas Beauduin.** *Signes Doubles*. 12 »
- Nicolas Beauduin.** *L'Homme Cosmogonique*. 10 »
- Juliette Roche.** *Demi-Cercle* (poèmes). 25 »
- Marcelle Marty.** *La Cage au Soleil*. 10 »
- Paul Fort.** *L'arbre au poème*. 10 »

LES ESTHÉTIQUES ANCIENNES ET MODERNES

- Gino Severini.** *Du Cubisme au Classicisme* (esthétique du compas et du nombre), préface du Dr Allendy, nombreuses reproductions. 7 50
- Albert Gleizes.** *Du Cubisme et des Moyens de le comprendre* (nombreuses reproductions), 6^e mille. 6 »

DOVOLOZKY
ACQUES
EDITEUR
15 RUE BONAPARTE
TELE-GOBELENS 51-02